

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

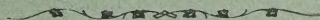
DES PRODUITS
DES
BIENS DES ÉPOUX
DE LEUR TRAVAIL ET DE LEUR INDUSTRIE
SOUS LES
DIVERS RÉGIMES MATRIMONIAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

J. COLIN DE VERDIÈRE

AVOCAT



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

1897

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES PRODUITS
DES
BIENS DES ÉPOUX

DE LEUR TRAVAIL ET DE LEUR INDUSTRIE

SOUS LES

DIVERS RÉGIMES MATRIMONIAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu le
lundi 22 Mars 1897 à 4 heures*

PAR

J. COLIN DE VERDIÈRE

AVOCAT



Président : M. BOISTEL

*Suffragants : { MM. WEISS, professeur.
 DESCHAMPS, agrégé*

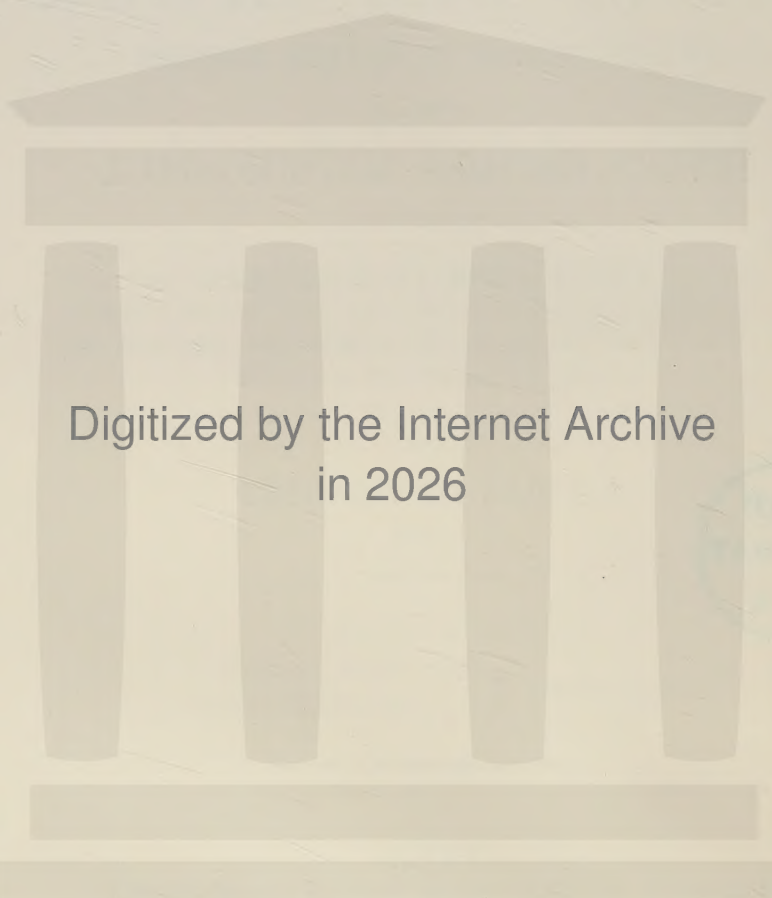
PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

1897



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

On peut définir la richesse l'ensemble de tous les objets utiles que l'homme a su approprier à son usage, pour satisfaire ses besoins et augmenter son bien-être.

La richesse se compose de tous les produits du travail humain et elle comprend également les revenus des capitaux. Produits de l'activité humaine et revenus des capitaux créés par le travail, voilà donc ce qui constitue la richesse : ce sont les biens qui sont destinés à subvenir aux besoins de l'homme ; ce sont aussi deux catégories de biens intimement liées l'une à l'autre. Que les richesses soient le produit direct du travail, ou qu'elles soient représentées par les revenus d'un capital créé antérieurement, elles tendent toujours au même but, qui est la satisfaction des besoins de la vie humaine, et elles ont la même origine, elles découlent de la même source, car c'est toujours le travail de l'homme, aidé des forces de la nature, qui leur a donné le jour.

On comprend donc facilement l'importance que peuvent avoir, dans l'échelle générale des richesses, celles qui sont ainsi le produit direct du travail ou qui sont représentées par les revenus des capitaux ; ce sont les biens par excellence, puisqu'ils assurent l'existence. Voilà pourquoi nous avons pensé qu'il était utile d'examiner comment le législateur en avait réglé la répartition dans la famille.

La famille est la base même de la société ; si elle est fortement constituée et munie de tous les moyens qui peuvent l'aider à atteindre sa fin, qui n'est autre que le

bonheur de ceux qui la composent, la Société en général, qui n'est que l'ensemble des familles, sera évidemment douée d'une grande force pour atteindre, elle aussi, le but qu'elle doit se proposer et qui est le bonheur particulier des individus qui la constituent. N'y a-t-il donc pas alors un intérêt capital à rechercher quelles sont les ressources que le législateur a voulu spécialement destiner aux besoins de la famille ? N'est-il pas intéressant de savoir comment ont été répartis entre les époux les produits de leurs apports et les fruits de leurs travaux ?

Quand l'homme et la femme s'unissent dans les liens du mariage, ils n'ignorent point qu'ils auront à faire face à des charges communes ; ils auront à élever des enfants, à les nourrir, à leur préparer une vie à l'abri du besoin. N'est-il pas naturel alors qu'ils recherchent les meilleurs moyens de faire face à ces charges ? Ils ont l'un et l'autre des biens, ou, s'ils n'en ont point, ils ont l'un et l'autre une intelligence et des forces physiques ; ils travailleront, et les produits de leur travail ou les revenus de leurs biens devront faire face aux besoins de la famille. Aux mains de qui mettra-t-on cette masse de biens composée des produits du travail des époux et des revenus de leurs biens ? Qui en aura la jouissance, et quelles seront les charges de cette jouissance ? Qui sera chargé de les administrer, c'est-à-dire de les appliquer aux charges pour lesquelles ils sont faits ? Est-ce le mari qui aura ce droit ? La femme ne pourra-t-elle pas dans certains cas y participer ? Y aura-t-il entre eux un fonds commun qui sera formé à l'aide de ces biens là et qui se partagera entre eux ou leurs héritiers à la dissolution du mariage ?

On comprend qu'il peut y avoir, à ces divers points de vue, une grande variété de combinaisons ; les diverses coutumes de notre ancienne France nous en offrent de nombreux exemples :

Ici, dans les pays du Nord, le régime de la communauté

est la règle généralement admise : les époux mettent en commun tous leurs biens meubles, aussi bien ceux qu'ils apportent en mariage que ceux qu'ils acquerront ensuite ; ils ne gardent que la propriété de leurs immeubles, parce que les immeubles sont des biens de famille que l'on veut conserver à la famille d'où ils viennent. Dans ce premier cas, les fruits de tous les biens entrent dans ce fonds commun, ainsi que les produits du travail de chaque époux ; ils sont destinés à faire face aux charges du mariage et s'il y a des économies faites sur ces fruits, ces économies se partageront avec le fonds commun lui-même entre les époux lors de la dissolution du mariage : c'est le mari qui administrera ce patrimoine commun.

Ailleurs, au midi de la France, où les souvenirs du droit romain se sont perpétués, c'est un régime de séparation de biens qui domine ; chaque époux garde ses biens propres ; mais la femme contribuera à l'aide de ses revenus aux charges du mariage : Ici, mariée sous le régime dotal, elle donne à son mari la jouissance de ses biens dotaux, assujettis à des mesures spéciales de garantie et de conservation, pour que le mari puisse faire face lui-même aux besoins du ménage. Là, elle conservera la jouissance et l'administration de ses biens, mais elle versera aux mains de son mari une portion de ses revenus, pour que celui-ci puisse nourrir et entretenir la famille ; enfin, là même où le régime de séparation de biens est admis en principe, les époux y joignent souvent une société d'acquêts ; dans ce régime, les fruits des biens de chaque époux et les produits de leur travail formeront toujours une masse commune destinée à supporter les charges qui naissent du mariage.

Régime de communauté complète ou réduite aux acquêts, régime de séparation de biens et d'exclusion de communauté, régime dotal, telles sont les diverses combinaisons qui pouvaient régir les biens des époux dans

notre ancien droit et qui peuvent encore les régir aujourd'hui sous notre Code civil.

Que deviennent exactement, sous ces différents régimes, les biens dont nous voulons nous occuper spécialement dans cette étude, c'est-à-dire les produits des biens et du travail des époux ? Comment le législateur a-t-il réglé entre les époux la répartition de ces biens ? A qui en a-t-il donné la jouissance ? Quelles sont surtout les charges de cette jouissance ? Quels sont ceux des produits des biens des époux qui ont le caractère de revenus et qui auront pour destination de faire face aux charges de mariage ? Quelle est la meilleure de ces combinaisons ? Enfin n'y a-t-il pas lieu de réclamer aujourd'hui certaines réformes à la législation sur cette matière, et quelles sont ces Réformes ? C'est là toute une série de questions que nous nous proposons d'examiner, en étudiant ce que deviennent, sous chacun des Régimes adoptés par le Code, les produits des biens des époux, de leur travail et de leur industrie.

Nous voulons montrer que le législateur, en établissant les principes qui doivent régler la répartition entre les époux des revenus de leurs capitaux et des produits de leur travail, a toujours été guidé par cette idée, que ces deux catégories de biens ont une destination toute naturelle, qui est de subvenir aux charges du mariage. Il fallait donc autant que possible diriger ces biens vers ce but. Il fallait, tout en laissant aux époux la liberté de régler comme bon leur semblerait leurs conventions matrimoniales, prendre des mesures destinées à empêcher que ces biens fussent détournés de leur fin naturelle ; l'existence même des époux et des enfants était ici en jeu. Nous verrons comment la loi a ainsi assuré la subsistance de la famille.

CHAPITRE PREMIER

DES RÉGIMES DE COMMUNAUTÉ

Les régimes de communauté légale ou conventionnelle étant les plus répandus et les plus fréquemment employés, il est naturel de rechercher en premier lieu ce que deviennent les produits des biens et du travail des époux, quand ceux-ci ont adopté un de ces régimes de communauté.

On sait que les époux qui ne font point de contrat de mariage sont mariés sous la communauté légale ; ils ne conservent alors comme biens propres que les immeubles qu'ils possédaient avant le mariage, ou qui leur sont advenus depuis à titre de succession ou donation ; mais tout le mobilier qu'ils possédaient avant le mariage, aussi bien que celui qu'ils acquièrent pendant son cours, ainsi que les immeubles qu'ils achèteront, composeront l'actif de la communauté (1401 1^o et 3^o) ; les fruits de leurs biens font encore partie de cet actif conformément au 2^e alinéa de l'article 1401, et nous verrons que les produits du travail et de l'industrie des conjoints, pouvant être assimilés à de véritables fruits, tombent également dans l'actif de la communauté légale. Ce régime de la communauté légale est celui que le législateur a pris pour base, pour régime-type ; c'est en édictant les dispositions qui doivent lui servir de règles qu'il a posé les principaux généraux qui s'appliqueront toutes les fois que, dans leur

contrat de mariage, les époux n'auront pas stipulé de clauses contraires ; mais il est bien entendu que les époux restent libres d'adopter telle convention matrimoniale qui leur plaira ; la loi n'a voulu leur imposer, ni le régime de la communauté légale, ni aucun autre. Il se peut donc qu'ils aient modifié dans un contrat les règles posées par le Code ; il peut alors se présenter une infinie variété de combinaisons, dans le détail desquelles il nous serait impossible d'entrer. Le législateur a examiné, à la suite du chapitre de la communauté légale, quelques-unes de ces communautés conventionnelles ; il a voulu jeter les bases de celles qui sont le plus souvent employées. Nous ne pourrions pas examiner ce que deviennent les produits des biens des époux et de leur travail sous chacune de ces conventions spéciales. D'ailleurs, ces diverses clauses ne diffèrent pas sensiblement les unes des autres au point de vue qui doit nous occuper, et les différences qui les séparent n'ont pas de rapport avec ce que nous proposons d'examiner dans cette étude.

Il est une de ces clauses cependant qui présente plus d'importance que les autres parce qu'elle est presque universellement mise en usage, c'est la communauté réduite aux acquêts. La masse commune est, sous ce régime, composée des fruits et revenus des biens des époux, des produits de leur travail et de leur industrie et des biens qu'ils ont pu acquérir pendant le mariage à l'aide de leurs économies, c'est-à-dire que, d'une façon générale, elle comprend exclusivement la catégorie de richesses dont nous voulons spécialement nous occuper dans cette étude. L'actif de cette communauté spéciale est donc bien moins étendu que celui de la communauté légale. D'autre part, nous verrons que le passif, c'est-à-dire les dettes dont est grevée cette masse active de la communauté d'acquêts, se compose précisément et exclusivement de toutes les charges qui d'ordinaire s'acquittent sur les reve-

nus : ce sont les dettes contractées pendant le mariage par le mari ou par la femme autorisée du mari, les intérêts des dettes personnelles aux époux, les charges usufruitaires, en un mot, les charges du mariage.

Ainsi, les revenus qui, seuls, composent la communauté d'acquêts ont bien pour destination, sous ce régime, de faire face aux charges du mariage ; c'est bien pour cela qu'ils tombent dans cette communauté, puisque ces charges du mariage que nous venons d'énumérer sommairement sont les seules dettes ou le seul passif dont il soient grevés.

Dans ces conditions, il nous semble que le *régime de la communauté réduite aux acquêts est bien le régime-type qui doit nous servir de base dans l'étude que nous allons faire des produits des biens et du travail des époux sous les régimes de communauté ; c'est donc ce régime de la communauté d'acquêts que nous allons étudier en examinant en détail ce qui compose son actif et ce qui forme son passif.*

Remarquons bien cependant que, tout en nous occupant de la communauté d'acquêts, nous n'entendons pas négliger l'étude de la communauté légale : nous avons dit en effet que, sous ce régime de droit commun, les fruits et revenus et les produits du travail entraient également dans l'actif de la communauté et le composaient en partie.

Les règles que nous allons voir sont d'ailleurs plus spécialement écrites au chapitre du Code qui est consacré à la communauté légale, mais, conformément aux dispositions de l'article 1528, elles s'appliquent d'une façon générale, et sauf dans le cas d'une dérogation expresse, à toutes les communautés conventionnelles et en particulier à la communauté d'acquêts. Les principes que nous allons exposer seront donc communs à l'un et l'autre de ces deux régimes. Nous remarquerons toutefois qu'il y a certaines de ces règles qui sont particulières au régime de la communauté légale.

Nous examinerons : 1° cette partie de l'actif de la communauté qui se compose des produits des biens des époux ayant le caractère de revenus et des fruits de leur travail ; 2° les charges qui sont imposées à la communauté en compensation de la jouissance qui lui est donnée sur ces mêmes biens, c'est-à-dire le passif qui correspond à la masse active que nous aurons examinée.

PREMIÈRE PARTIE

ACTIF DE LA COMMUNAUTÉ

Aux termes de l'article 1498 du Code civil, l'actif de la communauté d'acquêts ne comprend que les acquêts faits par les époux ensemble ou séparément durant le mariage et provenant tant de l'industrie commune que des économies faites sur les fruits et revenus des biens des deux époux.

La masse active de cette communauté d'acquêts se compose donc de trois éléments : 1° Les fruits et revenus des biens des époux ; 2° les produits du travail et de l'industrie de chacun d'eux ; 3° les biens qu'ils auront acquis pendant le mariage sur les économies qu'ils auront pu réaliser.

D'autre part, nous avons déjà fait remarquer que ces trois éléments, qui entrent dans la communauté réduite aux acquêts, entraînent à plus forte raison dans l'actif de la communauté légale, qui est d'ailleurs beaucoup plus étendu et dont ils ne composent qu'une partie (1401, 2° al.).

Ainsi les revenus des biens des époux et les produits de leur travail font partie de la communauté. La communauté a donc la jouissance des biens que les époux apportent au moment du mariage ; remarquons cependant

que, lorsque nous disons que la communauté a la jouissance des biens des époux, nous entendons simplement dire que les fruits de ces biens forment une masse commune dont les deux époux auront la jouissance, et qui se partagera entre eux par moitié lors de la dissolution. Il n'est pas en effet rigoureusement exact de dire que la communauté ait la jouissance du patrimoine des conjoints, car on pourrait conclure de l'emploi de ces termes que la communauté constitue une personne distincte de celle des époux ; or la communauté n'est pas un être moral ayant une personnalité civile reconnue par la loi : nulle part le législateur ne lui accorde cette existence légale ; la communauté est bien composée d'une masse de biens ; c'est un être fictif, mais ce n'est pas une personne morale. La jurisprudence, tout au moins, ne l'admet pas en principe (1).

On dit aussi en général que la communauté est usufruitière des biens des conjoints. En d'autres termes, on qualifie souvent « d'usufruit » le droit de jouissance de la communauté sur les biens des époux : nous allons voir que c'est bien là en effet un droit d'usufruit, mais que c'est un genre d'usufruit tout à fait spécial, car il existe de nombreuses différences entre les règles qui le gouvernent et celles qui gouvernent le droit d'usufruit ordinaire. Malgré ces différences, nous pouvons dire dès maintenant que la communauté a, sur les propres des époux, un droit de jouissance dont l'étendue est en principe soumise aux règles de l'usufruit.

C'est ce droit de jouissance que nous allons étudier en détail, en le comparant au droit d'un usufruitier ordinaire ; mais remarquons, avant d'entamer cette comparaison, que

(1) Cassation : 18 avril 1860 : La communauté entre les époux ne constitue pas à l'égard des tiers un être moral distinct de la personne de chacun des époux. (Dalloz. 1860. 1. 185.)

c'est le mari qui représente la communauté et qui en est le chef et le maître : nous verrons que c'est lui qui recueille les fruits et les emploie à subvenir aux charges auxquelles la loi les a destinés; c'est lui, en un mot, qui administre les biens de la communauté, comme il administre d'ailleurs tous les biens personnels de la femme (1428).

SECTION I^{re}. — APPLICATION A LA COMMUNAUTÉ DES RÈGLES DE
L'USUFRUIT

La communauté, disons-nous, a, sur les biens des conjoints, un droit de jouissance dont l'étendue est en principe soumise aux règles de l'usufruit :

Nous examinerons les règles de cette jouissance dans trois paragraphes différents consacrés, le premier aux produits des biens des époux, le second aux produits de leur travail et de leur industrie, et le troisième aux biens acquis par les époux durant le mariage à l'aide des économies réalisées pendant son cours.

§ 1. Produits des biens des époux.

Tous les produits des biens que les époux ont apportés au moment du mariage et de ceux qu'ils acquerront par la suite, entreront-ils dans l'actif de la communauté, sans aucune exception?

L'article 582 du Code civil, au chapitre de l'usufruit, dispose que l'usufruitier a le droit de jouir de toutes espèces de fruits, naturels, industriels ou civils que peut produire l'objet dont il a l'usufruit; et les articles qui suivent donnent des définitions de chacune de ces catégories de fruits : les fruits naturels, les fruits industriels et les

fruits civils. De tous ces textes, il ressort clairement que l'usufruitier a droit à ceux des produits du bien dont il a la jouissance qui ont le caractère de fruits, mais qu'il n'a droit qu'à ceux-là, et que tous les produits de ce même bien, qui ne peuvent pas être considérés comme des fruits, appartiennent au nu-propriétaire. Il existe donc des produits que la loi ne considère pas comme des fruits et dont elle refuse la propriété à l'usufruitier du bien d'où ils sortent, pour la laisser au nu-propriétaire : nous aurons à déterminer plus loin quel est le caractère juridique des fruits d'une chose et ce qui les distingue des autres produits que nous pouvons qualifier de produits extraordinaires.

Nous croyons que la jouissance de la communauté sur les biens des conjoints est, à ce point de vue, soumise aux mêmes règles que celle de l'usufruitier ordinaire. Remarquons en effet que le deuxième alinéa de l'article 1401, qui donne l'énumération des produits destinés à tomber dans l'actif de la communauté, parle « de tous les fruits, revenus, intérêts ou arrérages échus ou perçus pendant le mariage », et les attribue à la communauté. Ces expressions sont bien caractéristiques, et elles signifient bien qu'il n'y a également ici que les fruits proprement dits qui font partie de l'actif de la communauté et que les autres produits n'y tombent pas. En outre, l'article 1403 contient une disposition plus nette et plus précise : « les coupes de bois et les produits des carrières et des mines tombent dans la communauté pour tout ce qui en est considéré comme usufruit au titre de l'usufruit, de l'usage et de l'habitation ». La loi nous renvoie donc ici expressément aux articles que nous avons mentionnés plus haut. Il est donc évident qu'il faut appliquer au droit de jouissance de la communauté les principes qui régissent la jouissance de l'usufruitier ordinaire. Par conséquent, lorsque nous disons que le premier élément qui

constitue l'actif de la communauté d'acquêts se compose des produits des biens des époux, cela signifie seulement que la communauté a droit aux fruits, mais elle n'a aucun droit aux autres produits qui n'ont pas la nature de fruits.

Nous nous trouvons donc en présence d'une règle qui ne saurait être contestée : les fruits des biens des époux font partie de l'actif de la communauté ; au contraire les produits extraordinaires n'y tombent pas et restent propres à chacun des conjoints.

On peut se demander pourquoi la loi a établi cette règle ? Nous avons déjà laissé entendre que la communauté avait à supporter les charges du mariage. N'était-il pas alors naturel de ne lui attribuer que les biens à l'aide desquels on subvient d'ordinaire aux dépenses de la vie ? Or, les fruits sont les seuls produits d'un bien sur lesquels on puisse compter pour faire face aux charges de nourriture et d'entretien de la famille ; les fruits sont en effet les produits périodiques que la chose a pour destination de mettre au jour. On a bien le droit de compter sur eux et on peut toujours espérer que les dépenses nécessaires que l'on est obligé de faire pour vivre seront couvertes à l'aide des revenus des biens que l'on possède : voilà pourquoi on calcule en général d'avance les ressources que peuvent produire les capitaux que l'on a fait entrer dans son patrimoine ; on peut ainsi savoir ce que l'on a le droit de dépenser chaque année. La richesse d'un homme dépend donc de ses revenus. Mais si on peut compter sur les fruits périodiques, il n'en est pas de même pour les produits extraordinaires qui ne sont pas des fruits. Il est impossible de calculer d'avance leur valeur, puisque nous supposons que ces produits ne sont pas des fruits, mais des objets qui proviennent de la chose, sans que rien ait pu faire prévoir que cette chose leur donnerait naissance ; nous verrons que l'on cite quel-

quefois, comme exemple de ces produits extraordinaires, le trésor qui serait découvert sur un fonds : il est certain qu'on ne peut pas considérer le trésor comme un fruit ; c'est un objet qui provient du fonds et sur lequel on ne pouvait pas compter. Par conséquent, ni l'usufruitier, ni la communauté n'auront droit à ce bien. Les fruits seuls sont donc attribués à la communauté, parce que, seuls, ils sont destinés à faire face aux charges de l'existence, et parce que, comme nous le verrons, la communauté est précisément obligée de subvenir aux besoins de la famille, et que c'est dans ce but que les revenus lui sont donnés (1).

Nous pouvons encore nous demander quelle est l'origine de cette règle qui consiste à attribuer les fruits à la communauté ? est-il juste de dire que c'est toujours à cause de la communauté que le mari, qui la représente, a la jouissance des biens de sa femme, comme de ses propres biens, et fait siens les revenus qui en découlent ?

Nous sommes ici obligés de faire une distinction entre la jouissance des biens de la femme et la jouissance des biens du mari :

« Ce n'est pas seulement, disait Loyseau, à cause de la communauté que le mari fait siens les fruits des propres de sa femme, car l'usage nous apprend que, et aux pays où il n'y a pas de communauté et en cettui-cy, quand elle est excluse par le traité de mariage, le mari ne laisse pas de jouir des biens de la femme ». Pour expliquer cela, Loyseau remonte au droit romain. Dans les mariages par coemption, la femme tombait *in manum mariti* ; elle apportait à son mari la propriété de tout son patrimoine ; le mariage français, dit-il, était semblable au mariage *per coemptionem* ; la femme passe en puissance de son mari, elle ne peut rien faire sans son autorisation, elle per

(1) MARCADÉ, T. V, n° VI sous l'article 1403, p. 455.

même son nom, et cette puissance du mari s'étend aussi les biens. Dans les pays de communauté où l'on ne connaissait pas la distinction des biens dotaux et paraphernaux, le mari était également seigneur et maître des biens de sa femme. « De tout cela, conclut Loyseau, il suit que la seigneurie du mari résulte non pas seulement de la communauté, mais de la puissance maritale ». Le mari jouit des propres de sa femme tant à cause de la communauté qu'à cause de la puissance maritale.

Cette conclusion nous semble très exacte et nous croyons également que ce n'est pas seulement à cause de la communauté que le mari jouit des biens de sa femme, et que, dans l'origine, la puissance maritale a été une cause principale pour faire attribuer au mari les fruits des propres de son épouse : l'article 1530 du Code civil, sous le régime d'exclusion de communauté, en donne d'ailleurs une preuve bien convaincante, car les fruits des propres de la femme sont attribués au mari par cet article pour supporter les charges du mariage ; c'est donc ici évidemment par suite de la puissance maritale que le mari acquiert les fruits, puisqu'il n'y a point de communauté.

Quant aux fruits des propres du mari, s'ils tombent dans la communauté, c'est par suite de la Société de biens qui existe entre le mari et la femme, car, en l'absence de communauté, le mari n'a pas à rendre compte à sa femme des fruits de ses biens propres (1).

Nous disons donc que les fruits tombent dans l'actif de la communauté et que les produits extraordinaires n'y entrent point. Il en est ainsi aussi bien pour la communauté légale que pour la communauté d'acquêts : toutefois, si nous nous plaçons sous le régime de la communauté légale, ajoutons que, dans cette hypothèse, nous n'entendons appliquer la règle que nous venons de formuler qu'aux

(1) TROPLONG, C. de m. I. p. 505, nos 453 à 456.

fruits et produits qui seraient recueillis pendant le mariage ; quant aux produits extraordinaires qui auraient été perçus par l'un des futurs époux avant le mariage, et qui ne seraient pas encore consommés au moment du mariage, ils entreraient évidemment dans l'actif de la communauté légale (aussi bien d'ailleurs que les fruits véritables recueillis avant le mariage), mais ils tomberaient dans la communauté, non pas comme produits, mais bien comme meubles apportés par les époux et possédés par eux au moment de la célébration du mariage, c'est-à-dire en vertu du premier alinéa de l'article 1401.

La distinction que nous avons faite entre les fruits et les produits extraordinaires des biens des conjoints, ne s'applique donc qu'aux produits recueillis pendant le mariage : quant à ceux qui sont perçus avant le mariage, qu'ils soient des fruits ou bien des produits extraordinaires, ils entrent dans l'actif de la communauté légale, comme tous les meubles que les époux possédaient au moment de leur union ; au contraire, ils restent propres aux époux si ceux-ci ont adopté le régime de la communauté d'acquêts, puisque, dans ce cas, il n'y a, comme nous allons le voir, que les fruits échus ou perçus pendant le mariage qui entrent dans la communauté réduite aux acquêts (1).

Fruits et revenus des biens des époux.

Demandons-nous quels sont ceux des produits des biens des époux qui ont le caractère de fruits, afin de les distinguer de ceux que nous avons appelés « des produits extraordinaires ».

(1) GUILLOUARD, C. de M. T. I. p. 385. n° 407. AUBRY et RAU, T. V. § 507, p. 291. note 34. MARCADÉ, T. V. sous l'art. 1403, n° VI. p. 455.

Les fruits sont les produits qu'une chose est naturellement destinée à mettre au jour ou qui en découlent périodiquement, sans altérer la substance même de la chose : c'est la définition empruntée au droit romain. Justinien caractérisait ainsi les fruits : *Quod ex re nasci et renasci solet*. Il nous semble bien que la pensée du législateur moderne, qui a rédigé les textes du Code civil, a été de reproduire cette définition : cette intention résulte très clairement de la lecture des textes que nous avons déjà cités et qui se trouvent au titre de l'usufruit ; nous voulons parler des articles 582 et suivants qui attribuent à l'usufruitier les fruits naturels, industriels et civils et qui excluent au contraire de sa jouissance tous les autres produits du bien soumis à l'usufruit, lorsque ces autres produits n'en découlent pas périodiquement ou naturellement. Pour que les produits d'un bien soient des fruits ou revenus et tombent dans l'actif de la communauté, il faut donc qu'ils soient des produits périodiques de la chose ou qu'il ait été dans la nature de cette chose de leur donner naissance : ce sont bien alors des fruits ou revenus et ils entrent dans la communauté.

Nous verrons cependant qu'il y a certaines catégories de produits, comme ceux qui viennent des carrières, que la loi range dans certains cas dans la catégorie des fruits et qu'elle attribue à la communauté, bien que rigoureusement ils ne puissent pas toujours être considérés comme des produits périodiques qu'il était dans la destination du bien de mettre au jour ; ce ne sont alors des fruits que par ce que la loi les a qualifiés tels.

Ainsi, soit que les propres aient appartenu aux époux avant le mariage, soit qu'ils ne leur soient advenus que pendant son cours, et à quelque titre que ce soit, leurs revenus appartiennent sans aucune distinction à la communauté. Peu importe que ces biens soient meubles ou immeubles, propres réels ou conventionnels ; dès l'instant

qu'ils sont frugifères, leurs fruits, revenus ou intérêts entrent dans la communauté, car tout ce qui est bien propre des époux doit contribuer par ses produits périodiques aux charges du mariage et de la communauté. A plus forte raison, par conséquent, les fruits des biens qui eux-mêmes sont communs, comme ceux des immeubles achetés pendant le mariage, tombent-ils également dans la communauté.

C'est en vertu de l'article 1401 deuxième alinéa, que la communauté fait siens les fruits et revenus des biens des époux. Cet article 1401, dans son deuxième alinéa, place en effet spécialement dans l'actif de la communauté « les fruits revenus, intérêts et arrérages de quelque nature qu'ils soient, échus ou perçus pendant le mariage et provenant des biens qui appartenaient aux époux lors de sa célébration ou de ceux qui leur sont échus pendant le mariage, à quelque titre que ce soit ».

Plusieurs auteurs se sont demandés pourquoi le législateur, après avoir dit d'une façon générale dans le premier alinéa de l'article 1401, que le mobilier présent et futur des époux tombait dans la communauté légale, avait éprouvé le besoin de répéter dans le deuxième alinéa que les fruits y entraient également? Les fruits ne peuvent-ils donc pas rentrer dans cette masse de biens énoncés dans la première partie de notre article sous la dénomination de mobilier présent et futur, et était-il bien nécessaire de les mentionner dans un alinéa spécial?

Ce n'est pas sans raison, croyons-nous, que le législateur a ainsi classé les fruits à part, pour en faire un second élément de la communauté légale, distinct des meubles; il n'a fait que suivre en cela les exemples de l'ancien droit et les conseils de Pothier qui, dans son traité de la communauté (n° 204), montre très bien pourquoi les fruits doivent être distingués des meubles ordinaires: Remarquons en effet que le principe que tous les biens meubles

de chacun des conjoints entrent dans la communauté légale, souffre exception à l'égard de ceux qui sont provenus de leurs biens propres pendant le mariage, la loi ne voulant pas que la communauté s'enrichisse au détriment des propres des époux : Il n'y a que les produits des propres ayant le caractère de fruits qui entrent dans la caisse commune, et cela parce qu'ils sont destinés à faire face aux charges du mariage, qui incombent précisément à la communauté : on comprend donc qu'il était nécessaire de dire spécialement que les fruits tombent en communauté et qu'il n'eût pas suffi d'édicter d'une façon générale que tous les meubles en font partie, puisque précisément les meubles provenant des propres ne devaient pas y entrer en principe, à l'exception des produits périodiques ou fruits, que la loi a dû y faire tomber par une disposition spéciale (1).

La communauté, dit l'article 1401, a droit aux fruits, revenus, intérêts ou arrérages... *échus* ou *perçus* pendant le mariage : ces expressions sont bien caractéristiques, si l'on se rappelle celles qui sont employées dans les articles 582 et suivants, à propos des droits de l'usufruitier ordinaire ; elles signifient certainement qu'au point de vue du mode d'acquisition des fruits, la communauté est complètement assimilée à un usufruitier : elle fait les fruit siens de la même manière ; elle a droit en effet en premier lieu aux fruits *échus* durant le mariage : cela veut dire que, comme l'usufruitier, elle acquiert les *fruits civils jours par jour*, au fur et à mesure de leurs échéances ; elle a droit aussi aux fruits *perçus* pendant le mariage : cela signifie encore qu'elle *acquiert les fruits naturels et industriels, comme un usufruitier, par la perception*.

(1) GUILLOUARD, C. de M. T. I. n° 406, p. 383. AUBRY et RAU. T. V. § 507, p. 290. note 32.

Les fruits naturels sont les produits spontanés de la terre, ceux qui naissent sans que l'homme ait eu à s'en occuper ; le produit et le croît des animaux sont aussi des fruits naturels.

Les fruits industriels sont ceux qu'on obtient par la culture, ou plus généralement par les soins et le travail qu'on donne à la terre pour les produire (a. 583).

Enfin les fruits civils sont des fruits fictifs : ce ne sont des fruits que parce que la loi les a dénommés tels, mais ils n'ont pas de réalité physique, ce sont des droits incorporels : ce sont, par exemple, les loyers des maisons, les intérêts des sommes exigibles, les arrérages des rentes, les prix des baux à ferme... (a. 584).

La communauté, avons-nous dit, acquiert les fruits naturels et industriels par la perception, conformément à l'article 583. Si donc une récolte se trouve pendante sur un propre de l'un des conjoints au moment où la communauté commence, et si, pendant le cours du mariage, cette récolte est recueillie par le mari, elle entre dans la communauté qui l'a perçue : au contraire, si nous supposons qu'une récolte se trouve pendante au moment où le mariage se dissout, comme ce n'est pas la communauté qui la perçoit, puisqu'elle a pris fin avant d'avoir pu le faire, cette récolte ne lui appartiendra pas et restera propre à l'époux propriétaire du fond qui l'a produite. Remarquons par conséquent que la communauté, n'eût-elle duré que quelques mois, peut avoir eu la chance de s'approprier une récolte, si cette récolte était pendante au moment où elle a commencé et si elle a eu le temps de la percevoir avant sa dissolution. D'autre part, il se peut que la communauté, ayant duré un temps beaucoup plus long, ne recueille aucune récolte, si on suppose qu'elle a commencé au moment où la précédente récolte venait d'être perçue, et si elle s'est dissoute avant d'avoir eu le temps de percevoir la récolte de l'année suivante ; alors même que, dans ce dernier cas, la

communauté aurait compté sur cette récolte comme étant son unique revenu, cette récolte ne lui appartiendrait pas, parce qu'elle était encore pendante au jour de sa dissolution et qu'elle ne pouvait la faire sienne que par la perception, c'est-à-dire une fois qu'elle aurait été détachée du sol. Et remarquons bien que, dans ce cas, aussi bien que s'il s'agissait d'un usufruit ordinaire, il ne faudrait pas que le mari administrateur de la communauté, se permit d'avancer l'époque de la maturité des fruits, pour les percevoir avant la dissolution de la communauté, il y aurait là une fraude à la loi, fraude qui serait pour le mari la cause d'une condamnation à des dommages et intérêts. Mais nous verrons plus loin que si au contraire le mari retarde la perception de la récolte, il y a là également une fraude qui ne saurait préjudicier à la communauté (1403, al. 2).

Cette règle de l'acquisition des fruits naturels et industriels par la perception peut donc quelquefois donner lieu à des inégalités et à des injustices qui peuvent souvent paraître graves, puisque la communauté pourra dans un cas, n'eût-elle duré que quelques jours, recueillir et s'approprier une récolte qu'elle n'aura pas préparée de ses derniers, et puisque, en sens inverse, il se peut que la communauté, ayant fait les frais d'une récolte, ne la perçoive pas, sa dissolution survenant avant l'époque de la maturité des fruits.

En matière d'usufruit ordinaire, cette règle ne souffre aucune restriction : c'est une sorte de forfait que la loi a établi entre le nu-propriétaire et l'usufruitier ; il y a là un ensemble de chances réciproques qui se balancent entre eux. L'article 585 ajoute même qu'il n'y a lieu, entre le nu propriétaire et l'usufruitier, à aucune récompense de part ni d'autre pour les frais de labours et semences : par conséquent si l'usufruitier qui vient d'entrer en jouissance perçoit une récolte qui n'a point été préparée par

lui, il la fait sienne et n'a pas à rembourser les frais de labours et semences au nu propriétaire ; réciproquement, il se peut que l'usufruitier ait préparé une récolte et qu'il ait fait des frais considérables pour labourer la terre et l'ensemencer ; si son usufruit s'éteint avant l'époque de la maturité des fruits et si le nu-propriétaire perçoit la récolte, il la fera sienne, et n'aura rien à rembourser à l'usufruitier ou à ses héritiers. Telle est, dans toute sa rigueur, la disposition de l'article 585 ; nous avons vu qu'il fallait appliquer à la communauté la règle de cet article, relativement à l'acquisition des fruits naturels ou industriels par la perception ; mais disons dès maintenant que cette règle est beaucoup moins rigoureuse dans son application à la jouissance de la communauté, et que si, en matière d'usufruit ordinaire, il n'y a jamais lieu à aucune récompense de part ni d'autre, il n'en est pas de même dans notre hypothèse de la communauté ; celle-ci acquiert bien les fruits naturels et industriels par la perception, mais nous verrons qu'il y a lieu dans certains cas à des récompenses entre la communauté et l'époux propriétaire, à cause de ce principe que nous avons déjà énoncé, savoir : que ni la communauté, ni les époux ne doivent s'enrichir au détriment les uns des autres : c'est précisément là une des différences les plus importantes qui existent entre la communauté et un usufruitier ordinaire : nous l'étudierons plus loin en détail.

La jouissance de la communauté est donc plus avantageuse que celle de l'usufruitier ; elle est encore plus avantageuse en ce sens que, s'il s'agit de la communauté légale, celle-ci profitera également de la récolte perçue avant le mariage sur les propres de chacun des conjoints, puisqu'elle acquiert tous les biens mobiliers apportés par les époux au moment du mariage.

Certaines coutumes n'admettaient pas, dans notre ancien droit, tous les principes que nous venons d'énoncer

relativement à l'acquisition des fruits naturels et industriels par la perception ; dans plusieurs de ces coutumes (Berry, Bourbonnais, Auxerre, Blois), on remarque qu'il y avait une différence importante entre l'acquisition des fruits naturels et l'acquisition des fruits industriels. Pour les fruits naturels, on suivait la règle que nous avons formulée, c'est-à-dire qu'ils n'étaient acquis à la communauté que par la perception et que, lorsqu'ils étaient pendants au moment de la dissolution de la communauté, c'était l'époux propriétaire du propre qui, en les percevant, les faisait siens. Au contraire, on voulait que les fruits industriels appartenissent toujours à la communauté, alors même qu'ils n'avaient pas encore été perçus au moment de la dissolution de celle-ci, parce que ces fruits avaient été préparés avec des deniers de la communauté, et qu'on les considérait en outre comme des produits de l'industrie des conjoints, devant toujours entrer dans la communauté, comme étant une suite nécessaire des opérations faites pendant son cours. On considérait donc un peu la communauté, à ce point de vue, comme une société ordinaire qui, comme on le sait (art. 1868) a droit, même après sa dissolution, aux bénéfices résultant des opérations ultérieures, quand elles sont une suite nécessaire de celles qui ont été commencées avant sa dissolution. Mais on comprend facilement quel était l'inconvénient de cette solution : quand la femme renonçait à la communauté, comme les héritiers du mari avaient alors le droit de s'attribuer toute la communauté, la veuve était obligée de les laisser faire la récolte de ses propres et de leur abandonner tous les fruits industriels provenant de ses biens, la communauté ayant préparé la récolte et ayant le droit par conséquent d'en profiter. Les rédacteurs du code n'ont pas voulu admettre une distinction qui devait entraîner une conséquence aussi dure pour la femme ; ils ont préféré poser la règle uniforme et invariable que nous avons

énoncée et qui consiste à assimiler les fruits industriels aux fruits naturels, pour n'en donner la propriété à la communauté que dans le cas où celle-ci les aura réellement perçus avant sa dissolution.

On comprend assez qu'une société ordinaire puisse être considérée comme propriétaire des fruits encore pendants au moment de sa dissolution : l'article 1868 donne en effet à la société même dissoute le droit de participer aux bénéfices d'opérations postérieures à sa dissolution quand elles sont une suite nécessaire de celles faites auparavant. Il peut alors paraître assez raisonnable de généraliser cette solution et de considérer les fruits industriels des propres appartenant à la société comme devant être sa propriété, alors même qu'ils seraient encore pendants au moment de sa dissolution : nous ne prétendons pas dire, que ce soit là une solution généralement admise et qui doive nécessairement triompher : nous n'avons point à la discuter ici ; nous voulons seulement dire qu'au premier abord elle peut être défendue, bien qu'elle soit contraire à la règle générale, savoir que les fruits naturels ou industriels ne s'acquièrent en principe que par la perception. M. Troplong l'admet sans hésiter (t. 2, n° 899) ; il déclare qu'elle n'est que l'application de cette règle de bonne interprétation d'après laquelle la société est censée s'étendre à tout ce qui est la suite nécessaire des actes faits avant sa dissolution. Mais si on comprend que cette solution puisse être admise en matière de société ordinaire, on ne comprendrait pas que le législateur l'eût adoptée pour la communauté ; dans la société ordinaire, on ne trouve pas en effet un associé armé du droit exorbitant de renoncer à la société ; ici au contraire, on sait qu'un des associés, la femme, peut renoncer à la communauté : c'est un privilège très important que la loi lui accorde, en compensation des droits presque absolus qu'elle donne au mari comme chef de la communauté ; le législateur, ayant donné

ce droit à la femme, ne devait pas l'exposer à cette conséquence que nous avons vue et qui consisterait à permettre aux héritiers du mari de venir faire la récolte des propres de l'épouse après la dissolution du mariage : cette conséquence eût été pour elle extrêmement dure et eût complètement annihilé la faveur que la loi lui avait accordée en lui permettant de renoncer à la communauté. C'est une des raisons pour lesquelles le législateur n'a pas voulu que les fruits industriels encore pendants au moment de la dissolution de la communauté appartenissent à celle-ci, comme cela avait lieu dans certaines de nos anciennes coutumes : Par conséquent, ainsi que nous l'avons dit, les fruits industriels, aussi bien que les fruits naturels, ne sont acquis à la communauté que par la perception, et elle ne devient propriétaire que des récoltes qu'elle perçoit avant l'époque de sa dissolution (1).

Les fruits civils, au contraire, conformément à l'article 586, sont réputés s'acquérir jour par jour ; ils appartiennent à la communauté à proportion de la durée de son existence : voici, par exemple, une maison appartenant à l'un des époux, qui se trouve louée pour 365 francs par an : la communauté devient propriétaire d'un franc sur les loyers à la fin de chaque journée, et si elle a duré trois cents jours elle aura droit à trois cents francs. On s'accorde, en général, à reconnaître qu'il n'y a pas lieu d'appliquer ici la maxime ancienne : « *Dies inceptus pro finito habetur* ». On ne compte donc comme profitant à la communauté que les jours accomplis ; l'article 586 dit en effet que les fruits civils s'acquièrent jour par jour ; Ils ne sont donc acquis qu'à la fin d'un jour, et si on admettait que le jour simplement commencé profitât à la communauté, il faudrait décider que les fruits civils s'acquièrent « *de momento ad momentum* », ce qui serait con-

(1) TROPLONG. *C. de M.* t. I. nos 470 et 471, p. 518.

traire à la disposition de la loi. Il n'y a donc ici aucun fractionnement possible et les fruits d'un jour ne sont acquis à la communauté que lorsqu'ils sont échus c'est-à-dire lorsque ce jour vient de s'accomplir (1) ». Dans l'ancien droit on distinguait, les fermages des biens ruraux des loyers des maisons. Les fermages des biens ruraux étaient bien rangés parmi les fruits civils, mais, au point de vue de leur acquisition par la communauté, on les considérait comme des fruits naturels parce qu'ils en étaient la représentation : c'est ainsi, par exemple, que si la récolte était faite pendant le mariage et si cependant le fermage n'était payable que plus tard, à une époque où la communauté aura pris fin, le prix du bail n'en était pas moins considéré comme lui appartenant : on regardait en effet le prix du bail comme représentant la récolte et, cette récolte ayant été faite pendant le cours du mariage, on attribuait à la communauté ce qu'elle aurait dû recueillir si elle avait joui personnellement du propre affermé. Au contraire, les loyers des maisons étaient de véritables fruits civils ; ils étaient acquis jour par jour et se partageaient à proportion du temps écoulé.

L'article 586 qui s'applique, comme nous l'avons dit, à la jouissance de la communauté, a fait cesser toutes ces distinctions, et aujourd'hui, tous les fruits civils sans exception, aussi bien les fermages des biens ruraux que les loyers des maisons, s'acquièrent jour par jour (2).

Nous venons de dire que les fruits naturels et industriels étaient acquis à la communauté par la perception, et que les fruits civils, au contraire, étaient réputés s'acquérir jour par jour : nous verrons qu'il existe sous le régime dotal une règle qui, dès le premier abord, paraît bien préférable et qui est complètement différente de celle

(1) TROPLONG *C. de M. T. I.* n° 480, p. 526.

(2) TROPLONG, *C. de M. T. I.* n° 481, p. 526.

que nous venons d'énoncer. Cette règle a été empruntée au droit romain : l'article 1571 décide que les fruits des immeubles dotaux, qu'ils soient civils, naturels ou industriels, se partagent entre le mari et la femme ou leurs héritiers à proportion du temps que le mariage a duré pendant la dernière année. Ainsi, sous le régime dotal, la loi ne fait plus aucune distinction entre les fruits naturels et industriels d'une part, et les fruits civils d'autre part : tous, sous ce régime, s'acquièrent jour par jour ; on évite ainsi les inégalités qui résultent, sous la communauté, de l'acquisition des fruits naturels et industriels par la perception. Mais, comme le fait remarquer M. Guillouard, jamais dans notre ancien droit, cette règle n'avait été admise dans les pays de communauté ; il est donc impossible de l'étendre au régime de communauté, en présence surtout de l'article 1401 2^e al. qui renvoie, comme nous l'avons dit, aux règles de l'usufruit ordinaire pour l'acquisition des fruits (1).

Le rapprochement des art. 1401 2^e et 1571 nous permet donc de constater qu'il existe entre le régime dotal et la communauté une différence capitale au point de vue de l'acquisition des fruits (2).

De ces deux systèmes admis par le Code, l'un pour la communauté, l'autre pour le régime dotal, on peut se demander quel est le meilleur, et si le législateur n'aurait pas mieux fait d'étendre au régime de la communauté la règle de l'article 1571 ?

Pour défendre la théorie adoptée pour les fruits dotaux, on dit très justement que le mariage est un contrat à titre onéreux et que le mari devant supporter les charges du mariage, il est parfaitement équitable qu'on lui attribue les fruits à proportion du temps qu'ont duré les charges qui lui incombent.

(1) GUILLOUARD. *C. de M. T. I*, n^o 411, *in fine*, p. 390.

(2) TROPLONG, *C. de M. T. I*, n. 473, p. 521.

M. Troplong s'efforce de démontrer qu'il est très facile de comprendre pourquoi des principes différents ont été admis en matière de communauté : on ne peut pas assimiler, dit-il, le mari qui a reçu une dot à celui qui est placé à la tête d'une communauté ; le premier a accepté une sorte de forfait, il reçoit tous les fruits pour soutenir les charges du mariage, il est donc juste qu'on lui tienne compte de tout le temps pendant lequel il a eu ces charges à supporter ; mais dans le cas de communauté, les époux sont associés ; c'est donc, suivant M. Troplong, dans les principes de la société et non pas dans ceux de la dot qu'il faut aller chercher les raisons de se décider : « Or, con-
« tinue Troplong, quelle est la règle en matière de so-
« ciété ? On sait que deux systèmes se sont produits, l'un
« qui veut que les fruits pendants au moment de la dis-
« solution de la société appartiennent en entier à celle-ci,
« l'autre qui les attribue à l'associé propriétaire, sauf le
« remboursement des frais de labours et semences : entre
« ces deux systèmes, on peut choisir », et nous avons déjà dit pourquoi l'article 1401 avait admis le second en matière de communauté, nous avons vu que c'était à cause du droit exorbitant donné à l'un des associés de renoncer à la société : « mais, ajoute encore Troplong,
« quelque sentiment qu'on se fasse sur cette préférence,
« toujours est-il que l'idée du partage des fruits, qui résul-
« terait de l'extension de la règle de l'article 1571 au ré-
« gime de la communauté, n'est pas compatible avec la
« société, et nulle coutume n'avait songé autrefois à em-
« prunter ce partage au droit romain ; la raison en est,
« dit M. Troplong, que le mari commun ne peut pas dire,
« comme le mari dotal, que les charges du mariage le
« concernent à forfait, puisque ces charges sont la dette
« de la communauté et que chacun y contribue pour sa
« part. »

Cette argumentation de M. Troplong ne saurait nous

convaincre, quelles que soient la subtilité et l'habileté avec lesquelles elle est présentée : nous ne voyons pas quelle différence il peut y avoir entre le mari dotal et la communauté, au point de vue qui nous occupe : l'un et l'autre sont chargés de subvenir aux besoins de la famille, et l'un et l'autre reçoivent les fruits, précisément pour faire face à ces besoins ; le mari dotal et la communauté ont donc accepté le même forfait et il nous aurait paru très juste que la loi eût décidé, en matière de communauté comme sous le régime dotal, que tous les fruits sans exception appartiendraient à la communauté en proportion du temps que celle-ci aurait duré : cette solution nous aurait semblé beaucoup plus équitable que celle qui est admise par l'article 1401 pour l'acquisition des fruits naturels ou industriels sous la communauté, savoir que celle-ci ne les acquiert que par la perception, et que par conséquent, s'ils sont encore pendants au moment où elle se dissout, elle n'y aura aucun droit (sauf, comme nous le verrons, à se faire rembourser simplement les frais de labours et semences qu'elle aura déboursés). Dans cette dernière hypothèse, il se peut que la communauté qui aura supporté toutes les charges du mariage ne touche aucun fruit : or cette conséquence est d'une très grande dureté, surtout si on se rappelle que la loi accorde à la femme le droit exorbitant de renoncer à la communauté : si en effet la femme use de ce droit, elle recueillera les fruits pendants qui se trouveront sur ses propres, en remboursant simplement à la communauté les frais de semences ; la communauté, qui aura supporté toutes les charges, n'en recueillera rien, et comme c'est le mari seul qui, dans cette hypothèse, répondra de la communauté, c'est lui qui sera complètement frustré : Il est possible que le législateur ait eu formellement l'intention de placer le mari dans cette situation si dure, en compensation des droits et des pouvoirs énormes qu'il lui avait accordés comme chef de la commu-

nauté ; mais il est certain qu'il eût été plus équitable de régler l'acquisition des fruits d'une manière un peu plus conforme à leur destination qui est de faire face aux charges du mariage. D'autre part, il ne nous paraît pas très exact de dire que ce sont les principes du contrat de société qui ont guidé le législateur, quand il a admis que la communauté ne ferait les fruits siens que par la perception et que par conséquent les fruits pendants lors de sa dissolution ne lui appartiendraient pas. Nous avons vu en effet que si l'on pouvait admettre comme le fait M. Troplong, que la société même dissoute pouvait, par application de l'article 1868, encore être considérée comme propriétaire des fruits industriels pendants au moment de sa dissolution, on n'aurait pas compris au contraire que la loi eût adopté la même solution en matière de communauté, à cause du droit exorbitant qui est accordé à la femme de renoncer, si elle le veut, à la communauté, et à cause de la conséquence très rigoureuse pour la femme que cette solution eût entraînée, conséquence que nous avons signalée plus haut et qui nous a paru précisément incompatible avec la faveur que le législateur avait voulu accorder à l'épouse. Si donc nous avons ainsi cherché à justifier la théorie de l'article 1401, c'est qu'il nous a paru que la communauté qui existe entre les époux mariés sous ce régime ne pouvait pas se comparer à une société ordinaire, à cause précisément de ce droit exorbitant qui est donné à l'un des associés, dans le cas de communauté, de renoncer à la société, et de ne supporter par conséquent aucune part de ses dettes : cette clause là ne saurait être permise dans un contrat de société ordinaire ; il y a donc bien ici deux situations tout à fait différentes et il ne nous semble pas exact de chercher à les assimiler. Peu nous importe, par conséquent, que l'idée du partage des fruits soit incompatible, comme le dit Troplong, avec les règles de la société ordinaire ; cette idée nous eût semblé au contraire

très compatible avec les principes admis en matière de communauté entre époux. Remarquons d'ailleurs que si nous avons reconnu que les rédacteurs du Code avaient sagement agi, en ne donnant point à la communauté tous les fruits pendants au moment de sa dissolution, comme cela était admis autrefois pour les fruits industriels dans certaines coutumes, nous n'avons pas voulu dire cependant qu'ils avaient eu raison de donner tous ces fruits sans exception à l'époux propriétaire du propre. Il nous semble qu'une répartition de ces fruits entre la communauté et le conjoint propriétaire, proportionnée au temps qu'a duré la communauté, eût été très équitable : cette répartition proportionnelle a été admise par la loi en matière de régime dotal ; nous ne voyons aucune raison capable de justifier la différence qui sépare à ce point de vue ces deux régimes (1). Quoi qu'il en soit, cette différence existe, ainsi que nous l'avons dit, et nous sommes tenus de l'accepter : nous aurons à étudier, sous le régime dotal, cette règle spéciale de l'article 1571 relative à l'acquisition des fruits des biens dotaux par le mari.

Nous avons vu que les fruits échus ou perçus avant le mariage par chacun des époux, aussi bien d'ailleurs que les produits extraordinaires qu'ils auraient pu recueillir avant le mariage, entraient dans la communauté légale, en vertu du 1^{er} alinéa de l'article 1401, s'ils n'étaient pas encore consommés au moment du mariage. On comprend facilement qu'il ne saurait en être de même sous la communauté d'acquêts et que, sous ce régime, les fruits échus ou perçus avant le mariage, aussi bien que les produits extraordinaires recueillis avant cette époque, ne puissent pas faire partie de l'actif de la communauté, puisque les époux ont exclu de celle-ci tout leur mobi-

(1) TROPLONG. *C. de M.* T. I. n^o 474 et 475, p. 521 et ss.

lier présent et futur et n'ont mis en commun que les fruits et revenus de leurs biens propres (1). Nous disons que les fruits *perçus avant* le mariage n'entrent point dans la communauté d'acquêts ; mais il faut pour cela qu'ils aient été *réellement perçus avant le mariage* ; il ne suffirait pas qu'ils aient atteint leur maturité avant cette époque, c'est-à-dire qu'il eût été possible de les recueillir avant le mariage. Si, en effet, bien qu'en pleine maturité avant ce moment, ils n'ont été cependant perçus qu'après la célébration du mariage, la communauté d'acquêts en profitera sans aucun doute, puisque c'est elle qui les recueillera et puisqu'elle devient propriétaire des fruits naturels et industriels par la perception — au contraire, nous savons que les *fruits civils* s'acquièrent, non plus par la perception, mais jour par jour ; par conséquent, si des loyers ou fermages, qui sont des fruits civils, sont échus avant le mariage, alors même qu'ils ne seraient réellement payés qu'à une époque postérieure à cet événement, ils n'entreraient pas dans la communauté d'acquêts. Dès le moment de leur échéance, ils constituaient en effet une créance propre à l'époux, créance qui lui est restée propre au moment du mariage, les conjoints ayant exclu de la communauté tout leur mobilier présent et n'ayant mis en commun que les revenus de leurs biens respectifs et les produits de leur travail. Seuls les fruits civils échus pendant le mariage tombent donc dans la communauté d'acquêts (2).

Supposons que des fruits civils, par exemple les loyers d'un bien propre à l'un des époux, aient été touchés, par avance, mais sans fraude, par le conjoint propriétaire de l'immeuble loué : faut-il décider que ces loyers ainsi per-

(1) GUILLOUARD. *C. de M.*, T. 3, n° 1451, p. 346.

(2) MARCADÉ, T. V. Sous les articles 1498 et 1499, n° 2, p. 662 *in fine*.

çus d'avance seront propres à l'époux qui les a recueillis, ou bien qu'ils entreront dans la communauté d'acquêts ? La Cour de cassation dans un arrêt du 27 mai 1879 (1), a admis que les loyers touchés d'avance restaient propres à l'époux propriétaire qui les avait recueillis. Cet arrêt s'est attaché exclusivement à la lettre de l'article 1401 2^e alinéa, qui dispose que la communauté *n'a droit qu'aux fruits échus ou perçus durant le mariage* ; ce qui signifierait qu'alors même qu'il s'agirait de fruits civils, s'ils ont été *perçus* avant leur échéance, ils sont valablement perçus (pourvu qu'il n'y ait pas de fraude) et que la communauté ne peut par conséquent pas en profiter, puisque ce n'est pas elle qui les *a perçus*. Nous croyons, avec M. Guillohard (2) que cette doctrine est manifestement fausse et doit être rejetée : nous avons déjà expliqué, en étudiant l'article 1401 2^e alinéa, que la loi en employant ces expressions « *la communauté n'a droit qu'aux fruits échus ou perçus durant le mariage* » avait certainement voulu viser les deux catégories de fruits, fruits civils d'une part, fruits naturels ou industriels d'autre part ; nous avons vu que les rédacteurs du Code avaient certainement eu l'intention de faire ici l'application des règles qu'ils avaient admises en matière d'usufruit ordinaire relativement à l'acquisition des fruits, savoir, que les fruits naturels ou industriels ne s'acquièrent que par la perception, mais que les fruits civils s'acquièrent jour par jour. Si donc les fruits civils sont acquis jour par jour, l'époux propriétaire n'a pu valablement s'approprier, avant le mariage, et par anticipation, des fruits civils qui n'étaient point échus ; il n'a pu recueillir que ceux qui étaient échus avant le mariage et jusqu'au moment du mariage, mais tout ce qui est échu depuis cette époque appartenait de

(1) Gass. 27 mai 1879 (D. 81. 4. 297).

(2) GUILLOUARD, *C. de M.* T. 3. n° 1451, p. 346.

droit à la communauté d'acquêts et le conjoint n'a pas pu lui enlever cette propriété ; il lui devra donc, à notre avis, la restitution de tout ce qu'il aura ainsi perçu indûment : on sait en effet que les époux ne peuvent pas s'enrichir aux dépens de la communauté ; or, il y aurait certainement un enrichissement de l'époux propriétaire de l'immeuble loué aux dépens de la communauté, si on autorisait une perception anticipée de loyers et si on enlevait à la communauté un revenu sur lequel elle avait le droit de compter, ayant à supporter les charges du mariage.

Il est encore un autre point de ressemblance entre la communauté et l'usufruitier, en ce qui concerne le droit aux revenus. On sait que l'usufruitier devient propriétaire des choses soumises à son droit de jouissance, dont on ne peut faire usage sans les consommer (art. 587) : c'est ce que l'on appelle l'usufruit des choses fongibles ou quasi-usufruit. Il était indispensable de reconnaître à l'usufruitier un droit de propriété véritable sur des objets de ce genre, car, si ce droit ne lui avait pas été accordé, son usufruit ne lui eût été d'aucune utilité ; il eût été en effet fatalement condamné à regarder ces choses, sans pouvoir y toucher : et bien, on admet avec raison que la communauté devient aussi propriétaire de ces biens dont on ne peut faire usage sans les consommer. Nous avons vu que l'article 1401, dans son deuxième alinéa et après lui l'article 1403, renvoyaient pour l'acquisition des fruits par la communauté aux règles de l'usufruit ordinaire ; il faut donc appliquer ici tous les principes posés par le législateur en matière d'usufruit, quand ces principes n'ont rien de contraire à ceux qui ont guidé les rédacteurs du code dans le règlement des régimes matrimoniaux : la communauté, comme l'usufruitier, devient donc réellement propriétaire de ces choses fongibles ; elle peut les consommer, car c'est pour elle le seul moyen d'exercer

son droit de jouissance ; mais, de même que l'usufruitier, elle sera tenue, aux termes de l'article 587, de restituer, lors de sa dissolution, le prix d'estimation de ces objets lorsqu'ils auront été estimés, et dans le cas contraire, des choses de pareille quantité et qualité (1).

Ajoutons enfin que la communauté n'a pas seulement droit aux fruits et revenus des biens des époux ; elle a, sur ces biens, un véritable droit de jouissance, dont l'étendue est en principe soumise aux règles de l'usufruit. Elle a donc aussi l'usage du patrimoine des deux conjoints, c'est-à-dire que le mari et la femme, qui la représentent, peuvent, comme l'usufruitier ordinaire, user des biens de chacun d'eux conformément à leur destination.

Appendice à l'étude des fruits et revenus.

La communauté, ayant la jouissance des biens des époux, a droit à tous les fruits ou revenus qui appartiennent à ceux-ci, à quelque titre que ce soit, par exemple à titre d'usufruitiers, de créanciers d'une rente viagère (2) ; c'est ainsi que la communauté profiterait certainement d'un droit d'usufruit dont l'un des conjoints serait titulaire sur un bien appartenant à un tiers ; tous les fruits qui reviennent au conjoint usufruitier par suite de ce droit d'usufruit tombent dans la communauté : ce sont les revenus d'un droit propre à l'un des époux et ils ont tous les caractères nécessaires et suffisants pour entrer dans l'actif de la communauté. Il faut même ajouter que, si les conjoints sont mariés sous le régime de la communauté légale, il se peut fort bien que la communauté n'ait pas seulement droit aux revenus provenant de ce droit d'usufruit, mais que le droit d'usufruit lui-même tombe dans

(1) BAUDRY-LACANTINERIE, T. 3, n° 47. p. 32.

(2) GUILLOUARD, *C. de M.* T. I, n° 417. p. 394.

l'actif de la communauté : on sait en effet que les époux, en se mariant sous la communauté légale, font entrer dans l'actif de celle-ci tout leur mobilier, c'est-à-dire tous les meubles dont ils sont propriétaires au moment du mariage ; par conséquent, si nous supposons que l'un des époux possédait avant le mariage un droit d'usufruit portant sur des biens meubles, ce droit d'usufruit tombera lui-même dans la communauté légale, mais il y entrera comme meuble et non pas comme fruit, c'est-à-dire en vertu du 1^{er} alinéa de l'article 1401 ; nous disons que cet usufruit tombera dans la communauté s'il porte sur des biens meubles ; c'est qu'en effet le droit d'usufruit est un bien mobilier ou immobilier suivant qu'il s'exerce sur des meubles ou sur des immeubles ; il est donc mobilier dans notre hypothèse, et fait partie de la communauté : si au contraire il portait sur un immeuble, il serait un bien immeuble ; or les immeubles que les époux possèdent avant le mariage leur restent propres ; il n'y aurait donc dans ce cas que les fruits provenant de ce droit d'usufruit qui entreraient dans la communauté légale, mais le droit lui-même n'y tomberait pas. Cette remarque a son importance, car si l'on suppose que le droit d'usufruit lui-même est entré dans la communauté, il faudra décider qu'il y est entré définitivement et que, par conséquent, il appartiendra toujours à la communauté même après la dissolution de celle-ci, en supposant, bien entendu, qu'il ne se soit pas éteint par le fait même de cette dissolution : on sait qu'un droit d'usufruit s'éteint d'ordinaire par la mort du titulaire ; or il se peut que la communauté ne se dissolve pas par la mort du conjoint qui a apporté le droit d'usufruit en communauté, mais qu'elle prenne fin par la mort de l'autre conjoint : dans ce cas, évidemment, la dissolution de la communauté n'entraînera pas la cessation du droit d'usufruit, le titulaire de ce droit vivant encore : et bien, si la communauté

est devenue propriétaire du droit d'usufruit, l'époux survivant qui a apporté en mariage cet usufruit mobilier, sera bien toujours, vis-à-vis du nu-propriétaire, considéré comme le véritable usufruitier, mais en réalité, comme c'est la communauté qui est devenue propriétaire de ce droit, ce droit n'a pas cessé de lui appartenir, même après sa dissolution, et les fruits qui en proviendront, même à partir de ce moment, jusqu'au jour de l'extinction du droit appartiendront à la communauté et non pas à l'époux titulaire ; en d'autres termes, au lieu de garder les fruits qui proviennent de ce droit d'usufruit depuis la dissolution, comme propres et pour lui tout seul, il devra toujours en restituer la moitié aux héritiers de son conjoint, qui ont droit à la moitié de l'actif de la communauté ; cette remarque ne s'applique bien entendu qu'à la communauté légale, puisque, sous la communauté d'acquêts, les meubles même que les époux possédaient avant le mariage sont exclus de la communauté qui ne comprend en principe que les fruits et revenus des propres. Il se pourrait cependant que la communauté d'acquêts, devienne propriétaire du droit d'usufruit lui-même, si l'on suppose que ce droit a été acheté pendant le mariage par le mari avec des économies réalisées sur les revenus : on sait en effet que les biens acquis à titre onéreux pendant le mariage sur les économies faites par les conjoints appartiennent à la communauté d'acquêts ; notre remarque, dans cette hypothèse, s'appliquera donc aussi à la communauté d'acquêts.

Si l'un des époux possède une créance contre un tiers, la communauté aura également l'usufruit de cette créance, c'est-à-dire que les intérêts qui seront payés au conjoint titulaire entreront dans l'actif de la communauté ; ces intérêts sont en effet les revenus d'un capital appartenant à l'un des époux, ce sont de véritables fruits civils, qui par conséquent tombent en communauté et sont acquis par

elle de la manière que nous avons indiquée, conformément à l'article 586.

La communauté profite également des arrérages des rentes perpétuelles ou viagères, car ces arrérages ont le caractère de revenus et sont de véritables fruits. Si donc l'un des époux a vendu un certain nombre de ses biens moyennant une rente viagère la communauté se trouve usufruitière de cette rente viagère et elle a droit aux arrérages. L'article 588, au chapitre de l'usufruit, dispose que l'usufruit d'une rente viagère donne aussi à l'usufruitier pendant la durée de son usufruit le droit d'en percevoir les arrérages *sans être tenu à aucune restitution*; la loi donne donc bien aux arrérages des rentes viagères les caractères de fruits véritables, puisqu'elle dispense l'usufruitier de toute restitution : Remarquons qu'on aurait pu, en l'absence de ce texte, considérer les arrérages d'une rente viagère comme composés de deux parties différentes; ils représentent en effet un capital et aussi les revenus de ce capital; on sait que lorsqu'on aliène un bien moyennant une rente viagère, on obtient un revenu beaucoup plus considérable, en se faisant servir des intérêts plus élevés que dans le cas où l'on prête simplement une somme d'argent; mais aussi on abandonne dans cette hypothèse définitivement son capital. Par conséquent, les intérêts qui sont servis par le débi-rentier représentent, non seulement des revenus, mais le capital qu'un sage crédi-rentier déduit des intérêts pour se constituer une réserve, c'est-à-dire un nouveau capital pour l'avenir. Et bien, malgré cela, l'article 588 attribue à l'usufruitier de la rente viagère tous les arrérages échus pendant son usufruit et le dispense de toute restitution au nu-propriétaire. Nous aurons à nous demander plus loin, en étudiant les différences qui séparent la jouissance de la communauté de celle d'un usufruitier ordinaire, s'il faut appliquer à la communauté cette solution de l'article 588, ou s'il n'y a pas

là précisément, au moins dans certains cas, une différence entre la communauté et un usufruitier ordinaire.

On peut encore considérer comme des fruits civils, tombant dans l'actif de la communauté, les intérêts et dividendes d'obligations, d'actions ou parts d'intérêts appartenant aux époux : ces actions ou obligations sont des biens propres aux époux s'ils les possédaient avant le mariage et si nous nous plaçons sous la communauté réduite aux acquêts : la communauté doit donc en avoir la jouissance. Ces intérêts ou dividendes lui appartiennent encore à plus forte raison s'il s'agit d'actions ou d'obligations qui, au lieu d'être restées propres aux époux, sont elles-mêmes tombées, comme étant des meubles ordinaires, dans la communauté, ce qui arrive dans le cas où les époux, se mariant sous la communauté légale, étaient propriétaires avant le mariage de ces actions ou obligations ; ce sont des meubles qui entrent dans la communauté légale, en vertu de l'article 1401 premier alinéa. Ces actions ou obligations étant alors la propriété de la communauté, on comprend que les fruits civils qu'elles produisent doivent également entrer dans son actif, comme étant les revenus de ses propres biens. Ici, se présente, à propos des actions et obligations, une intéressante question : supposons qu'une obligation ou une action soit restée propre à l'un des époux. Il nous suffit pour cela de prendre pour exemple des conjoints mariés sous la communauté réduite aux acquêts et d'imaginer que l'obligation ou l'action était déjà la propriété d'un des conjoints avant le mariage. La communauté aura la jouissance de cette valeur, c'est-à-dire qu'elle profitera, comme nous venons de le dire, des intérêts et dividendes qu'elle produira, parce que ce sont des revenus d'un bien propre. Dans ces conditions, nous avons à nous demander si c'est la communauté qui profitera également des primes et des lots qui sont souvent attachés à ces valeurs, ou bien

si ces primes ou lots seront la propriété de l'époux déjà propriétaire du titre à l'occasion duquel ils sont acquis ? Il s'agit de savoir si ces primes sont de véritables revenus des obligations ou actions d'où elles viennent, ou bien si ce sont simplement des produits de ces actions, perçus à l'occasion de ces actions par le seul effet du hasard, mais n'ayant pas le caractère de fruits véritables : dans le premier cas, c'est-à-dire si ce sont des revenus réels, la communauté devra en profiter ; ils resteront au contraire propres au conjoint propriétaire du titre si on ne peut pas les considérer comme des revenus : on comprend alors pourquoi nous avons voulu supposer que ces valeurs à primes ou à lots sont des valeurs propres à l'un des époux : car, si ce sont des valeurs communes, les primes appartiendront évidemment à la communauté comme provenant d'un bien commun, sans qu'on ait à rechercher si elles sont des fruits véritables ou seulement des produits extraordinaires ; notre question ne peut donc avoir d'intérêt que si les valeurs en question sont des propres de l'un des conjoints. Pour en trouver la solution, il est indispensable d'expliquer ce qu'il faut entendre par des valeurs à primes ou à lots : les obligations à primes sont des valeurs qui, outre l'intérêt annuel, donnent droit à une prime quand le sort les appelle au remboursement. Ainsi, une obligation est émise à 300 francs ; si elle est remboursable à 500 francs, on dit qu'il lui est attribuée une prime de 200 francs. Il y a aussi ce que l'on nomme des obligations à lots ; ce sont des obligations qui donnent à leur propriétaire l'espoir de gagner des lots attribués périodiquement par voie de tirage au sort. Ces primes et ces lots sont obtenues en général au moyen de retenues opérées sur les intérêts de l'obligation : ainsi une obligation devait rapporter chaque année 7 fr. 50 ; on lui retient 50 centimes et on ne donne que 7 francs d'intérêts ; c'est l'ensemble de ces retenues qui sert à composer les primes et les lots ; ces

primes et lots ne sont donc, somme toute, que des intérêts réservés payables en bloc ; s'il en est ainsi, on ne peut évidemment pas les considérer comme de purs dons de fortune, comme des produits du hasard. Puisqu'ils représentent des intérêts, ils sont, à notre avis, de véritables fruits et doivent par conséquent tomber dans la communauté : cela est d'autant plus juste que la retenue opérée sur les intérêts nuit évidemment à la communauté ; il est donc naturel qu'elle profite de la chance qui lui est offerte en compensation de la perte qu'elle éprouve : Remarquons toutefois que si la retenue opérée sur les intérêts nuit à la communauté, celle-ci n'a pas cependant perdu, dans tous les cas, tous les intérêts qui ont été retenus ; c'est ainsi qu'elle n'a pas perdu ceux qui étaient échus avant le mariage, puisqu'elle n'y avait aucun droit. Il pourra donc, dans cette hypothèse, être nécessaire de calculer exactement quels sont les intérêts que la communauté a perdus par suite de la retenue et on ne lui donnera sur les primes et lots qu'une part correspondante aux intérêts dont elle aurait dû profiter. Remarquons encore que ces primes et ces lots ne sont des acquêts de communauté et ne font partie de son actif que lorsqu'ils représentent des revenus : Il nous paraît donc nécessaire de décider que l'époux, qui prétendra que ces acquêts sont entrés dans la communauté, devra prouver que c'est à l'aide de retenues faites sur les revenus que ces primes ou ces lots ont été calculés ; nous croyons qu'en général, dans la plupart des sociétés, c'est ainsi que l'on parvient à constituer des sommes qui seront attribuées par tirage au sort ou autrement aux obligataires ; mais il peut se faire qu'un autre procédé ait été employé et que les primes représentent en réalité une partie du capital et non pas des revenus ; dans ce cas évidemment, elles n'entreront pas en communauté, car nous venons de voir qu'elles n'y tombaient que comme étant des revenus ou représentant des revenus : il faudra donc prouver que ces

primes ont été calculées en fait à l'aide de retenues opérées sur les revenus. Nous estimons donc que M. Guillaud émet une opinion trop rigoureuse et trop absolue quand il décide que, sous la communauté réduite aux acquêts, si l'un des époux a apporté en mariage des obligations remboursables par voie de tirage au sort à une valeur supérieure au prix d'achat, l'époux aura droit au montant intégral du capital produit par le remboursement des obligations sorties : il n'y a là, prétend il, que la représentation d'un capital, car si la somme remboursée est supérieure au prix d'émission de l'obligation, cela tient surtout, selon lui, à l'incertitude qui existe sur l'époque du remboursement : encore une fois, cette opinion nous paraît trop absolue, car il peut très bien se faire que les primes ainsi accordées aux obligations ou actions représentent réellement une part des revenus, et nous ne croyons pas que, si ce fait est démontré, on puisse enlever à la communauté des fruits qui lui appartiennent et qui sont destinés à faire face aux dépenses du ménage. La jurisprudence ne paraît pas favorable à la solution que nous proposons : notre théorie en effet est condamnée par un arrêt de la Cour de cassation du 14 mars 1877 (1), qui décide que la circonstance, alors même qu'elle serait prouvée en fait, que des sommes provenant d'économies réalisées sur les revenus auraient été déboursées pour former les primes, ne ferait pas perdre à ces valeurs leur nature de capitaux : en conséquence, ajoute l'arrêt dont nous parlons, les primes appartiennent en nu-propriété au conjoint propriétaire du titre, et l'usufruit seul de ces primes tombe dans la communauté. Un arrêt de la cour de Paris du 13 avril 1878 (2) condamne également notre solution. Enfin un arrêt de la Cour de Lyon du 29 mai 1884 (3) décide qu'il y a dans les

(1) Cassation 14 mars 1877. (D. 77. 1. 353).

(2) Paris 13 avril 1878 (S. 78. 2. 134).

(3) Lyon 29 mai 1884 (S. 85. 2. 79).

primes ou lots dont nous venons de parler de pur dons de fortune c'est-à-dire quelque chose d'analogue à un trésor, et que l'usufruitier n'y a aucun droit (1).

La communauté a donc droit d'une façon générale et absolue à tous les fruits et revenus des époux ; elle recueille ces divers revenus de la même façon qu'un usufruitier ordinaire et dans le but de faire face aux dépenses du ménage dont elle est spécialement chargée ; mais nous verrons plus loin que si la jouissance de la communauté sur les biens des époux est semblable en principe à celle d'un usufruitier ordinaire, elle en diffère cependant à bien des points de vue.

Produits extraordinaires des biens des époux.

Disons maintenant quelques mots des produits extraordinaires ; il est indispensable de bien les distinguer des revenus, car ils n'ont ni la même nature, ni le même but. Nous étudierons spécialement sous cette rubrique les dispositions du 1^{er} et du 3^e alinéa de l'article 1403 qui règlent le partage entre les époux des coupes de bois et des produits des carrières et des mines.

C'est encore montrer les ressemblances qui existent entre la communauté et un usufruitier ordinaire, que de constater que les produits qui ne sont pas des fruits n'entrent pas dans l'actif de la communauté : nous avons vu en effet que cette distinction, entre les fruits d'une part et les produits extraordinaires d'autre part, appliquée à la jouissance de la communauté par les articles 1401 et 1403, avait été empruntée aux textes du Code relatifs à la jouissance de l'usufruitier : en un mot, les produits qui ne sont pas des fruits n'appartiennent pas plus à l'usufruitier qu'à

(1) BAUDRY-LACANTINERIE : T. I. n° 1345 p. 819. GUILLOUARD, *C. de M.* T. 3 n° 1470. p. 363.

la communauté ; ils restent propres au nu-propriétaire.

Il peut se faire que les époux apportent en mariage des immeubles sur lesquels se trouvent plantés des bois. L'un des conjoints peut également être propriétaire d'un terrain dans lequel se trouve une mine ou carrière. La communauté aura évidemment la jouissance de ces bois, de ces mines ou de ces carrières ; elle aura droit aux fruits que ces biens produiront : mais quels sont exactement les produits de ces biens que l'on pourra considérer comme des fruits et qui appartiendront à la communauté ? Quels sont au contraire ceux qui resteront propres aux époux ? L'article 1403 répond à cette question : Il renvoie aux règles de l'usufruit pour ce qui concerne l'attribution à la communauté des produits des coupes de bois, des carrières et des mines. Il déclare en effet « que les coupes de bois, et les produits des carrières et des mines tombent dans la communauté pour tout ce qui est considéré comme usufruit d'après les règles expliquées au titre de l'usufruit, de l'usage et de l'habitation ». Et le 3^e alinéa de l'article 1403, qui n'est qu'une explication de la règle posée par le 1^{er} alinéa, ajoute que « les produits des carrières et des mines ne tombent dans la communauté que si elles ont été ouvertes avant le mariage ; et que si elles ont été ouvertes pendant le mariage, ces produits n'entrent point dans la communauté ou n'y entrent qu'à charge pour la communauté de fournir une récompense d'égale valeur à celui des deux époux auquel appartient le propre d'où ils viennent ». Cette disposition n'est que l'application à la communauté de la règle de la jouissance de l'usufruitier ordinaire sur les mines et carrières soumises à son usufruit, règle qui est écrite dans l'article 598. Le 2^e alinéa de l'article 1403 contient, il est vrai, une exception aux principes admis par le législateur en matière d'usufruit ordinaire, et nous verrons qu'il y a là précisément une différence importante entre la jouissance de la communauté et celle de l'usufruitier : mais à part cette

exception, il ressort bien du texte que nous venons d'énoncer qu'il faut étendre à la communauté toutes les règles posées par le Code au titre de l'usufruit pour ce qui concerne la jouissance de la communauté sur les bois, sur les mines et sur les carrières.

Pourquoi le législateur a-t-il éprouvé le besoin de répéter ces règles dans l'article 1403 ? N'était-ce point assez d'avoir dit dans l'article 1401 que tous les fruits et revenus quelconques des biens des époux devaient entrer dans la communauté et que celle-ci les faisait siens de la même façon et suivant les mêmes modes qu'un usufruitier ordinaire ? M. Troplong fait très justement remarquer que ce n'était point assez cependant de l'article 1401 : Il y a en effet des règles particulières relativement à la jouissance des bois, des carrières et des mines ; les produits qu'on en retire ne suivent pas toujours la condition ordinaire des fruits ; ils ne se renouvellent pas toujours périodiquement comme les fruits ordinaires et n'enrichissent pas toujours le propriétaire d'un revenu renaissant sans cesse sans épuiser le fonds qui lui donne le jour. Il est vrai que l'article 1403 ne fait que nous renvoyer aux règles admises en matière d'usufruit et relatives à cette jouissance spéciale des bois des mines et des carrières ; or, l'article 1401 renvoyait déjà lui-même implicitement à ces textes du chapitre de l'usufruit ! Mais malgré cela, nous croyons, avec M. Troplong, que l'article 1403 ne fait pas double emploi avec l'article 1401 et que les dispositions qu'il contient étaient tout au moins fort utiles, sinon absolument nécessaires, car il existe précisément pour ce qui concerne le droit de jouissance de la communauté sur les biens des époux un nombre considérable de règles tout à fait différentes de celles qui sont admises en matière d'usufruit ordinaire, et en présence de ces différences, en présence aussi des particularités qui caractérisent la jouissance des bois et des mines, on aurait pu méconnaître

l'intention du législateur d'appliquer à la jouissance de la communauté ces règles particulières, s'il n'en avait expressément manifesté la volonté (1).

Voyons donc en premier lieu quelles sont les règles de la jouissance des bois appliquées à la communauté :

Des articles 590 et suivants du Code civil, il résulte qu'il faut distinguer deux catégories différentes de bois : les bois taillis et les bois de haute futaie. Les bois taillis sont des bois que l'on coupe périodiquement, tous les dix ou quinze ans par exemple ; les forêts de haute futaie au contraire sont des bois que l'on ne coupe pas en général périodiquement, ou au moins à des époques aussi rapprochées les uns des autres que les bois taillis, et où l'on conserve les arbres, pour leur permettre de vieillir et d'acquérir par conséquent une valeur plus considérable ; c'est en quelque sorte un capital que l'on met en réserve pour l'avenir.

Si l'usufruit comprend des bois taillis, dit l'article 590, l'usufruitier a droit aux coupes qui sont faites pendant la durée de son usufruit, pourvu toutefois qu'il observe l'ordre et la quotité des coupes conformément à l'aménagement ou à l'usage constant des propriétaires : Il ressort donc de ce texte que les produits des coupes de bois taillis sont de véritables fruits ; ce sont en effet des produits périodiques qui se renouvellent sans cesse sans épuiser jamais le fonds qui leur donne naissance ; Il faut même ajouter que le revenu qu'ils donnent est un revenu plus considérable que celui qui vient de la plupart des autres fruits de la terre, beaucoup plus exposés que les bois à souffrir des intempéries des saisons : c'est un revenu plus important parce qu'on peut davantage compter sur lui et parce qu'on sait que la récolte qui lui donne naissance périra moins facilement. Les coupes des bois taillis sont donc de véritables fruits : ce sont les fruits naturels par excellence : ils

(1) TROPLONG. *C. de. M.* T. I. n° 548, p. 580.

doivent donc sans aucun doute appartenir à la communauté, comme ils appartiendraient à un usufruitier ordinaire ; mais de même que l'usufruitier ne jouit de ces coupes qu'en respectant l'aménagement et les usages des propriétaires, conformément à l'article 590, de même la communauté n'a la jouissance des coupes qu'en se soumettant aux mêmes prescriptions : le mari qui la représente et l'administre doit respecter l'ordre et la quotité de ces coupes ; c'est à cette seule condition que les revenus qu'elles produisent entrent dans l'actif de la communauté. Les arbres qui proviennent des coupes des bois taillis étant des fruits naturels ordinaires, ajoutons qu'il y a lieu de décider qu'ils sont acquis à la communauté comme tous les fruits naturels, c'est-à-dire par la perception ; ils sont perçus dès qu'ils sont détachés du sol : par conséquent la communauté profite de toutes les coupes qui ont été faites pendant son cours, au lieu que les produits de celles qui n'ont été entreprises qu'après sa dissolution restent propres à l'époux propriétaire du fonds : Il pourra ainsi arriver que la communauté ne recueille aucune de ces coupes de bois taillis si on suppose que son existence a commencé au moment où l'une d'elles venait d'être faite, et qu'elle a pris fin avant qu'on ait eu le temps de réaliser la coupe suivante. En revanche, il se peut aussi que la communauté ait eu la jouissance effective de plusieurs coupes, si son existence a commencé au moment où on allait en faire une, et si elle dure assez longtemps pour percevoir également le produit des coupes postérieures. On voit donc que la règle qui dirige l'acquisition des fruits provenant des bois taillis est absolument la même que celle qui préside à l'acquisition des autres fruits de la terre par la communauté ou par un usufruitier ordinaire : cette acquisition a toujours le même caractère purement aléatoire ; la communauté et les époux sont exposés chacun de leur côté aux mêmes chances de gagner ou de perdre ; nous avons vu

que la règle de l'article 1571 qui, en matière de régime dotal, consiste à attribuer au mari tous les fruits de la dot à la fin de chaque journée, comme les fruits civils, était bien préférable et ne donnait pas lieu aux mêmes injustices.

Il est bien évident qu'il ne faudrait pas avancer l'époque de la maturité des fruits d'un bois taillis ni faire une coupe avant le moment où elle doit régulièrement être faite, afin d'en faire profiter la communauté : il y aurait là une fraude qui pourrait entraîner pour son auteur une condamnation à des dommages-intérêts et à la restitution des produits de la coupe ainsi faite par anticipation. Nous verrons enfin que l'on ne pourrait pas davantage retarder une coupe afin d'en priver la communauté, car il serait toujours dû récompense à celle-ci pour les coupes qui auraient dû être faites pendant son cours et qui ne l'auraient pas été : c'est l'article 1403 al. 2 qui contient cette disposition : c'est là une exception formelle aux prescriptions de l'article 590 ; nous verrons qu'il y a précisément à ce point de vue une différence profonde entre la jouissance de la communauté et celle d'un usufruitier ordinaire ; nous aurons à déterminer les raisons de cette différence.

Si au contraire l'un des époux est propriétaire d'un bois de haute futaie qui n'a pas été mis en coupes réglées, il apporte évidemment à la communauté la jouissance de ce fonds ; mais la communauté n'aura pas le droit de pratiquer des coupes dans cette forêt ; celles qui seraient ainsi faites contrairement à l'aménagement du bois ne seraient pas des fruits véritables, parce que la forêt n'était pas destinée à les produire périodiquement ; elles seraient seulement un produit extraordinaire d'un propre, produit qui par conséquent resterait en dehors de la communauté, celle-ci n'ayant jamais droit qu'aux fruits ; la futaie, comme nous l'avons vu, est une sorte de capital mis en réserve pour l'avenir ; si on ne l'a pas mise en coupes

réglées, c'est qu'on veut laisser les arbres arriver à tout leur développement et atteindre une grande valeur ; on ne comprendrait donc pas que le mari, administrateur de la communauté, pût se permettre, de sa propre autorité, de faire des coupes sur un bois de haute futaie appartenant à sa femme, dans le seul but de procurer un revenu à la communauté : les arbres qui seraient ainsi abattus contrairement à la volonté de la femme ne seraient pas des fruits et resteraient propres à celle-ci (art. 592).

Il ne faudrait cependant pas croire que la communauté ne possède alors sur les bois de haute futaie aucune jouissance effective ; elle devient propriétaire des fruits périodiques que peuvent donner les arbres ; c'est ainsi qu'elle peut recueillir les glands, les pommes de pins... et d'une façon générale tout ce qui a le caractère de fruits, parmi les produits de la forêt ; en outre, les élagages qui s'effectuent à certaines époques et servent par exemple au chauffage ou à tout autre usage peuvent être assimilés à des fruits et tombent dans la communauté. Celle-ci enfin à l'usage de la forêt, elle a le droit de parcours, et les produits de la chasse lui appartiennent. D'autre part, il se peut que le bois de haute futaie ait été lui-même, au moins dans une de ses parties, mis en coupes réglées par le propriétaire ; dans ce cas, l'article 591 reconnaît à la communauté le droit de profiter de ces coupes : la destination ainsi donnée au fonds par le propriétaire produit en effet une source annuelle ou périodique de revenus et on comprend alors que la communauté, aussi bien que l'usufruitier ordinaire, jouisse de ces produits qui, par leur périodicité, sont devenus de véritables fruits.

Voilà, parmi les produits des bois, ceux qui entrent dans l'actif de la communauté et ceux qui restent propres aux époux. Ces derniers sont ceux que nous avons appelés les produits extraordinaires.

La communauté, conformément à l'article 1403, n'a

donc sur les forêts appartenant aux conjoints d'autres droits que ceux qui appartiennent à l'usufruitier ordinaire. Il faut alors décider qu'elle a tous les droits qui appartiennent à un usufruitier : par conséquent, elle pourra employer, pour faire les réparations dont elle est tenue, les arbres arrachés ou brisés par accident, alors même que ces arbres viendraient d'une futaie non mise en coupes réglées : l'article 592 qui contient cette disposition ajoute même que la communauté peut en faire abattre pour cet usage si cela est nécessaire, à charge cependant d'en faire constater la nécessité par le propriétaire. De même on pourra prendre des échalas pour les vignes (593) ; enfin, d'une façon générale, la communauté a droit, comme nous l'avons dit, à tous les produits périodiques ou annuels venant des bois propres aux époux, pourvu que, dans l'exercice de son droit de jouissance, elle se conforme à l'usage du pays et à la coutume des propriétaires (593).

Nous venons de voir que la communauté pouvait prendre, dans un bois non aménagé, les arbres arrachés ou brisés par accident pour faire les réparations dont elle est tenue et qu'elle avait même le droit d'en faire abattre pour cet usage en cas de nécessité (art. 592). Suivant Lebrun, la communauté aurait même à cet égard des droits plus étendus que ceux d'un usufruitier ordinaire ; tout ce qu'elle ne prendrait pas en qualité d'usufruitière, elle le prendrait comme maîtresse de tous les meubles avenants ; elle devrait donc alors profiter sans remploi des arbres qui tombent de vieillesse et de ceux qu'on est forcé d'abattre en bonne administration, parce qu'ils sont trop vieux, et cela, alors même qu'elle n'aurait pas à faire les réparations visées par l'article 592 : cette solution ne se concilierait évidemment pas avec notre article 1403 qui nous renvoie purement et simplement, pour les droits de la communauté sur les bois appartenant aux époux, aux textes qui régissent la jouissance de l'usufruitier sur ces

mêmes biens. L'article 592, comme nous l'avons vu, décide que l'usufruitier ne peut disposer des arbres arrachés ou brisés par accident ou morts de vieillesse que pour faire les réparations dont il est tenu. Il est donc bien évident qu'en dehors de ce cas où des réparations sont nécessaires, la communauté, pas plus que l'usufruitier, ne peuvent s'approprier ces arbres, qui restent par conséquent propres au nu-propriétaire, et que la théorie rappelée par Lebrun ne saurait être admise aujourd'hui, comme elle a pu l'être dans l'ancien droit (1).

Ajoutons enfin, pour terminer cette étude des droits de la communauté sur les arbres provenant d'un fonds resté propre à l'un des conjoints, que les arbres fruitiers qui meurent ne rentrent pas dans la catégorie des arbres forestiers : l'article 594 les attribue à l'usufruitier en dehors même des cas où ils pourraient servir aux réparations dont celui-ci est tenu, mais à charge pour lui de les remplacer par d'autres : il en est de même pour la communauté ; cette disposition de la loi, qui attribue ainsi à la communauté les arbres fruitiers morts de vieillesse et qui l'oblige à les remplacer, s'explique très bien ; la communauté jouit en effet de tous ces arbres, elle en perçoit les fruits et les fait siens ; or, elle doit jouir en bon propriétaire ; il est donc naturel qu'elle soit forcée d'agir comme agirait le propriétaire lui-même, c'est-à-dire de remplacer les arbres quand ils ne peuvent plus produire de fruits, de façon à conserver au fonds dont elle a la jouissance la destination qui lui a été donnée (2).

On voit donc, par l'étude que nous venons de faire des droits de la communauté sur les bois appartenant aux

(1) LEBRUN. liv. I. chap. V, p. 402.

(2) Sur toute cette question du droit de jouissance de la communauté sur les bois appartenant aux conjoints : V. TROPLONG *C. de M.* T. I, p. 580 n° 549 à 559.

conjoints, que les produits de ces bois sont souvent de véritables fruits, tombant, comme tels, dans l'actif de la communauté, mais que bien souvent aussi la loi leur refuse le caractère de fruits et en laisse par conséquent la propriété au conjoint propriétaire du fonds : tout dépend en somme de la destination qui a été donnée au fonds lui-même par le propriétaire. A-t-il mis en coupes réglées la forêt qui lui appartient ? les produits des coupes sont alors de véritables fruits à cause de leur renouvellement périodique. A-t-il, au contraire manifesté l'intention de laisser croître cette forêt pour en faire un bois de haute futaie ? les arbres qui en seraient détachés pour une cause quelconque ne sont plus des fruits ; ce sont bien des produits du fonds, mais ils n'ont pas les caractères de ce que nous avons appelé « les fruits » ; ce sont seulement des produits extraordinaires, qui participent de la nature du bien dont ils proviennent et y restent attachés, et qui par conséquent ne sauraient appartenir à la communauté, parce que celle-ci n'avait pas le droit de compter sur eux pour faire face aux charges du mariage.

Nous venons de voir que les produits des forêts ne pouvaient pas toujours être considérés comme des fruits : la nature même de ces produits et leurs caractères particuliers ont forcé le législateur à déterminer par une règle précise quels sont, parmi ces produits, ceux qui peuvent être considérés comme des fruits, et quels sont au contraire ceux qui ne sont que des produits extraordinaires restant propres à l'un ou à l'autre des conjoints. Si les rédacteurs du Code n'avaient pas pris la peine de faire cette distinction, il y aurait certainement eu des difficultés considérables et des discussions sans nombre sur ce sujet.

Les produits des carrières et des mines sont, eux aussi, des produits d'une nature particulière. Il est certain qu'ils rentrent encore bien moins que ceux que nous venons d'examiner dans la rigoureuse définition des

fruits, telle qu'elle résulte des textes que nous avons vus. Les fruits, avons-nous dit, c'est-à-dire les produits qui appartiennent à l'usufruitier ou à la communauté, sont les produits périodiques d'une chose, *quod ex re nasci aut renasci solet*; ce sont les produits que la chose était destinée à mettre au jour et qui se renouvellent ou renaissent périodiquement sans épuiser le fonds qui leur donne naissance. Or, peut-on dire que les pierres extraites d'une carrière sont des fruits du fonds? Rigoureusement, il faut bien reconnaître qu'on ne peut pas les faire rentrer dans la définition des fruits que nous venons de rappeler; une fois extraites du sol, les pierres ne renaissent pas; on extrait seulement des pierres nouvelles dans de nouveaux endroits, mais une fois qu'un terrain a été exploité, il a donné, à ce point de vue, tout ce qu'il pouvait donner, et on est obligé de prendre le terrain voisin pour l'exploiter à son tour; et il en est absolument de même pour les produits des mines. Ce sont donc des produits d'une nature particulière que l'on ne peut pas regarder comme des fruits véritables. Fallait-il donc décider que jamais ces produits ne seraient assimilés à des fruits? que jamais ni l'usufruitier, ni la communauté n'en profiteraient? Une telle décision eût été bien rigoureuse, car si ces produits ne sont pas en réalité des fruits dans le sens strict de ce mot, il est certain cependant qu'on les considère universellement comme un revenu; il eût été par conséquent très dur d'en priver complètement l'usufruitier et la communauté, étant donné surtout que celle-ci est tenue de faire face aux charges du ménage et qu'elle a très logiquement pu compter sur ces produits qui, s'ils ne sont pas des fruits véritables, s'en rapprochent beaucoup et leur sont, en fait, bien souvent assimilés. Aussi le législateur n'a-t-il pas voulu que les produits des carrières et des mines fussent à tout jamais exclus de la communauté et du droit de jouissance de l'usufruitier; il n'a pas

voulu que ces produits fussent considérés, sans aucune exception, comme de simples produits extraordinaires des biens des conjoints, ainsi qu'ils auraient pu l'être rigoureusement. Il a considéré que ces produits, sans être des fruits véritables, participent beaucoup de la nature des fruits, en ce sens qu'on les regarde le plus souvent comme des revenus et que l'on compte sur eux pour faire face aux dépenses ordinaires de la vie. Il fallait donc poser une règle et déterminer exactement les cas dans lesquels ces produits des mines et des carrières devaient être appelés des fruits et appartenir en conséquence à l'usufruitier ou à la communauté. Cette règle, le législateur l'a établie dans l'article 598, au titre de l'usufruit; et l'article 1403, au chapitre de la communauté, renvoie, comme nous l'avons vu, aux principes admis en matière d'usufruit ordinaire, pour ce qui concerne la jouissance de la communauté sur les bois, les carrières et les mines. Il nous faut donc étudier cette règle de l'article 598, qui s'applique aussi bien à la communauté qu'à l'usufruit.

La loi établit une distinction entre les mines et les carrières qui étaient déjà en exploitation au moment de l'ouverture de l'usufruit et celles qui ont été ouvertes seulement depuis cette époque et pendant le cours de la jouissance de l'usufruitier. La communauté, aussi bien que l'usufruitier ordinaire, ne jouit que des mines et des carrières dont l'exploitation était commencée avant le moment où elle est entrée en jouissance, c'est-à-dire avant le mariage; au contraire elle n'a aucun droit aux produits des mines et des carrières qui n'ont été ouvertes que pendant le mariage. Ces produits restent alors la propriété du conjoint auquel appartient la mine (a. 598 et 1403). Par conséquent, les matières extraites des mines ou des carrières ne sont assimilés aux fruits ordinaires que dans le premier cas, c'est-à-dire si l'exploitation était déjà commencée avant le mariage. Dans le second cas, la loi

ne voit dans ces objets que des produits extraordinaires qui ne tombent pas dans la communauté ; cette distinction est assez raisonnable et se justifie très bien ; lors en effet qu'une carrière ou une mine est en exploitation au moment de l'ouverture du droit d'usufruit, l'usufruitier ne fait que continuer la jouissance du propriétaire ; de même, lorsqu'une carrière est ouverte au moment du mariage, elle a une destination productive qui fait supposer que l'époux propriétaire du fonds a voulu que la communauté prît sa part des revenus qui en proviennent ; la destination donnée à la chose par le propriétaire a donc en cette matière, comme dans le cas des bois de hautes futaies aménagés, une importance capitale : quand le propriétaire a mis une mine en exploitation, il a montré qu'il entendait s'en faire un revenu, et il est juste que la communauté jouisse de ce revenu, car il y a là une source de produits sur lesquels elle a vraiment pu compter et qui, par leur périodicité, ressemblent beaucoup à des fruits. On ne peut pas dire au contraire qu'elle a dû compter, pour faire face aux charges qui lui incombent, sur les produits d'une mine ou d'une carrière qui n'auraient été découvertes que pendant le cours du mariage sur un fonds dont l'un des conjoints était propriétaire ; le fonds n'a pas été destiné, dans ce cas, par le propriétaire à donner naissance à ces produits ; il est donc juste qu'on leur conserve alors leur véritable nature de produits extraordinaires et qu'on n'en donne point la propriété à la communauté (1).

Nous avons dit qu'en réalité, dans aucun cas, les produits d'une mine ou d'une carrière ne sont des fruits dans le sens rigoureux de ce mot ; la loi les assimile seulement à des fruits, quand le fonds d'où ils proviennent a été mis

(1) TROPLONG. *C. de M.*, t. I. n° 560, p. 587. TOULLIER. t. 12, p. 226, n° 128.

en exploitation avant l'époque de l'ouverture de l'usufruit ; M. Troplong tire de cette remarque une conclusion singulière (1). Les produits des carrières n'étant pas des fruits naturels dans le sens strict de ce mot, puisque les matières extraites ne renaissent pas, il faut, suivant cet auteur, les considérer comme *des fruits civils*, dans les cas où la loi attribue le caractère de fruits. Il faudrait donc en conclure que ces produits sont acquis à la communauté comme tous les fruits civils, c'est-à-dire jour par jour et non pas, comme les fruits naturels ou industriels, par la perception. M. Troplong ne va pas jusqu'à admettre expressément cette conséquence ; mais, par le seul fait qu'il qualifie ces produits de fruits civils, il semble devoir décider qu'il faut leur appliquer les règles que le législateur a posées pour l'acquisition de ce genre de fruits par la communauté : or, il nous semble qu'une telle conséquence serait contraire aux vœux de la loi, qui assimile formellement à des fruits les produits des mines déjà ouvertes au moment du mariage et qui entend certainement leur donner le caractère de fruits naturels : les fruits civils sont en effet des fruits fictifs ; ils n'ont rien de réel et n'existent qu'intellectuellement ; ils consistent dans des sommes d'argent ou des revenus quelconques que l'on recueille à l'occasion d'une chose, en louant ou affermant cette chose ; mais où pourrait-on trouver des produits qui puissent plus exactement être regardés comme des produits *naturels*, que ceux qui proviennent d'une mine ou d'une carrière ? Ce qu'on nomme les fruits naturels, par opposition aux fruits industriels, sont à notre époque des objets assez rares, étant donné les perfectionnements nombreux que la science a apportés, dans le courant de notre siècle, à la récolte des produits naturels du sol ; presque tous les produits naturels de la terre sont aujour-

(1) TROPLONG déjà cité : *C. de M.*, t. I. p. 588, n° 560 *in fine*.

d'hui transformés par la main de l'homme, le plus souvent avant même d'avoir vu le jour ; aussi ne trouve-t-on plus aujourd'hui qu'un nombre très restreint de fruits naturels proprement dits ; le croit des animaux lui-même est perfectionné par suite des croisements des races que la science a expérimentés, et pourrait à la rigueur être classé, dans bien des cas, dans ce que la loi appelle les fruits industriels. Les produits des carrières et des mines sont au contraire quelques-uns des rares produits modernes qui puissent garder avec quelque apparence de vérité le nom de produits naturels du sol. Pourquoi donc déciderait-on que la loi a voulu les assimiler à des fruits civils ? il n'y a, nous semble-t-il, aucune raison d'admettre cette solution. Nous croyons donc qu'il y a là des fruits naturels, et que c'est par la perception que la communauté les acquiert ; la perception consiste ici dans l'extraction qui est faite de ces produits ; ceux-ci appartiennent à la communauté lorsqu'ils ont été arrachés de la terre et les revenus qu'ils donnent ne prendraient le caractère de fruits civils que si la mine ou la carrière d'où ils sortent avaient été affermée ou si l'exploitation en avait été confiée à un tiers, chargé de verser en compensation une redevance périodique au propriétaire.

La communauté, avons-nous dit, n'a aucun droit aux produits des carrières et des mines qui ne sont ouvertes que pendant le cours du mariage, parce que ces produits ne sont pas alors regardés comme des fruits véritables ; il est donc certain que si un mari ouvrait, pendant le mariage, une carrière sur un fonds appartenant à sa femme, (ce qu'il peut fort bien être obligé de faire pour donner au fonds toute sa valeur productive et pour éviter qu'on ne le déclare plus tard responsable de l'avoir laissé dépérir), les produits de cette carrière ne tomberaient pas dans la communauté ou n'y entreraient que sauf récompense, et resteraient, par conséquent propres à la femme. Est-ce à

dire cependant que le mari ne peut, en dehors de ce dernier cas, rien extraire d'un terrain appartenant à sa femme et que les produits qu'il retirerait ainsi du sol ne tomberont jamais dans l'actif de la communauté ? Il est probable qu'il pourrait y prendre des pierres en quantité nécessaire pour refaire les chemins de la propriété ou pour faire les réparations dont peut être tenue la communauté usufruitière, pourvu toutefois qu'il n'appauvrisse point le fonds, si celui-ci a une autre destination (1).

La récompense qui pourrait être due à la femme par suite de l'ouverture d'une carrière sur son fonds pendant le mariage consisterait dans le produit net de la carrière ou de la mine qui a été versé dans la communauté et auquel celle-ci n'a aucun droit. D'un autre côté, une indemnité peut être due, soit à l'époux propriétaire du fonds, à raison des dégradations que l'ouverture d'une carrière a pu causer sur son terrain, soit même à l'autre époux ou à la communauté, dans le cas où, pour mettre la mine en exploitation, il aura été fait par le mari ou par la communauté des dépenses utiles qui auront profité au fonds appartenant à l'autre conjoint. On voit donc, que si la récompense représentant les produits d'une mine ouverte pendant le cours du mariage est toujours due par la communauté à l'époux propriétaire du fonds, il peut aussi y avoir lieu à une indemnité due, soit à ce dernier, soit même à l'autre conjoint ou à la communauté ; voilà pourquoi l'article 1403, dans sa partie finale, dispose qu'il faudra payer une récompense ou indemnité à celui des époux à qui elle pourra être due, formule très générale qui embrasse bien tous les cas que nous venons d'examiner. Il ne faudrait pas dire, comme le remarque très justement Toullier, que la récompense due par la communauté au conjoint propriétaire du sol sur lequel a été ouverte une

(1) TROPLONG, *C. de M. T. I.* n° 561, p. 589.

carrière pendant le cours du mariage, ne doit consister que dans la différence de la valeur actuelle du fonds avec celle qu'il aurait eue si la carrière n'avait pas été ouverte. Delvincourt admet cette proposition ; nous croyons avec M. Toullier qu'il commet ainsi une grave erreur, car il faudrait alors en conclure que les produits de la mine ou de la carrière appartiendraient à la communauté, à charge seulement pour celle-ci de payer une indemnité à l'époux propriétaire pour la détérioration que les travaux ont pu causer sur son terrain. Or, cette conséquence serait absolument contraire aux textes des articles 598 et 1403 qui décident que les produits d'une mine ou d'une carrière ouverte pendant le cours du mariage n'entrent pas dans l'actif de la communauté ; par conséquent, la récompense due par la communauté consiste sans aucun doute dans le produit de la carrière qui a été versé dans la caisse de la communauté (1).

Aux termes de l'article 1403 dernier alinéa, si les carrières et mines *ont été ouvertes pendant le mariage*, les produits, comme nous l'avons dit, n'entrent pas dans l'actif de la communauté. Ces termes sont-ils bien exacts et est-ce bien toujours *au moment du mariage* qu'il faut se placer pour examiner si une mine est ouverte et pour en faire tomber en conséquence les produits dans la communauté ? Nous croyons qu'il est plus exact de dire que *c'est au moment où a commencé la jouissance de la communauté* qu'il faut que la mine soit ouverte : supposons en effet qu'un mariage ait eu lieu en 1830 sous le régime de la communauté ; si le père de l'un des époux a ouvert en 1835 une mine sur son terrain, et si ce terrain, avec la mine qu'il contient et qui a été mise en exploitation, n'est devenu qu'en 1840 la propriété du conjoint qui l'a recueilli dans la succession de son père, il est évidem-

(1) TOULLIER. t. 12. n° 128, p. 227 et 228.

ment dans l'esprit de la loi que les produits de la mine soient considérés comme des fruits dans cette hypothèse et tombent dans la communauté, parce que la mine était déjà en exploitation au moment où le terrain qui la renferme est entré dans la jouissance de la communauté ; ce terrain avait en effet reçu bien avant cette époque la destination de donner naissance à des produits périodiques que la loi assimile alors à des fruits véritables, et cependant il est clair que si on s'en tenait aux termes stricts de l'article 1403, il faudrait décider que la mine *n'étant pas encore ouverte au moment du mariage*, les produits, même dans l'hypothèse que nous venons d'examiner, ne doivent pas entrer en communauté : cette solution serait certainement contraire à l'esprit du législateur. Il faut donc reconnaître que l'article 1403 a seulement statué « *de eo quod plerumque fit* », en exigeant que la mine fût ouverte *au moment du mariage* ; mais il est nécessaire d'élargir un peu les termes de ce texte et nous pouvons ainsi décider que, pour que la communauté profite des produits d'une carrière ou d'une mine, il faut que l'exploitation en ait été commencée, non pas toujours au moment du mariage, mais au moment où la communauté a pu entrer en jouissance, au moment où son droit d'usufruit a pris naissance (1).

La communauté n'ayant droit aux produits d'une mine et d'une carrière que lorsque cette mine et cette carrière étaient déjà ouvertes au moment où elle est entrée en jouissance des biens des conjoints, on comprend facilement combien il est important de savoir quels sont les cas dans lesquelles on peut considérer une mine comme ouverte dans le sens des articles 598 et 1403 ? La plupart des mines, dans l'état actuel de notre législation, ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'une concession délivrée par

(1) MARCADÉ. t. 5. p. 457. note 2.

l'autorité administrative (loi de 1810) : est-ce à la date de la concession qu'il faut s'attacher pour considérer la mine comme ouverte ? Nous ne le croyons pas : l'article 598, auquel nous renvoie l'article 1403, décide en effet que l'usufruitier jouit comme le propriétaire des mines et des carrières « *qui sont en exploitation à l'ouverture de l'usufruit* » ; ce sont les termes même employés par cet article ; et, plus loin il dispose encore que l'usufruitier n'a aucun droit aux mines et carrières non encore ouvertes, ni aux tourbières « *dont l'exploitation n'est point encore commencée* ». Il nous semble résulter bien clairement des formules que nous venons d'énoncer que la loi exige que la mine et la carrière soient réellement mises en exploitation au moment où l'usufruitier ou la communauté entrent en jouissance pour que les produits soient considérés comme des fruits et entrent en communauté. Une simple concession ne suffirait donc pas ; ajoutons même qu'il importe peu que l'acte de concession ne soit intervenu que postérieurement, pourvu que les travaux aient été réellement commencés avant le mariage. Cette règle est d'ailleurs facile à expliquer, car c'est seulement quand une mine a été mise en exploitation par le propriétaire du fonds, qu'on peut dire que le propriétaire a eu l'intention de se créer ainsi un revenu périodique ; c'est seulement dans ce cas qu'on peut présumer chez lui la volonté d'assimiler les produits de la mine à des fruits véritables et d'en faire profiter la communauté. Ce n'est donc pas à la date de la concession qu'il faut s'attacher pour regarder la mine ou la carrière comme ouvertes dans le sens des articles 598 et 1403 ; il faut, pour que les produits entrent dans la communauté, que le fonds ait été réellement mis en exploitation au moment de l'entrée en jouissance. Nous aurons à nous demander toutefois si la loi de 1810 sur les mines, en faisant de la concession minière une propriété immo-

bilière distincte du sol, n'a pas modifié sur ce point la législation antérieure.

Remarquons, avec M. Guillouard, qu'il faut entendre, dans un sens assez large, ces expressions « mines et carrières ouvertes avant le mariage » ; en d'autres termes, lorsqu'une exploitation minière a été commencée avant le mariage et qu'un certain nombre de nouveaux puits sont ouverts pendant le mariage pour continuer cette exploitation, il pourra très bien résulter des circonstances que l'intention des parties, et notamment de l'époux propriétaire du terrain exploité, a été que les produits des nouveaux puits, comme ceux des anciens, tomberaient dans la communauté. Il s'agit là, en effet, d'une exploitation unique commencée avant le mariage (1) ; c'est ce que décide un arrêt de la Cour de Besançon du 3 mars 1863 (2) ; dans l'espèce, il s'agissait de minières destinées à l'extraction de minerais d'alluvion ; ce sont des minières qui, au point de vue de leur mise en exploitation, sont soumises à des règles spéciales par la loi de 1810 ; ces minerais d'alluvion sont en effet répandus çà et là sur d'assez vastes surfaces ; on creuse un premier puits qu'on exploite jusqu'à extinction, puis un second un peu plus loin et ainsi de suite ; mais on ne les fait pas communiquer les uns avec les autres par des galeries souterraines, comme dans le cas des mines ordinaires ; l'article 68 de la loi du 21 avril 1810 interdit même de relier ces puits les uns aux autres par des galeries souterraines ; en outre, cette même loi, dans son article 59, exige une simple déclaration avec une désignation des lieux comme condition administrative de l'ouverture de ces minières ; ici donc, pas de concession, ni de permission, ni même de limitation de périmètre, mais une simple déclaration : et bien, tous ces puits di-

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* T. I. n° 408, p. 386.

(2) Besançon, 3 mars 1863. DALLOZ. 63. 2. 49.

vers forment-ils une seule et même exploitation, en sorte que l'ouverture du premier, avant l'entrée en jouissance de l'usufruitier ou avant le mariage, suffise pour en assurer tous les produits ultérieurs à l'usufruitier ou à la communauté? ou bien, faut-il au contraire considérer chaque puits comme une minière nouvelle et en donner les fruits à celui qui possède au moment où le puits est ouvert? Il est évident qu'on ne peut pas formuler ici des règles absolues et que c'est là une question qui doit être résolue d'après l'intention des parties. Il est clair que s'il résulte des circonstances que l'intention du propriétaire a été d'ouvrir des minières distinctes en creusant chaque nouveau puits, comme si par exemple il en a séparé les produits, on ne saurait attribuer à l'usufruitier ou à la communauté que les produits des puits qui ont été ouverts avant la naissance du droit d'usufruit. Mais il se peut très bien au contraire que l'intention du propriétaire ait été de faire une seule et même exploitation; cette intention peut résulter de la destination donnée aux produits; et bien, cette intention suffisamment manifestée doit certainement prévaloir; c'est ce que décide avec raison l'arrêt de la Cour de Besançon de 1863; il résulte même de cet arrêt qu'il existe une présomption légale que la minière comprend tous les puits ouverts sur le fonds, quelle que soit son étendue, et que, sauf la preuve d'une volonté contraire, une minière, exploitée dans les conditions que nous venons de voir, doit être réputée ouverte dans le sens des articles 598 et 1403, dès l'instant que les premières ouvertures ont été pratiquées par le propriétaire avant son mariage. Cette décision nous paraît très raisonnable; les produits d'une mine ne sont en effet des fruits que par suite d'une présomption légale de volonté de la part du propriétaire; ils ne rentrent pas, comme nous l'avons vu, dans la rigoureuse définition des fruits; ils ne sont des fruits que parce que la loi, s'appuyant pour

cela sur une présomption de volonté, leur donne spécialement cette qualification; on comprend donc très bien que la volonté du propriétaire qui fait de ces produits des fruits, puisse régler les modes et les conditions de l'exploitation. Ajoutons d'ailleurs qu'il est dans la nature de ces minerais d'alluvion de ne pouvoir s'exploiter que par des puits séparés, et que par conséquent, si le propriétaire n'a ouvert qu'un seul puits au moment où la communauté est entrée en jouissance, il n'y a aucune raison pour supposer qu'il ait voulu limiter aux seuls produits de ce puits les profits de la communauté. Ce que l'arrêt de la Cour de Besançon décide pour ces minières destinées à l'extraction des minerais d'alluvion, nous croyons qu'il faut l'admettre pour les mines et les carrières en général; si après le mariage ou après l'ouverture de l'usufruit on ouvre de nouveaux puits sur la même exploitation et s'il ne résulte pas des circonstances que l'intention du propriétaire ait été de faire une exploitation nouvelle et distincte, on présumera que ces nouveaux puits font partie de la première exploitation et les produits en tomberont dans l'actif de la communauté.

Nous croyons encore que si le propriétaire d'une carrière achetait, avant le mariage, un terrain contigu à cette carrière, pour le réunir au fonds déjà exploité, et que s'il résultait des circonstances de fait que son intention était d'exploiter plus tard ce terrain afin de continuer l'exploitation commencée, le fait que ce terrain contigu ne serait mis en exploitation qu'après le mariage n'empêcherait pas qu'on pût regarder l'exploitation des deux fonds, voisins comme faisant partie d'une seule et même entreprise. Par conséquent les produits qu'on retirerait du second terrain mis en exploitation, même après le mariage ou après l'ouverture de l'usufruit, tomberaient dans la communauté ou appartiendraient à l'usufruitier; cette décision est encore fondée sur une présomption de volonté de la part du

conjoint propriétaire; si c'est avant le mariage qu'il a acheté le terrain contigu à son exploitation, il a très probablement eu l'intention de continuer sur ce nouveau terrain l'entreprise commencée; dans tous les cas, cette intention sera présumée jusqu'à preuve contraire et les produits de la partie mise en exploitation pendant le mariage tomberont alors dans l'actif de la communauté. Cette manière de voir est d'ailleurs partagée par la jurisprudence. Un arrêt de la Cour de cassation du 23 février 1881 (1) décide en effet que lorsque le propriétaire d'une carrière en exploitation achète un terrain contigu avec l'intention de le joindre à la carrière déjà ouverte et de l'exploiter de la même manière, les deux carrières réunies entre ses mains n'en font plus qu'une seule, qui est réputée avoir été ouverte au moment où la première a été mise en exploitation; on doit en effet, ajoute l'arrêt en question, considérer comme fruits tous les produits que la chose était destinée à fournir au moment où elle a été soumise à un droit d'usufruit (2).

La loi du 21 avril 1810 sur l'exploitation des mines a-t-elle modifié cette règle des articles 598 et 1403, à savoir que la communauté ou l'usufruitier ne recueillent les produits de la mine que dans le cas où celle-ci a été ouverte avant le mariage ou avant l'ouverture du droit d'usufruit?

Quelques auteurs admettent, pour ainsi dire sans discussion, que la loi de 1810 a modifié complètement sur ce point la règle des articles 598 et 1403 (3). D'après cette loi, disent-ils, une mine ne peut plus être exploitée qu'en vertu d'une concession de l'autorité administrative. De plus, d'après l'article 19 de la loi de 1810, la mine, une fois

(1) Cassation 23 février 1881 (DALLOZ, 81. 1. 315).

(2) GUILLOUARD. *C. de M.* t. I n° 408, *in fine*, p. 386.

(3) BAUDRY-LACANTINERIE, t. 3, p. 33, n. 47, *in fine*.

concée, forme une propriété immobilière distincte du sol : il y a là une propriété nouvelle qui se superpose sur la première et qui peut être livrée même à un tiers, c'est-à-dire à une personne autre que le propriétaire du sol, à charge toutefois pour le concessionnaire de payer au propriétaire une redevance périodique. Et alors, dit-on, si la mine devient une propriété nouvelle, une propriété immobilière distincte du sol, il y a là tout simplement un immeuble nouveau ; par conséquent, si c'est avant le mariage que la mine a été concédée et mise en exploitation, c'est un immeuble nouveau dont les produits tombent dans l'actif de la communauté comme y entreraient les fruits de tous les autres immeubles appartenant aux époux avant le mariage. Si c'est pendant le mariage que la mine a été concédée et mise en exploitation, c'est encore un immeuble nouveau, acquis par l'un des époux pendant le mariage ; c'est un immeuble acquis à titre gratuit par suite d'une concession du gouvernement, et les fruits en tombent dans la communauté, comme y entreraient les fruits de tout immeuble acquis pendant le mariage par l'un des conjoints. Ainsi, de toutes façons, que la mine ait été concédée et mise en exploitation avant ou pendant le mariage, suivant ces auteurs, il y a là un immeuble nouveau et les produits qui ont ici le caractère de fruits entreront toujours dans l'actif de la communauté. Quant à la distinction des articles 598 et 1403, elle serait réduite à néant, au moins pour ce qui concerne les mines qui ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'une concession, c'est-à-dire pour la grande majorité d'entre elles : ce serait là, il faut bien le reconnaître, le renversement complet de la législation antérieure : le Code civil considérerait la mine comme faisant partie du terrain qui la recèle, à titre d'accessoire, et les matières extraites comme n'ayant pas en principe le caractère de fruits, au moins dans le cas où la mine n'aurait été ouverte que depuis la naissance du droit d'usufruit :

la loi nouvelle considèrerait au contraire la mine comme une propriété spéciale distincte du sol, elle en regarderait les produits comme des fruits et les ferait en conséquence tomber dans la communauté dans tous les cas.

Est-il possible d'admettre un changement aussi radical des dispositions du Code civil sans une manifestation plus expresse de la volonté du législateur ? Nous ne le croyons pas. Sans doute, la loi de 1810 a fait de la concession minière une propriété immobilière distincte du sol, et, en l'absence des règles posées par les articles 598 et 1403, les fruits de cet immeuble nouveau auraient peut-être pu tomber dans la communauté, aussi bien dans le cas où cet immeuble serait entré dans le patrimoine d'un des conjoints pendant le mariage, que dans le cas où l'époux l'aurait acquis antérieurement. Mais il nous est impossible d'admettre que par cela seul que la loi de 1810 a fait de la concession minière une propriété distincte, une et indivisible, la règle des articles 598 et 1403 ait été complètement mise de côté.

Quelle est en effet la nature de la disposition de ces deux articles ? à tort ou à raison, la loi considère les produits des mines et des carrières comme étant des produits d'une nature exceptionnelle et spéciale : on a pensé qu'ils ne sauraient rentrer dans la rigoureuse définition des fruits, et comme on voulait, dans certains cas, les assimiler à des fruits, afin d'en faire profiter l'usufruitier et la communauté, les rédacteurs du Code ont, pour éviter toute discussion, édicté la règle contenue dans les articles 598 et 1403. Ils ont admis que la communauté ne jouirait des produits des mines et des carrières que lorsque celles-ci auraient été ouvertes avant le mariage : nous avons déjà vu sur quelle idée était fondée cette règle ; nous savons qu'elle repose sur une présomption de volonté de la part du propriétaire du fonds ; quand celui-ci a commencé à exploiter une mine, il a voulu se créer un revenu pério-

dique, il a transformé en fruits véritables les produits de cette mine. Si donc il concède ensuite à un tiers un droit d'usufruit sur le terrain ainsi mis en exploitation, il est naturel de supposer que sa volonté a été de donner à l'usufruitier, sur le fonds dont il lui concède l'usufruit, une jouissance pareille à la sienne : voilà pourquoi, dans ce cas, et dans ce cas seulement, les produits de la mine sont considérés comme transformés par le propriétaire en fruits ordinaires et appropriés par lui à l'usage de l'usufruitier. Telle est la nature de la règle contenue dans les articles 598 et 1403.

Quel a été, d'autre part, le but de la loi de 1810 ? Cette loi de 1810 est une loi spéciale sur les mines ; dans un but de sage économie sociale, elle a fait de la concession minière une propriété distincte ; le législateur a voulu que le concessionnaire d'une mine ne fût pas le premier venu et surtout que son droit ne fût pas temporaire, mais au contraire véritablement stable. C'était dans l'intérêt bien compris de l'exploitation de la mine, et comme il y avait là une source de richesses considérables pour le pays, il était naturel qu'on cherchât les meilleurs moyens d'en favoriser l'éclosion ; c'est uniquement pour cela que la loi a créé ici une propriété nouvelle ; est-ce à dire qu'elle a entendu par là modifier nos articles 598 et 1403, et qu'elle a ainsi renversé implicitement une règle qui est considérée comme un des principes fondamentaux en matière d'usufruit ? Il nous paraît très certain que le législateur de 1810 n'a aucunement pensé à faire cette modification et il nous semble même probable que si cette idée lui était venue à l'esprit, loin de modifier cette règle, il l'eût au contraire proclamée de nouveau car l'intérêt général et le bon aménagement des houillères devait faire craindre un droit tout à fait temporaire chez celui qui serait appelé à exploiter. Or qu'arriverait-il si la règle des articles 598 et 1403 n'existait plus ? Si l'usufruitier profite des pro-

duits d'une mine ouverte seulement depuis le moment où il est entré en jouissance, il dépendra alors de lui de commencer une exploitation que le nu-propiétaire pourra abandonner ensuite ; il dépendra également de l'usufruitier de prendre un mode d'exploitation que le nu-propiétaire changera ensuite pour le remplacer par un autre ; en résumé ce sera l'instabilité et la variété qui règneront là où le législateur de 1810 voulait précisément établir une stabilité et une fixité qu'il jugeait nécessaires à la bonne exploitation des houillères. Par conséquent non seulement, selon nous, la loi de 1810 n'a pas pu implicitement modifier la règle des articles 598 et 1403, mais encore l'esprit même de cette loi est absolument opposé à ce qu'on tire de ses termes une pareille conséquence. Notre règle subsiste donc et ce n'est que lorsque la mine a été ouverte avant le mariage que les produits en tombent dans la communauté, ainsi que le dit très formellement l'article 1403.

La jurisprudence n'est pas contraire à cette opinion que nous croyons la plus sage ; les arguments que nous venons d'invoquer en sa faveur nous sont fournis par un arrêt de la Cour de Lyon du 7 décembre 1866 (1). Un autre arrêt de la Cour de Lyon du 24 mai 1853 (2) décide également que la disposition de l'article 598 d'après laquelle l'usufruitier n'a pas droit à la jouissance des mines non encore ouvertes, n'a pas été modifiée par les lois postérieures sur les mines. La Cour de Lyon n'avait cependant pas toujours manifesté cette opinion, car un arrêt du 1^{er} juillet 1840 (3) avait décidé au contraire que les articles 598 et 1403 avaient été implicitement modifiés par la loi de 1810. Quoiqu'il en soit, les arrêts postérieurs de la même cour ont tranché la question dans le sens de

(1) Lyon, 7 décembre 1866. SIREY, 67.2.6.

(2) Lyon, 24 mai 1853. SIREY. 54.2.727.

(3) Lyon, 1^{er} juillet 1840. SIREY, 41.2.34.

l'opinion que nous avons cherché à faire prévaloir, et il ressort des attendus de ces arrêts que la raison principale qui a guidé les juges dans le choix de cette décision a toujours été celle-ci, savoir que, dans la loi de 1810, on ne trouve aucun terme et aucune idée d'où pourrait résulter la modification qu'on prétend avoir été introduite par cette loi. On ne trouve rien non plus, dans la loi du 27 avril 1838, qui puisse justifier la théorie de nos adversaires, si ce n'est cependant, (dit une note rapportée dans Sirey sous l'arrêt de 1840), la disposition de l'article 7 de cette loi de 1838, d'où il résulte que, s'il y a plusieurs ayant droit à une mine, (dont l'un pourrait sans doute être un usufruitier), ils pourront l'exploiter en commun, mais l'administration aura alors le droit de les forcer à justifier qu'ils se sont arrangés entre eux pour que l'exploitation de la mine ait lieu sous une direction unique ; c'est là une disposition qui pourrait à la rigueur servir à répondre à l'objection que nous avons faite plus haut, tirée du danger que le législateur de 1810 avait voulu éviter, en n'admettant pas que l'usufruitier pût commencer une exploitation que le nu propriétaire pourrait ensuite abandonner ou transformer à son gré. Mais on voit qu'il faudrait aller chercher bien loin pour voir dans les lois sur les mines une abrogation tacite des articles 598 et 1403. Il nous paraît donc beaucoup plus raisonnable de décider que ces lois n'ont rien changé à la législation que nous avons exposée (1).

La question que nous venons d'examiner a par elle-même assez d'importance pour justifier les développements un peu étendus que nous lui avons donnés, puisqu'il s'agit de savoir si la communauté ne jouira que des produits d'une mine ouverte avant le mariage, ou bien si elle profitera également des produits d'une mine ouverte pen-

(1) Idem. GUILLOUARD. *C. de M.* T. I, n° 409, p. 387.

dant le mariage. Mais cette question est encore importante à un autre point de vue, car la solution qu'on lui donne sert à en trancher une autre que nous avons d'ailleurs déjà examinée et qui consiste à rechercher à quel moment on peut considérer la mine comme ouverte dans le sens de l'article 598 ? Nous avons déjà décidé que ce n'était pas à la concession qu'il fallait s'attacher, et qu'il fallait une mise réelle en exploitation pour qu'on pût regarder la mine comme ouverte. Nous croyons devoir maintenir cette proposition comme une conséquence nécessaire de la thèse que nous venons de soutenir, savoir que les lois sur les mines n'ont en rien modifié les articles 598 et 1403 du Code civil. C'est précisément pour trancher la question de savoir à quel moment la mine peut être considérée comme ouverte, que l'arrêt de la Cour de Lyon du 7 décembre 1866, dont nous avons parlé, a admis l'opinion que nous avons cherché à faire prévaloir au sujet des prétendues modifications que la loi de 1810 aurait apportées aux articles 598 et 1403. Il s'agissait, dans l'hypothèse examinée par cet arrêt, d'un tréfonds particulier compris dans le périmètre d'une concession de mine ; la concession avait eu lieu avant l'ouverture de l'usufruit, et la mine avait déjà été mise en exploitation avant l'entrée en jouissance de l'usufruitier sur un point du périmètre ; mais le tréfonds particulier n'avait été mis réellement en exploitation qu'après la constitution de l'usufruit ; les concluants prétendaient que, dès l'instant que la concession avait eu lieu avant le mariage, la mine devait être considérée comme ouverte dans tout son ensemble, et que les produits du tréfonds particulier, mis en exploitation seulement après le mariage, devaient entrer en communauté ; ils invoquaient à l'appui de leur thèse la loi de 1810 qui avait fait de la mine une propriété véritable, une, indivisible et distincte du sol, et ils en tiraient cette conséquence que l'exploitation pratiquée sur un point quelconque de

la concession devenait l'exploitation de la mine considérée dans son ensemble, et qu'alors même qu'un point spécial, comme le tréfonds particulier dont il s'agissait, n'aurait été mis en exploitation que postérieurement au titre constitutif de l'usufruit, les produits devaient en être considérés comme des fruits et entrer dans l'actif de la communauté ou appartenir à l'usufruitier ! L'arrêt de 1866 n'a pas admis cette théorie : il a décidé qu'il fallait que le tréfonds particulier ait été lui-même mis réellement en exploitation au moment du mariage pour que l'on pût considérer la mine comme ouverte à cette époque, et qu'il ne suffisait pas que la concession fût intervenue ; et il a donné comme motifs de sa décision que la loi de 1810 n'avait en rien modifié les dispositions des articles 598 et 1403, que par conséquent les règles posées par ces articles subsistaient encore, et qu'en particulier il fallait, conformément aux termes mêmes de ces textes, s'attacher au fait matériel de l'exploitation pour considérer une mine comme ouverte. En un mot, la concession exigée désormais par la loi de 1810 ne saurait suffire à faire regarder la mine comme ouverte dans le sens des articles 598 et 1403 et il faut, pour que les produits entrent dans la communauté, une mise réelle en exploitation. Par conséquent, on ne peut pas, par cela seul que la concession a eu lieu avant le mariage, attribuer à la communauté les produits du tréfonds particulier compris dans le périmètre de cette concession, mais mis en exploitation seulement après le mariage. Ajoutons même, avec l'arrêt de 1866, que si le concessionnaire avait réellement commencé l'exploitation de la mine sur un point du périmètre avant l'entrée en jouissance de la communauté, cela ne suffirait pas pour attribuer à celle-ci les produits du tréfonds particulier compris dans le périmètre de la concession, si l'exploitation n'en avait été commencée que pendant le mariage. Rappelons toutefois ce que nous avons dit plus haut, savoir qu'il faut entendre dans un

sens large ces expressions employées par les textes que nous avons cités « *mines et carrières ouvertes avant le mariage...* » Il se pourrait que le tréfonds particulier ait été destiné dès le début de l'entreprise, par le propriétaire du terrain, à faire partie de la même exploitation que la mine réellement ouverte par lui avant le mariage, et alors, nous avons vu qu'il suffisait que les travaux aient été commencés sur un point du périmètre, pour que l'on pût considérer la mine comme ouverte dans son ensemble, et faire entrer dans la communauté les produits d'un fonds faisant partie de l'entreprise générale, alors même que ce fonds n'aurait été mis en exploitation que pendant le mariage. Il y a là, comme nous l'avons dit, une destination du père de famille qui suffit pour attribuer ces produits à la communauté ; nous avons même vu que dans certains cas cette destination devait être présumée ; mais en dehors des cas où cette intention peut être présumée chez le conjoint propriétaire de la mine, il faut décider, conformément aux textes que nous avons cités, qu'une mise réelle en exploitation est nécessaire pour que l'on puisse considérer la mine comme ouverte.

Ainsi, la loi de 1810 n'a nullement modifié la règle des articles 598 et 1403. Recherchons maintenant les conséquences du principe que nous venons d'admettre, dans les diverses hypothèses qui peuvent se présenter :

Première hypothèse : Supposons d'abord que la mine ait été concédée et mise réellement en exploitation avant la célébration du mariage : deux hypothèses peuvent se présenter. Il se peut que la mine ait été concédée à un tiers ; dans ce cas, la communauté n'aura aucun droit aux produits directs de la mine, elle aura seulement droit, pendant sa durée, aux annuités de la redevance que le tiers concessionnaire sera obligé de payer à l'époux propriétaire du fonds. La redevance elle-même appartiendra évidemment en propre à cet époux, mais les arrérages de

cette redevance, échus pendant la durée de la communauté, appartiendront à celle-ci, parce qu'ils ont le caractère de fruits et représentent les produits annuels de la mine. Si, au contraire, c'est à l'époux propriétaire lui-même, que la mine a été concédée, la concession minière constitue pour lui un propre dont il a apporté la jouissance à la communauté ; celle-ci a donc droit aux fruits de ce propre, c'est-à-dire que toutes les matières extraites pendant sa durée seront considérées comme des fruits et entreront en communauté.

Deuxième hypothèse : Supposons que la mine ait été concédée pendant le mariage et mise en exploitation également pendant le mariage. D'après le système qui soutient que la loi de 1810 a modifié la règle des articles 598 et 1403, si la mine a été concédée à l'époux propriétaire, elle constitue pour lui un propre nouveau qu'il acquiert pendant le mariage et dont il apporte la jouissance à la communauté ; celle-ci aurait par conséquent droit à tous les produits de cette mine, bien qu'elle n'ait été mise en exploitation et concédée que depuis la célébration du mariage. En outre, et toujours d'après le système que nous combattons, si la concession avait été faite à un étranger, la communauté aurait droit pour la même raison aux annuités de la redevance échues pendant sa durée. Quant à nous, fidèles au principe que, nous avons posé, savoir que la loi de 1810 n'a nullement modifié la règle des articles 598 et 1403, nous déciderons que dans cette deuxième hypothèse, la communauté n'aura droit ni aux annuités de la redevance due à l'époux propriétaire par le tiers concessionnaire, ni aux produits de la mine concédée à l'époux propriétaire lui-même, car si la concession minière constitue une propriété distincte et nouvelle, ce n'est que dans l'intérêt de l'amélioration du régime de l'exploitation des mines que cette propriété nouvelle a été créée, et ce n'est pas une raison pour en conclure que la loi de 1810 a implici-

tement modifié les règles des articles 1403 et 598, qui sont des règles fondamentales en matière d'usufruit.

Ajoutons encore, contrairement à l'opinion des auteurs que nous combattons, qu'alors même que la concession aurait eu lieu avant le mariage, si l'exploitation n'a été réellement commencée qu'après le mariage, la communauté ne profitera ni des produits extraits, ni des annuités de la redevance, qui, dans cette hypothèse, ne pourront pas être assimilés à des fruits et devront être rangés dans la catégorie des produits extraordinaires; à l'inverse, il importerait peu que la concession n'ait eu lieu qu'après le mariage; si la mine a été réellement ouverte avant le mariage, les produits en profiteront à la communauté. Ces deux dernières propositions ne sont que la conséquence du principe que nous avons posé plus haut, savoir que ce n'est pas l'époque de la concession qui détermine le moment où la mine peut être considérée comme ouverte dans le sens des articles 598 et 1403, mais bien la mise réelle en exploitation.

Il est une autre catégorie de richesses que nous croyons devoir examiner ici, car nous les regardons également comme pouvant être assimilés à des produits extraordinaires, au moins dans certaines hypothèses que nous déterminerons; nous voulons parler du trésor que l'on découvre dans un fonds appartenant à l'un des conjoints.

Les trésors sont des choses cachées ou enfouies sur lesquelles personne ne peut justifier sa propriété et qui sont découvertes par le pur effet du hasard: telle est la définition que la loi donne du trésor dans l'article 716 *in fine* du Code civil. Nous avons à nous demander à qui appartient le trésor découvert dans un terrain appartenant à l'un des époux, quand ceux-ci sont mariés sous un régime de communauté?

Il est certain que si nous supposons des conjoints mariés sous la communauté légale, nous devons décider que

le trésor qui aurait été découvert *avant le mariage* par l'un des époux sur son propre fonds, tombera dans la communauté ; il y entrera au même titre que tous les meubles que les époux apportent dans cette communauté au moment de leur mariage, en vertu du premier alinéa de l'article 1401.

Mais, en supposant des époux mariés, soit sous la communauté légale, soit sous la communauté réduite aux acquêts, que faut-il décider relativement au trésor qui serait découvert *pendant le mariage* dans un fonds propre à l'un des conjoints ? Entre-t-il dans la communauté ? Ou bien reste-t-il la propriété exclusive, soit de celui qui le découvre, soit de celui sur le terrain duquel il a été trouvé ?

Nous croyons qu'il est nécessaire de faire plusieurs distinctions pour arriver à une solution conforme au texte comme à l'esprit de la loi. Cherchons d'abord à établir les principes qui doivent nous guider dans l'examen de cette question : c'est l'article 716 du Code civil qui a posé ces principes. Cet article dispose « que *la propriété du trésor appartient à celui qui le trouve dans son propre fonds*, et que *si le trésor est trouvé dans le fonds d'autrui, il appartient pour moitié à celui qui l'a découvert, et pour l'autre moitié au propriétaire du terrain* ». Il est facile de se rendre compte que la règle posée par cet article n'est qu'une conséquence de celle que le législateur avait déjà inscrite dans l'article 552, savoir que la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous. Remarquons bien que c'est la totalité du trésor qui appartient *jure soli* au propriétaire qui le trouve dans son propre fonds ; il ne nous paraît pas exact de dire, comme il arrive bien souvent, que le propriétaire du sol, qui découvre un trésor dans son fonds, en acquiert la moitié *jure soli* et la moitié *jure inventionis* ; la loi dit formellement qu'il en acquiert la totalité ; elle ne dit pas qu'il en recueille une partie *jure soli* et une partie *jure*

inventionis. C'est par droit d'accession qu'il devient propriétaire de la totalité du trésor ; il l'acquiert donc tout entier *jure soli* ; mais l'article 716 ajoute que si le trésor est découvert par un tiers sur le fonds d'autrui, il faut en détacher une moitié qui appartiendra à l'inventeur *jure inventionis* ; quant à l'autre moitié, elle restera au propriétaire du sol qui l'acquiert toujours par droit d'accession ; ce n'est par conséquent que par accident que sa propriété se trouve alors réduite à une moitié, quand le trésor est découvert par un tiers ; la loi veut en effet qu'il abandonne à cet inventeur la seconde moitié, afin de le récompenser d'avoir mis au jour une richesse : c'est absolument la même chose que si une personne, ayant perdu sa bourse, promettait une partie de son contenu à celui qui serait assez heureux pour la retrouver et qui la lui remettrait ; cette promesse n'a d'autre but que d'engager celui qui la trouve à la rapporter à son propriétaire. Mais si cet accident n'arrive pas, c'est-à-dire si le propriétaire du fonds découvre lui-même le trésor dans son propre terrain, il devient propriétaire de la totalité de ce trésor par droit d'accession ; son droit de propriété subsiste alors dans toute son étendue et il n'y a pas lieu dans ce cas de distinguer dans le trésor deux parties dont l'une lui serait acquise par droit d'accession et l'autre *jure inventionis* ; il le recueille tout entier *jure soli*. Tel nous paraît être le principe très clairement posé par l'article 716, et nous allons voir qu'il est d'une très grande importance pour la solution de notre question.

Si l'époux, dans le fonds duquel se trouve un trésor, découvre lui-même ce trésor pendant le mariage, comme nous l'avons dit, il n'y a pas une moitié qui lui revient *jure soli* et une moitié qui lui revient *jure inventionis* ; il en acquiert la totalité par droit d'accession, c'est-à-dire *Jure soli* ; et bien, nous croyons que ce trésor lui reste propre et n'entre point dans l'actif de la communauté. Re-

marquons toutefois que ce trésor est un meuble et qu'on pourrait à la rigueur nous objecter qu'il doit tomber au moins dans l'actif de la communauté légale sans récompense, conformément au 1^{er} alinéa de l'article 1401 ; à cela, nous répondons que ce n'est point un meuble que l'époux possédait avant la célébration du mariage ; ce n'est pas non plus un meuble qu'il a acquis depuis, à titre de succession ou de donation ; enfin, c'est encore moins un meuble acquis à titre onéreux pendant le mariage. On ne saurait donc invoquer le 1^{er} alinéa de l'article 1401, pour chercher à faire entrer la propriété du trésor dans la communauté, puisque cet alinéa n'énumère précisément comme tombant dans la communauté légale que ces trois catégories de meubles. D'autre part, peut-on dire que le trésor ainsi découvert par l'époux sur son propre fonds, soit un produit de son industrie, devant tomber, comme tel, dans l'actif de la communauté en vertu du 2^e alinéa de l'article 1401 ? Évidemment non, puisque c'est par droit d'accession, *jure soli*, que le propriétaire acquiert ce trésor qu'il découvre dans son terrain, et qu'on ne peut pas dire qu'il en recueille même une partie *jure inventionis*. Par conséquent, si le trésor ne peut être classé ni parmi les meubles que l'article 1401 1^{er} alinéa attribue à la communauté légale, ni parmi les produits de l'industrie des époux qui composent l'actif de la communauté, en vertu du 2^e alinéa de l'article 1401, il faut en conclure que le trésor ne saurait être autre chose qu'une sorte de produit du fonds, puisque c'est un bien qui en provient ; mais évidemment, on ne peut pas dire qu'il ait le caractère d'un fruit véritable ; il est en effet un produit du hasard et il ne se renouvelle pas périodiquement dans le terrain où on l'a découvert ; il faut donc voir, dans le trésor ainsi trouvé par le conjoint sur son propre terrain, un objet qui peut tout au plus être assimilé à un *produit extraordinaire du sol*, et qui, par conséquent, ne peut faire partie de l'actif

de la communauté, celle-ci n'ayant droit qu'aux produits qui ont les caractères des fruits ordinaires. Cette opinion était celle de Pothier dans l'ancien droit ; il admettait en effet que la part du trésor attribuée *jure soli* au conjoint dans le fonds duquel il était découvert, n'entrait pas en communauté. « Quoique ce trésor, disait-il, soit un mobilier, le tiers qui en appartient au conjoint en sa qualité de propriétaire de cet héritage ne doit pas entrer dans la communauté, parce que c'est quelque chose qui lui est venu de son héritage propre sans en être un fruit (1). » Et M. Demolombe a très bien exprimé les motifs d'équité qui ont décidé les législateurs anciens à ne pas faire tomber dans l'actif de la communauté la partie du trésor acquise *jure soli* pendant le mariage par le conjoint sur le fonds duquel ce trésor a été trouvé : « c'est le fonds, après tout, dit-il, qui a gardé ce trésor et qui l'a conservé ; et comme il aurait été bien dur pour le propriétaire de le voir attribuer tout entier à un étranger, on a considéré qu'il y avait là aussi une sorte d'avantage du fonds lui-même, *fundi beneficium*, et on est venu à dire que le propriétaire acquerrait à certains égards cette portion *jure accessionis* » (2). Le trésor étant donc, sinon un produit, tout au moins un avantage du fonds lui-même, est quelque chose qui provient de ce fonds, et comme il n'en est point un fruit, il n'entre pas dans la communauté. Beaucoup d'auteurs admettent ce que nous venons de dire pour ce qui concerne la partie du trésor que l'époux propriétaire acquiert *jure soli*, mais ils prétendent que, quand l'époux propriétaire du fonds découvre lui-même un trésor sur son immeuble, il y a une moitié de ce trésor qu'il acquiert bien *jure soli* et qui, en conséquence, ne tombe pas

(1) POTHIER. *Traité de la communauté*, n. 98.

(2) DEMOLONDE, XIII, n. 43.

dans la communauté, mais qu'il recueille l'autre moitié *jure inventionis* et que cette seconde moitié, pouvant être considérée comme un produit de l'industrie du conjoint, doit entrer dans l'actif de la communauté. Nous avons déjà laissé entendre que cette distinction était purement arbitraire : quand l'époux propriétaire du fonds découvre lui-même un trésor dans son propre fonds, il en acquiert, selon nous, la totalité par droit d'accession, *jure soli* : c'est là ce qui paraît résulter d'une manière très claire des termes de l'article 716 du Code civil ; par conséquent aucune parcelle de ce trésor ne doit tomber dans la communauté, et la totalité doit en rester propre à l'époux propriétaire inventeur.

On peut sans doute nous objecter que Pothier lui-même, qui excluait de la communauté, comme nous venons de le dire, le tiers du trésor appartenant au propriétaire du sol *jure soli*, pensait au contraire que le tiers qui lui appartenait *jure inventionis* devait entrer en communauté ! Et alors, nous dit-on, pourquoi ce qui était admis dans l'ancien droit ne serait-il plus admis aujourd'hui ? Nous croyons, avec Toullier, que Pothier avait raison dans le temps où il écrivait, car le droit commun des coutumes ne donnait pas la propriété des trésors en entier par droit d'accession au propriétaire du fonds où ils se trouvaient, quand c'était lui qui les avait découverts : le droit coutumier en divisait formellement la propriété en trois parts, l'une pour le seigneur haut justicier, la seconde pour le propriétaire et la troisième pour l'inventeur. On comprend alors pourquoi Pothier, qui excluait de la communauté le tiers du trésor acquis à l'époux propriétaire et inventeur *jure soli*, y faisait entrer au contraire le tiers qui lui revenait *jure inventionis* ; cette dernière partie du trésor pouvait en effet être considérée comme un produit de l'industrie et tomber en conséquence dans la communauté ; mais nous croyons que l'article 716 du Code civil a modi-

fié sur ce point la législation coutumière et qu'il ne peut plus être question de diviser ainsi la propriété du trésor en plusieurs parties distinctes.

Par conséquent, quand l'époux propriétaire trouve lui-même un trésor sur son fonds, il l'acquiert en totalité *jure soli* et ce trésor lui reste propre en totalité, parce qu'il y a là un objet provenant de son terrain et qui n'est pas un fruit. La théorie que nous admettons ici est d'ailleurs celle qui résulte de l'article 598, au titre de l'usufruit, auquel, comme on le sait, l'article 1403 nous a renvoyé : cet article dispose en effet, dans sa partie finale, que l'usufruitier n'a aucun droit au trésor qui pourrait être découvert pendant la durée de l'usufruit, ce qui doit s'entendre en ce sens que le trésor qui advient *jure soli* à l'immeuble grevé d'un droit d'usufruit ne doit pas profiter à l'usufruitier, parce que ce n'est pas un fruit, mais en quelque sorte un produit extraordinaire du fonds. Sans doute, l'article 1403, en matière de communauté, ne renvoie expressément à cet article 598 que pour ce qui concerne les bois, les mines et les carrières ; mais on peut très bien, par analogie, faire un rapprochement entre les deux articles 1403 et 598 relativement à la question du trésor, et les termes de l'article 1403 sont suffisamment généraux pour que l'on en tire cette conséquence.

Beaucoup d'auteurs, et en particulier M. Troplong, sans s'arrêter à la distinction que nous venons de combattre, soutiennent au contraire que le trésor découvert pendant la communauté sur un terrain propre à l'un des conjoints par ce conjoint lui-même, entre dans tous les cas dans l'actif de celle-ci, non pas comme fruit, mais comme meuble en vertu de l'article 1401 1^o ; ce n'est pas un fruit selon ces auteurs, mais c'est un profit mobilier, ce qui suffirait pour qu'il entrât dans la communauté ; M. Troplong ajoute qu'il n'y a aucun rapprochement à faire, à ce point de vue, entre l'article 598 et l'article 1403 ; l'usufruitier en

effet n'a droit qu'aux fruits, au lieu que la communauté a droit également aux meubles obtenus à un titre quelconque pendant la communauté; or, si le trésor n'est pas un fruit, il est un meuble, ce qui suffirait à le faire entrer dans la communauté; enfin, suivant M. Troplong, il n'est pas sérieux de représenter un objet, aussi évidemment mobilier que le trésor, comme participant de la nature de l'immeuble et suivant sa condition: si en effet le législateur avait voulu assimiler le trésor à certains produits des mines et aux futaies, il aurait répété, au chapitre de la communauté, une disposition semblable à celle de l'article 598, relativement au trésor; mais il s'est bien gardé de le faire, dit M. Troplong, et il a montré par là qu'il n'y avait aucune comparaison à établir entre le trésor et les produits extraordinaires du fonds; le trésor ne saurait être qu'un objet envoyé par le hasard et qui n'eulève au sol rien de sa valeur et de ses parties intégrantes. Nous répondrons en premier lieu que si le trésor entre dans la communauté en vertu de l'article 1401 premier alinéa, comme meuble ordinaire, il ne saurait en être ainsi que dans le cas où les époux sont mariés sous la communauté légale, puisque la communauté réduite aux acquets ne comprend que les fruits des biens conjoints et que le premier alinéa de l'article 1401 ne saurait s'appliquer à elle. En second lieu, nous avons déjà remarqué que, en supposant que le trésor fût un meuble ordinaire, ne se rattachant en aucune façon à l'immeuble qui le contenait, ce n'était ni un meuble possédé par le conjoint avant le mariage, ni un meuble acquis par lui pendant le mariage à titre de succession ou de donation, ni un meuble acquis à titre onéreux pendant la communauté: or, l'article 1401, premier alinéa, ne fait entrer dans la communauté légale que ces trois catégories de meubles; il ne parle pas d'autres choses. Quel serait donc le texte en vertu duquel ce meuble entrerait en communauté, si on ne peut pas l'y faire tomber en vertu du premier

alinéa de l'article 1401, ni, comme nous l'avons vu, en vertu du deuxième alinéa de cet article? il n'y en a évidemment aucun qui puisse permettre d'attribuer à la communauté ce meuble d'une nature spéciale. D'autre part, nous ne croyons pas devoir considérer le trésor, dans l'hypothèse que nous examinons actuellement, comme un don de fortune, tombant comme tel dans la communauté, comme y tomberaient les produits de l'industrie des époux, car, comme nous l'avons dit, nous pensons qu'aux termes de l'article 716, l'époux qui découvre un trésor sur son propre fonds l'acquiert en totalité *jure soli*, c'est-à-dire comme étant un accessoire du fonds. Nous verrons que le trésor ne peut être considéré, suivant nous, comme un don de fortune, que dans le cas où il est attribué à l'inventeur qui l'a découvert sur le fonds d'autrui, et qui l'acquiert alors *jure inventionis*. Enfin, est-il donc si déraisonnable, que semble le dire M. Troplong, de représenter le trésor comme se détachant du fonds, et participant de la nature de ce fonds? Sans doute, on ne peut pas dire que ce soit un produit proprement dit du sol, mais c'est un avantage qui vient certainement du fonds, puisque c'est le fonds qui le contenait et qui l'a conservé; par conséquent, il nous paraît très juste de considérer le trésor comme pour être assimilé à une sorte de *produit* du sol, *produit* qui n'est évidemment pas un fruit et qui en conséquence ne saurait tomber dans la communauté. D'ailleurs, ainsi que nous l'avons dit, cette théorie semble bien résulter des termes de l'article 716, qui attribue à celui qui trouve un trésor dans son propre fonds la totalité de ce trésor et qui ne fait en cela que consacrer le principe déjà posé par l'article 552, savoir que la propriété du sol emporte celle du dessus et du dessous.

Remarquons bien que, dans toute cette discussion, nous ne nous sommes occupés que du trésor que l'un des conjoints découvre sur son propre fonds pendant le mariage ;

c'est dans ce cas là seulement que ce conjoint acquiert la totalité de ce trésor *jure soli*, c'est-à-dire par droit d'accession, et que ce trésor lui reste propre comme étant une sorte de produit extraordinaire de son terrain. Si c'était un tiers qui avait découvert un trésor sur le fonds propre à l'un des conjoints, ce dernier n'acquerrait plus que la moitié du trésor, mais il l'acquerrait toujours *jure soli*, et en garderait par conséquent la propriété, à l'exclusion de la communauté. On peut très bien supposer encore que l'un des époux ait découvert pendant le mariage un trésor sur le fonds d'autrui, ou même sur le fonds resté propre à son conjoint ; on sait que dans ce cas le propriétaire du sol en reçoit la moitié par droit d'accession, *jure soli*, mais que l'inventeur reçoit l'autre moitié et l'acquiert *jure inventionis* : voilà donc un époux qui acquiert pendant le mariage une partie d'un trésor *jure inventionis* : disons dès maintenant que, selon nous, cette acquisition doit tomber dans la communauté sans récompense, contrairement à ce que nous avons décidé relativement à la partie du trésor acquise *jure soli* par l'époux propriétaire du fonds ; on peut en effet considérer cette parcelle du trésor attribuée à l'inventeur comme un produit de son activité ou de son industrie, et il est alors très juste de la faire entrer en communauté, comme tous les produits de l'industrie et du travail de l'époux : nous reviendrons d'ailleurs sur ce point en étudiant précisément ce que deviennent, sous la communauté, les produits du travail et de l'industrie des conjoints ; c'est alors que nous rechercherons ce que devient, la partie du trésor qui est acquise par l'époux qui l'a découvert sur un fonds resté propre à son conjoint, ou même sur le fonds d'autrui, et que nous aurons à faire la démonstration de la proposition que nous venons d'émettre relativement à cette hypothèse (1).

(1) Sur la question du trésor : TOULLIER, t. 12, nos 129 à 131,

Nous devons examiner maintenant le second des éléments qui composent également l'actif de la communauté réduite aux acquêts, régime que nous avons pris pour base ; nous voulons parler des produits du travail et de l'industrie des époux.

§ 2. Produits du travail et de l'industrie des conjoints

Nous n'avons pas à nous occuper des produits du travail et de l'industrie des époux acquis par chacun d'eux antérieurement au mariage ; les produits ainsi acquis tombent évidemment dans la communauté légale, en vertu du premier paragraphe de l'article 1401 ; ce sont des meubles que les époux possédaient lors de la célébration du mariage et qu'ils apportent par conséquent à la communauté. Si, au contraire, les conjoints sont mariés sous la communauté réduite aux acquêts, les produits de leur travail antérieur au mariage restent propres à chacun d'eux, puisqu'en adoptant ce régime, ils ont exclu de la communauté tous leurs biens présents pour ne mettre en commun que les fruits et revenus de leurs patrimoines respectifs.

Occupons-nous donc exclusivement du travail et de l'industrie des époux pendant le mariage, et voyons ce que deviennent les produits de leur activité, soit sous le régime de la communauté légale, soit sous le régime de la communauté d'acquêts.

Que l'on suppose des époux mariés sous l'un ou l'autre de ces deux régimes, il est certain que les produits de leur travail font toujours partie de l'actif de la commu-

p. 229. — GUILLOUARD. *C. de M.*, t. I, n° 364, p. 343, et n° 394, p. 373. — TROPLONG. *C. de M.*, t. 1, n° 417, p. 475. — AUBRY et RAU, t. V, § 507, texte et note 28, p. 289. — MARCADÉ, V. sous l'article 716, note 2, et sur l'article 1403 n° 5, p. 453.

nauté : ils entrent dans la communauté légale, comme nous le verrons, en vertu du paragraphe 2 de l'article 1401 ; et ils entrent dans la communauté d'acquêts, en vertu de l'article 1498 ; nous verrons cependant, en recherchant quels sont les biens qui peuvent être considérés comme des produits de l'activité des époux, que l'on rencontre à ce point de vue plusieurs différences entre la communauté légale et la communauté d'acquêts. Nous étudierons donc séparément la répartition faite par la loi des produits du travail des époux, sous la communauté légale, et sous la communauté d'acquêts.

Communauté légale.

Les produits qui viennent du travail et de l'industrie des époux et de leur activité en général pendant le mariage entrent, disons-nous, dans l'actif de la communauté légale ; ce sont en effet des meubles que les conjoints acquièrent à titre onéreux pendant le cours du mariage : ils dépensent leurs forces et reçoivent en échange une rémunération ; on pourrait donc à la rigueur, et à défaut d'autre texte, les considérer comme tombant en communauté en vertu du premier paragraphe de l'article 1401 ; (Il est vrai que cet article ne semble vouloir attribuer à la communauté légale que le mobilier acquis à titre de succession ou de donation pendant le mariage ; mais on s'accorde à reconnaître que le mobilier acquis à titre onéreux doit *à fortiori* entrer également dans la communauté, et que le premier alinéa de l'article 1401, dont les termes ne sont pas suffisamment généraux, entend certainement décider que tout le mobilier sans exception, acquis par les époux pendant le mariage, ou déjà possédé par eux avant cette époque, constitue un des éléments composant l'actif de la communauté légale). Nous disons qu'on pourrait, à

la rigueur, et à défaut d'autre texte, invoquer le premier paragraphe de l'article 1401 pour donner à la communauté les produits du travail des époux pendant le mariage ; mais hâtons-nous d'ajouter que ce n'est pas seulement par les termes de ce texte qu'on doit justifier cette décision ; nous croyons que les produits du travail des conjoints doivent être assimilés aux fruits de leurs biens propres et que c'est par conséquent en vertu du deuxième alinéa de notre article 1401 qu'ils entrent dans la communauté légale. Nous avons déjà laissé entendre que les produits du travail de l'homme et les fruits des capitaux créés par lui avaient la même nature et le même but ; qu'ils venaient en réalité les uns et les autres des efforts et de l'activité de l'homme, directement ou indirectement, et qu'ils étaient les uns et les autres destinés à subvenir aux divers besoins de l'existence : qu'y a-t-il donc de plus naturel que de leur faire suivre le même sort et de les considérer comme formant ensemble une seule et même masse de biens ? Telle a été, selon nous, la pensée du législateur, et quand il a déclaré, dans le deuxième alinéa de l'article 1401, que les fruits des biens des conjoints devaient tomber dans la communauté légale, il a certainement eu l'intention d'y faire entrer également les produits de leur travail ; nous verrons que l'article 1498, qui détermine les éléments composant l'actif de la communauté d'acquêts, assimile formellement les uns aux autres les produits de l'industrie des époux et les fruits de leurs biens propres, en les faisant entrer dans la même disposition ; nous croyons donc que, si dans le deuxième alinéa de l'article 1401, il est dit que les fruits et revenus des biens des époux entrent dans la communauté légale, il est sous-entendu que les produits de leur travail sont compris dans la même disposition : Ne peut-on pas d'ailleurs considérer l'industrie des conjoints comme un bien, comme un capital ? et n'est-il pas juste alors de donner à la communauté la jouissance de ce bien.

comme celle de tous les autres biens des époux, et de regarder comme des fruits véritables les produits de cette industrie ?

Les produits de l'industrie des époux constituent un des éléments les plus importants de l'actif de la communauté légale, car, dans un grand nombre de cas, ils sont, en fait, le seul avoir de cette communauté ; chacun sait en effet que lorsqu'on possède quelques biens, on n'adopte pas en général purement et simplement le régime de la communauté légale ; les époux tiennent la plupart du temps à se conserver propres une partie au moins de leurs capitaux : la communauté légale, étant le régime de droit commun, est plus spécialement le régime de ceux qui ne font pas de contrat, c'est-à-dire de ceux qui ne possèdent presque rien en se mariant ; par conséquent, la plupart des gens qui adoptent ce régime ne mettent en commun, en réalité, que les produits de leur travail et de leur industrie, puisque, le plus souvent, il ne possèdent pas autre chose : c'est donc uniquement avec les produits de leur travail, que les époux, dans ce cas, pourront assurer leur existence et faire face aux charges du mariage ; c'est alors sur la collaboration des époux, sur la réunion de leurs efforts, que repose la principale force de la communauté ; c'est en économisant les produits de leur travail qu'ils pourront se constituer un patrimoine commun qui leur servira de réserve pour l'avenir. On comprend donc facilement l'importance que peut avoir, particulièrement sous la communauté légale, cet élément de l'actif de la communauté représenté par les produits du travail et de l'industrie des conjoints. Recherchons donc quels sont les biens qui peuvent être regardés comme des produits du travail ou de l'activité des époux, et qui entrent en conséquence dans la communauté légale.

Tout ce qui résulte d'une façon quelconque, et à quelque degré que ce soit, de l'industrie des conjoints pendant le

mariage, tombe dans l'actif de la communauté légale. Par conséquent, il faudra faire entrer en communauté aussi bien les produits du travail de la femme que les produits du travail du mari, aussi bien les produits de l'industrie proprement dite exercée par l'un ou l'autre des conjoints, que toutes les richesses qui adviendront à chacun d'eux pendant le cours du mariage, par suite de leur intelligence, de leurs inventions, de leur sage économie, en un mot de leurs efforts quelconques. Telle est la règle générale qu'il était nécessaire de poser au début de cette étude, règle que le législateur nous semble avoir très nettement édictée dans le deuxième paragraphe de l'article 1401. Cette règle est absolue et ne saurait, selon nous, donner lieu à aucune difficulté; nous croyons toutefois nécessaire de donner quelques détails sur son application aux produits d'un certain nombre de travaux et d'industries, à l'occasion desquels nous rencontrerons des questions intéressantes.

Supposons tout d'abord que le mari exerce la profession de notaire, d'avoué, de greffier... ou, d'une façon plus générale, supposons qu'il soit propriétaire d'un office ministériel, et recherchons ce que deviennent, sous la communauté légale, non pas seulement les produits de cet office, c'est-à-dire les gains réalisés par le mari dans l'exercice de sa profession, mais encore la valeur même de l'office dont le mari est titulaire ?

Conformément à la règle que nous venons de poser, nous déciderons que les produits annuels de l'office, c'est-à-dire les gains faits par le mari chaque année, entreront dans la communauté légale, comme étant les produits du travail de l'un des époux pendant le mariage, et aussi comme étant des fruits d'un bien dont le mari a apporté au moins la jouissance à la communauté. Ajoutons encore que ces gains annuels peuvent être considérés comme étant un revenu du capital que le mari a dû aliéner pour acheter l'office ministériel dont il est titulaire.

Mais il nous semble intéressant de rechercher également si l'office lui-même entre dans la communauté légale, ou s'il reste propre au mari ? Remarquons bien que la valeur d'un office ministériel dépend en grande partie de l'activité, de l'intelligence et du travail de celui qui le possède. Nous avons donc le droit de considérer, jusqu'à un certain point, la valeur de cet office comme étant le produit du travail et des efforts du mari, ce qui nous permet par conséquent, sans sortir des limites de notre sujet, de nous poser cette question de savoir, à qui appartient, sous la communauté légale, la valeur d'un office ministériel dont le mari serait titulaire, et si le prix de cet office, lorsqu'il sera vendu, devra ou non être considéré comme un objet de communauté. On peut se poser cette question pour l'office que le mari possédait au moment du mariage, puis pour celui qu'il a acquis au cours du mariage soit à titre onéreux, soit à titre gratuit ? Nous déclarons dès maintenant que, pour nous, la valeur de l'office est sans aucun doute un objet de communauté, aussi bien quand cet office était possédé par le mari avant le mariage, que lorsqu'il a été acquis par lui au cours du mariage à un titre quelconque : nous ne ferons donc aucune distinction, et la solution que nous donnerons sur cette question sera générale ; nous aurons seulement à faire une remarque spéciale au sujet de l'office qui aurait été concédé gratuitement au mari pendant le mariage par le gouvernement.

Presque tous les auteurs s'accordent aujourd'hui à reconnaître que le prix ou la valeur de l'office ministériel, étant un meuble ordinaire, tombe sans aucun doute dans l'actif de la communauté légale, en vertu du premier alinéa de l'article 1401 ; M. Labbé est un des rares jurisconsultes qui aient cherché à faire prévaloir l'opinion contraire (1).

(1) Note jointe à un arrêt de Cassation du 6 avril 1880 (Sirey 81. 1. 49).

La valeur de l'office ministériel ne doit pas, suivant M. Labbé, entrer en communauté ; sans doute, dit-il, l'office n'est plus, comme dans l'ancien droit, considéré comme un immeuble, mais c'est un meuble *sui generis*, qui n'est pas dans le commerce, et il eût fallu un texte spécial, autre que celui du premier alinéa de l'article 1401, pour qu'un meuble de ce genre pût entrer dans l'actif de la communauté ; c'est bien un meuble spécial, ajoute M. Labbé, puisqu'il ne se vend pas, puisqu'il n'est pas dans le commerce, depuis que la vénalité des charges a été supprimée par la révolution. Sans doute la loi de finances du 28 avril 1816 autorise les officiers ministériels à présenter un successeur à l'agrément du gouvernement et à traiter à titre onéreux de leur démission ou de la présentation de leur successeur ; mais M. Labbé fait remarquer que ce n'est certainement pas là une véritable vente, car, s'il en était ainsi, il serait absolument faux de dire que la vénalité des charges a été supprimée ; or, on ne peut pas admettre, ajoute l'éminent professeur, qu'une loi de finances ait accidentellement rétabli une institution dont l'abrogation a été considérée comme une des grandes et heureuses conquêtes de la révolution ; ce n'est donc point, selon lui, une véritable vente, et le prix de la charge doit rester propre au titulaire de l'office, qui devra seulement récompense à la communauté des sommes qu'elle aurait déboursées pour obtenir la démission de son prédécesseur.

Nous devons reconnaître qu'en principe il est vrai de dire qu'un office ministériel n'est pas dans le commerce ; mais il est certain que la loi de finances de 1816 a porté atteinte à ce principe, et que si la vénalité des charges est restée supprimée théoriquement, en fait, elle a été à peu près rétablie par la loi de 1816 : cette loi autorise en effet l'officier ministériel à présenter au gouvernement un successeur moyennant un prix débattu entre eux ; quelle est

donc la raison qui empêcherait de voir là une véritable vente ? Ajoutons encore que l'on s'accorde à reconnaître, au profit du prédécesseur, l'existence du privilège du vendeur d'effets mobiliers de l'article 2102 4°, et qu'enfin la loi du 25 juin 1841 soumet le traité de cession d'office au droit de 2 0/0 auquel sont assujetties toutes les ventes mobilières ! Toutes ces dispositions nous paraissent bien faites pour nous permettre de voir, dans la cession d'un office ministériel, une véritable vente. Sans doute, il faut reconnaître que cette vente est soumise à des conditions particulières de contrôle de la part du gouvernement, parce que nous nous trouvons ici en présence d'un contrat d'une nature spéciale, et que l'intérêt public est en jeu ; mais il n'en est pas moins vrai qu'il y a là, sans aucun doute, une véritable vente mobilière. Par conséquent, la valeur d'un office ministériel, ou le prix de cet office, est bien un meuble ordinaire et doit tomber comme tel dans l'actif de la communauté légale en vertu du premier alinéa de l'article 1401 ; la loi ne reconnaît en effet que deux sortes de biens : les meubles et les immeubles ; si les offices ne sont plus des immeubles, comme dans l'ancien droit, ils sont donc nécessairement des meubles et tombent dans la communauté.

Ainsi, le prix, la valeur ou l'émolument qui représentent un office ministériel, étant des biens mobiliers ordinaires, entrent en communauté ; mais remarquons bien qu'il n'y a que l'émolument de la cession de l'office, qui tombe dans l'actif de la communauté légale, mais que le titre même ou l'office ministériel lui-même n'y entre pas ; c'est en ce sens que la théorie de M. Labbé nous paraît parfaitement exacte ; le titre est en effet essentiellement attaché à la personne et n'est pas dans le commerce ; et ce n'est pas là une remarque de pure théorie, car il faut en tirer une conséquence très importante. Si en effet la communauté se dissout autrement que par la mort du mari titulaire de

L'office ministériel, il est certain qu'on ne peut en aucun cas forcer celui-ci à se démettre de ses fonctions, pour remettre à la communauté le prix de son office, auquel elle a droit, puisque la valeur de cet office lui appartient ; le mari gardera son office comme propre à partir de la dissolution de la communauté et nous verrons qu'il devra plus tard payer à la communauté une récompense qui sera égale à la valeur de sa charge à l'époque de la dissolution. Ajoutons que la communauté ne pourra exiger de lui le paiement de cette somme qu'au moment où il cèdera son office ; on comprend qu'il y a à cela une raison d'ordre public et qu'on ne peut pas, dans un intérêt purement pécuniaire et privé, créer des difficultés à un officier ministériel, qui a parfaitement le droit de rester en fonctions, tant qu'il se juge capable de les remplir (1).

Telle est la solution généralement admise par les auteurs et ratifiée par une jurisprudence à peu près constante. Parmi les arrêts très nombreux qui ont admis cette théorie, nous ne citerons qu'un arrêt de la Cour de cassation du 6 janvier 1880 (2). La cour suprême déclare que l'office ministériel constitue bien une propriété mobilière véritable, qui tombe dans la communauté légale en vertu de l'article 1401 ; elle décide également que, si le mari titulaire de l'office survit à la dissolution de la communauté, on ne peut pas le forcer à vendre sa charge, et qu'il peut rester en fonction, sauf à payer à la communauté une récompense égale à la valeur de cette charge ; mais l'arrêt dont nous parlons contient en outre une disposition qu'il nous est impossible de passer sous silence : il ajoute que, si le mari titulaire de l'office survit après la dissolution de la communauté, *il peut rete-*

(1) GUILLOUARD. *C. de M.*, t. I. n° 379, p. 358. TROPLONG. *C. de M.*, t. I. n° 412 et 413, p. 464, et n° 425 et 426, p. 483.

(2) Cass. 6 janvier 1880 (Dalloz. 80. 4. 361) et note sous l'arrêt.

nir l'office comme propre sauf à en récompenser la communauté, *mais que c'est là pour lui une pure faculté*, et qu'il reste parfaitement libre d'en user ou de ne pas s'en servir ; et que, dans ce dernier cas, l'office étant toujours un conquêt de la communauté, le prix de la cession qui en est consentie par le mari, même plusieurs années après la dissolution, fait partie de l'actif de cette communauté, en tant qu'il représente la valeur de l'office à l'époque de la dissolution. L'arrêt en question réduit donc le droit de l'époux titulaire de retenir l'office comme propre, à condition d'en récompenser la communauté, *à une pure faculté qu'il serait libre d'exercer ou non, et dont le non-exercice aurait pour effet de donner à l'office le caractère d'un conquêt ordinaire de communauté*, si bien que s'il venait à être ultérieurement cédé, le prix de cession ferait partie de l'actif commun jusqu'à concurrence de la valeur de l'office à l'époque de la dissolution ; l'exactitude de cette solution nous paraît très contestable ; l'arrêt reconnaît que des motifs d'ordre public doivent faire attribuer à l'époux titulaire le droit de conserver l'office après la dissolution de la communauté ; mais ce n'est pas seulement une considération de ce genre qui milite en faveur du maintien de l'office sur la tête du titulaire après la dissolution de la communauté ; ce maintien est exigé par nature même du titre, titre essentiellement personnel et que le titulaire seul peut exploiter et transmettre. Comment dès lors peut-il dépendre de lui de retenir cet office comme propre, ou de lui laisser le caractère d'un conquêt de communauté ? et à quel moment sera-t-il réputé avoir renoncé à son droit ? Sans doute, si, aussitôt après la dissolution de la communauté, il avait manifesté l'intention de céder son office et s'il l'avait vendu peu de temps après, il pourrait à la rigueur être considéré comme ne l'ayant conservé jusque là que dans l'intérêt de la communauté, et l'office pourrait peut-être encore être regardé jusqu'au

moment de la cession comme un conquêt de communauté. Mais si l'époux investi de l'office conserve encore sa charge pendant plusieurs années après la dissolution de la communauté, il est impossible d'admettre que c'est dans l'intérêt de la communauté qu'il l'a conservée ; l'office est bien alors sorti définitivement de la communauté, et les tiers qui ont vu le titulaire continuer l'exercice de ses fonctions ont été parfaitement fondés à regarder l'office comme la propriété personnelle du mari et en conséquence, comme le gage de ses créanciers, non pas seulement jusqu'à concurrence de moitié, comme s'ils s'agissait d'un conquêt soumis au partage, mais en totalité. Si on adopte la solution contraire, c'est-à-dire celle admise par l'arrêt de cassation que nous avons énoncé, on voit quelle sera l'incertitude des droits des tiers, qui ne sauront jamais à quoi s'en tenir sur le caractère et l'étendue des droits du titulaire de l'office ; or, il ne peut pas avoir été dans la pensée du législateur de sacrifier ainsi complètement les intérêts des tiers pour donner au mari, comme une simple faculté, le droit de rester en fonctions et de garder l'office comme propre à la dissolution de la communauté ; les droits respectifs du mari survivant et de la communauté ont dû être invariablement fixés à l'époque de la dissolution de celle-ci ; dès ce moment, l'office est devenu, suivant nous, le bien propre du mari et la communauté n'a eu à prétendre qu'à une récompense tenant lieu de sa valeur. Cette solution nous semble d'autant plus équitable que, d'après la jurisprudence même de la Cour de cassation, la somme due en récompense à la communauté par le mari doit représenter la valeur de l'office à l'époque où la communauté se dissout ; si l'office restait commun après la dissolution de la communauté, il n'y aurait aucune raison pour ne pas attribuer à la communauté la valeur de la charge à l'époque de la cession faite postérieurement à cette dissolution : or, personne n'admet cela, et la cour

suprême décide que c'est la valeur de l'office, à l'époque de la dissolution de la communauté, qui est due à celle-ci, et non pas sa valeur à l'époque de la cession : il faut donc bien décider qu'au moment où la communauté se dissout par la mort de la femme, l'office ministériel ne reste pas la propriété de la communauté, mais devient forcément la propriété personnelle du titulaire, sans que celui-ci puisse user de la prétendue faculté que lui donne la cour de cassation.

Comment devra être estimé le prix de l'office qui doit être versé dans la communauté ? En d'autres termes, à quelle époque faudra-t-il se placer pour estimer la valeur de l'office, afin de donner à la communauté ce qui lui est dû ? On comprend facilement l'importance de cette question, car il se peut fort bien que cette valeur de la charge ait changé pendant le cours du mariage, et que l'office, ayant été acheté à bas prix, soit, au contraire, revendu moyennant une somme bien supérieure, ou réciproquement, suivant le talent et l'habileté du titulaire. Faudra-t-il donc rembourser à la communauté la valeur de l'office au moment de l'acquisition qui en a été faite par le mari ? Ou bien faudra-t-il lui attribuer une somme représentant au contraire la valeur de la charge au moment de la dissolution de la communauté ? On s'accorde en général à reconnaître que la communauté a droit à la valeur de l'office au moment de sa dissolution. Pourquoi, en effet, ne profiterait-elle pas de l'augmentation de valeur de la charge pendant le cours du mariage ? Et pourquoi, d'autre part, ne subirait-elle pas une diminution de cette valeur ? Les époux ont mis en commun les produits de leur industrie ; or, l'augmentation de valeur de l'office pendant le mariage est précisément le résultat des efforts et de l'intelligence du mari ; c'est par son travail que le mari a relevé la charge et lui a donné une importance plus considérable ; il est donc de toute justice que la communauté profite de cet

accroissement de valeur ; et alors on comprend très bien qu'elle doive, en revanche, supporter également les pertes. Troplong explique que c'était déjà l'opinion de plusieurs jurisconsultes anciens et spécialement de Dumoulin, et que si l'ancien droit ne l'avait point admise, c'était par suite d'une subtilité juridique qui n'aurait plus aujourd'hui aucune valeur, savoir, que dès l'instant que le mari déclarait, à la dissolution de la communauté, vouloir garder l'office, sa déclaration avait un effet rétroactif au temps de l'acquisition de celui-ci, de telle sorte que l'époux titulaire était censé l'avoir acheté pour lui et non pas pour la communauté, et n'en devait par conséquent que la valeur au moment de l'acquisition. Il n'en est certainement plus ainsi aujourd'hui, et tout le monde admet que l'émolument de l'office est entré dans l'actif de la communauté et que celle-ci profite par conséquent des accroissements de valeur de la charge, comme elle en subit la diminution survenue pendant le cours du mariage (1).

D'autre part, si, lors de la dissolution de la communauté par la mort de la femme, le mari survivant reste en fonctions, la charge pourra encore changer de valeur depuis cette époque jusqu'au moment de la cession de l'office ; or, nous savons que la communauté ne peut pas exiger un paiement immédiat du prix qui lui est dû et que ce prix ne devient exigible qu'au moment de la cession de l'office. Faut-il donc attribuer à la communauté la valeur qu'aura la charge au moment de la cession, ou bien sa valeur au moment de la dissolution de la communauté ? Nous croyons qu'à partir de la dissolution de la communauté, le mari est devenu seul propriétaire de l'office ; que par conséquent, à partir de cette époque, il est censé le garder et le gérer pour lui-même et non plus dans l'intérêt de la communauté ; par conséquent, il faut décider

(1) TROPLONG, *C. de M.*, t. I, n. 427 et 428, p. 485.

que la communauté aura droit à la valeur de la charge au moment de la dissolution, qu'elle ne profitera pas de l'accroissement de valeur de cette charge depuis ce moment, et que l'office ne déléguera plus pour elle à partir de cette époque (1).

Supposons qu'un office ait été concédé gratuitement au mari pendant le mariage par le gouvernement, en récompense de services importants qu'il aurait rendus aux pouvoirs publics, ou simplement comme une rémunération accordée à son mérite; faut-il encore décider que c'est toujours en vertu du 1^{er} alinéa de l'article 1401 que cet office entrera alors dans la communauté légale? En un mot, faut-il voir, dans une telle concession, une donation ordinaire et l'attribuer à la communauté, comme étant un *meuble* acquis à titre gratuit pendant le mariage? Nous croyons avec Troplong que cette concession n'est pas, dans cette hypothèse, une donation proprement dite, mais qu'il y a là plutôt un gain venant de la capacité du mari, de son talent et de ses soins, et que par conséquent ce n'est pas en tant que meuble acquis au cours du mariage, ni en vertu du 1^{er} alinéa de l'article 1401, que l'office ainsi concédé gratuitement pendant le mariage par le gouvernement entrera dans la communauté légale, mais bien qu'il y tombera comme un véritable produit de l'industrie du mari, comme un fruit de son travail ou de son activité, en vertu du 2^e paragraphe de l'article 1401. Cette observation n'est pas purement théorique, et il est très important de savoir si c'est comme meuble ou comme pouvant être assimilé à un produit du travail, que l'émolument de la charge entre alors en communauté. Cette question aura, comme nous le verrons, une très grande importance dans le cas de la communauté réduite aux acquêts, puisque les meubles acquis à titre lucratif pendant son cours, sont exclus de

(1) TROPLONG, *C. de M.*, t. I, n. 429, p. 486.

l'actif de celle-ci, au lieu que les produits du travail et les fruits des biens des époux en font seuls partie ; mais ce n'est pas seulement à propos de la communauté d'acquêts que cette question est intéressante ; elle a aussi une grande importance, en matière de communauté légale ; il se peut en effet que le contrat de mariage, en vertu duquel les époux ont adopté le régime de droit commun, contienne cette convention que les donations mobilières, contrairement aux dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 1401, n'entreront pas en communauté : si donc, dans l'hypothèse que nous examinons, il y a une donation pure et simple, l'effet de cette clause sera de laisser la propriété exclusive de l'office au mari ; si au contraire il y a là un produit de l'activité de l'époux ou de son industrie, la clause que nous venons d'imaginer n'empêchera pas l'office ainsi concédé d'entrer dans la communauté légale : nous croyons donc que même si cette convention spéciale a été faite dans le contrat de mariage, l'office concédé gratuitement au mari par le gouvernement pendant le mariage, en récompense de son talent ou de ses mérites personnels, tombera dans la communauté légale, parce que nous ne voyons point dans cet acte de concession du gouvernement une donation véritable, et qu'il y a là, suivant nous, un gain provenant de la capacité du mari, gain que nous croyons alors devoir assimiler aux produits de son travail et de son industrie pendant le mariage (1).

Il y a dans le commerce et l'industrie des fonctions nombreuses que l'on peut très justement rapprocher des offices ministériels : celui qui par son travail et son habileté est parvenu à occuper une situation importante dans une compagnie de finances ou d'industrie, comme celle de directeur

(1) Douai, 15 novembre 1833 (Dalloz. 34. 2. 128 et 129) et argument d'un arrêt de Cassation du 7 novembre 1827. (Dalloz. 27. 1. 14) et TROPLONG. *C. de M. T. I.* n. 418 et 419 p. 478.

ou de gérant, apporte à la communauté les émoluments qui lui viennent de sa fonction, soit sous forme de bénéfices, soit sous forme de traitement. Nous voulons parler ici exclusivement de ce qui constitue la rémunération de son travail et de son industrie ; mais il peut également se faire que l'on ait mis des capitaux dans une société ; les bénéfices que l'on en recueillera profiteront également à la communauté, mais elle en profitera alors seulement, comme de tous revenus des biens des conjoints, et non plus à titre de produits de leur industrie.

Quant à la fonction industrielle elle-même, elle est, comme la valeur vénale de l'office ministériel, une propriété mobilière qui tombe dans l'actif de la communauté légale, conformément au premier paragraphe de l'article 1401, aussi bien dans le cas où le mari exerçait la profession avant le mariage, que dans le cas où il n'a commencé à l'exercer que pendant le cours du mariage (1).

Il faut également décider que la valeur de l'achalandage ou de la clientèle d'un fonds de commerce, dont l'un des époux était propriétaire au moment du mariage ou dont il deviendrait propriétaire durant le mariage, entre dans la communauté légale : la clientèle d'un fonds de commerce a une véritable valeur vénale, elle se vend, se donne à bail et constitue, en un mot, une propriété distincte des marchandises qui composent le fonds de commerce lui-même : cette propriété étant une propriété mobilière ordinaire, il est naturel qu'elle entre dans l'actif de la communauté (2). Ajoutons que ce n'est pas seulement la valeur de l'achalandage du fonds de commerce qui entre dans l'actif de la communauté légale, mais que le fonds de commerce lui-même tombe en communauté, quant à sa

(1) TROPLONG. *C. de M. T. I.* n. 430 et 431, p. 488.

(2) Paris, 22 mars 1834 (Dalloz, 34. 2. 129) et TROPLONG, *C. de M. T. I.* n. 414, p. 471. GUILLOUARD. *C. de M. T. I.* n. 383, p. 360.

valeur vénale ; il y entre comme un bien mobilier ordinaire, en vertu du premier alinéa de l'article 1401, et les bénéfices qu'il procure à celui qui le gère tombent en communauté, comme étant les produits de l'industrie du conjoint, en vertu du deuxième alinéa du même article. Mais nous croyons avec M. Troplong qu'il faut ici admettre une règle différente de celle que nous avons admise pour l'office ministériel, au cas où la communauté se dissout autrement que par la mort de l'époux titulaire : nous avons dit que l'époux titulaire devenait alors seul propriétaire de l'office et qu'il devait seulement rembourser à la communauté la valeur de l'office à l'époque de la dissolution, car c'était seulement jusqu'à cette époque que l'office était la propriété de la communauté. Nous croyons que le fonds de commerce est une propriété de communauté à un degré bien plus intime que l'office public ou la fonction industrielle, que par conséquent l'exploitation de ce fonds depuis la dissolution de la communauté est censée faite au nom et dans l'intérêt commun, et que dès lors ce qui appartient à la communauté, c'est le prix du fonds de commerce suivant sa valeur à l'époque de la vente, quelle que soit l'époque de cette vente depuis la dissolution de la communauté, et non pas seulement la valeur du fonds au moment de la dissolution du mariage ; en un mot, le fonds de commerce, à la différence de l'office vénal, ne cesse pas à la dissolution du mariage par la mort du conjoint non titulaire, de faire partie de l'actif de la communauté pour devenir la propriété personnelle du titulaire, et la communauté continue par conséquent à profiter du fonds de commerce jusqu'à la vente de celui-ci ; les raisons qui nous avaient fait admettre la solution contraire, pour le cas d'un office ministériel sont en effet spéciales à cette hypothèse, et n'existent pas dans le cas où il s'agit d'un simple fonds de commerce. Il reste seulement vrai, dans cette hypothèse comme dans la première, qu'on ne peut

pas forcer l'époux survivant à vendre son fonds et à cesser l'exercice de sa profession (1).

L'actif de la communauté doit comprendre, comme nous l'avons dit, les bénéfices qui résultent des opérations industrielles ou commerciales auxquelles se livrent les conjoints; remarquons même qu'il n'y a pas lieu de distinguer si ces bénéfices viennent d'une industrie illicite et déshonnête ou s'ils ont été acquis honorablement; il serait certainement contraire à la morale de réserver propres à l'époux qui les a acquis les produits d'une industrie honteuse, et il n'y a aucun texte qui autorise une telle décision; d'autre part, il ne serait pas plus logique de les attribuer en totalité à son conjoint, et comme ces produits doivent nécessairement être propres ou communs, il faut bien décider qu'ils entrent en communauté, puisqu'il n'y a aucune raison de décider le contraire (2).

Nous venons de dire que la communauté profitait des bénéfices des opérations industrielles ou commerciales des époux, parce que ces bénéfices étaient des produits de leur industrie; mais remarquons bien qu'ils ne représentent toujours uniquement la rémunération du travail des conjoints; ceux-ci ont pu placer des capitaux dans l'entreprise; que ces capitaux y aient été placés par le mari ou par la femme, la partie des bénéfices qui en constitue l'intérêt tombera toujours également dans la communauté, comme celle qui représente la rémunération du travail, car ces bénéfices ne sont alors autre chose que des fruits ou revenus des biens des époux, et comme tels, nous savons qu'ils entrent dans la communauté.

La communauté n'acquiert pas seulement les bénéfices

(1) TROPLONG, *C. de M.* T. I, n° 432, p. 489, et arrêt de la Cour de Paris du 22 mars 1834 (D. 34.2.129).

(2) GUILLOUARD, *C. de M.* T. I, n° 381, p. 361 — et cassation 5 février 1873 (Sirey, 73.1.289).

réalisés pendant le cours du mariage; dans certains cas elle devient aussi propriétaire de ceux qui ont été faits depuis sa dissolution. Supposons, en effet, qu'il s'agisse d'un marché unique, indivisible, dont l'exécution aurait été commencée pendant le mariage et se poursuivrait après sa dissolution; les produits du marché tout entier entreraient dans la communauté, même s'ils sont acquis en réalité postérieurement à sa dissolution, parce que le marché lui-même, étant indivisible, est tombé dans la communauté, qui a droit par conséquent à tous les bénéfices résultant de ce marché (1). Mais si, au contraire, il s'agit d'entreprises successives et divisibles entre elles, la communauté ne comprendra que les profits de celles qui seront terminées avant l'époque où le fonds de commerce, qui a donné naissance à ces bénéfices aura cessé de faire partie de son actif (2). Ainsi, les profits qui résulteront des opérations nouvelles, commencées après l'époque que nous venons de déterminer, n'entreront pas en communauté (3).

Nous devons nous occuper aussi d'une façon toute spéciale de la propriété littéraire, artistique ou scientifique. Tout d'abord il n'est pas douteux que les bénéfices procurés durant la communauté par les droits d'auteur, c'est-à-dire par exemple, les produits des éditions faites pendant le mariage, tombent dans l'actif de la communauté légale; ces bénéfices entrent en communauté comme y tombent les fruits de tous les biens des époux et tous les produits de leur travail et de leur industrie.

Mais le droit de propriété lui-même de l'auteur sur son œuvre, avec les bénéfices qu'il produira même après la dissolution de la communauté, entre-t-il également dans

(1) Cassation 29 janvier 1872 (Dalloz 72. 1. 449).

(2) Cassation 19 novembre 1851 (Dalloz 51. 1. 315).

(3) GUILLOUARD. *C. de M. T. I.* n° 382 p. 361.

la communauté ? ou bien reste-t-il propre à l'auteur lui-même ou à ses héritiers ?

La propriété littéraire ou scientifique est, suivant nous, sinon un droit de propriété véritable, tout au moins un droit de propriété *sui generis*, qui, sans doute, a des caractères spéciaux, mais qui, d'une façon générale, peut aujourd'hui être, à plusieurs points de vue, assimilé à une propriété ordinaire. Il n'en était pas absolument de même dans l'ancien droit : Quand un auteur avait obtenu un privilège pour publier un ouvrage, il en gardait la propriété exclusive pendant toute la durée du privilège, puis l'ouvrage tombait dans le domaine public ; ainsi, quelque sacré que soit le droit de propriété littéraire ou artistique, il n'était point autrefois garanti aux héritiers ; c'est la loi du 19 janvier 1791 qui reconnut enfin le droit de propriété des auteurs et celui de leurs héritiers sur l'œuvre qu'ils avaient mise au jour : cette loi donnait aux héritiers de l'auteur la propriété de l'ouvrage de celui-ci pendant l'espace de cinq ans à compter de sa mort ; ce temps une fois écoulé, l'œuvre tombait dans le domaine public. Un décret du 19 juillet 1793 prolongea la durée du droit des héritiers ; la propriété de l'ouvrage de leur auteur leur resta pendant dix ans à compter de la mort de celui-ci. Le décret du 5 février 1810 (art. 39) porte « que le droit de propriété est garanti à l'auteur et à sa veuve pendant leur vie, si les conventions matrimoniales de celle-ci lui en donnent le droit, et à leurs enfants pendant 20 ans ». La loi de 1834 prolonge jusqu'à 30 ans, à partir du décès de la veuve ou de l'auteur lui-même, le droit des enfants de celui-ci. Enfin la loi du 14 juillet 1866 a porté à 50 ans, à compter du décès de l'auteur le droit des héritiers. Voilà ce qu'est aujourd'hui le droit de propriété littéraire ; il a des caractères spéciaux, mais nous croyons qu'on peut malgré tout le considérer comme une vraie propriété ; on peut même dire que c'est la plus sacrée de toutes les

propriétés, puisqu'elle est le produit même de la pensée de l'homme ; est-il rien de plus inviolable que cette propriété-là ? Sans doute, la loi décide qu'au bout d'un certain nombre d'années, les héritiers ne seront plus propriétaires exclusifs, et qu'à un certain moment l'ouvrage tombera dans le domaine public ; mais il ne faut pas croire que, par cette disposition, le législateur ait méconnu le caractère de propriété véritable du droit d'auteur ; c'est seulement une expropriation qu'il a prononcée au profit du domaine public ; c'est dans un but d'utilité publique que la loi a ainsi limité la durée du droit de propriété littéraire ; c'était afin de propager des œuvres que le législateur a jugées avec raison utiles et nécessaires au développement intellectuel de la nation.

La propriété littéraire, pouvant être assimilée à une propriété véritable, est une propriété mobilière ; par conséquent, aux termes de l'article 1401 1^{er} alinéa, elle entre dans l'actif de la communauté légale ; ajoutons encore que s'il s'agit d'une œuvre mise au jour pendant le mariage, la propriété même de cette œuvre entre également dans l'actif de la communauté, en vertu du deuxième paragraphe de l'article 1401, comme étant un produit de l'industrie du conjoint, puisqu'elle est le résultat de son travail. Qu'y-a-t-il d'ailleurs de plus juste que cette solution ? Pourquoi le mari auteur pourrait-il, par son travail, se créer des propres, pendant que l'intelligence et l'activité de la femme, qui passe son temps à soigner les enfants et qui vaque aux intérêts du ménage, profiteraient à la communauté c'est-à-dire aux deux époux ? N'est-il pas juste que les produits du travail et de l'activité de chacun fassent partie du fonds commun qui compose la communauté légale ? Le droit de propriété littéraire ou artistique sur l'œuvre créée appartient donc à la communauté ; par conséquent, celle-ci a droit, non pas seulement aux bénéfices qui en découlent pendant le cours du mariage, mais

encore à ceux qui seront réalisés postérieurement à sa dissolution : c'est ainsi qu'elle aurait droit par exemple aux profits des éditions d'un ouvrage littéraire ou scientifique postérieures à la mort de l'auteur, aussi bien qu'aux produits des éditions qui auraient été publiées pendant le mariage.

Toullier est un des rares auteurs qui n'admette point cette solution. Pour lui, la propriété littéraire est quelque chose d'essentiellement personnel à l'auteur ; ce n'est pas un droit susceptible de tomber dans la communauté. Il invoque, en faveur de cette opinion, les termes de l'article 39 du décret du 5 février 1810, qui est ainsi conçu : « le droit de propriété est garanti à l'auteur et à sa veuve pendant leur vie, *si les conventions matrimoniales de celle-ci lui en donnent le droit...* » Suivant Toullier, ce dernier membre de phrase signifierait que la communauté légale n'a certainement aucun droit à la propriété des droits d'auteur, car il faudrait, pour cela, une stipulation expresse des conventions matrimoniales. Ce raisonnement est inadmissible ; il paraît en effet bien certain qu'en parlant des conventions matrimoniales, le décret de 1810 embrasse, dans sa généralité, la communauté légale aussi bien que la communauté conventionnelle ; l'objet de ce décret n'était pas de régler les droits respectifs des époux, relativement aux ouvrages composés par l'un d'eux ; il n'avait d'autre but que de garantir le droit de propriété à l'auteur ou à sa veuve pendant sa vie, pourvu, ajoutait le législateur, que ce droit résultât pour la femme du régime sous lequel elle est mariée. Tel est certainement le sens de ce décret ; il ne faut point en chercher d'autre. Remarquons en outre une contradiction étrange dans la théorie de M. Toullier ; il admet que le prix de la cession du droit de propriété littéraire faite pendant le mariage tombe dans la communauté sans récompense, et cependant il soutient que la propriété de l'œuvre elle-même n'entre pas dans la communauté légale. On ne comprend

pas alors comment, si ce droit reste propre à l'auteur, il n'en est pas de même du prix de la cession de ce droit faite pendant le mariage ! C'est donc encore une raison de plus pour rejeter l'opinion de M. Toullier. La loi du 14 juillet 1866 a d'ailleurs consacré législativement notre théorie : cette loi donne au conjoint survivant un droit d'usufruit sur la propriété de l'œuvre pendant une période de 50 ans, quel que soit son régime matrimonial « *et indépendamment des droits qui peuvent résulter en sa faveur du régime de la communauté* ». Voilà donc un texte qui distingue le droit de jouissance qui appartient à l'époux survivant, et les droits qui résultent pour lui du mariage en communauté ; c'est donc reconnaître d'une façon bien explicite que le droit de propriété littéraire, scientifique ou artistique, tombe dans l'actif de la communauté (1). Ajoutons cependant que, lorsque c'est l'auteur qui survit, il peut parfaitement garder moyennant récompense la propriété de son œuvre, car il peut avoir le désir de l'améliorer ou de la changer (2).

Remarquons en passant une étrange disposition de cette loi de 1866 dont nous venons de parler : le conjoint survivant d'un auteur prédécédé, s'ils étaient mariés sous le régime de la communauté légale, recueillera : 1^o une moitié du droit lui-même en propriété, à cause de la communauté, et 2^o l'usufruit que lui accorde la loi de 1866, au lieu que si c'est l'auteur lui-même qui survit à son conjoint, il ne recueillera que la moitié qui lui revient sur son œuvre en vertu de la communauté, puisqu'on n'a pas songé, dans la loi de 1866, à lui accorder l'usufruit que l'on donne dans le cas contraire à l'un des époux survivant. Il se trouve donc que celui qui a mis une œuvre au

(1) Cassation 16 août 1880. (Dalloz 81. 4. 25).

(2) TROPLONG. *C. de M. T. I.* nos 433 et 434, p. 490. TOULLIER *T. 12.* n^o 116 p. 205. GUILLOUARD, *C. de M. T. I.* n^o 382, p. 362. MARCADÉ, *T. V.* p. 452.

jour se trouve moins bien traité que l'autre conjoint qui n'a jamais fait qu'en jouir ! c'est une étrange bizarrerie qui résulte des termes de la loi de 1866 !

Remarquons d'autre part que la loi de 1891, sur les droits de l'époux survivant, donne à celui-ci un droit d'usufruit sur une partie de la succession du conjoint prédécédé ; nous croyons que ce droit d'usufruit se cumule avec celui de la loi de 1866 (1).

Ajoutons que, suivant nous, des manuscrits qui n'auraient pas été édités du vivant de l'auteur ne tomberaient pas en communauté et passeraient seulement aux héritiers directs de l'auteur ; l'œuvre qu'ils contiennent peut être en effet une communication secrète et intime de l'auteur avec lui-même et il se peut que, dans son intention, cette œuvre ait été destinée à ne pas voir le jour ; il n'y a pas là à proprement parler quelque chose qui ait une valeur vénale ; on ne comprendrait donc pas que cette œuvre non éditée devînt la propriété de la communauté, à moins cependant qu'il existât une preuve sérieuse des intentions de l'auteur de publier son œuvre, au moment où il est mort, car il y aurait là une valeur vénale qui s'attacherait à cette œuvre et qui suffirait à la faire tomber dans la communauté. Il faut adopter la même solution pour les correspondances adressées aux époux ; rien n'est plus propre et plus personnel qu'une collection de lettres confidentielles ; elles n'entrent donc pas dans l'actif de la communauté, mais il n'en serait pas de même des autographes que les époux auraient recueillis par curiosité, car une collection de ce genre pourrait avoir une valeur vénale, qui tomberait alors dans la communauté (2).

C'est encore comme pouvant être assimilés à des produits de l'industrie des conjoints pendant le mariage, que les gains faits par l'un d'eux à une loterie ou obtenus par

(1) Cours de M. Bufnoir sur le contrat de mariage.

(2) TROPLONG *C. de M.* T. I, n. 435 et 436, p. 493.

lui au moyen du jeu ou des paris entrent dans l'actif de la communauté légale. Dans tous les cas, que l'on considère ces objets comme venant de l'industrie des époux, ou comme de simples meubles échus aux époux pendant le mariage par le seul effet du hasard, ils entrent toujours sans aucun doute dans la communauté légale. Si en effet celle-ci ne les acquiert pas en vertu du deuxième alinéa de l'article 1401, c'est-à-dire comme étant des produits de l'activité et du travail des époux, elle les recueille au moins en vertu du premier alinéa de cet article, car ce sont des meubles que les époux acquièrent pendant le mariage, et il n'y aurait aucune raison de ne pas les attribuer à la communauté. La question de savoir si ces gains faits à une loterie ou provenant du jeu peuvent être considérés comme des produits de l'intelligence et de l'industrie des époux, ou bien s'ils sont simplement des meubles advenus aux conjoints par le seul effet du hasard pendant le mariage, n'a donc, en matière de communauté légale aucune importance, puisque de toutes façons ces biens, étant des biens mobiliers, entrent en communauté; nous verrons au contraire que cette même question a une très grande importance dans le cas où les époux sont mariés sous la communauté réduite aux acquêts.

Ajoutons même, avec M. Troplong, que si ces gains avaient été faits dans des jeux prohibés, cela ne les empêcherait pas de tomber en communauté; les meubles acquis par suite d'un fait délictueux ou illicite, et qui ont été mis en commun, restent en effet à la société tant qu'une action en dommages-intérêts ne les en a point fait sortir, « car, comme le dit Troplong, bien qu'il n'y ait pas de société valable pour mal faire, il n'en est pas moins vrai que, lorsque la société est honnête dans son objet, les gains délictueux qu'elle fait par accident, et qui tombent dans le masse, lui sont acquis ». Or, il faut voir dans la communauté une sorte de société universelle

qui doit par conséquent s'enrichir même à l'aide des gains ainsi faits d'une façon illicite ou immorale. Comment pourrait-on d'ailleurs décider que l'époux, qui aurait fait ces gains à l'aide de faits délictueux ou quasi-délictueux, pût les retirer de la communauté pour en profiter seul ? Il faudra donc admettre qu'il alléguât sa propre turpitude, ce qui n'est évidemment pas possible (1).

Nous devons ici rappeler ce que nous avons déjà dit relativement à la propriété du trésor ; nous avons vu que lorsqu'un conjoint trouvait pendant le mariage un trésor sur son propre fonds, il l'acquerrait en entier *jure soli*, et que cette acquisition n'entraînait pas en communauté. Mais nous avons dit que l'on pouvait encore supposer qu'un trésor ait été découvert par un des époux, pendant le mariage, sur le fonds d'autrui ou même sur le fonds resté propre à son conjoint ; nous avons vu que, dans ce cas, l'époux inventeur devenait propriétaire de la moitié de ce trésor *jure inventionis*, et que cette acquisition tombait au contraire dans la communauté sans récompense ; elle y entre en effet, parce qu'on peut considérer cette parcelle du trésor attribuée à l'inventeur comme étant un produit de son activité ou de son industrie ; c'est donc bien également en vertu du 2^e alinéa de l'article 1401 que la communauté profite de cette acquisition ; nous aurons à faire une démonstration plus détaillée de cette proposition, à propos de la communauté d'acquêts.

Nous pouvons encore ranger parmi les produits de l'industrie des époux et faire entrer, comme tels, dans la communauté légale, un certain nombre de gains faits par les époux, et en particulier :

1^o Les gratifications accordées à l'un des conjoints pour

(1) TROPLONG. *C. de M.* T. I. n^o 416, p. 474. GUILLOUARD, *C. de M.* t. I. n^o 364. *in fine*, p. 343.

services rendus au pays ou à la société, pendant ou même avant le mariage :

Il n'est évidemment pas douteux qu'une récompense accordée au mari pour un service rendu pendant le mariage, tombe dans la communauté ; c'est au premier chef un objet de communauté ; c'est en effet grâce à l'intelligence et à l'activité du mari que cette richesse a été acquise ; on peut donc très bien l'assimiler aux autres produits de l'industrie et du travail des conjoints. Quant aux récompenses accordées à l'un des époux avant le mariage, ou même depuis le mariage, mais pour un service rendu avant le mariage, on pourrait à la rigueur les regarder comme des biens essentiellement personnels au conjoint qui les a reçus, et on pourrait supposer alors qu'il n'a pas été dans l'intention de celui-ci de les faire entrer en communauté. C'est en effet le raisonnement de quelques auteurs ; mais remarquons bien que la loi ne fait aucune distinction de ce genre ; chaque époux pouvait, s'il le voulait, exclure de la communauté, par une convention spéciale de son contrat de mariage, un bien dont l'origine lui était exclusivement personnelle ; mais, à défaut d'une clause spéciale de ce genre, et sous le régime de la communauté légale sans contrat, tout le mobilier que chaque époux possédait avant le mariage entre en communauté, en vertu du premier paragraphe de l'article 1401, sauf dans certains cas énumérés par la loi ; or le code ne fait, relativement à notre hypothèse, aucune exception : il est donc certain que les gratifications accordées à l'un des époux pour des services quelconques rendus par lui, même avant le mariage, viennent enrichir la caisse de la communauté légale, celle-ci devant toujours profiter de tous les fruits, échutes et profits quelconques qui ne lui ont pas été enlevés par une clause spéciale du contrat (1).

(1) GUILLOUARD *C. de M.* t. I. n° 363, p. 342. TROPLONG. *C. de M.* t. I. n° 408 p. 465, et n° 421, p. 480.

2° Les dommages-intérêts obtenus par l'un des époux pour crimes ou délits commis sur sa personne :

Les sommes ainsi acquises viennent encore enrichir la caisse de la communauté, parce que celle-ci profite, comme nous venons de le dire, de toute échute quelconque non exceptée par une clause spéciale du contrat ; ainsi, les dommages et intérêts obtenus par une femme commune, pour délits commis sur sa personne, tombent en communauté ; on pourrait à la rigueur objecter que c'est là une décision en contradiction avec l'article 1424 du Code civil, qui dispose que les amendes encourues par la femme ne peuvent s'exécuter que sur la nu-propriété de ses biens personnels, tant que dure la communauté, de façon à ne point troubler le droit de jouissance qui appartient à la communauté sur ces mêmes biens ; la communauté ne souffre donc pas des condamnations prononcées contre la femme ; on peut alors se demander de quel droit elle viendrait enlever à la femme le bénéfice d'une condamnation prononcée au profit de celle-ci ? mais cette objection ne nous embarrasse point. Si l'article 1424 laisse la communauté étrangère aux condamnations prononcées contre la femme, c'est uniquement parce que celle-ci ne peut pas obliger la communauté sans le consentement du mari. D'autre part, la femme ne peut pas obtenir à son profit contre un tiers une condamnation à des dommages et intérêts sans l'autorisation de son mari, puisqu'elle a besoin de cette autorisation pour ester en justice : or, cette seule autorisation du mari engage la communauté et la rend responsable, au cas où l'instance engagée se terminerait pour la femme par une condamnation quelconque : Si alors la communauté court un risque, pourquoi ne profiterait-elle pas des chances de gain et qu'y a-t-il d'extraordinaire à ce qu'elle recueille le bénéfice de la condamnation qui a pu être prononcée contre le tiers au profit de la femme, ainsi assistée de son mari ! Ajoutons que si le délit donnant lieu

à des dommages-intérêts avait été commis pendant le mariage : que ce délit ait été commis contre la personne du mari ou contre la personne de la femme, il y aurait encore une raison nouvelle de décider que les dommages-intérêts obtenus doivent profiter à la communauté. S'il s'agit par exemple de coups ou blessures, ou de violences quelconques, ayant occasionné une incapacité de travail chez l'un des conjoints, c'est la communauté qui souffre véritablement de cette incapacité de travail, puisque c'est elle qui recueille les produits du travail et de l'activité des époux ; c'est en outre la communauté qui aura à pourvoir aux frais de maladie ; rien n'est donc plus juste que de lui accorder le bénéfice des dommages et intérêts qui surviendront, pour réparer le dommage causé. Il n'est même pas nécessaire que le délit ait été commis contre la personne même de l'un des époux, pour que les dommages et intérêts entrent dans la communauté ; le délit peut avoir atteint le mari ou la femme dans leurs affections, ou dans leur honneur : « la douleur, a dit Lebrun, est bien personnelle au conjoint ; mais les dommages et intérêts sont de la communauté (1) ».

Disons enfin que, d'une façon générale, tous les gains qui sont acquis par les époux et qui proviennent de leur activité, de leur travail ou de leur industrie, doivent entrer dans l'actif de la communauté, car ils sont, par suite de leur origine même, destinés à subvenir aux dépenses du ménage, charge qui incombe, comme nous le savons, à la communauté.

Nous savons qu'en vertu, tant du premier que du second alinéa de l'article 1401, les meubles apportés par les époux au moment du mariage ou acquis depuis par chacun d'eux, d'une part, et les fruits des biens propres des conjoints et produits de leur travail et de leur industrie, d'autre part,

(1) TROPLONG. *C. de M.*, t. I. n° 422 à 424, p. 481. GUILLOUARD. *C. de M.*, t. I. n. 363. *in fine*, p. 342.

entrent dans l'actif de la communauté légale : c'est la règle générale ; mais elle comporte des exceptions ; c'est ainsi qu'il y a des meubles qui restent propres parce qu'ils proviennent des propres, sans en être des fruits ; nous avons déjà énoncé cette exception, quand nous avons étudié les produits extraordinaires des biens des époux ; de même les meubles substitués à des biens propres, ceux qui ont été donnés ou légués à l'un des conjoints sous la condition qu'ils n'entreraient point en communauté, restent propres au époux ; enfin, nous devons encore mentionner les biens mobiliers qui demeurent propres à raison de leur nature ou de leur destination (souvenirs de famille, portraits...) et parmi les objets de cette catégorie, nous devons parler des traitements, pensions, dotations ou retraites dont l'un des époux bénéficie par suite de la position qu'il occupe.

Tout d'abord, il est évident que les arrérages ou annuités de ces pensions entrent dans la communauté légale ; ce sont en effet des fruits de biens qui appartiennent aux époux, biens dont ils apportent la jouissance à la communauté ; mais nous devons également nous demander ce que devient pendant le mariage le droit à ces annuités, c'est-à-dire le titre en vertu duquel l'époux en bénéficie. Le traitement lui-même ou la pension pourraient à la rigueur, au moins dans bien des cas, et notamment si l'époux commence à en bénéficier pendant le cours du mariage, être considérés comme étant des produits de l'activité et de l'industrie des époux ; ils devraient donc, dans ces cas, entrer dans la communauté ; nous allons voir cependant que ce principe comporte ici forcément des exceptions : en effet, la plupart des traitements, pensions, dotations ou retraites sont, de par la loi et par leur nature même, insaisissables et incessibles, et alors il est évident qu'ils ne peuvent entrer en communauté, puisque l'entrée du mobilier en communauté n'est en définitive qu'une

cession tacite consentie par les époux : ce qui est incessible ne peut donc pas entrer dans la caisse de la communauté et doit par conséquent rester propre à chacun des conjoints ; c'est ainsi que les pensions de réforme ou de retraite, les pensions militaires de la légion d'honneur et les rentes viagères des caisses de retraite pour la vieillesse, étant incessibles, n'entrent pas dans la communauté ; seules leurs annuités successives, échues pendant le mariage, font partie de l'actif de la communauté, comme étant des fruits des biens propres des époux. Par suite, si les époux venaient à être séparés de biens, les arrérages de de la pension de retraite deviendraient, à partir de la séparation, la propriété exclusive du conjoint qui avait apporté à la communauté la jouissance de sa pension (1).

Une pension alimentaire, qui aurait été déclarée incessible ou insaisissable, n'entrerait pas davantage en communauté, à cause de son incessibilité ; mais que faut-il décider pour les pensions alimentaires qui ne sont pas incessibles ?

MM. Aubry et Rau soutiennent qu'elles n'entrent jamais dans la communauté, parce que cela serait contraire à l'intention du constituant ; ils font remarquer qu'il serait étrange que l'époux donataire ou légataire d'une pension alimentaire pût, après le décès de son conjoint, être obligé de partager les arrérages ultérieurs de cette pension avec des héritiers peut-être fort éloignés de ce dernier (2). D'autres soutiennent que les pensions alimentaires entrent en communauté, dès l'instant qu'elles ne sont pas incessibles. Si l'époux peut en faire une cession expresse, on ne voit pas, disent-ils, pourquoi il ne pourrait pas les céder tacitement ; nous croyons qu'il faut adopter une

(1) Cassation, 3 février 1830. (Dalloz 30, 1, 416), et TROPLONG, *C. de M.*, t. 1, nos 409 et 410, p. 465.

(2) AUBRY et RAU, V, § 507, texte et note 18, p. 286.

théorie intermédiaire entre ces deux opinions extrêmes, théorie qui est enseignée par Troplong et par M. Guillaouard : « Les pensions alimentaires entreront en principe dans la communauté, mais celles qui sont constituées *jure sanguinis*, en vertu des articles 205 et suivants, n'y entreront pas ». Quand une pension alimentaire est due « *jure sanguinis* », c'est en vertu de la loi qu'elle est due ; c'est donc en vertu d'un titre qui n'est pas cessible, et il n'y a par conséquent que l'émolument annuel qui entrera dans la communauté au fur et à mesure des échéances. Si au contraire la pension a été donnée à l'un des époux par contrat ou par testament, par un tiers quelconque, elle est parfaitement cessible et il n'y a alors aucune raison de décider qu'elle n'entre pas en communauté, sauf cependant dans le cas où une clause spéciale du contrat ou du testament aurait décidé qu'elle ne tomberait pas dans la communauté (1).

Communauté réduite aux acquêts

Les produits du travail et de l'industrie des époux pendant le mariage entrent aussi bien dans l'actif de la communauté d'acquêts que dans l'actif de la communauté légale, avec les fruits des biens propres des conjoints. Le législateur a formellement fait rentrer dans la même disposition ces deux catégories de biens ; l'article 1498, qui règle la composition de l'actif de la communauté d'acquêts, déclare en effet que celle-ci se compose des acquêts faits par les époux ensemble et séparément durant le mariage et provenant « *tant de l'industrie commune que des éco-*

(1) GUILLOUARD, *C. de M.*, t. 1, nos 389 et 390, p. 368. TROPLONG, *vente*, t. 1 n° 227, et *C. de M.*, t. 1, n° 411, p. 467. LAROMBIÈRE, *Des obligations*, art. 1128, n° 10.

nomies faites sur les fruits et revenus des biens des deux époux. »

Ainsi, la communauté d'acquêts, aussi bien que la communauté légale, fait siens les produits de l'intelligence, de l'activité et de l'industrie des conjoints pendant le mariage. Nous avons annoncé cependant qu'il existait, pour ce qui concerne l'application de cette règle, un certain nombre de différences importantes entre la communauté légale et la communauté d'acquêts. Voilà pourquoi nous avons voulu étudier séparément la répartition faite par la loi des produits du travail des époux, sous l'un et sous l'autre de ces deux régimes. Voyons donc maintenant ce que devient, sous la communauté réduite aux acquêts, cette catégorie de biens, et disons tout d'abord que, si l'actif de la communauté légale comprend, non seulement les produits proprement dits du travail des époux, mais encore un certain nombre de biens qui ont pour destination de rendre l'industrie des conjoints productive, comme par exemple la valeur vénale d'un office ministériel, l'actif de la communauté réduite aux acquêts ne comprend au contraire que les produits proprement dits de l'activité et du travail des époux pendant le mariage, et que tout ce qui ne peut pas être assimilé au résultat de leurs efforts n'y rentre pas. Cette différence, dont nous allons voir quelques applications, vient de ce que la communauté légale possède un actif d'une étendue beaucoup plus considérable que celui de la communauté d'acquêts, puisqu'elle comprend, non seulement les fruits des biens des époux, mais aussi tous les biens mobiliers dont les conjoints étaient propriétaires avant le mariage, et tous ceux qu'ils ont acquis depuis, à un titre quelconque, au lieu que l'actif de la communauté réduite aux acquêts se compose exclusivement des fruits des biens des époux, des produits de leur industrie et des biens acquis par les conjoints au cours du mariage à l'aide des économies réalisées sur leurs revenus.

Nous disons que les produits du travail et de l'industrie des époux viennent enrichir la caisse de la communauté d'acquêts. L'article 1498 semble n'attribuer à la communauté d'acquêts que ce qui « *provient de l'industrie commune* » ; ce sont les termes employés par la loi. Ces expressions nous semblent singulièrement impropres, car si on voulait les interpréter rigoureusement dans leur sens littéral, on serait obligé de décider qu'il n'y a que les produits d'une « industrie commune », exercée par le mari et la femme conjointement, c'est-à-dire d'une industrie collective des deux époux, qui tomberaient dans la caisse commune. Or, il est bien évident que telle ne peut pas avoir été la pensée du législateur ; l'hypothèse d'une industrie collective exercée par les deux époux n'est pas le cas qui se présente le plus fréquemment ; le plus souvent, au contraire, c'est le mari seul qui travaille, ou bien les deux époux travaillent chacun de leur côté ; il paraît donc invraisemblable que le législateur ait entendu supposer uniquement l'hypothèse d'un travail commun, hypothèse qui précisément se réalise le moins souvent, et il nous est impossible d'admettre qu'il ait, par là même, rejeté de la communauté d'acquêts tous les produits des travaux exercés séparément par chacun des époux. Mais il faut reconnaître que les termes qu'il emploie, en parlant uniquement des produits « d'une industrie commune », sont absolument impropres ; ils signifient évidemment que la loi entend faire entrer dans la communauté d'acquêts les produits du travail de l'un et de l'autre époux, et que le travail de chacun, bien que fait séparément, tourne cependant, comme le dit Troplong, à l'utilité commune (1).

Il est donc certain que la communauté d'acquêts va recueillir tous les bénéfices réalisés par les époux ensemble

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* T. 3, n. 1454, p. 349. TROPLONG. *C. de M.* T. 3, n. 1873, *in fine*, p. 378.

ou séparément, au moyen d'un travail quelconque, manuel ou intellectuel ; il est certain également que la communauté d'acquêts profitera, non seulement des produits proprement dits des travaux des époux, mais encore de tout ce qui sera produit par l'activité, l'intelligence ou l'industrie de chacun d'eux. Cette règle est aussi absolue qu'en matière de communauté légale ; mais il est nécessaire de donner quelques détails sur son application aux produits d'un certain nombre de travaux et d'industrie sous la communauté réduite aux acquêts, comme nous l'avons fait sous le régime de droit commun.

Tout d'abord, il faut faire entrer dans l'actif de la communauté d'acquêts, d'une façon générale, tous les gains du travail de l'un ou de l'autre époux et tous les bénéfices réalisés par l'un d'eux, par suite de l'exercice de sa profession. Par conséquent, le salaire journalier d'un ouvrier, aussi bien que le traitement mensuel ou hebdomadaire d'un employé ou fonctionnaire, tombent dans la communauté d'acquêts ; celle-ci profite également des bénéfices et profits réalisés par les époux, à l'aide des opérations industrielles ou commerciales auxquelles ceux-ci se livrent pendant le mariage. Jusqu'ici nous n'avons rien à dire de spécial à la communauté d'acquêts et il suffit d'appliquer les règles que nous avons énoncées plus haut.

Voyons ce que devient, sous la société d'acquêts, le droit de propriété des conjoints sur les compositions artistiques, littéraires ou scientifiques.

Nous n'avons pas eu besoin de faire de distinction, sous la communauté légale, entre les œuvres composées avant le mariage et celles qui n'auraient été composées que pendant le mariage, car, dans tous les cas, le droit de propriété du conjoint sur les œuvres littéraires ou artistiques, tombe dans la communauté légale, celle-ci devenant propriétaire aussi bien des meubles que les époux possédaient avant le mariage, que des produits de leur industrie pendant le mariage (1401, 1° et 2°).

Il n'en est plus de même pour ce qui concerne le régime de la communauté réduite aux acquêts. Il nous paraît certain que le droit de propriété des conjoints sur les compositions littéraires, artistiques ou scientifiques créées par l'un d'eux *pendant le mariage*, entrera dans l'actif de la communauté d'acquêts, aussi bien que dans l'actif de la communauté légale ; l'œuvre elle-même qui est sortie du cerveau et de la pensée de celui qui l'a mise au jour est en effet un produit de son travail et de son industrie ; si donc nous supposons que cette œuvre est née pendant le mariage, il est évident que la communauté en devient propriétaire, comme elle devient propriétaire de tous les produits du travail des époux pendant le cours du mariage. Il en résulte que la communauté d'acquêts aura droit, non pas seulement aux produits des éditions qui seront faites pendant le cours de sa jouissance, mais encore aux produits même des éditions postérieures à sa dissolution et à la mort de l'auteur ; l'œuvre elle-même étant devenue sa propriété, il est naturel qu'elle profite de tous les produits de cette œuvre qui lui appartient. Mais s'il en est ainsi pour le droit de propriété des compositions créées pendant le mariage, nous croyons qu'il faut adopter une décision différente pour le droit de propriété des œuvres qui auraient été mises au jour par l'un des époux *antérieurement au mariage*. Sous la communauté légale, cette propriété entrerait en communauté, comme étant un bien mobilier dont l'époux était déjà propriétaire avant cette époque. Mais n'oublions pas que, sous la communauté réduite aux acquêts, les conjoints ont exclu de la société tout leur mobilier présent, et que par conséquent la propriété des œuvres créées avant le mariage ne saurait entrer dans la communauté d'acquêts, puisqu'elle est un bien mobilier que l'époux avait acquis antérieurement au mariage. Ajoutons toutefois que si chaque époux garde, comme propres, ses biens mobiliers et immobiliers, il en apporte

toujours au moins la jouissance à la communauté d'acquêts ; celle-ci jouira par conséquent, pendant le cours du mariage, de l'œuvre ainsi mise au jour par un des conjoints avant cette époque ; elle aura donc droit à tous les fruits de cette œuvre, par exemple aux produits des éditions qui seraient faites pendant le cours de sa jouissance ; elle ne fera ainsi qu'exercer son droit d'usufruit sur un bien appartenant en propre à l'un des époux (1).

La valeur vénale d'un fonds de commerce et de son achalandage, quand l'un des époux en était propriétaire *avant le mariage*, n'entrera évidemment pas dans la communauté d'acquêts, puisqu'il s'agit là d'un bien mobilier que le conjoint possédait avant le mariage ; la communauté n'aura donc que la jouissance de ce bien, c'est-à-dire qu'elle fera siens tous les bénéfices qui en découleront pendant le cours du mariage : ces bénéfices lui appartiendront, soit comme des produits du travail des conjoints, soit comme des fruits des capitaux que l'un ou l'autre d'entre eux aura placés dans l'entreprise.

Mais que faut-il décider relativement à la valeur d'un fonds de commerce dont l'un des époux est devenu propriétaire *pendant le mariage* ?

Supposons d'abord que le fond ait été acquis à *titre onéreux*. On s'accorde en général à reconnaître que l'article 1498 n'exclut de la communauté d'acquêts, parmi les biens futurs des époux, que ceux qui leur adviennent à titre gratuit, c'est-à-dire par donation ou succession, mais qu'au contraire ceux qu'ils acquerront au cours du mariage à titre onéreux entrent en communauté. La communauté d'acquêts comprend en effet, en vertu du deuxième alinéa de l'article 1498, les acquêts faits par les époux pendant le

(1) BAUDRY-LACANTINERIE. T. 3, p. 170. — GUILLOUARD. *C. de M.* T. 3, n. 1455, p. 349. — MARCADE. T. V, p. 663 sous l'art. 1498. — AUBRY et RAU. T. V, § 522, p. 448.

mariage à l'aide des économies réalisées sur les revenus ; disons même que tous les biens qui seront acquis par les époux pendant le cours du mariage à titre onéreux, seront supposés avoir été acquis à l'aide des économies ainsi faites sur les revenus, et qu'ils ne resteront par conséquent propres aux époux que s'il est démontré qu'ils ont été acquis avec des deniers leur appartenant en propre, comme il arrive dans le cas de remploi. Par conséquent, nous déciderons qu'un fonds de commerce, que l'un des époux achèterait pendant le mariage, tomberait en principe dans la communauté d'acquêts, quant à sa valeur vénale et quant à la valeur vénale de l'achalandage de ce fonds, comme il tombe dans la communauté légale, parce qu'il est un acquêt fait pendant le mariage, et qu'il est présumé avoir été fait à l'aide des économies réalisées sur les revenus des biens des conjoints ; il est bien entendu cependant que ce fonds demeurerait propre à l'époux s'il était démontré qu'il a été acquis avec une somme d'argent restée propre à ce conjoint, comme dans le cas de remploi.

Si, au contraire, nous supposons que ce fonds de commerce a été acquis au cours du mariage à *titre gratuit* par l'un des époux ; c'est-à-dire, si nous supposons qu'un tiers lui a fait don d'un fonds de commerce pour l'exploiter, alors nous croyons que la communauté d'acquêts ne devient pas propriétaire de ce fonds, comme le deviendrait la communauté légale, parce que les époux ont exclu de la communauté réduite aux acquêts, le mobilier futur qui leur adviendra pendant le mariage à titre de succession ou de donation ; la communauté d'acquêts ne profitera donc, dans cette hypothèse, que des bénéfices que l'exploitation de ce fonds de commerce produira pendant le cours du mariage.

Demandons-nous également ce que devient, sous la communauté réduite aux acquêts, la valeur vénale d'un office ministériel dont le mari est titulaire.

La loi du 28 avril 1816, ayant fait de l'office ministériel une propriété mobilière comme les autres, en lui donnant une valeur vénale, il est clair que l'office que possédait le mari *avant le mariage*, ne tombe pas dans la communauté d'acquêts, comme il entraît dans la communauté légale, puisque tout le mobilier présent des époux se trouve exclu de la communauté d'acquêts ; c'est donc un bien qui reste propre au mari comme tous les autres biens meubles ou immeubles qui lui appartiennent au moment du mariage ; il n'en apporte à la communauté d'acquêts que la jouissance, c'est-à-dire que celle-ci recueillera tous les bénéfices réalisés pendant le mariage par le mari dans l'exercice de sa profession.

Mais, avant la loi du 28 avril 1816, l'office ministériel n'avait pas de valeur vénale, depuis le jour où la vénalité des charges avait été supprimée ; il ne pouvait donc être question, à cette époque, de savoir à qui appartenait l'office, c'est-à-dire s'il était la propriété du mari ou la propriété de la communauté : un seul fait était alors intéressant et certain, c'était que la communauté en recueillait les profits et bénéfices durant le mariage. Ainsi, avant la loi de 1816, l'office ministériel n'avait pas de valeur vénale, et c'est la loi de 1816 qui lui en a donné une : nous devons alors nous demander si cette valeur, ainsi attribuée aux charges ministérielles par la loi de 1816, est entrée, à ce moment, dans la société d'acquêts, dans les ménages où le mari était déjà pourvu d'un office avant son mariage célébré avant la loi de 1816, ou bien si elle est restée propre au mari ? C'est là une question qui n'a évidemment plus qu'un intérêt historique, mais qui a cependant son importance. La jurisprudence a admis, avec raison, que ce prix avait dû entrer dans la communauté d'acquêts ; il est certain, en effet que, pour le cas de ces mariages antérieurs à la loi de 1816, il y avait là un droit qui est né pendant la jouissance de la communauté ; le

mari possédait bien l'office avant son mariage, mais cet office n'avait alors aucune valeur vénale, puisqu'il ne pouvait en céder le prix; la loi lui en a donné une tout à coup; c'est donc bien là un droit qui a pris naissance pendant la durée de la jouissance de la communauté; or, ce n'est certainement pas une donation qui a été faite au mari, c'est beaucoup plutôt, comme le dit Troplong, une heureuse échute qui a tous les caractères d'un acquêt de communauté, soit qu'on la considère comme un témoignage de la confiance ou de la bienveillance du gouvernement envers les officiers ministériels, soit qu'elle représente le prix de leurs travaux, de leurs services ou de leur moralité, et qu'elle soit, par conséquent, une récompense de leur activité, un produit de leur travail et de leur industrie (1).

Quoi qu'il en soit, il est certain qu'aujourd'hui un office que le mari possédait avant le mariage n'entre pas dans la communauté d'acquêts. On se demande s'il en est encore de même au cas où l'office ministériel aurait été estimé dans le contrat de mariage? Quelques-uns prétendent que cette estimation vaut vente de la part du mari à la communauté d'acquêts; en effet, disent-ils, dans toute société, quand l'apport a été estimé, l'associé ne peut reprendre lors de la dissolution que le montant de son estimation; cette solution, ajoute-t-on, est conforme à l'intention probable du mari qui, en estimant sa charge, ne pouvait pas avoir d'autre but que de la vendre à la communauté. Nous ne croyons pas que cette solution soit exacte; la société d'acquêts ne se compose, d'après les termes même de l'article 1498, que des acquêts faits par les époux durant le mariage et provenant de l'industrie

(1) GUILLOUARD, *C. de M.* T. 3 n° 1465, p. 357. TROPLONG, *C. de M.* 3, n. 1875, p. 379. AUBRY et RAU, T. V. § 522, p. 449. Jurisprudence Riom, 28 mars 1859 (Dalloz, 60, 5, 66); *contra* : Trib. de la Seine 22 avril 1868 (Sirey, 68, 2, 288).

des époux et des économies faites sur leurs revenus ; c'est là en principe tout ce qui peut entrer dans la communauté d'acquêts, et il faudrait, nous semble-t-il, une volonté certaine et formellement exprimée par le mari, pour qu'un bien quelconque possédé par lui avant le mariage pût y entrer ; or, selon nous, l'estimation faite par le mari de son office au moment du mariage ne signifie pas le moins du monde qu'il cède la propriété de cet office à la communauté d'acquêts. Il peut y avoir là une simple mesure de prévoyance destinée à permettre de constater plus tard quelle a été l'augmentation de valeur de la charge pendant l'existence de la communauté (1).

On se demande également si la plus-value conférée à l'office ministériel pendant le mariage, n'est pas un acquêt de communauté, au moins quand cette plus-value est le résultat du travail du mari ? Si cette augmentation de valeur donnée à l'office durant le mariage était simplement le résultat du hasard ou d'une cause quelconque indépendante de la volonté du mari, il est certain qu'il n'y aurait aucune raison pour en faire profiter la communauté d'acquêts (2) ; mais cette hypothèse se réalisera évidemment dans des cas très rares, car on ne conçoit guère qu'un office augmente de valeur pendant le mariage par l'effet du hasard ; l'augmentation de valeur viendra le plus souvent de l'activité, des soins, du travail et de l'intelligence du mari : c'est dans ce cas là que se pose alors la question de savoir si la plus-value ainsi conférée à la charge, pendant le mariage, ne doit pas entrer dans la communauté d'acquêts ? Or, il nous paraît évident que si cette plus-value vient effectivement des soins et du travail

(1) GUILLOUARD *C. de M.* T. 3 n° 1466, p. 358. Jurisprudence : Paris 8 avril 1869 (Dalloz 69. 2. 237). *Contra* : Trib. de Joigny 20 mai 1868 (Dalloz, 69. 2. 237).

(2) Bordeaux 19 février 1836 (Dalloz. 36. 2. 177).

du mari, elle doit, sans aucun doute, profiter à la communauté d'acquêts : il y a là, au premier chef, un produit de l'industrie du mari ; par conséquent il doit entrer dans la communauté, et le mari ou ses héritiers devront, lors de la dissolution de la communauté, une récompense à celle-ci, jusqu'à concurrence de l'augmentation de valeur que le travail du mari aura donnée à la charge (1). M. Guillouard n'admet pas cette solution ; pour lui, cette plus-value n'est pas un acquêt de communauté ; il déclare « qu'il est impossible de séparer l'office ministériel de la plus-value qu'il a reçue et de décider que l'office appartient au mari, et la plus-value à la communauté, car la plus-value n'est qu'une qualité de l'office et ne saurait avoir un propriétaire distinct de celui de la charge elle-même. » Cette argumentation ne nous semble pas décisive, car il n'y a aucune raison pour ne pas séparer la plus-value donnée à l'office pendant la communauté de l'office lui-même ; il n'y a en tous cas aucune difficulté à le faire, surtout si l'on suppose que la charge a été estimée au moment du mariage. M. Guillouard fait encore une autre objection : Si malgré l'activité et l'intelligence du mari, dit-il, l'office avait diminué de valeur, cette perte serait exclusivement supportée par le mari ou ses héritiers ; il est donc équitable que ceux-ci profitent des bonnes chances, puisqu'ils doivent supporter les mauvaises ; cette objection ne nous embarrasse pas davantage, car il est facile d'y répondre : s'il y a eu une diminution au lieu d'une augmentation de valeur, la communauté en souffrira toujours indirectement, puisque les profits en seront alors moins considérables. Il n'est donc pas exact de dire que dans le cas où l'office aurait diminué de valeur, le mari ou ses héritiers seront les seuls à en supporter les conséquences. Quoiqu'il en soit, il nous semble certain qu'il y a, dans cette plus-value,

(1) Bordeaux 29 août 1840 (Sirey. 41. 2. 142).

un produit de l'industrie et du travail du mari, qui doit entrer dans la communauté d'acquêts (1). Ajoutons que ce que vous admettons ici pour la plus-value conférée pendant le mariage à un office ministériel grâce au travail du mari, nous l'admettons d'une façon générale, c'est-à-dire, non seulement quand il s'agit d'un office, mais encore s'il s'agit, par exemple, d'un fonds de commerce resté propre à l'un des époux et qui aurait augmenté de valeur pendant le cours du mariage (2).

Occupons-nous en second lieu de l'office ministériel qui serait acquis par le mari *pendant le mariage* sous la communauté d'acquêts. S'il s'agit d'un office concédé gratuitement au mari par le gouvernement, entre-t-il, quant à sa valeur vénale, dans la communauté d'acquêts? Quelques auteurs prétendent que c'est là une donation mobilière, qui doit donc rester propre au mari, puisque par l'adoption de ce régime, les époux ont exclu de la communauté leur mobilier futur, au moins quand il leur est acquis à titre lucratif (succession ou donation), mais il est facile de reconnaître qu'il n'y a pas là une véritable libéralité, mais bien la récompense de services rendus, ou tout au moins le gage des services que le mari pourra rendre, à raison de sa capacité et de son travail; ce n'est donc pas autre chose qu'une rémunération de services rendus ou à rendre, et comme telle, cette rémunération doit sans aucun doute entrer dans l'actif de la communauté d'acquêts, comme doit y tomber tout profit qui vient du travail et de l'industrie des époux, conformément à l'article 1498. C'est donc à tort, suivant nous, que la Cour de Bordeaux, dans un arrêt du 2 juillet 1840, a admis

(1) Paris, 8 avril 1869 (Dalloz, 69.2.236). Bordeaux, 17 février 1886 (D.86.2.119).

(2) GUILLOUARD. *C. de M. T. 3.* n° 1467, p. 389. TROPLONG. *C. de M. T. 3.* n° 1876, p. 379. AUBRY et RAU. V. § 522, p. 449, texte et note 7.

qu'il n'y avait point là un acquêt de communauté. La Cour de cassation a tranché la question dans le sens de notre opinion (1). Supposons enfin qu'il s'agisse d'un office que le mari achèterait pendant le mariage; il y a là évidemment un bien mobilier acquis à titre onéreux par l'un des époux pendant le cours du mariage; or, sans doute, par l'adoption du régime de la communauté d'acquêts, les époux ont exclu de la communauté tout leur mobilier présent et futur (1498), mais nous avons déjà vu que l'exclusion du mobilier futur ne portait que sur ce qui advenait aux conjoints à titre lucratif pendant le mariage, c'est-à-dire par succession ou donation, et que cette exclusion ne comprenait pas le mobilier acquis à titre onéreux, sauf cependant dans le cas de remploi (2).

Entreraient encore dans la communauté d'acquêts, les gratifications ou récompenses accordées à l'un des époux pour services civils ou militaires rendus au pays pendant le mariage; ces récompenses sont en effet le prix de son intelligence ou de son dévouement, et le résultat des forces qu'il a dépensées; c'est donc bien un profit que l'on doit ranger parmi les acquêts de communauté, mais il ne s'agit là, bien entendu, que des récompenses qui seraient accordées à l'époux *pendant le mariage*, pour services rendus *pendant le mariage*; quant aux récompenses qui auraient été accordées aux conjoints avant le mariage, ce sont purement et simplement des biens meubles que les époux possédaient au moment du mariage et qui leur restent propres; nous ne croyons pas non plus que l'on doive faire entrer dans la communauté d'acquêts les récompenses

(1) Bordeaux, 2 juillet 1840 (Sirey, 40.2.398). Cassation, 4 janvier 1833 (Dalloz, 53.1.73). GUILLOUARD, *C. de M. T.* 3, n° 1458, p. 351. TROPLONG. *C. de M. T.* 3, n° 1874, p. 378. AUBRY et RAU. *T. V.* § 522, texte et note 6, p. 448. MARCADÉ, V, p. 663, *in fine*.

(2) BAUDRY-LACANTINERIE. *T. 3*, p. 169 et 171. GUILLOUARD. *C. de M. T.* 3, n° 1464, *in fine*, p. 356 et n° 1468, *in fine*, p. 360.

accordées *pendant le mariage* pour services rendus *avant le mariage* ; si le service a été rendu avant le mariage, la récompense était due avant le mariage ; par conséquent l'époux possédait avant cette époque une créance mobilière qu'il est censé avoir exclue de la communauté d'acquêts, comme il en a exclu tout son mobilier présent. La Cour de cassation a cependant admis que les récompenses accordées pendant le mariage, pour services rendus avant le mariage, entraient dans la communauté d'acquêts (arrêt de 1827) (1) ; mais cette jurisprudence résulte d'un arrêt très ancien et on ne peut pas affirmer que la Cour suprême persisterait aujourd'hui dans cette opinion qui ne nous semble pas fondée. Ajoutons toutefois que si une somme est remise à l'un des époux en récompense de services rendus à une personne dont il était le domestique, mais à titre de pure libéralité et en outre du paiement de ses gages, la somme ainsi remise à cet époux n'entrera pas en communauté, car c'est alors une véritable donation qui se trouve exclue de l'actif de la communauté d'acquêts (2).

La communauté réduite aux acquêts profiterait encore des dommages et intérêts obtenus pour crimes ou délits commis sur la personne de l'un des époux pendant le mariage ; les sommes qui en proviennent sont un acquêt de communauté, parce que l'incapacité de travail, par exemple, qui aura pu être le résultat du délit sera supportée par la communauté. De même, c'est la communauté qui aura à déboursier les sommes représentant les soins qu'il aura été nécessaire de donner au conjoint victime d'un délit commis sur sa personne ; il est donc juste qu'elle en soit récompensée.

Quant aux traitements et pensions insaisissables et in-

(1) Cassation, 7 nov. 1827 (Dalloz, 28.1.14).

(2) Chambéry, 25 août 1879 (Dalloz. 80.2.196).

cessibles qui seraient accordés aux époux pendant le mariage, ils n'entreraient pas dans la communauté d'acquêts, à cause de leur incessibilité ; leurs arrérages perçus pendant le mariage profiteraient seuls à la communauté (1).

Voyons enfin ce que deviennent, sous la communauté réduite aux acquêts, les gains qui sont faits par les époux, en partie par suite du hasard et en partie comme venant de leur industrie ; nous voulons parler de la propriété des trésors et des gains faits au jeu, ou provenant d'une loterie ; nous ne nous occuperons bien entendu que de ceux de ces gains qui sont faits pendant le mariage, car, pour ceux qui auraient été faits antérieurement, ils n'entrent pas dans la communauté d'acquêts.

Disons tout d'abord que les bénéfices qui proviennent exclusivement du hasard, n'entrent pas dans l'actif de la communauté d'acquêts, car l'article 1498 n'y fait tomber que les fruits et revenus des biens des époux et les produits de leur travail et de leur industrie : tel est le principe ; mais il est bien rare, suivant nous, que l'on rencontre un gain qui provienne exclusivement du hasard ; nous allons voir en effet que, le plus souvent, l'industrie, l'habileté ou l'intelligence des époux sont pour quelque chose dans l'acquisition de ces gains, et cela suffit, à notre avis, pour que la communauté d'acquêts en profite, car il est bien dans l'esprit de l'article 1498 que l'on fasse entrer dans l'actif de celle-ci tout ce qui a été obtenu grâce à un effort quelconque de la volonté de l'un des époux ou de son intelligence.

Occupons-nous en premier lieu de la *propriété du trésor* :

Quand un époux trouve lui-même un trésor sur son

(1) GUILLOUARD. *C. de M. T.* 3, n° 1457, p. 330. TROPLONG. *C. de M. T.* 3, n° 1873, p. 377. AUBRY et RAU. V, § 522, p. 448. MARCADÉ. V, p. 663, *in fine*.

propre fonds, nous savons déjà qu'il l'acquiert tout entier *jure soli*, par droit d'accession ; c'est une sorte de produit de son fonds, sans en être un fruit ; il ne peut donc pas entrer dans la communauté d'acquêts, celle-ci n'ayant droit qu'aux produits ayant le caractère de fruits.

Mais nous avons admis aussi, sous la communauté légale, que l'époux qui découvrait un trésor sur le fonds d'autrui, ou même sur celui de son conjoint, acquérait bien la moitié de ce trésor *jure inventionis* et non plus par droit d'accession, et que cette acquisition entraînait alors dans la communauté légale sans récompense. Il en est de même pour le cas où les époux sont mariés sous la communauté réduite aux acquêts : il n'y a que dans cette hypothèse que le trésor est, suivant nous, un acquêt de communauté pour la société d'acquêts : il faut que l'époux ait découvert le trésor sur le fonds d'autrui, ou sur le fonds resté propre à son conjoint ; il en acquiert alors la moitié *jure inventionis*, et cette moitié entre dans la communauté d'acquêts, comme pouvant être assimilée à un produit de son industrie ; l'invention, dit Delvincourt, est une espèce d'industrie ; sans doute le hasard est pour beaucoup dans la découverte de ce trésor, puisque l'article 716 définit précisément le trésor, une chose qui est découverte par le pur effet du hasard ; il n'en est pas moins vrai cependant, comme le fait remarquer Troplong, que l'activité et l'intelligence de l'inventeur sont pour quelque chose dans la mise au jour du trésor ; voici, par exemple, un ouvrier qui trouve un trésor en travaillant sur le sol d'autrui ; il est certain que, sans son travail qui appartient à la communauté d'acquêts, cette découverte n'aurait pas eu lieu ; par conséquent son travail a bien contribué, pour une certaine part, à l'invention du trésor ; cela suffit, suivant nous, pour qu'il y ait là un profit qui tombe dans la communauté d'acquêts, comme dans la communauté légale. La plupart des auteurs admettent ce-

pendant que la moitié du trésor ainsi acquise à l'inventeur n'est jamais qu'un produit du hasard et qu'elle n'entre pas en communauté. Troplong seul admet la solution que nous proposons (1).

Les auteurs décident au contraire plus généralement que *les gains faits au jeu* par l'un des époux sont des acquêts de communauté ; nous avons vu que ces gains faits au jeu entraient sans aucun doute dans la communauté légale, car, s'ils n'y tombaient pas comme étant des produits de l'industrie des époux, ils y entraient toujours en vertu du premier alinéa de l'article 1401, comme étant des meubles acquis aux époux pendant le mariage. Sous la communauté d'acquêts, la question est plus délicate, car si ces gains sont simplement des meubles acquis pendant le mariage par le seul effet du hasard, ils ne peuvent pas entrer dans la communauté réduite aux acquêts. Mais nous pensons que les bénéfices faits au jeu sont toujours le résultat d'une certaine industrie ; l'habileté du joueur est pour beaucoup dans ses gains ; il y a, dit M. Troplong, des joueurs qui mettent au service du jeu une véritable science : en outre, il y a des personnes qui font du jeu un métier ; nous croyons donc que la communauté d'acquêts doit recueillir les profits venant du jeu des conjoints. M. Guillouard ne voit au contraire dans ces gains que de purs dons de fortune qui, suivant lui, doivent alors rester propres à celui qui les a acquis (2).

Quant aux profits qui seraient le résultat d'une loterie, nous ne croyons pas devoir les assimiler aux gains qui proviennent du jeu, car il faut bien reconnaître qu'ils ne

(1) TROPLONG. *C. de M.* T. 3, n° 1871, p. 375. — GUILLOUARD, *C. de M.* T. 3, n° 1459, p. 352. — AUBRY et RAU V, § 522, p. 449. — MARCADÉ, V, p. 663 *in fine*.

(2) GUILLOUARD. *C. de M.* T. 3, n. 1460, p. 352. — TROPLONG. *C. de M.* T. 3, n. 1872, p. 376. — AUBRY et RAU. V, § 522, p. 449. — MARCADÉ. V, p. 663, *in fine*.

sont acquis que par le seul effet du hasard et qu'ils ne viennent pas de l'industrie des époux ; par conséquent, suivant nous, ils doivent rester propres à celui des conjoints qui les acquiert et ils n'entrent pas dans la communauté. Remarquons toutefois qu'il faut alors supposer que le billet de loterie a été payé avec des deniers propres à l'époux ; car, s'il avait été acheté avec de l'argent appartenant à la communauté, (ce qui, d'une façon générale pourra être présumé), le gain qui en résulterait serait un acquêt de communauté, puisqu'il aurait été acquis à l'aide d'un bien commun (1).

Nous avons ainsi examiné le second élément de l'actif de la communauté réduite aux acquêts, régime que nous avons pris pour base dans cette étude des produits des biens des époux, de leur travail et de leur industrie. Il résulte donc jusqu'ici de nos observations, que la communauté profite tout d'abord de tous les revenus des biens des conjoints, et en outre des produits de leur travail et de leur industrie pendant le mariage. Ce sont les deux éléments principaux qui composent l'actif de la communauté réduite aux acquêts ; ce sont les biens qui sont destinés à faire face aux charges du mariage ; c'est parce que la communauté devra supporter ces charges que ces biens lui sont attribués.

Il nous reste à dire maintenant quelques mots du troisième élément qui compose l'actif de la communauté réduite aux acquêts.

(1) BAUDRY-LACANTINERIE. T. 3, p. 471. — GUILLOUARD. *C. de M.* T. 3, n. 1460, p. 353. — TROPLONG. *C. de M.* T. 3, n. 1872, p. 377. — AUBRY et RAU. V. § 522, p. 449 texte et note 9. — MARCADÉ. V. p. 663 *in fine*.

§ 3. Biens acquis par les époux au cours du mariage à l'aide des économies réalisées sur les revenus ou sur les produits du travail des conjoints.

Les revenus des biens des époux et les produits de leur travail étant destinés à subvenir aux besoins du ménage, les époux les dépensent en général au fur et à mesure de leurs besoins, de sorte que, lors de la dissolution de la communauté d'acquêts, la masse partageable est souvent de peu d'importance ; elle se borne en général à la portion des revenus qui n'a pas été consommée ; mais il arrive aussi bien souvent que les conjoints ont acquis des biens meubles ou immeubles pendant le mariage, à l'aide des économies réalisées sur leurs revenus ; ce sont ces biens là qui sont plus spécialement appelés des acquêts de communauté.

Sans doute, l'article 1498 dispose que, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, les époux sont censés exclure de la communauté tout leur mobilier présent et futur, et à plus forte raison leurs immeubles. Mais, comme nous l'avons dit, on s'accorde à reconnaître, qu'en adoptant ce régime matrimonial, les époux n'ont entendu exclure de la communauté, parmi leurs biens à venir, que ceux qui leur adviendront pendant le mariage à titre lucratif, c'est-à-dire par succession ou donation, mais que tous ceux qu'ils acquerront à titre onéreux pendant le mariage seront des acquêts de communauté ; ces acquisitions faites à titre onéreux pendant le cours du mariage tombent donc en principe dans la communauté d'acquêts, parce qu'on suppose qu'elles ont été faites à l'aide des économies réalisées sur les revenus et sur les produits du travail des époux.

Tels sont les trois éléments qui composent l'actif de la communauté d'acquêts et une partie importante de celui de la communauté légale.

Ainsi, d'une façon générale, tout ce qui, parmi les biens des époux, a le caractère de revenus, entre dans la communauté pour faire face aux charges du mariage.

Nous disons que la communauté a toujours droit aux revenus proprement dits des biens appartenant aux conjoints ; supposons cependant qu'un tiers ait donné ou légué des biens à une femme mariée sous un régime de communauté, sous la condition que les revenus de ces biens n'appartiendraient qu'à la femme et pourraient être touchés par elle seule, sur ses simples quittances et sans l'autorisation maritale. Le mari ne peut-il pas dire que, d'après le contrat de mariage, la communauté a droit aux revenus de tous les biens des époux, que les revenus sont même la partie la plus essentielle de l'actif de la communauté, et que par conséquent un tiers ne peut pas, par sa seule volonté, porter atteinte à ce principe ? Ne peut-il pas dire encore qu'une clause semblable à celle que nous venons d'énoncer serait une violation de la règle de l'immutabilité des conventions matrimoniales (art. 1395, C. civ.), et aussi une atteinte portée à son autorité maritale ? Nous croyons que ces objections ne seraient pas fondées ; l'attribution à la femme d'un pécule, dont elle aura seule la disposition, ne peut pas nuire à l'autorité maritale. Pourquoi le mari se plaindrait-il ? le tiers aurait pu ne rien donner ; pourquoi ne pourrait-il pas donner ou léguer sous condition ? La loi lui permet d'ailleurs formellement de mettre une condition à sa libéralité ; aux termes du premier alinéa de l'article 1401 (*in fine*), le mobilier donné à l'un des époux pendant le mariage tombe en principe dans la communauté, sauf, ajoute le texte, si le donateur a exprimé le contraire. On peut donc faire à l'un des époux une libéralité, en stipulant qu'elle n'entrera pas en communauté ; pourquoi ne pourrait-on pas faire une donation, sous condition que les revenus du bien donné ne profiteront pas à la communauté et resteront propres à

l'époux donataire ? On prétend qu'il y aurait là une violation du principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales. Nous ne croyons pas que cette objection soit sérieuse, car l'article 1395, d'où résulte ce principe, ne saurait concerner les tiers, qui restent toujours libres de faire des libéralités aux époux, comme ils l'entendent, et qui sont restés étrangers aux conventions matrimoniales intervenues entre les conjoints. La disposition en vertu de laquelle un tiers fait à la femme une donation, à condition que les revenus du bien donné n'entreront pas en communauté, et que la femme pourra en toucher les revenus sur ses seules quittances et sans l'autorisation de son mari, doit donc, selon nous, être respectée comme ne dérogeant point aux principes admis par le législateur. La jurisprudence est depuis longtemps fixée dans ce sens (1).

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE SECTION (APPLICATION A LA
COMMUNAUTÉ DES RÈGLES DE L'USUFRUIT)

Nous avons jusqu'ici constaté que le droit de jouissance de la communauté sur les biens des conjoints était en principe soumis aux règles de la jouissance d'un usufruitier ordinaire.

Ajoutons qu'il y a encore de nombreux points de ressemblance entre la jouissance d'un usufruitier ordinaire et celle de la communauté sur les biens des conjoints. Par cela seul que l'usufruitier a le droit de jouir, il a le droit d'administrer le bien sur lequel porte son usufruit ; la communauté a aussi la jouissance des biens appartenant aux époux, mais c'est le mari chef de la communauté qui est chargé de cette administration,

(1) Paris 27 janvier 1835 (Dalloz 35. 2. 45 et 176). Cassation 9 mai 1842 (Sirey 42. 1. 513). Paris 5 mars 1846 (Dalloz 46. 4. 29). — GUILLOUARD. *C. de M.* T. I, n. 403, p. 379. — TROPLONG. *C. de M.* T. I, n. 68, p. 80.

c'est lui qui exerce les droits qui appartiennent à la communauté usufruitière (article 1421), c'est lui qui administre les biens de la communauté et aussi les biens personnels de la femme (1428) ; c'est lui qui par conséquent recueille et touche les revenus et qui doit les appliquer à faire face aux besoins du ménage ; nous n'avons point à entrer, dans cette étude, dans les détails de droit d'administration du mari sur les biens de la communauté et sur les biens de la femme ; remarquons cependant que le mari a même, à ce point de vue, des droits beaucoup plus étendus que ceux qui sont accordés à un usufruitier ; c'est ainsi qu'aux termes de l'article 1421, il peut, sans le concours de sa femme, aliéner et hypothéquer les biens de la communauté ; ses pouvoirs sont donc très étendus, mais ils comprennent en principe ceux qui sont réservés à l'usufruitier ; et il arrive même souvent que le législateur, voulant déterminer les droits qu'il y avait lieu d'attribuer à l'usufruitier comme administrateur, a renvoyé aux règles établies pour les droits du mari à l'égard des biens de la femme et de la communauté ; on peut en citer un exemple frappant : l'article 595, au titre de l'usufruit, dispose que l'usufruitier peut jouir par lui-même du bien dont il a l'usufruit ou le donner à ferme à un autre, et que, s'il le donne à ferme, il doit se conformer pour les époques où les baux doivent être renouvelés et pour leur durée, aux règles établies pour le mari à l'égard des biens de la femme ; ce sont les articles 1429 et 1430, au chapitre de la communauté, qui ont établi ces règles ; ils disposent que le mari ne peut pas faire, pour ce qui concerne les biens de la femme dont il a l'administration, des baux de plus de neuf ans ; l'usufruitier ne peut donc pas, lui non plus, donner à bail, pour plus de neuf ans, le bien dont il a l'usufruit ; ainsi nous pouvons dire que le droit d'administration qui appartient à l'usufruitier est en principe soumis aux mêmes règles que le droit d'administration du

mari chef de la communauté sur les biens dont celle-ci a la jouissance, en admettant toutefois que les pouvoirs du mari sont plus étendus, à cause de sa qualité de chef de la communauté et de l'association conjugale. Nous verrons encore, quand nous étudierons le passif de la communauté correspondant à la partie de l'actif que nous avons examinée, que les charges imposées à la communauté en raison de sa jouissance sont également les mêmes en principe que celles qui sont imposées à l'usufruitier : tous deux ont à supporter les contributions et autres charges annuelles qui s'acquittent d'ordinaire sur les revenus ; ils supportent aussi, en principe, les dettes dans la même proportion.

Le droit de jouissance de la communauté sur les biens des conjoints ressemble donc beaucoup à celui de l'usufruitier ordinaire sur les biens dont il a l'usufruit : nous avons annoncé cependant l'existence de différences importantes entre ces deux genres de droits. Ce sont ces différences que nous devons maintenant étudier.

SECTION II. DIFFÉRENCES ENTRE LES RÈGLES DE LA JOUISSANCE DE LA COMMUNAUTÉ SUR LES BIENS DES CONJOINTS ET CELLES DE LA JOUISSANCE DE L'USUFRUITIER ORDINAIRE SUR LES BIENS SOUMIS A SON DROIT D'USUFRUIT.

Toutes les différences dont nous allons constater l'existence entre ces deux genres de jouissance découlent d'un seul et même principe, savoir que la loi ayant interdit aux conjoints de se faire des libéralités au delà d'une certaine limite fixée par elle, la communauté ne peut pas s'enrichir aux dépens des propres des époux, ni les époux aux dépens de la communauté ; les richesses que les conjoints apportent en mariage peuvent se diviser en trois masses de biens : les biens du mari, ceux de la femme et ceux de la communauté ; et bien, la loi ne veut pas que l'une de ces

trois masses de biens s'enrichisse aux dépens de l'une des deux autres : on comprend qu'il eût été complètement inutile de spécifier strictement quels sont, parmi les biens des époux, ceux qui tombent dans la communauté et ceux qui restent propres à chacun d'eux, s'il avait été permis de ne pas observer ces règles, en faisant entrer dans la communauté des sommes qui devaient rester la propriété des conjoints ou réciproquement ; aussi le législateur ne s'est-il pas contenté de poser tacitement cette règle, que ni la communauté ni les époux ne doivent s'enrichir au détriment les uns des autres ; ce principe a été formellement édicté dans les articles 1433, 1436 et 1437. Toutes les fois que l'un des trois patrimoines, que suppose la communauté, se sera enrichi au détriment de l'un des deux autres, il y aura lieu à une récompense ou indemnité au profit de celui qui aura été appauvri ; c'est ainsi, par exemple, que si un bien qui devait rester propre à l'un des conjoints avait été vendu pendant le mariage sans emploi, et que le prix en fût tombé dans l'actif de la communauté, celle-ci devrait payer à l'époux propriétaire du propre une récompense ou indemnité égale à la valeur du bien ; cette indemnité devra lui être payée au moment de la dissolution de la communauté. Tel est le principe posé par l'article 1433. De même, toutes les fois qu'il sera pris dans la caisse de la communauté une somme, soit pour acquitter des dettes ou charges personnelles aux époux, soit pour le recouvrement, l'amélioration ou la conservation de leurs biens personnels, l'époux, au profit duquel aura été fait cet emprunt à la communauté, en devra récompense à celle-ci ; tel est encore le principe posé par l'article 1437, dont la partie finale est ainsi conçue : « Généralement toutes les fois que l'un des époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté, il en doit la récompense ». C'est de ce principe que découlent, comme nous allons le voir, toutes les différences qui séparent la jouissance de la com-

munauté d'un droit d'usufruit ordinaire ; la communauté en effet, à la différence d'un usufruitier, pouvant toujours empêcher l'un des époux de s'enrichir aux dépens de son propre patrimoine, a toujours le droit d'exiger d'un conjoint certaines récompenses ou indemnités qu'un usufruitier au contraire ne peut jamais réclamer au nu-propriétaire.

§ I. Première différence.

La première des différences que nous avons à faire remarquer ressort du texte même du 2^e alinéa de l'article 1403.

On sait qu'en principe c'est par la perception que l'usufruitier acquiert les fruits naturels ou industriels, et qu'il n'a droit à aucune récompense pour ceux qu'il aurait dû recueillir pendant la durée de son usufruit et qu'il n'aurait point perçus pour une cause quelconque : nous avons vu en effet que les fruits pendants au moment de la dissolution du droit d'usufruit n'appartiennent pas à l'usufruitier, mais bien au nu-propriétaire qui les perçoit. Telle est la règle posée par l'article 585 en matière d'usufruit ordinaire ; c'est ainsi qu'en particulier l'usufruitier d'un bois taillis n'aurait droit à aucune récompense pour les coupes de bois qu'il aurait dû faire pendant la durée de son droit d'usufruit et qu'il n'aurait point faites ; s'il n'a pas fait faire les coupes à l'époque où elles devaient être faites, et si son droit s'éteint avant qu'il ait commencé sa récolte, cette récolte ne lui appartient pas ; et l'article 590, au titre de l'usufruit, ajoute qu'il n'a droit, dans ce cas, à aucune espèce de récompense ou indemnité.

En matière de communauté, la règle n'est pas la même :

« Si les coupes de bois, dit l'article 1403 alinéa 2, qui pouvaient être faites durant la communauté, en suivant

les règles de l'usufruit, ne l'ont point été, il en sera dû récompense ». Le mari, par exemple, possède un bois taillis qui lui est resté propre : la communauté, comme nous l'avons vu, a droit, pendant la durée du mariage, aux produits des coupes de bois régulièrement faites aux époques convenues, parce que ces produits sont assimilés à des fruits ; mais nous savons que la communauté, comme un usufruitier ordinaire, ne devient propriétaire des fruits qu'une fois qu'ils sont recueillis ou perçus ; il se pourrait donc que le mari retarde une des coupes et ne la fasse point à l'époque convenue, dans l'espérance de profiter seul des produits de la coupe, en ne faisant celle-ci qu'après la dissolution de la communauté ; et bien, précisément, la loi n'a pas voulu qu'il en fût ainsi ; elle n'a pas voulu que l'un des époux pût s'enrichir, par une manœuvre de ce genre, au détriment de la communauté ; et remarquons bien que si, au lieu d'appartenir au mari comme nous l'avons supposé, le bois taillis appartenait à la femme, la solution serait absolument la même. Si, dans cette hypothèse, la coupe n'a point été faite à l'époque où elle devait l'être, le législateur suppose qu'il y a eu négligence de la part du mari, négligence qui ne doit pas préjudicier à la communauté ; en réalité, la loi se tient ici en garde contre des avantages indirects qui ne seraient pas nettement déclarés. On ne peut pas en effet, supposer l'existence d'une libéralité dans des actes de simple administration.

Mais remarquons que l'article 1403 alinéa 2, dit qu'il sera dû récompense à *l'époux non propriétaire du fonds ou à ses héritiers*. Il y a là certainement une erreur, car la récompense est due à la communauté, qui devait profiter de la coupe et non pas à l'époux non propriétaire seul. Tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il y a là un lapsus échappé au législateur et que c'est bien à la communauté que la récompense est due : il n'y aurait en

effet aucune raison d'attribuer l'indemnité en totalité à l'époux non propriétaire du fonds.

Ajoutons qu'à l'inverse si des coupes avaient été faites par anticipation, et que la communauté en eût profité, elle en devrait récompense au conjoint propriétaire (1).

La solution de l'article 1403 2^e alinéa est-elle spéciale à l'hypothèse des coupes de bois ? Ou bien ne faut-il pas l'appliquer également, toutes les fois qu'un retard aurait été apporté dans la perception d'une récolte quelconque (moissons, vendanges.....) ?

Quelques auteurs soutiennent que l'article 1403 alinéa 2, ne parlant que des coupes de bois retardées, et contenant, pour ce cas spécial, une exception au droit commun, c'est-à-dire aux règles admises par la loi au titre de l'usufruit, cette exception ne doit pas être généralisée. On fait encore remarquer qu'il paraît bien invraisemblable que l'on puisse retarder des récoltes ordinaires, autres que des récoltes de bois, comme, par exemple, la récolte du blé ou des vignes ; ce serait vouloir laisser ces produits se perdre que de ne point les recueillir à l'époque voulue et, même pour commettre une fraude, on n'a pas d'intérêt en général à perdre toute une récolte ; et alors, on ajoute qu'il est impossible que le législateur ait songé à une hypothèse aussi chimérique : au contraire, dit-on, il n'y a pas le même danger à retarder une coupe de bois et on comprend que la loi ait été obligée de prévoir cette fraude, pour empêcher un appauvrissement de la communauté.

Cette opinion n'est pas généralement admise et nous croyons qu'il faut la rejeter : c'est tout d'abord une erreur, suivant nous, de vouloir assimiler complètement la jouis-

(1) AUBRY et RAU, T. V, p. 292 § 507. — TROPLONG, *C. de M.* T. I, nos 552 et 553, p. 583 et 584. — TOULLIER, T. 12, n° 127, p. 225. — GUILLOUARD, *C. de M.* T. I, p. 390, n° 412. — MARCADÉ, T. V, p. 456.

sance de la communauté sur les biens des époux à celle d'un usufruitier ordinaire, et de croire qu'il faut nécessairement un texte spécial, en matière de communauté, pour que l'on puisse admettre ici une exception aux règles de la jouissance de l'usufruitier ; en outre, nous avons vu que, sous aucun prétexte, l'un des époux ne peut s'enrichir au détriment de l'autre ni aux dépens de la communauté ; l'article 1403 alinéa 2 n'est pas autre chose qu'une application de ce principe ; il a parlé des coupes de bois parce qu'il a statué, là comme dans bien d'autres chapitres « *de eo quod plerumque fit* » ; mais l'exception qu'il apporte à la règle admise en matière d'usufruit ordinaire n'est pas rigoureusement spéciale aux produits des coupes de bois, et nous croyons que la disposition du deuxième alinéa de l'article 1403 doit être généralisée et appliquée au cas d'un retard subi par toutes les récoltes quelles quelles soient ; il y aura donc toujours lieu à une récompense au profit de la communauté, parce que tout retard apporté à la perception d'une récolte quelconque par l'un des conjoints, dans le but d'en profiter seul, aurait pour résultat de procurer un enrichissement de l'époux au détriment de la communauté, et c'est précisément ce que le législateur a voulu éviter. Ajoutons même que, suivant nous, cette disposition du deuxième alinéa de l'article 1403 n'était pas rigoureusement nécessaire et que si elle n'avait pas été expressément édictée, il n'en aurait pas moins fallu décider que le retard apporté aux coupes de bois et à toute autre récolte en général donne lieu à une récompense au profit de la communauté ; c'est à cause du principe que nous avons vu posé dans les articles 1433 et 1437, savoir que ni la communauté ni les époux ne peuvent s'enrichir au détriment les uns des autres, que nous admettons cette solution : c'est là en effet une règle générale et il faut l'appliquer dans toutes les hypo-

thèses semblables à celle qui est prévue par le deuxième alinéa de l'article 1403 (1).

§ II. Deuxième différence.

Nous savons que, conformément à l'article 585, la communauté acquiert les fruits pendants au moment où elle prend naissance, mais que ceux qui sont encore pendants lors de sa dissolution ne lui appartiennent plus et deviennent la propriété de l'époux qui les recueille sur son fonds. Jusqu'ici il y a donc une ressemblance complète entre la jouissance de la communauté et celle d'un usufruitier ordinaire ; mais, quand il s'agit de la jouissance de l'usufruitier, l'article 585 ajoute qu'il n'y a jamais lieu à récompense de part ni d'autre pour les labours et semences : en un mot, l'usufruitier acquiert les fruits pendants au moment de l'ouverture de son usufruit, sans devoir aucune récompense au nu-propriétaire pour les frais de semences et de labours que celui-ci aurait déboursés ; réciproquement, le nu-propriétaire acquiert les fruits pendants au jour de la dissolution de l'usufruit, sans devoir aucune espèce de récompense à l'usufruitier pour les frais que celui-ci a pu faire pour préparer la récolte. Il y a là un ensemble de chances qui se balancent entre le nu-propriétaire et l'usufruitier ; il y a égalité complète entre leurs deux situations ; l'usufruitier a pu, au début de l'usufruit, profiter des récoltes qui avaient été préparées par le nu-propriétaire ; mais de son côté, ce dernier pourra, au moment où le droit d'usufruit prendra fin, faire siennes les récoltes préparées par l'usufruitier.

En est-il de même en matière de communauté, et doit-

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* t. I. n° 443, p. 391. AUBRY et RAU, V. § 507, p. 292. MARCADÉ, V. p. 456 et 457.

on admettre que jamais il n'y aura lieu à récompense due à la communauté ou par elle, s'il y a des fruits pendant au moment de sa dissolution ou au moment de sa naissance ? Nous croyons précisément, conformément d'ailleurs à l'opinion de la plupart des auteurs, qu'il existe, à ce point de vue, une différence entre la communauté et l'usufruit ; nous croyons que l'article 585 ne s'applique pas dans sa totalité à la jouissance de la communauté, c'est-à-dire qu'il y a lieu à récompense, au moins au profit de la communauté, dans le cas où, lors de sa dissolution, il y a des fruits pendant que l'époux propriétaire recueille, alors que c'est la communauté qui a supporté les frais de semences et de labours.

Mais il importe de faire ici plusieurs distinctions et d'examiner, dans deux paragraphes différents, cette question de récompense, dans le cas où les conjoints sont mariés sous la communauté légale, et dans celui où ils sont mariés sous le régime de la communauté d'acquêts.

I. Communauté légale.

Disons tout d'abord que, sous ce régime, les premiers fruits que produisent les propres après le mariage appartiennent certainement à la communauté, sans que celle-ci soit obligée de payer, à celui des époux qui avait fait les semences avant le mariage, aucune indemnité ou récompense : si en effet les terres étaient ensemencées au jour du mariage, il faut supposer de deux choses l'une : ou bien les frais avaient été payés par l'époux propriétaire du fonds avant le mariage ; ou bien ces frais étaient encore dus par lui au moment du mariage : or, remarquons que, dans le premier cas, ils ont été payés avec des sommes d'argent qui devaient tomber dans la communauté légale, et qui y seraient effectivement tombées, si elles n'avaient

point servi à payer ces frais, puisque l'actif de la communauté légale comprend tous les biens mobiliers que les époux possédaient au moment du mariage. D'autre part, dans le deuxième cas, c'est-à-dire si les frais de semences sont encore dus par le conjoint, propriétaire du fonds au moment du mariage, ils seront payés pendant le mariage, avec de l'argent appartenant à la communauté, car c'est alors une dette qui est tombée dans le passif de la communauté légale (1409 1^{er} al.) ; de toutes façons, par conséquent, c'est la communauté, qui, en définitive, a supporté ces frais, soit indirectement, en recueillant moins que ce qu'elle devait recueillir, soit directement, en payant pendant le mariage la dette du conjoint, née avant le mariage. Comment pourrait-on alors exiger de la communauté une récompense quand elle profite, quelque temps après son entrée en jouissance, des récoltes que l'un des époux avait préparées avant le mariage ? Elle ne doit évidemment aucune récompense, puisqu'en réalité c'est elle qui supporte ces frais ; si on exigeait d'elle le paiement d'une indemnité, ce serait à elle-même qu'elle la devrait ; elle serait donc à la fois débitrice et créancière de la même somme, et il y aurait compensation : mais nous verrons qu'on ne peut pas admettre la même solution dans le cas où les conjoints sont mariés sous la communauté réduite aux acquêts.

La question est plus délicate si on se place au moment de la dissolution de la communauté ; nous disons que dans ce cas, à la différence de ce qui se passe en matière d'usufruit ordinaire, il est dû, par l'époux qui recueille les fruits alors pendants, une récompense à la communauté, pour les frais de préparation de la récolte qu'elle a déboursés avant la dissolution du mariage : on n'en doutait point dans l'ancien droit ; l'article 231 de la coutume de Paris portait en effet « que les fruits des héritages propres, pendants par les racines au temps du trépas de l'un des conjoints par mariage, appartiennent à celui auquel advient

ledit héritage, à la charge pour lui de payer la moitié des labours et semences ». Pothier atteste que cette disposition était d'ailleurs devenue le droit commun de la France, et il est facile de se rendre compte qu'elle est absolument conforme à l'équité : de toutes façons, en effet, c'est la communauté qui a fait et supporté ces frais de préparation d'une récolte qu'elle ne va pas faire sienne ; si par conséquent le conjoint qui, lors de la dissolution du mariage, reprend ses terres et qui recueille les fruits pendants, ne devait à la communauté aucune récompense pour les sommes que celle-ci a ainsi déboursées, il est manifeste qu'il s'enrichirait aux dépens de la communauté ; or il était déjà admis autrefois que, lorsqu'un des époux s'enrichissait aux dépens de la communauté, il devait à celle-ci une récompense ; et c'était par application de ce principe que l'on admettait alors, dans l'ancien droit, la solution que nous venons d'indiquer ; ce principe a été aujourd'hui consacré, comme nous l'avons vu, par les articles 1433 et 1437 ; il est donc naturel de l'appliquer sous l'empire du Code, comme on le faisait autrefois, il faut donc décider que, dans le cas où l'un des conjoints, reprenant son fonds lors de la dissolution de la communauté, recueille des fruits pendants, qui ont été préparés aux frais de la communauté, il doit à celle-ci une récompense égale à la valeur de ses déboursés. Ajoutons même que le conjoint ne pourrait pas se décharger de cette obligation, en abandonnant la récolte à la communauté, car, en supposant que la récolte ait péri par suite d'une circonstance quelconque, et bien que l'époux n'en profite point dans ce cas, les dépenses qui ont été faites par la communauté pour la préparation de cette récolte étaient cependant des impenses nécessaires, que le conjoint aurait été obligé de faire de ses deniers personnels, si elles n'avaient point été faites par la communauté. Il s'enrichirait donc injustement au détriment de la communauté en faisant à celle-ci l'abandon d'une récolte

sans valeur, pour éviter de lui rembourser une somme qu'il aurait dû payer de ses deniers personnels.

En matière d'usufruit ordinaire, certaines de nos vieilles coutumes contenaient des dispositions moins logiques et moins justes : il y avait en effet des pays où le nu-propriétaire, en rentrant dans la jouissance de ses terres par suite de la cessation du droit d'usufruit, était obligé de rembourser les frais de culture faits par l'usufruitier, alors qu'au contraire celui-ci, en entrant en jouissance à une époque où les frais de culture étaient faits, recueillait tous les fruits pendants, sans avoir à rembourser au propriétaire les dépenses faites par lui ; il en était ainsi, par exemple, pour l'usufruit de la douairière dans la coutume de Bretagne ; la douairière faisait siens les fruits pendants lors de l'ouverture du douaire, sans être obligée de payer les frais de semences faits auparavant pour la préparation de la récolte ; au contraire, au moment de la cessation du douaire, le propriétaire qui recueillait les fruits pendants devait à la douairière ou à ses représentants les frais faits par elle pendant sa jouissance pour l'ensemencement des terres ; c'était là une disposition absolument contraire à l'équité, le propriétaire supportant alors toujours les frais de culture et l'usufruitier n'ayant jamais à y contribuer. Aussi plusieurs de nos anciens auteurs critiquaient-ils avec raison cette disposition. L'article 585, comme nous l'avons vu, a fait cesser cette inégalité choquante ; il y a désormais réciprocité parfaite entre la situation du nu-propriétaire et celle de l'usufruitier : le premier pourra recueillir, à la fin de l'usufruit, des fruits pendants dont la récolte aura été préparée aux frais de l'usufruitier, mais celui-ci, de son côté, aura pu recueillir, à l'ouverture de son droit, des fruits pendants dont la récolte avait été préparée aux frais du propriétaire, et cela, sans aucune récompense de part ni d'autre ; il y a là comme nous l'avons vu, un ensemble de chances qui se ba-

lance entre le nu-propriétaire et l'usufruitier ; mais le code s'est bien gardé d'appliquer cette disposition de l'article 585, équitable dans les rapports des usufruitiers et des propriétaires, aux rapports entre les conjoints et la communauté : le législateur a au contraire consacré ici l'ancien principe, savoir que toutes les fois que l'un des époux s'est enrichi aux dépens de la communauté, il lui en doit récompense (art. 1437) : c'est donc à cause de ce principe qu'il ne faut point appliquer à la communauté l'article 585 dans sa totalité.

M. Delvincourt est un des rares auteurs qui soutienne que l'article 585 doit, au contraire, s'appliquer en matière de communauté, comme dans le cas de l'usufruit ordinaire, sans qu'il y ait aucune différence entre ces deux genres de droits de jouissance ; il prétend qu'aucune récompense n'est due à la communauté, lors de sa dissolution, quand le conjoint propriétaire trouve sur son fonds une récolte pendante préparée pendant le mariage aux frais de la communauté : le grand tort de cet éminent auteur est de vouloir assimiler complètement la jouissance de la communauté à celle d'un usufruitier ; nous avons déjà vu que cette assimilation complète était impossible. Delvincourt fait en outre remarquer que la communauté a recueilli au moment du mariage les fruits pendants à cette époque, alors que la récolte en avait été préparée avant le mariage par le conjoint propriétaire du fonds, et cela sans qu'on ait exigé d'elle aucune récompense au profit de ce conjoint ; « n'est-il pas juste alors ajoute-t-il, que celui-ci profite de même, lors de la dissolution du mariage, de la récolte qui se trouve pendante à cette époque, sans devoir, lui non plus, aucune indemnité à la communauté ? » Mais, c'est là précisément qu'est l'erreur ! nous avons vu qu'en réalité la communauté supporte parfaitement les frais de culture faits par le conjoint avant le mariage, puisque les sommes que celui-ci a

déboursées pour cela seraient entrées dans l'actif de la communauté, s'il ne les avait point employées à faire l'avance de ces frais de culture : c'est donc parce que la communauté supporte en réalité ces frais, qu'elle est dispensée de payer au conjoint une indemnité pour la prétendue avance que celui-ci croit avoir faite. Si donc elle a supporté les frais de culture faits avant le mariage, il est juste que le conjoint, qui recueillera les fruits pendants au moment de la dissolution du mariage, supporte à son tour les frais de la préparation de la récolte, en récompensant la communauté des avances qu'elle a faites dans ce but. S'il profitait de la récolte pendante au moment de la dissolution du mariage, sans rembourser à la communauté les frais de labours et de semences, il est clair qu'il s'enrichirait au détriment de la communauté ; or, c'est précisément ce que ne veut point l'article 1437, qui dispose que, toutes les fois qu'un des conjoints s'est enrichi aux dépens de la communauté, il lui en doit récompense ; c'est là un principe absolu, qui ne souffre aucune exception.

M. Delvincourt ajoute encore que le cas a été formellement prévu lors de la discussion de l'article 585 ; il prétend qu'on avait alors réclamé, pour le cas de la communauté, une exception à la règle posée par cet article, mais que cette exception n'a pas été admise. Nous répondons, avec M. Toullier, que c'est là une assertion qui manque d'exactitude. En rédigeant l'article 585, le législateur n'a pas eu à s'occuper des récompenses qui pourraient être dues à la communauté par l'un des conjoints ; personne, en effet, n'avait imaginé de regarder la communauté comme un usufruitier ordinaire ; la discussion dont parle Delvincourt a porté sur un point tout à fait différent de celui qui nous occupe : il se peut que l'un des futurs conjoints, la femme, par exemple, possède un droit d'usufruit dont la jouissance est entrée dans la communauté par suite du mariage ; si la femme vient à mourir, le droit

d'usufruit s'éteint et le tiers nu-propriétaire reprend son fonds avec la récolte qui s'y trouve pendante, conformément à l'article 585, sans devoir aucune récompense à la communauté pour les frais de culture et de semence ; il n'y aurait, en effet, aucune raison d'obliger ce tiers à payer pour ce fait une indemnité à la communauté ; l'article 1437 ne peut s'appliquer que dans les rapports des conjoints avec la communauté, mais il ne s'applique pas dans les rapports de la communauté avec des tiers. On a trouvé cependant, lors de la discussion de l'article 585, qu'il y avait peut-être lieu de faire une exception à la règle de cet article, pour le cas que nous venons d'indiquer, et qu'il serait peut-être utile de forcer le tiers, dans cette hypothèse, à payer une récompense à la communauté pour les frais de semences et de labours ; un conseiller d'Etat avait proposé d'admettre cette exception à la règle de l'article 585 (1) ; mais, sur les observations de Tronchet, cette proposition fut rejetée ; les rédacteurs du code se laissèrent influencer par cette remarque qui leur fut faite, savoir que le tiers propriétaire, reprenant son fonds, dans l'hypothèse en question, était dans une situation tout à fait différente de celle du conjoint propriétaire qui reprendrait son immeuble avec les fruits pendants lors de la dissolution de la communauté : nous avons vu que si ce dernier ne payait alors aucune récompense à la communauté, il s'enrichirait aux dépens de celle-ci, ce que la loi ne veut pas. Mais on ne peut pas dire que le tiers propriétaire s'enrichira au détriment de la communauté, en ne lui payant pas d'indemnité dans le cas que nous examinons, car, il est, vis-à-vis de la communauté, dans la situation de tout nu-propriétaire vis-à-vis de l'usufruitier : celui-ci a pu, lors de l'ouverture de son droit, profiter d'une récolte qui avait été préparée par le nu-propriétaire, il est donc juste

(1) Séance du 27 Vendémiaire, an XII.

que la même chance soit offerte au nu-propriétaire lors de l'extinction du droit ; il n'y avait donc aucune raison d'admettre, dans cette hypothèse, une exception à la règle de l'article 585, comme en a admis une, en matière de communauté. pour les rapports entre le conjoint propriétaire et la communauté : c'est pour cela que cette exception ne fut pas admise. Ainsi la discussion visée par Delvincourt n'a nullement porté sur le point qui nous occupe et l'argumentation de cet auteur reste donc sans valeur.

D'autres auteurs, soutenant la même thèse que Delvincourt, invoquent d'autres motifs : « il faut avant tout, dit M. Bugnet, prévenir les difficultés et les procès entre le survivant et les héritiers du prédécédé ; or qu'y aura-t-il de plus difficile à apprécier que le montant de ces indemnités pour frais de semences et de labours ? Il faudra alors, si le principe est vrai, obliger le conjoint à rembourser à la communauté, non pas seulement le prix des semences, mais encore le prix des engrais ; il faudra qu'il rembourse les impôts des forêts, les frais de garde... or, ajoute cet auteur, les liquidations de communauté sont déjà bien assez compliquées, sans qu'on y fasse encore entrer de pareils éléments de discorde ». M. Bugnet fait encore remarquer que l'article 1437 n'a pas été rédigé dans le sens que nous lui prêtons ; selon lui, il ne s'agit là que des profits qui ont augmenté « *comme capital* » le patrimoine du conjoint (par exemple : paiement de ses dettes personnelles, rachat d'une servitude passive...) ; ce sont ces profits là seulement qu'il devrait rembourser à la communauté, en vertu de l'article 1437 ! Quant à toutes les dépenses annuelles ou périodiques, faites uniquement en vue des fruits, la communauté devrait dans tous les cas les supporter sans avoir droit à aucune récompense, car elles constituent une charge de sa jouissance (1). Nous répondrons, avec

(1) Bugnet sur Pothier, *Traité de la Communauté* n° 213, note 1.

M. Guillaouard, qu'il nous paraît absolument inexact de dire que l'article 1437 ne soit écrit qu'en vue des augmentations « de capital » et qu'il n'oblige le conjoint à récompenser la communauté que dans ces cas là : la généralité des termes de cet article ne peut laisser subsister aucun doute sur ce point. Toutes les fois qu'un des conjoints a enrichi son patrimoine, ou a fait un profit quelconque aux dépens de la communauté, il en doit récompense à celle-ci; nous ne voyons pas en outre qu'il soit si difficile d'évaluer le montant de la récompense ! le conjoint devra toujours rembourser tous les frais qui auront été déboursés par la communauté en vue de la récolte (semences, labours, engrais...) (1).

Ainsi, il faut admettre, qu'à la différence de ce qui se passe en matière d'usufruit ordinaire, le conjoint qui, à la dissolution du mariage reprend son immeuble et profite de la récolte qui s'y trouve pendante, doit rembourser à la communauté les dépenses que celle-ci a faites pour préparer cette récolte : cette solution était généralement admise dans l'ancien droit, et on sait que, dans cette matière de la communauté, la tradition a une importance décisive, puisque c'est pour ainsi dire uniquement avec les principes des différentes coutumes qu'a été établie notre législation sur ce point (2).

Nous disons que le conjoint doit récompense à la communauté pour les frais de préparation de la récolte, conformément au principe de l'article 1437; cela revient à dire qu'il doit en réalité supporter la moitié de ces frais, l'autre moitié devant rester à la charge de son conjoint. Remarquons cependant que si c'était la femme qui était propriétaire du fonds, et que si elle renonçait à la com-

(1) GUILLOUARD, *C. de M. T. 2. Théorie des récompenses* n. 986 à 989, p. 450 et ss.

(2) Coutume de Paris (a. 231). Coutume d'Orléans (a. 207).

munauté, ce n'est plus seulement la moitié des dépenses de préparation de la récolte qu'elle devrait rembourser, mais bien la totalité de ces frais, car, si, dans le cas où elle accepte la communauté, elle ne doit en rembourser que la moitié, c'est parce qu'en sa qualité de commune, elle doit supporter la moitié des dépenses; mais si elle renonce à la communauté, elle ne peut reprendre ses propres et recueillir les fruits qui s'y trouvent pendants, qu'en remboursant à la communauté la totalité des frais que celle-ci a faits pour la préparation de la récolte.

Ce n'est d'ailleurs, d'une manière générale, que la dépense réelle, que le conjoint propriétaire doit rembourser à la communauté : c'est ainsi que, si au moment des semailles le blé employé vaut 30 francs l'hectolitre, et si à la dissolution du mariage il est monté à 40 francs, la communauté ne peut réclamer que 30 francs par hectolitre, parce qu'elle n'a droit qu'à une indemnité exactement égale à la somme qu'elle a réellement dépensée (1).

Ajoutons toutefois qu'il y a une hypothèse dans laquelle aucune récompense ne serait due à la communauté pour les frais de préparation de la récolte : c'est lorsque les biens propres du conjoint ont été affermés à un colon partiaire : le colonage partiaire est un bail à ferme, aux termes duquel les fruits se partagent entre le propriétaire et le colon, suivant une proportion fixée par le contrat : le propriétaire, au lieu de toucher un loyer fixe reçoit une redevance aléatoire ; il partage la récolte avec le fermier :

(1) Sur toute cette question relative à la récompense due à la communauté par le conjoint qui profite d'une récolte pendant au moment de la dissolution. V. dans notre sens : AUBRY et RAU, T. V. p. 292. § 507. — TROPLONG, *C. de M. T. I.* nos 467 et ss. p. 516. — TOULLIER, T. XII § 124 et ss. p. 213. — MARCADÉ, V. p. 455 et 456. — GUILLOUARD, *C. de M. T. I.* n° 414 p. 392. En sens contraire : DELVINCOURT. III. p. 14. BUGNET sur POTHIER, n° 213, note 1.

Jurisprudence : Douai 20 dec. 1848 (Dalloz 50. 2. 192).

c'est le colon partiaire qui fait les frais de semences, de labours... ; par conséquent, dans cette hypothèse, la communauté, qui a pris, par suite de son droit de jouissance, la place du conjoint propriétaire, n'a rien déboursé pour préparer la récolte : on comprend donc qu'il ne lui soit dû aucune récompense lors de sa dissolution (1).

II. Communauté réduite aux acquêts.

Nous avons admis que le conjoint qui reprenait, au moment de la dissolution de la communauté légale, son immeuble propre et qui recueillait les fruits pendants, devait à la communauté une récompense pour les frais de préparation de la récolte, conformément au principe posé par l'article 1437. Il en est absolument de même, quand les époux sont mariés sous la communauté réduite aux acquêts. Dans un cas comme dans l'autre, la loi ne veut pas que l'un des conjoints s'enrichisse au détriment de la communauté.

Mais en sens inverse, nous avons vu, sous le régime de la communauté légale, que si l'un des époux avait, avant le mariage, fait des frais pour la préparation de la récolte, qui se trouve encore pendante au jour où commence la jouissance de la communauté, celle-ci faisait sienne cette récolte, mais sans avoir aucune indemnité à payer au conjoint propriétaire pour les dépenses faites par lui.

En est-il de même quand les époux se sont mariés sous le régime de la communauté réduite aux acquêts? Rappelons tout d'abord que, si nous avons admis cette solution dans l'hypothèse de la communauté légale, c'était parce qu'en réalité c'était alors la communauté qui avait en définitive supporté les prétendues dépenses du con-

(1) GUILLOUARD, *C. de M.* T. 2, n° 988, p. 452.

joint. Mais, sous la communauté d'acquêts au contraire, le mobilier et l'argent que les époux possédaient avant le mariage n'entrent pas dans la caisse commune, puisque celle-ci ne comprend que les fruits des biens des conjoints et les produits de leur travail et de leur industrie ; par conséquent, la somme que l'époux a déboursée avant le mariage, pour préparer la récolte en question, ne serait pas tombée dans l'actif de la communauté d'acquêts et serait restée propre à cet époux, si elle n'avait point été dépensée ; on ne peut donc pas dire ici, comme sous la communauté légale, que c'est la communauté d'acquêts qui supporte indirectement les frais de préparation de la récolte ; c'est bien le conjoint propriétaire qui a fait l'avance de ces frais ; la communauté qui, au moment de son entrée en jouissance, trouve ainsi des fruits pendants, et les fait siens, réalise donc un bénéfice net, sans avoir fait pour cela aucune dépense. On comprend alors qu'il soit nécessaire de l'obliger à récompenser le conjoint des frais faits par lui, car si on admettait une solution contraire, la communauté s'enrichirait aux dépens du patrimoine de l'un des époux et nous savons que ce résultat serait une violation de la règle posée par l'article 1433.

M. Troplong n'hésite pas cependant à admettre l'opinion contraire, savoir qu'il n'existe à ce point de vue aucune différence entre la communauté légale et la communauté d'acquêts, et que, dans notre espèce, celle-ci ne doit, non plus, aucune récompense au conjoint : « On peut fort bien soutenir, dit M. Troplong, que l'époux a voulu que la société profitât de l'état de choses, tel qu'il avait été constitué par lui au moment où elle a pris naissance. »

C'est là, croyons-nous, une présomption de volonté qui ne repose sur aucun fondement sérieux ; il nous semble au contraire qu'en adoptant le régime de la communauté d'acquêts, les époux ont entendu restreindre les

droits de cette communauté pour se conserver propres la plupart de leurs biens. On peut citer toutefois, dans le sens de la théorie de M. Troplong, un arrêt de la Cour de Bordeaux du 3 février 1873 (1 et 2).

§ III. Troisième différence.

L'article 599, au titre de l'usufruit, interdit à l'usufruitier le droit de réclamer, à la cessation de l'usufruit, aucune indemnité pour les améliorations qu'il prétendrait avoir faites, encore que la valeur de la chose en fût augmentée : nous allons voir qu'en matière de communauté cette règle de l'article 599 ne peut pas s'appliquer; l'article 1437, dont nous avons donné déjà l'explication, s'y oppose absolument : « Toutes les fois, dit cet article, qu'il est pris sur la communauté une somme, soit pour acquitter les dettes personnelles à l'un des époux... soit pour la conservation ou l'amélioration de ses biens personnels, et généralement toutes les fois que l'un des époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté, il en doit la récompense. »

La loi ne veut pas que l'une des trois masses de biens s'enrichisse au détriment de l'une des deux autres; elle ne veut pas que l'un des époux s'enrichisse aux dépens de la communauté; la prohibition de s'avantager indirectement entre conjoints est absolue et ne souffre point d'exception; voilà pourquoi il est fait ici exception à la règle de l'article 599; voilà pourquoi, à la différence d'un usufruitier ordi-

(1) Bordeaux, 3 février 1873. (Dalloz 73.2.162), v. en sens contraire Rouen, 23 mars 1855 (Dalloz, 55.2.344).

(2) Sur la 2^e différence V. GUILLOUARD, *C. de M.* T. 3, n^o 1453, p. 347. — MARCADÉ, T. V, p. 663 sous l'article 1498. — TROPLONG, *C. de M.* T. 3, n^o 1869, p. 373. — AUBRY et RAU, V, § 522, p. 452, texte et note 21. — BAUDRY-LACANTINERIE, T. 3, p. 170, n^o 254.

naire, la communauté, en tant qu'usufruitière des biens propres des époux, peut, en vertu de l'article 1437, réclamer une indemnité pour les améliorations qu'elle aurait apportées aux biens propres des conjoints.

Nous disons que la communauté a droit à une récompense pour les améliorations qu'elle a conférées aux propres de l'un ou de l'autre des conjoints. Il ne faut cependant pas formuler ce principe d'une façon trop générale et il importe de faire quelques réserves sur son application. Il est en effet indispensable de faire des distinctions entre les divers genres d'améliorations ou de réparations que la communauté a pu faire aux immeubles des époux.

Tout d'abord, il est une catégorie de réparations qui restent sans aucun doute à la charge de la communauté, et pour lesquelles celle-ci n'a droit à aucune récompense ; ce sont *les réparations d'entretien ou usufruitaires* ; la communauté doit les supporter, parce qu'elles sont une charge de sa jouissance ; elle jouit des biens propres des époux, elle doit donc prendre à sa charge les réparations d'entretien, qui ont toujours été considérées comme devant être payées avec les revenus, c'est d'ailleurs la volonté formelle du législateur ; l'article 1409 dispose en effet que la communauté se compose passivement... 4^o *des réparations usufruitaires des immeubles qui n'entrent point en communauté* ; la communauté est donc, à ce point de vue, tenue des obligations de l'usufruitier. Mais ici se pose une question fort importante.

Faut-il, à cause de cela, décider que la communauté demeure définitivement chargée, sans récompense, des *réparations d'entretien qui étaient nécessaires au moment du mariage* ?

Proudhon (1), et quelques auteurs après lui, ont soutenu

(1) PROUDHON, *Traité de l'usufruit*, T. V, section 1 du ch. 52, p. 475.

que la communauté avait droit à une récompense à raison de ces réparations d'entretien qui étaient nécessaires au moment du mariage ; Proudhon assimile presque complètement la communauté à l'usufruit et il en déduit tout naturellement cette première conséquence, que la communauté n'est obligée que d'entretenir les immeubles dans l'état où ils se trouvent au moment où elle les a reçus ; en outre ces réparations dont la communauté n'était pas tenue ont, suivant cet auteur, augmenté la valeur du propre et il serait dû par conséquent une récompense à la communauté, en vertu de l'article 1437, à raison de l'augmentation de valeur ainsi donnée au propre. Cette opinion ne nous paraît pas admissible ; on comprend que l'usufruitier ordinaire, lui, ne soit pas tenu de faire les réparations d'entretien nécessaires au moment de l'ouverture de l'usufruit, puisqu'aux termes de l'article 600, il ne prend les immeubles que dans l'état où ils se trouvent au moment où commence son droit de jouissance, et puisque l'article 605 ne le rend responsable des conséquences du défaut de réparations d'entretien, que depuis l'ouverture de l'usufruit. Mais la situation de la communauté est bien différente, surtout si nous nous plaçons sous le régime de la communauté légale, car non seulement elle acquiert alors la jouissance de tous les biens propres des époux, mais elle prend aussi tout l'actif mobilier des époux, et dans tous les cas, en supposant même qu'il ne s'agisse que de la communauté d'acquêts, elle acquiert également toutes les économies que les époux réaliseront pendant le mariage avec les produits de leur travail et de leur industrie ; or, ces économies sont précisément grevées de l'obligation de faire aux immeubles toutes les réparations nécessaires pour les remettre en bon bon état ; par conséquent, en prenant à sa charge les réparations d'entretien qui étaient nécessaires au moment du mariage, la communauté accomplit une obligation qui grève l'apport mobilier de l'époux, sous le

régime de la communauté légale, et qui grève également les économies réalisées pendant le mariage, aussi bien sous la communauté légale que sous la communauté d'acquêts, elle ne saurait donc avoir droit à aucune récompense au sujet de ces réparations et elle doit les supporter définitivement.

Il est vrai que, dans l'ancien droit, dans certaines coutumes tout au moins, et en particulier en Bretagne, lorsque le mari, au moment de son entrée en jouissance, avait dressé un état des propres de sa femme et des siens, ou appliquait à la communauté la règle admise en matière d'usufruit, c'est-à-dire que la communauté n'était tenue de rendre ces biens, au moment de sa dissolution, que dans l'état où ils se trouvaient à l'époque du mariage; et ce n'était qu'à défaut d'un état de lieux dressé au début de la jouissance de la communauté, que celle-ci était alors censée avoir reçu la jouissance d'immeubles en bon état, et qu'elle était alors tenue sans récompense même des réparations d'entretien qui étaient nécessaires au moment du mariage; mais nous venons de démontrer que, sous l'empire du code la communauté ne prenait pas les biens, comme l'usufruitier, dans l'état où ils se trouvaient et qu'elle était tenue de faire à ses frais les réparations d'entretien nécessaires au moment du mariage; par conséquent, il est certain qu'un état de lieux dressé par le mari avant le mariage ne déchargerait pas la communauté de son obligation et qu'elle resterait toujours tenue de supporter toutes ces réparations sans récompense. M. Toullier, auquel nous empruntons cette observation, ajoute qu'il ne faut pas en conclure qu'un état de lieux ne soit pas nécessaire en matière de communauté; selon lui, le mari, comme usufruitier, est obligé de dresser un état des biens au moment de son entrée en jouissance; nous aurons à nous demander plus loin s'il est bien vrai que cette obli-

gation soit imposée au mari comme représentant la communauté usufruitière (1).

La communauté, avons nous dit, supporte définitivement toutes les réparations d'entretien, ces réparations étant une charge de sa jouissance ; il est assez facile de déterminer quelles sont en pratique ces réparations d'entretien : il faut à ce sujet se reporter aux termes de l'article 606 du Code civil, au titre de l'usufruit ; cet article énumère les grosses réparations, lesquelles ne sont point à la charge de l'usufruitier ni de la communauté : « les grosses réparations, dit cet article, sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et couvertures entières, celui des digues et murs de soutènement et de clôture aussi en entier », et l'article ajoute : « toutes les autres réparations sont d'entretien ». Par conséquent, toutes les réparations qui ne rentrent point dans l'énumération que fait la loi des grosses réparations sont des réparations d'entretien et sont à la charge de l'usufruitier, comme de la communauté.

Il est une catégorie de dépenses d'entretien qu'il importe d'examiner plus spécialement : ce sont les dépenses relatives aux immeubles auxquels sont joints des objets, meubles par nature, mais immobilisés par destination, tels que les animaux servant à la culture, les ustensiles aratoires, etc. La difficulté vient de ce que l'usufruitier des meubles, non immobilisés par destination, n'est obligé de les rendre, à la cessation de son droit d'usufruit, que dans l'état où ils se trouvent, non détériorés par sa faute, après avoir fait, bien entendu, toutes les réparations d'entretien nécessaires pour maintenir les choses dans l'état où il les a reçues, mais sans être obligé de remplacer celles qui auraient péri par cas fortuit : on se demande alors si le seul fait que les meubles dont nous parlons se trouvent immobilisés par destination, change à ce point de vue, l'o-

(1) TOULLIER, t. 13, n° 161, p. 226 et 227.

bligation de l'usufruitier ou de la communauté usufruitière des propres des époux ? On se demande, en un mot, si l'usufruitier ou la communauté, ne sont pas tenus de remplacer les meubles accessoires d'un immeuble propre, immobilisés par destination lorsqu'ils ont péri par cas fortuit ? Des auteurs soutiennent que l'usufruitier n'est obligé de rendre ces meubles que dans l'état où ils se trouvent, non détériorés par sa faute ; ils invoquent ce principe général que la diminution ou la perte d'une chose ne pèse que sur le propriétaire quand elle survient *par cas fortuit*, de même que l'augmentation de valeur serait à son profit ; bien que ces objets soient réputés immeubles par destination, l'obligation de les rendre aurait toujours pour objet des corps certains et déterminés, suivant ces auteurs, et par conséquent cette obligation devrait s'éteindre par la perte fortuite de la chose, conformément aux dispositions de l'article 1302.

Cette argumentation ne saurait nous convaincre et nous croyons que l'usufruitier, aussi bien que la communauté, sont tenus de remplacer les meubles accessoires dont s'agit, lorsqu'ils viennent à périr par cas fortuit, et de les reproduire en nature ou en équivalent, à la fin de l'usufruit, s'il ne les ont point remplacés pendant le cours de leur jouissance : ces meubles sont en effet des accessoires des immeubles propres dont la communauté ou l'usufruitier ont la jouissance ; ils sont devenus des immeubles par destination ; ils sont nécessaires à l'immeuble, pour que celui ci puisse produire tous les revenus qu'il est dans sa destination de produire : le remplacement de ces objets, constitue donc au premier chef, à notre avis, une catégorie importante de réparations d'entretien : ce ne sont point, d'ailleurs, des grosses réparations, puisqu'elles ne rentrent pas dans l'énumération de l'article 606 ; par conséquent ce sont bien des réparations d'entretien qui demeurent à la charge de la communauté ou de l'usufruitier sans récompense.

Il est vrai que la perte fortuite d'un corps certain éteint l'obligation dont ce corps certain était l'objet ; mais un immeuble n'est pas détruit par la perte de ses accessoires ; si ces accessoires périssent, l'immeuble se trouve détérioré, mais il subsiste toujours ; l'objet de l'obligation existe donc encore et comme l'usufruitier doit entretenir l'immeuble dans l'état où il l'a reçu, et que la communauté doit toujours l'entretenir en bon état, ils sont, à notre avis, tous deux, obligés de remplacer ces accessoires quand ils viennent à manquer, de même qu'ils seraient tenus de réparer une brèche dans un mur de clôture d'un fonds dont ils ont la jouissance ; ainsi, la communauté doit remplacer ceux de ces meubles accessoires qui ont péri par cas fortuit, car ce sont des réparations d'entretien usufruituaires qu'elle est obligée de faire sans avoir droit à aucune récompense ou indemnité (1).

Nous verrons que les grosses réparations, au contraire, ne sont point à la charge de la communauté, ou que tout au moins elle ne doit pas les supporter définitivement ; disons cependant que la communauté devrait en payer les frais, sans avoir droit à récompense, si ces grosses réparations avaient été occasionnées par le défaut d'entretien, comme dans le cas par exemple où une couverture entière viendrait à s'effondrer par suite de ce que depuis plusieurs années on n'avait rien fait pour l'entretenir en bon état. Dans ce cas, en effet, l'article 605 met les grosses réparations à la charge de l'usufruitier et il en est certainement de même pour la communauté, qui au point de vue des réparations d'entretien, est soumise aux mêmes obligations que l'usufruitier, sauf les exceptions que nous avons vues. Mais M. Toullier prétend qu'il n'y a aucune distinction à faire entre le cas où ces grosses réparations occasionnées par un défaut d'entretien se trouveraient à faire sur un immeuble *du mari* et celui où elles devien-

(1) TOULLIER t. 13, n. 163, p. 232 et suivantes.

draient nécessaires sur un immeuble *de la femme*. Le mari, suivant cet auteur, étant maître de la communauté, le défaut d'entretien est bien une faute qui lui est personnelle et il est bien responsable de toutes les dégradations survenues par sa négligence. Mais il engage la communauté par ses fautes et par ses dettes, et comme la communauté a d'ailleurs profité de cette négligence, en ce sens qu'elle n'a eu à déboursier aucune somme pour faire les réparations d'entretien que le mari a négligé de faire, il est juste qu'elle supporte définitivement dans cette hypothèse les grosses réparations (1). Nous admettons parfaitement que la communauté, qui régulièrement ne prend à sa charge que les réparations d'entretien, devrait supporter aussi définitivement les grosses réparations qui deviendraient nécessaires sur les propres *de la femme* par suite d'un défaut d'entretien ; il y a à ce point de vue une ressemblance complète entre la communauté et l'usufruitier ; mais nous ne sommes plus du même avis quand il s'agit des biens *du mari* ; remarquons bien en effet que si celui-ci a négligé de faire sur ses biens propres les réparations d'entretien nécessaires, et que si des grosses réparations sont alors devenues indispensables, il y a là une faute de la part du mari et il ne nous semble pas juste de vouloir la faire supporter définitivement par la communauté, ce qui reviendrait à mettre la moitié de la dépense à la charge de la femme. Sans doute, il est vrai que toute faute du mari engage la communauté, mais il faut bien reconnaître que si l'on admet la solution générale de M. Toullier, le mari, dans notre espèce, s'enrichira aux dépens de la communauté et aux dépens de la femme ; car, en définitive, c'était le mari qui devait supporter seul les grosses réparations sur son immeuble, si elles n'avaient point été rendues nécessaires par suite du défaut d'entretien ; est-il donc admissible alors que, ce soit la communauté qui les

(1) TOULLIER, t. 43, n. 163, p. 230.

supporte parce qu'il y a eu négligence de la part du mari ? Remarquons bien que, si on admet cela, il y aura là, pour le mari, un moyen très simple de ne jamais supporter seul les grosses réparations à faire sur son immeuble propre ; il n'a qu'à se montrer toujours négligent, à ne point entretenir son bien en bon état ; de cette façon, quand ce défaut d'entretien rendra nécessaire une grosse réparation, la communauté, en tant qu'usufruitière, répondant de la négligence du mari, supportera toute la dépense, de sorte que le mari n'en payera en réalité que la moitié ; ainsi, le mari s'enrichira aux dépens de la communauté et aux dépens de la femme, ce que la loi ne veut pas ; voilà pourquoi nous ne croyons pas devoir admettre que la communauté doive supporter définitivement l'intégralité de la dépense de grosses réparations que le mari a rendu nécessaires sur ses propres, par suite de sa négligence à faire les réparations d'entretien ; on ne comprendrait pas qu'une faute du mari pût le rendre créancier d'une indemnité. Il est certain cependant que si la communauté ne doit pas, dans ce dernier cas, supporter le montant intégral de ces grosses réparations, elle doit au moins y contribuer dans la mesure de ce qu'auraient coûté les réparations d'entretien, si le mari les avaient faites ; la communauté, en effet, ne doit pas à son tour s'enrichir aux dépens de l'un des époux ; or, elle devait supporter les réparations d'entretien, et si on ne mettait à sa charge aucune part de la dépense, elle s'enrichirait aux dépens du mari jusqu'à concurrence des sommes qu'elle aurait dû déboursier pour l'entretien ; il se peut cependant que la négligence du mari ait causé à la communauté un préjudice en troublant sa jouissance ; elle aura droit alors à une indemnité et pourra peut-être être dispensée de payer sa dette au mari, s'il y a compensation (1).

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* t. 2, n° 667, p. 174 et 175. BAUDRY-LACANTINERIE, t. 3, p. 68, n° 99 *in fine*.

Ainsi, la communauté, pas plus que l'usufruitier, ne supporte définitivement en principe les grosses réparations ; elles ne sont à sa charge que si elles sont devenues nécessaires par suite du défaut de réparations d'entretien, au moins quand il s'agit des propres de la femme, conformément à la disposition de l'article 605. A ce point de vue, la communauté ressemble donc à un usufruitier ordinaire ; mais, si l'usufruitier supporte ainsi les grosses réparations, dans l'hypothèse que nous venons d'examiner, et qui est prévue par l'article 605, remarquons bien, qu'en dehors de ce cas, il n'est jamais tenu de faire les grosses réparations et ne serait jamais responsable de ne les avoir point faites. Au contraire, la communauté pourrait être obligée dans certains cas de faire l'avance d'une grosse réparation, et serait responsable si on ne l'avait pas faite : c'est dans le cas où une grosse réparation deviendrait indispensable, pendant le cours de la communauté, sur un immeuble de la femme et où le mari négligerait de la faire : en effet, comme administrateur du patrimoine de la communauté et des biens de la femme, le mari est obligé de faire cette grosse réparation ; sans doute, s'il accomplit cette obligation qui lui incombe, cela ne veut pas dire que la communauté qu'il représente devra en supporter définitivement la dépense ; ce n'est en effet qu'une avance qu'il fait alors à la femme avec de l'argent appartenant à la communauté, et la femme en devra plus tard récompense à celle-ci dans la mesure que nous déterminerons ; mais il n'en est pas moins vrai que, comme administrateur, il est tenu de faire cette grosse réparation, si elle devient nécessaire pendant le cours du mariage sur un immeuble appartenant à son épouse.

Voilà donc un cas dans lequel la communauté, à la différence d'un usufruitier ordinaire, est obligée de faire, par l'intermédiaire du mari qui la représente, une grosse réparation pendant le mariage, sauf à s'en faire

récompenser plus tard au moment de sa dissolution(1).

Nous avons dit que, contrairement à l'usufruitier, la communauté avait droit, en vertu du principe posé par l'article 1437, à une récompense, pour les améliorations qu'elle aurait apportées de ses deniers pendant le mariage aux propres des conjoints : mais jusqu'ici nous n'avons rencontré que des dépenses au sujet desquelles la communauté n'a précisément droit à aucune récompense ; ce sont les réparations d'entretien qui lui incombent définitivement, comme étant une charge de sa jouissance. Nous devons déterminer maintenant quelles sont les améliorations qui nous sont, pour la communauté, une cause de récompense et quel est, suivant les cas, le montant de l'indemnité qui lui est due ?

Tout d'abord, lorsque, pendant le mariage, on a pris de l'argent dans la caisse de la communauté pour faire des *grosses réparations* aux immeubles propres des conjoints, il y a certainement lieu d'en récompenser la communauté ; cette solution n'est que la stricte application des termes de l'article 1437, qui dispose qu'une indemnité sera due à la communauté, toutes les fois qu'il aura été pris dans son actif une somme pour « *la conservation* » des biens personnels des époux. La communauté a donc droit à une récompense pour les grosses réparations dont elle a fait l'avance pendant le mariage.

Mais les grosses réparations énumérées par l'article 606, c'est-à-dire celles qui sont nécessaires à la conservation même de l'immeuble ne sont pas les seules qui aient pu être faites pendant le cours du mariage ; en dehors de ces grosses réparations, en dehors aussi des réparations d'entretien, il peut avoir été apporté à l'immeuble plusieurs améliorations, qui ne sont ni des grosses répara-

(1) GUILLOUARD *C de M.* t. II n. 666, p. 174. MARCADÉ, V. sous l'art. 1410, p. 503.

tions nécessaires, ni des réparations d'entretien ; on distingue en effet trois sortes de dépenses dont les frais ont pu être ainsi avancés par la communauté ; il y a des *dépenses nécessaires*, des *dépenses utiles*, et des *dépenses purement voluptuaires*.

Les dépenses nécessaires sont celles sans lesquelles l'immeuble aurait péri, ou aurait été sérieusement mis en danger : Telles sont les grosses réparations de l'article 606, ce sont en un mot celles qu'il était absolument indispensable de faire.

Les dépenses utiles sont celles qui n'étaient pas nécessaires pour la conservation de l'immeuble, mais qui l'ont amélioré et qui ont augmenté sa valeur : les constructions nouvelles par exemple, qui auraient été élevées sur un fonds propre à l'un des époux, sont en général considérées comme des impenses utiles.

Enfin, les dépenses voluptuaires sont des dépenses d'agrément, qui n'étaient ni nécessaires, ni utiles, et qui n'ont donné à l'immeuble aucune augmentation appréciable de valeur ; telles sont par exemple les dépenses d'ornementation.

Pour déterminer exactement en pratique à laquelle de ces catégories appartient telle ou telle réparation, on est souvent obligé de tenir compte des diverses circonstances qui se présentent, et en particulier de la nature et de la destination de l'immeuble. C'est ainsi que des dépenses d'embellissement sont purement voluptuaires, quand elles s'appliquent par exemple, à une maison de campagne que le propriétaire habite lui-même, au lieu que les mêmes dépenses faites à une maison de rapport destinée à être louée pour procurer un revenu, peuvent très bien être regardées comme des dépenses utiles, parce qu'elles sont faites pour élever le prix du loyer et pour donner à l'immeuble un plus grand rapport ; dans ce cas, elles donnent au fonds une plus value et ce sont bien alors des dépenses

utiles (1); de même une dépense simplement utile peut devenir dans certains cas une dépense nécessaire : si, par exemple, une maison destinée à être louée a été détruite par un incendie, et si on la reconstruit, il peut très bien y avoir là une dépense nécessaire, si on suppose que la reconstruction était indispensable pour faire produire au terrain tout le revenu qu'il était destiné à donner (2). Cette classification des diverses impenses en trois catégories, a une très grande importance, car nous allons voir que le chiffre de la récompense due à la communauté, est différent, suivant qu'il s'agit de l'une ou de l'autre d'entre elles.

En premier lieu, il est un point qui ne saurait faire l'objet d'aucun doute, c'est qu'il est dû récompense à la communauté pour les *impenses nécessaires* dont celle-ci a fait l'avance pendant le cours du mariage; cela ressort des termes mêmes de l'article 1437, car il s'agit là de frais qui ont été faits pour la conservation même de l'immeuble, et nous allons voir qu'on s'accorde à reconnaître que l'indemnité, qui est alors due à la communauté, doit être la représentation totale des sommes qu'elle a déboursées pour faire ces réparations indispensables, et que la communauté n'a pas seulement droit au montant de la plus value que les travaux ont conférée à l'immeuble. Nous croyons même que la récompense serait toujours due, alors même que le bien sur lequel les réparations ont été faites, viendrait à périr avant la dissolution de la communauté : si en effet, la dépense était nécessaire au moment où elle a été faite, ce n'est pas parce que l'immeuble a péri par la suite, qu'elle a cessé d'être nécessaire, et si on n'accordait point de récompense à la communauté dans cette hypothèse, il en résulterait un enrichissement pour le conjoint propriétaire aux dépens de la communauté;

(1) Besançon, 3 mars 1863. (D. 63. 2. 49).

(2) Cassation, 9 novembre 1864. (D. 65. 1. 169).

c'était la solution admise dans l'ancien droit et nous croyons qu'il faut l'admettre encore aujourd'hui sous l'empire du Code civil.

Recherchons maintenant *quel est le montant de l'indemnité* qui doit être allouée à la communauté comme récompense, aussi bien quand il s'agit des dépenses nécessaires que lorsqu'il s'agit de celles des dépenses d'amélioration pour lesquelles une récompense est due.

Quand la plus-value donnée à l'immeuble est exactement égale au montant de la dépense, il n'y a évidemment aucune difficulté ; la totalité de l'avance faite doit alors être remboursée à la communauté. De même quand il s'agit de dépenses nécessaires, tout le monde s'accorde à reconnaître que la communauté a le droit de réclamer tout ce qu'elle a déboursée, sans que l'on ait à se préoccuper de la plus-value que les travaux ont pu conférer à l'immeuble : si on suppose en effet qu'il s'agit d'une dépense vraiment nécessaire, il est clair que, si elle n'avait point été faite des deniers de la communauté, le conjoint propriétaire aurait été obligé de la faire à ses frais ; il s'est donc évidemment enrichi de tout ce qui a été déboursé par la communauté ; or il doit récompense à celle-ci, conformément à l'article 1437, de tout ce dont il s'est enrichi à son détriment ; ce n'est là d'ailleurs que l'application d'un principe de droit commun : toutes les fois que le propriétaire d'une chose est tenu de rembourser à un tiers les dépenses nécessaires que celui-ci a faites sur son bien, il doit toujours les lui rembourser en totalité, et non pas seulement dans la mesure de la plus-value ; la loi a fait, à plusieurs reprises, des applications de ce principe (par exemple, dans l'article 862, au sujet des remboursements à faire au donateur qui fait un rapport en nature). Sur ces deux premiers points, il n'y a donc aucune difficulté.

Mais le même accord ne règne pas parmi les auteurs

lorsqu'il s'agit de déterminer le montant de la récompense due à la communauté, au cas où il s'agit de dépenses utiles ou purement voluptuaires. Faut-il rembourser à la communauté la totalité de la somme que celle-ci a déboursée, ou bien faut-il lui attribuer seulement une récompense représentant la plus-value que les travaux ont donnée à l'immeuble ?

La règle généralement admise dans l'ancien droit était qu'il était dû récompense à la communauté pour les dépenses utiles, mais seulement jusqu'à concurrence de la plus value conférée au fonds. Quant aux impenses voluptuaires, c'est-à-dire celles qui n'ont pas donné de plus value, il n'était dû à leur occasion aucune récompense à la communauté. Les auteurs sont aujourd'hui très divisés sur cette question : Les uns, comme Marcadé, M. Laurent et un grand nombre d'autres jurisconsultes, prétendent qu'il est dû récompense à la communauté de tout ce qu'elle a déboursé, aussi bien quand il s'agit de dépenses voluptuaires que lorsqu'il s'agit de dépenses utiles, et que ce n'est pas seulement dans la mesure de la plus value que la communauté a droit d'être indemnisée. La communauté, dit-on, a joué le rôle d'un banquier, les époux lui ont emprunté de l'argent pour faire des réparations sur leurs immeubles, la communauté n'a pas à s'inquiéter de l'emploi qui a été fait de son argent, elle doit être considérée comme un prêteur étranger et doit par conséquent être remboursée de la totalité de ses avances : Marcadé invoque l'article 1408 qui, dans un cas, accorde très formellement à la communauté le remboursement de toute sa dépense, et il prétend que rien n'est plus juste et plus naturel que de généraliser cette disposition ; nous ne croyons pas que l'on doive s'arrêter devant cette argumentation ; l'article 1408 prévoit en effet le cas où la communauté a fait, de ses propres deniers, pour le compte de l'un des conjoints, l'acquisition d'un immeuble ; c'est un propre qui a été

acheté par l'un des époux, mais qui a été payé des deniers de la communauté ; on comprend assez facilement qu'il soit dû dans ce cas récompense à la communauté de tout son prix d'acquisition ; mais il nous semble qu'il n'y a aucun rapprochement possible entre cette hypothèse et celle dont nous nous occupons relativement aux dépenses utiles ou voluptuaires : ce sont deux cas complètement différents l'un de l'autre ; dans le premier, il s'agit du paiement du prix d'acquisition d'un immeuble propre acheté par la communauté pour le compte d'un conjoint ; dans le second cas, il s'agit d'améliorations qui ont été apportées à un immeuble : l'article 1408 ne saurait donc être invoqué ici pour donner une solution à la question que nous examinons, et c'est bien l'article 1437 qui a posé le principe que nous devons appliquer.

Bien qu'au premier abord, le législateur ait semblé se contredire dans les termes de cet article, en disposant en premier lieu qu'il est dû récompense à la communauté de toute somme qu'elle aurait déboursée, puis en disant ensuite qu'il est dû seulement récompense du profit que le conjoint a tiré de la dépense, il y a là une contradiction plus apparente que réelle, et il est très facile de comprendre quelle a été l'idée du législateur. Quand la loi dispose qu'il est dû récompense à la communauté de tout ce qu'elle aurait avancé, elle entend évidemment parler des dépenses nécessaires, c'est-à-dire de celles qu'il était indispensable de faire ; lorsqu'au contraire elle parle de la récompense qui est due par le conjoint pour le profit personnel qu'il a pu retirer de la dépense, elle vise les dépenses utiles et elle décide alors que, dans ce dernier cas, l'indemnité, qui doit être allouée à la communauté, doit seulement représenter la somme dont le conjoint s'est enrichi personnellement, c'est-à-dire la plus-value que la dépense a conférée à l'immeuble. Cette solution se justifie très bien, les dépenses utiles, sont en effet des dépenses qu'on pouvait, à

la rigueur ne pas faire ; elles n'étaient point indispensables ; on peut donc croire que si la communauté ne les avait pas faites, le conjoint propriétaire n'aurait pas voulu, lui non plus, faire cette dépense sur ses biens personnels ; on ne procède en général à des travaux d'amélioration sur son immeuble que lorsqu'on a de l'argent disponible provenant des économies réalisées : c'est donc précisément quand l'époux a trouvé cet argent disponible dans la caisse de la communauté qu'il a pu avoir la pensée de faire des améliorations sur son fonds ; on ne peut donc pas dire, qu'en procédant à ces travaux, le conjoint propriétaire s'enrichisse de tout ce qu'il a emprunté à la communauté, puisqu'il est probable que s'il n'avait point trouvé dans la caisse commune des sommes provenant des économies réalisées, il n'eût point fait ces dépenses ; il ne s'enrichit donc que jusqu'à concurrence de la plus-value qu'il a ainsi conférée à son immeuble : or, il ne doit jamais récompense à la communauté que du montant de son enrichissement. Nous avons vu, au contraire, que pour les dépenses nécessaires avancées par la communauté, le conjoint s'enrichissait bien jusqu'à concurrence de la totalité de la dépense et qu'il devait alors l'indemniser complètement de ce qu'elle a payé. Quant aux dépenses purement voluptuaires, si nous supposons que ce ne sont que des dépenses d'agrément, ne donnant à l'immeuble aucune plus-value, nous croyons que la communauté, qui les a faites n'a droit, à cause d'elle, à aucune indemnité, car elles n'ont procuré aucun enrichissement à l'époux propriétaire ; ajoutons toutefois que si des dépenses voluptuaires avaient donné une plus-value à l'immeuble, il serait dû récompense à la communauté jusqu'à concurrence de cette plus-value ; mais remarquons bien que, s'il y a eu une augmentation de valeur, on ne peut plus, suivant nous, considérer les dépenses comme simplement voluptuaires et nous croyons qu'il faut y voir des dépenses utiles.

Nous croyons d'ailleurs qu'il n'est point juste de vouloir assimiler la communauté à un banquier étranger, qui aurait prêté de l'argent aux conjoints et qui aurait par conséquent droit au remboursement total de ses avances ; il ne faut pas oublier en effet, que la communauté a la jouissance des propres des époux, et qu'elle jouira alors des améliorations que les dépenses auront apportées aux immeubles ; elle n'était donc pas complètement désintéressée en faisant ces dépenses ; et s'il en est ainsi, il est bien juste qu'elle ne puisse réclamer comme indemnité que le montant de la plus-value ; remarquons encore que le mari est le maître de la communauté ; c'est lui qui, le plus souvent, a procuré des économies à celle-ci à l'aide des gains provenant de son travail ; pourquoi l'empêcherait-on d'employer ces économies à faire des travaux utiles sur ses propres ou sur ceux de son épouse ? Il aurait pu, comme le font remarquer nos anciens auteurs, dépenser l'argent de la communauté, en se livrant au plaisir et au jeu ; la communauté, dans ce cas, ne pourrait lui demander aucun compte de ses dépenses, car elle ne peut lui demander compte que d'un enrichissement qu'il se serait procuré à lui-même ou qu'il aurait causé à sa femme. Il est donc juste qu'elle ne lui demande compte des dépenses d'amélioration que jusqu'à concurrence de son enrichissement ; ainsi, ce n'est que lorsqu'il y a une plus-value conférée à l'immeuble que la communauté a droit à une récompense, quand il s'agit d'une dépense utile, et s'il s'agit d'une dépense purement voluptuaire, comme il n'en est résulté aucune augmentation de valeur pour l'immeuble, il n'est dû aucune indemnité à la communauté qui l'a faite. On rencontre d'ailleurs chez les auteurs qui admettent l'opinion contraire, de nombreuses contradictions : ils devraient, pour être logiques, décider, que dans tous les cas, que les impenses soient utiles ou voluptuaires, la récompense due à la communauté doit égaler la totalité de ses avances, sans qu'on ait

à s'occuper de la plus-value ; au lieu de cela, la plupart de ces auteurs, ne vont pas jusque là : MM. Rodière et Pont, par exemple, admettent qu'il n'est pas dû de récompense à la communauté pour les dépenses de pur embellissement. Marcadé et M. Laurent prétendent que s'il s'agit de travaux faits par le mari sur l'immeuble de sa femme, celle-ci ne doit récompense à la communauté que jusqu'à concurrence de la plus-value ; en effet, dit M. Laurent, le mari administre mal en exécutant sur les immeubles de sa femme des travaux d'agrément ou même des travaux utiles, si ces travaux ne donnent pas un enrichissement égal à la dépense faite ; il serait donc responsable de sa mauvaise gestion, et la communauté en répondrait avec lui, en ne recevant comme indemnité que le montant de la plus-value. Nous ne comprenons pas comment M. Laurent peut admettre une solution aussi peu logique : si on assimile la communauté à un prêteur étranger, il faut dire qu'elle a, dans tous les cas, le droit de se faire rembourser toute la dépense, sans avoir à se préoccuper de la plus-value. Quant à nous, nous avons vu que cette assimilation n'était pas possible ; nous déciderons donc qu'il n'est dû récompense à la communauté, pour les dépenses utiles, que jusqu'à concurrence du montant de la plus-value conférée à l'immeuble. Pour le reste de la dépense, c'est une perte sèche que la communauté supporte en compensation de sa jouissance : c'est dans ce sens qu'est fixée aujourd'hui la Jurisprudence (1).

Ainsi, pour les dépenses utiles, la communauté n'a droit à une indemnité que jusqu'à concurrence de la plus-value ; mais remarquons bien que ce n'est point à l'époque où les travaux ont été faits, mais au moment de la dissolution du mariage,

(1) Cassation, 14 mars 1877 (Dalloz, 77.1.353.), v. cependant en sens contraire : arrêt de la Cour de Paris du 6 août 1872 (D. 72. V. 94).

qu'il faut estimer la plus-value pour en récompenser la communauté. Il ne faut pas oublier en effet que, pendant tout le temps que dure le mariage, c'est la communauté qui jouit de l'augmentation de valeur donnée au fonds ; par conséquent, ce n'est qu'à l'époque où cesse le droit de jouissance de la communauté, que le conjoint s'enrichit de ce qui subsiste alors de la plus-value ; c'est donc bien à ce moment qu'il faut apprécier cette plus-value, afin d'estimer la récompense due à la communauté. Il est bien entendu que dans l'estimation qui sera faite de cette augmentation de valeur, il ne faudra jamais tenir compte des améliorations qui auraient une cause étrangère aux travaux ; la communauté en effet n'a droit à une indemnité, quand le conjoint s'est enrichi, que si cet enrichissement a eu lui aux dépens de son patrimoine.

Il peut se faire que la plus-value soit supérieure à la dépense, cela arrive quand les travaux, ont été faits d'une façon particulièrement intelligente ; on a dépensé peu d'argent et on a donné au fonds une valeur considérable ! Ne doit-on pas décider que, dans cette hypothèse, comme dans l'hypothèse inverse, la communauté a toujours droit au remboursement de la plus-value alors même que cette plus-value serait supérieure à la dépense ?

Presque tous les auteurs admettent, pour ainsi dire sans discussion, que le conjoint ne doit, dans ce cas, rembourser à la communauté que le montant de la dépense faite ; c'était, dit M. Guillouard, l'opinion admise dans l'ancien droit et il ajoute que cette solution se justifie très bien, car si la communauté pouvait recevoir plus que ce qu'elle a déboursé, ce serait elle qui s'enrichirait par des travaux réalisés sur un immeuble propre de l'un des conjoints, résultat qui serait évidemment opposé à la règle de l'article 1433. Nous ne nions point que, si l'on rembourse à la communauté la totalité de la plus-value, il doive en résulter un enrichissement au profit de la communauté ; mais remarquons,

avec M. Toullier (1), que si la plus-value est supérieure à la dépense, on peut très bien voir, dans cette plus-value, un véritable produit de l'industrie et des soins de celui des conjoints qui a pris la direction des travaux ; n'est-il pas juste alors que la communauté profite de cette plus-value tout entière puisqu'elle est un produit de l'activité des époux ? Nous croyons donc, contrairement à l'opinion généralement admise, que, dans cette hypothèse où la plus-value est supérieure à la dépense, la communauté a droit au remboursement de toute la plus-value, car il y a là une richesse qui est tombée dans la communauté.

Telle est la troisième différence qui sépare le droit de jouissance de la communauté d'un droit d'usufruit ordinaire : tandis que l'usufruitier, aux termes de l'article 599, ne peut réclamer aucune indemnité pour les améliorations qu'il prétendrait avoir faites sur le fonds soumis à son droit d'usufruit, la communauté, au contraire, a droit, en vertu de l'article 1437, à une récompense, dans la mesure que nous avons déterminée, pour les dépenses qu'elle a pu faire pendant le mariage sur un immeuble appartenant à l'un des conjoints (2).

§ IV. Quatrième différence.

Nous avons déjà laissé entendre que, si la communauté avait droit à certaines indemnités lors de sa dissolution, elle ne devait pas, non plus s'enrichir aux dépens des

(1) TOULLIER, t. XIII, p. 243.

(2) Sur cette 3^e différence : V. AUBRY et RAU t. V, § 511 bis p. 367 et notes, GUILLOUARD. *C. de M.*, t. I, n° 415, p. 393. et t. II, sur l'article 1437 nos 983 à 998 p. 447 et nos 1 02 à 1012. TROPLONG. *C. de M.*, t. II. p. 462, nos 1182 et suiv. MARCADÉ t. V, art. 1437, p. 562 à 565. TOULLIER t. XIII, p. 223, nos 159 à 172.

époux, et que, par conséquent, elle devait aussi, dans certains cas, des récompenses à l'un ou l'autre des conjoints, lorsqu'elle s'était enrichie à son détriment. On peut dire qu'en vertu de l'article 1433 du Code civil, chaque époux se trouve, à la dissolution de la communauté, créancier de tout ce dont il a enrichi celle-ci pendant le mariage, et a droit à une indemnité ; c'est à propos de l'un de ces cas où il est dû récompense aux conjoints par la communauté, que nous rencontrons encore une importante différence entre le droit de jouissance de la communauté et celui d'un usufruitier ordinaire.

Supposons que l'un des époux ait, pendant le mariage, *aliéné un de ses immeubles propres moyennant une rente viagère* : Il est certain que s'il avait vendu son immeuble moyennant un capital, ou une somme d'argent représentant la valeur de cet immeuble, et que si ce prix était tombé dans la caisse de la communauté, celle-ci en devrait récompense au conjoint propriétaire ; mais en est-il de même dans notre espèce, et la communauté doit-elle une récompense à l'occasion de la rente viagère dont elle a profité ? La difficulté vient de ce que la communauté se trouve être, dans ce cas, en tant qu'ayant la jouissance des biens des époux, usufruitière d'une rente viagère propre à l'un d'eux ; or, aux termes de l'article 588 du Code civil, l'usufruitier d'une rente viagère a le droit d'en percevoir les arrérages, sans être tenu à aucune restitution. Faut-il appliquer à la communauté usufruitière cette règle de l'article 588, ou faut-il faire ici exception à cette règle à cause du principe de l'article 1433 ?

Une doctrine relativement récente s'est formée, qui soutient que la communauté ne doit, dans ce cas, aucune récompense, et que, par conséquent, il n'existe à ce point de vue aucune différence entre la jouissance de la communauté et celle d'un usufruitier ordinaire. Marcadé et MM. Rodière et Pont sont les principaux partisans de

cette théorie : Suivant ces auteurs, le droit de la communauté sur les immeubles des époux est un droit variable ; elle a l'usufruit des biens propres des conjoints : Si un immeuble qui appartient à l'un d'eux et qui rapportait à la communauté un revenu de cinq pour cent est remplacé pendant le mariage par un autre immeuble qui rapporte six pour cent, la communauté profitera de cet excédent de revenus et ne devra aucune récompense à l'époux propriétaire, car elle ne fait autre chose qu'exercer son droit d'usufruit ; en sens inverse, si l'immeuble qui rapportait cinq pour cent est remplacé par un autre ne rapportant plus que quatre pour cent, la communauté n'aura pas à se plaindre de cette diminution de revenus, et il ne lui sera dû, à cette occasion, aucune indemnité de la part de l'époux propriétaire de l'immeuble ; elle subit en cela les chances bonnes ou mauvaises de l'administration du mari ; elle est, à ce point de vue, purement et simplement usufruitière des propres des conjoints ; or, disent les auteurs que nous avons mentionnés, si l'époux remplace l'immeuble qui lui appartenait par une rente viagère, la communauté a toujours droit aux arrérages de cette rente, qui sont, sans aucun doute, des fruits civils, qu'elle acquiert par conséquent jour par jour, conformément aux règles que nous avons vues ; en recueillant ces arrérages, elle recueille des fruits ; elle ne fait donc qu'exercer son droit d'usufruit, et il n'y aurait par conséquent, dit-on, aucune raison d'exiger d'elle une récompense, sous le seul prétexte que les arrérages de la rente viagère représentent en partie le capital de l'immeuble aliéné, capital qui ne se retrouvera pas à la dissolution de la communauté. La communauté enfin, ajoutent ces auteurs, jouit des biens propres des époux tels qu'ils sont et comme il plaît à chacun des conjoints de les transformer ; elle jouit du patrimoine des conjoints, et subit par conséquent toutes les variations de valeur de ce patrimoine. En un mot, suivant

ces auteurs, il n'y aurait, au point de vue qui nous occupe, aucune différence entre l'usufruit ordinaire et le droit de jouissance de la communauté; la communauté ne devrait de récompense que pour le capital des biens des époux dont elle se serait enrichi, mais jamais pour les fruits (1).

Il est certain que lorsque les deux biens qui se succèdent dans le patrimoine du conjoint font tous deux l'objet d'un droit perpétuel, et que la substitution de l'un à l'autre ne produit d'autre circonstance qu'une différence de produits annuels, il n'est dû aucune récompense de part ni d'autre. Si par exemple un immeuble qui produisait cinq pour cent est remplacé par un autre rapportant six pour cent, nous reconnaissons très bien que la communauté profite de l'augmentation de revenus, sans devoir aucune récompense, et que, réciproquement, il ne lui est dû aucune indemnité pour une diminution de revenus ; ce n'est là que le résultat de l'exercice même du droit de jouissance qui appartient à la communauté sur les biens propres des époux. Mais nous ne croyons pas que l'on puisse faire le même raisonnement, quand, pendant le mariage, l'un des conjoints aliène un bien faisant l'objet d'un droit perpétuel contre un bien faisant l'objet d'un droit temporaire ; en un mot, si nous prenons l'hypothèse qui nous occupe, c'est-à-dire celle où l'un des époux a aliéné pendant le mariage un de ses immeubles moyennant une rente viagère, la communauté, sans doute, recueillera les arrérages de cette rente, parce que ce sont effectivement des fruits civils, mais elle devra, lors de sa dissolution, une récompense au conjoint pour une part au moins de ces arrérages, part que nous aurons à déterminer plus loin : l'article 1433

(1) RODIÈRE et PONT, II, n° 945. — MARCADÉ, t. V. art. 1436 n° II, p. 536 — Et dans ce sens Besançon, 18 février 1853 (Dalloz 1853, 2, 176.) — Et Nancy, juin 1853. (Dalloz, 54, 2, 10.)

dit en effet que la récompense est due toutes les fois qu'un immeuble propre est vendu et que le prix en est tombé dans la communauté ; la loi ne fait aucune distinction entre le cas où le prix consisterait en une rente viagère et celui où il consisterait en un capital ; d'autre part, les principes qui ont dicté cette solution de l'article 1433 conduisent au même résultat ; il est certain que la communauté s'est enrichie, puisque, pendant plusieurs années peut-être, elle a recueilli les arrérages de la rente bien supérieurs aux revenus du bien aliéné ; d'autre part, c'est bien au détriment de l'époux que la communauté s'est enrichie, car, lors de la dissolution de la communauté, l'époux ne retrouvera plus la valeur de son immeuble, si la rente est éteinte, ou n'en retrouvera qu'une valeur bien inférieure, si la rente existe encore ; et cette valeur en moins dont l'époux se voit privé à ce moment, c'est la communauté qui l'a absorbée ; il est donc juste qu'elle en doive la récompense. La doctrine adverse nous objecte que les arrérages de la rente viagère sont des fruits civils, que la communauté avait le droit de recueillir, comme toutes espèces de fruits, et que d'ailleurs l'article 588 dispense formellement l'usufruitier de toute récompense relativement aux arrérages qu'il a perçus ; à cette objection nous répondons que les arrérages des rentes viagères sont effectivement des fruits civils dont la communauté doit avoir la jouissance complète, quand il s'agit de rentes qui appartenaient aux époux lors de la célébration du mariage, ou qui leur sont échus pendant le mariage, conformément à l'article 1401, et que, dans ces cas là, il n'y a évidemment lieu à aucune récompense, mais que pour les rentes viagères qui constituent le prix de la vente d'un immeuble propre pendant le mariage, il est indispensable de se rendre compte de ce qu'elles représentent ; elles représentent sans doute pour partie les revenus de l'immeuble aliéné et, (à ce point de vue, il n'est dû aucune

indemnité); mais elles représentent aussi pour partie la valeur de cette immeuble, puisqu'il y a là une aliénation à fonds perdu moyennant un revenu annuel un peu plus considérable ; nous croyons que, pour cette partie là, il est dû une récompense par la communauté, car c'est un profit personnel qu'elle retire alors du bien de l'un des conjoints au détriment de ce conjoint.

Si l'article 588 assimile les arrérages d'une rente viagère à des fruits véritables, c'est donc uniquement pour le cas où il s'agit d'un véritable usufruit, et aussi pour celui où la rente viagère appartiendrait à l'un des époux avant le mariage, ou lui serait échu depuis à un titre quelconque ; mais il ne saurait en être ainsi dans notre espèce, car les arrérages représentent alors autre chose que des fruits, ils représentent un capital, et, en tant que représentant un capital propre à l'un des conjoints, ils ne peuvent entrer dans la communauté que moyennant une récompense ; en un mot, l'article 1433 et le principe qu'il pose, ont dérogé à la règle de l'article 588 en matière d'usufruit ; c'est une nouvelle différence entre le droit de jouissance de la communauté et celui d'un usufruitier ordinaire. Cette différence s'explique facilement, si l'on songe au but poursuivi par le législateur, quand il a formulé ce principe, que la communauté doit récompense de tout ce dont elle s'est enrichie au détriment des époux, et réciproquement ; la loi en effet ne veut pas que l'un des époux s'enrichisse au détriment de l'autre ; elle ne veut pas surtout que les conjoints se fassent de donations indirectes au-delà de la limite fixée par elle ; or, si l'on pouvait vendre un immeuble moyennant une rente viagère, sans exiger aucune récompense de la communauté, ce serait un moyen très simple pour les époux de se faire des libéralités indirectes et irrévocables, contrairement aux vœux du législateur, et contrairement aux dispositions de

l'article 1096, ce qui constituerait un grave danger pour la femme.

C'était la solution admise dans l'ancien droit : nos anciens auteurs l'adoptaient presque généralement ; ils ne discutaient que sur le *quantum de la récompense* que devait payer la communauté : on discute encore beaucoup aujourd'hui sur ce point ; nous ne donnerons point l'énumération de tous les systèmes qui se sont faits jours sur cette question ; la solution qui nous semble la plus rationnelle est celle qui était admise par Pothier, savoir que la récompense doit consister dans l'excédent des arrérages de la rente viagère sur les revenus du propre depuis l'aliénation de l'immeuble jusqu'à la dissolution de la communauté ; ainsi, voici une maison qui rapportait un loyer annuel de 500 francs ; elle a été vendue pendant le mariage moyennant une rente viagère de 1000 francs. Si la communauté a duré encore dix ans depuis cette aliénation, elle a recueilli en arrérages une somme totale de 10,000 francs, soit 1000 francs par an, au lieu qu'elle ne devait profiter que des 500 francs annuels que produisait l'immeuble vendu ; les 500 francs qu'elle a recueillis en plus chaque année représentent donc le capital de l'immeuble ; elle en devra récompense ; elle devra donc une récompense de 10 fois 500 francs, c'est-à-dire de 5000 francs, sans préjudice, bien entendu, du droit pour le conjoint de reprendre la rente si elle existe encore lors de la dissolution de la communauté. Certains auteurs prétendent que la communauté doit récompense de tout ce qu'elle a touché comme arrérages ; ce serait évidemment injuste, car elle a droit sans aucun doute à la portion de ces arrérages qui représente la valeur des revenus de l'immeuble vendu dont elle avait la jouissance avant l'aliénation. La jurisprudence a été longtemps hésitante sur cette question : un arrêt de Cassation du 1^{er} avril 1868 a admis la solution que nous avons cherchée à faire prévaloir ; un arrêt du

8 avril 1872 a également adopté cette manière de voir (1).

Ce que nous venons de dire relativement à la vente d'un immeuble moyennant une rente viagère, il faut le dire également pour le cas de la vente d'un immeuble moyennant un droit d'usufruit : et, d'une façon générale, disons qu'il est dû récompense par la communauté, toutes les fois qu'un droit perpétuel sur un immeuble est remplacé par un droit temporaire, c'est-à-dire toutes les fois que la communauté, en recueillant des arrérages ou fruits, touche autre chose que le revenu auquel elle avait droit et s'enrichit au détriment de l'un des époux ; il ne faut pas oublier en effet, comme nous l'avons vu, que la communauté n'a droit qu'aux revenus, c'est-à-dire aux produits des biens ayant le caractère de fruits, et que pour tout ce qu'elle a pu recueillir au-delà de cette part, elle doit une récompense : Ainsi, par exemple, si l'un des conjoints avait échangé la propriété d'un immeuble rapportant à la communauté un revenu annuel de 1000 francs, contre un droit d'usufruit rapportant 2000 francs, la communauté devrait, lors de sa dissolution, une récompense de 1000 francs par année de jouissance, car elle ne devait profiter que des 1000 francs de revenus annuels de l'immeuble, et les autres 1000 francs qu'elle a recueillis en plus chaque année représentent le capital de l'immeuble vendu : elle est donc obligé de les restituer. En sens inverse, si c'était un usufruit rapportant à la communauté un revenu annuel de 2000 francs, qui était remplacé pendant le mariage par un immeuble ne rapportant plus que 1000 francs de revenus, la communauté pourrait, dans certains cas, avoir droit à une ré-

(1) Cassation 1^{er} avril 1868 (Dalloz, 68. 1. 314). Cassation, 8 avril, 1872. (Dalloz. 72, 1, 408). et dans ce sens : TROPLONG, *C. de M.* II, n^o 1090, p. 369. AUBRY et RAU, V, § 511, texte et note 4, p. 352 et 353. GUILLOUARD, *C. de M.*, II, n^{os} 892 et 893, p. 364. BAUDRY-LACANTINERIE T, 3, p. 98. TOULLIER, T. 12, p. 511, n^o 350.

compense : sans doute, nous ne voulons pas dire qu'elle ait un droit acquis au revenu annuel de 2000 francs, puisqu'en principe elle subit les chances plus ou moins bonnes de l'administration du mari, mais il est certain que dans cette hypothèse, l'époux, auquel appartenait en propre le droit d'usufruit, va retrouver, s'il survit à la dissolution du mariage, un immeuble dans son patrimoine, c'est-à-dire un capital et une vraie propriété, au lieu qu'il ne devait avoir d'autre espérance que celle de retrouver un droit viager. Il va donc s'enrichir d'un droit perpétuel sur lequel il ne pouvait compter ; or c'est par suite d'un sacrifice que la communauté a fait sur les revenus annuels auquel elle avait droit, que cette propriété est survenue au conjoint usufruitier s'il survit ; celui-ci s'enrichit donc bien dans cette hypothèse au détriment de la communauté et nous pensons qu'il doit alors une récompense à celle-ci, et que cette récompense doit être égale au sacrifice que la communauté a dû faire chaque année sur les revenus auxquels elle avait droit.

Supposons que, pendant le mariage, le mari vende son immeuble propre, avec stipulation que l'acheteur payera son prix comptant et n'entrera cependant en jouissance qu'au bout de deux ans ; si cette clause se réalise, il est certain que la communauté va jouir pendant deux ans des fruits de l'immeuble et en même temps des intérêts du prix payé ; or, il est permis de supposer que cette clause n'a été obtenue par l'époux vendeur que moyennant une diminution considérable du prix de vente, et alors la jouissance des fruits pendant les deux années peut être considérée comme représentant la part de cette diminution du prix du capital de l'immeuble. Si donc il est démontré, en fait, que cela représente une portion du capital de l'immeuble, nous croyons que la communauté ne recueillera ces fruits des deux années extraordinaires de jouissance, qu'à charge d'en récompenser le conjoint propriétaire vendeur ;

c'est ce que semblent bien vouloir dire MM. Aubry et Rau(1), quand ils déclarent « que lorsqu'au moyen d'une concession ou d'une renonciation faite au détriment de ses biens propres, l'un des conjoints a amélioré la condition de la communauté, il est dû par celle-ci une récompense ». Mais, il faut alors supposer qu'il sera bien démontré en fait que ces deux années de jouissance représentent la partie de la valeur de l'immeuble dont le prix a été diminué lors de la vente ; car, si ce point n'est pas démontré, il n'y a là que des fruits et pas autre chose, et la communauté ne doit alors aucune récompense (2).

Supposons maintenant que l'époux possède *en propre* un *droit d'usufruit* ou une *rente viagère* : (Un droit d'usufruit sur un immeuble lui sera naturellement propre, si les conjoints sont mariés sous la communauté légale ; quant à la rente viagère, on peut supposer qu'il se l'est stipulée propre). Supposons qu'il vende pendant le mariage cet usufruit ou cette rente viagère *moyennant un prix (en capital)*, qui entre dans la caisse de la communauté ; *celle-ci devra-t-elle, au moment de sa dissolution, récompense du prix de cet usufruit ou de cette rente viagère dont elle s'est ainsi enrichie* ? C'est là une question très délicate et sur laquelle les auteurs sont loin d'être d'accord :

Pour la résoudre, il faut faire une distinction ; deux hypothèses peuvent se présenter.

1° Il se *peut* que l'époux usufruitier ou crédi-rentier (c'est-à-dire celui auquel le droit d'usufruit ou la rente viagère appartiennent en propre) *survive à la dissolution de la communauté*, ce qui arrivera par exemple si la communauté se dissout par la mort de l'autre époux. Dans ce cas là, par conséquent, le droit d'usufruit ou la rente viagère ne sont pas éteints par la dissolution de la communauté ; ils reviennent à l'époux

(1) AUBRY et RAU. V. § 511, p. 353

(2) MARCADÉ T. V. p. 558.

titulaire, qui en jouira désormais seul jusqu'à sa mort, époque où ces droits s'éteindront, puisqu'ils s'éteignent en général par la mort de l'usufruitier ou du crédi-rentier : nous supposons donc que, pendant le mariage, l'époux, sur la tête duquel était placé le droit d'usufruit ou la rente viagère, les a aliénés moyennant un prix, une somme d'argent, un capital quelconque ; et puis, nous supposons qu'il survit à la dissolution de la communauté. S'il n'avait point aliéné son droit d'usufruit ou sa rente viagère, il les retrouverait au moment de la dissolution de la communauté, puisque ces droits lui sont propres, et il pourrait désormais en jouir seul ; mais il les a aliénés pendant le mariage ; il a donc aliéné un propre dont le prix est tombé dans la communauté ; il est donc juste et naturel qu'il reprenne, au moment de la dissolution de celle-ci, le prix de son bien propre, au lieu de ce bien propre lui-même ; la communauté lui doit donc certainement dans ce cas récompense de ce prix ; elle a en effet touché le prix d'un propre et si elle ne le restituait pas, elle s'enrichirait au détriment de l'époux titulaire, qui, au lieu de retrouver son bien au moment de la dissolution, ne retrouverait rien et s'appauvrirait par conséquent de la valeur de ce propre.

Mais il s'agit de savoir quel sera le montant de la récompense due par la communauté dans cette première hypothèse ? Devra-t-elle récompense de la totalité du prix du droit d'usufruit ou de rente viagère, qui a été versé dans sa caisse pendant le mariage, eu gardant seulement les intérêts de ce prix ? Ou bien devra-t-elle seulement récompense de ce prix de vente, déduction faite de ce dont elle aurait dû profiter des revenus de l'usufruit ou des arrérages de la rente pendant tout le temps couru depuis la vente jusqu'à la dissolution de la communauté ? Voici par exemple un droit d'usufruit propre à l'un des conjoint, qui donnait à la communauté un revenu annuel de 2.000 fr. ; on vend cet usufruit pendant le mariage, moyennant un prix, un

capital qui ne rapportera plus que 1.500 fr. de revenus. Nous avons dit que la communauté devait rembourser le prix de vente, ce prix étant propre ; mais a-t-elle le droit de distraire de ce prix la somme nécessaire pour avoir toujours eu, pendant toute la durée du mariage, et même depuis l'aliénation, la jouissance des 2.000 fr. que produisait annuellement le droit d'usufruit ? En un mot, avait-elle un droit acquis à ces 2.000 fr. de revenus annuels que produisait l'usufruit, sans que la vente de cet usufruit ait pu rien y changer ? Ou bien doit-elle, à partir de l'aliénation, se contenter des 1.500 fr. d'intérêts annuels du prix de vente, et rembourser la totalité de ce prix sans pouvoir en faire aucune déduction ?

MM. Rodière et Pont et Marcadé prétendent que la communauté *doit récompense de la totalité du prix qu'elle a reçu* ; en effet, disent-ils, le droit d'usufruit était propre au conjoint ; celui-ci l'a aliéné pendant le mariage et le prix en est tombé dans la communauté ; celle-ci doit donc récompense de la totalité de ce prix, conformément à l'article 1433 du Code civil, qui dispose qu'il y a lieu à récompense de tout le prix, et cela d'une façon générale et sans faire aucune exception, le législateur n'ayant pas voulu que la communauté pût s'enrichir aux dépens du patrimoine de l'un des époux ; la communauté devrait donc récompense de la totalité du prix qui a été versé dans sa caisse ; elle n'en garderait que les intérêts, intérêts dont elle a joui jusqu'à sa dissolution, comme étant des revenus d'un capital propre à l'un des conjoints (1).

Sans doute, il est vrai que la communauté, étant usufruitière des biens des adjoints, n'avait pas un droit acquis et absolu au revenu annuel de 2.000 fr. que produisaient le droit d'usufruit ou la rente viagère, puisqu'elle est obli-

(1) RODIÈRE et PONT, II, n. 945. — MARCADÉ V, a. 1436, n° III p. 560.

gée de supporter les chances plus ou moins bonnes de l'administration du mari ; c'est ainsi que si un immeuble donnant un revenu de 1.000 fr. était remplacé pendant le mariage par un immeuble ne rapportant plus que 500 fr., la communauté n'aurait pas le droit de se plaindre, car ce n'est là qu'une conséquence du caractère aléatoire du droit de jouissance de la communauté sur les biens des époux. Mais il n'en est pas moins vrai que, dans notre première hypothèse, l'époux titulaire du droit d'usufruit ou de la rente viagère, s'il survit, retrouvera dans son patrimoine un capital, c'est-à-dire un droit perpétuel, si l'on décide, comme le font les auteurs que, nous venons de mentionner, que la communauté doit rembourser l'intégralité du prix du droit d'usufruit qui a été vendu pendant le mariage : or, il ne pouvait avoir d'autre espérance que celle de retrouver à ce moment un droit viager devant s'éteindre à sa mort. Il est donc certain qu'il va s'enrichir, et il s'enrichira au détriment de la communauté, puisque c'est à l'aide d'un sacrifice que celle-ci a eu à supporter sur les revenus auxquels elle avait droit, que ce droit perpétuel à pris naissance ; or nous savons que le conjoint ne peut pas plus s'enrichir aux dépens de la communauté que celle-ci ne peut plus s'enrichir aux dépens de l'un des époux ; nous croyons donc que, dans cette hypothèse, la communauté n'aura pas à rembourser la totalité du prix du droit d'usufruit ou de la rente viagère qui auraient été vendus pendant le mariage, et qu'elle aura le droit de garder, sur ce prix, la valeur des revenus dont elle aurait profité pendant le mariage, si ces droits viagers n'avaient point été vendus. C'était la théorie admise par Pothier dans l'ancien droit.

2° *Il se peut*, et c'est notre seconde hypothèse, que *la dissolution de la communauté survienne par suite de la mort de l'époux usufruitier ou crédi-rentier*. Dans ce cas là, l'usufruit ou la rente viagère sont, à ce moment,

des droits éteints ; les héritiers de l'époux usufruitier ou crédi-rentier ne les retrouvent plus dans le patrimoine de leur auteur et ils n'ont rien à réclamer ; *mais si pendant le mariage, ces droits avaient été vendus moyennant un prix qui est tombé dans la communauté, celle-ci doit-elle encore récompense de ce prix*, comme dans la première hypothèse ? De nombreux auteurs et en particulier Marcadé, Toullier et MM. Rodière et Pont (1) soutiennent que, dans ce cas comme dans l'autre, la récompense est due par la communauté ; celle-ci, disent-ils, avait la jouissance du droit d'usufruit ou de la rente viagère ; mais ce droit de jouissance de la communauté, comme celui qu'elle avait sur tous les biens des époux, était un droit essentiellement variable ; le jour où le conjoint a remplacé le droit d'usufruit qui lui était propre par une somme d'argent, par un capital, la communauté n'a plus eu d'autre droit que de profiter des intérêts de ce capital ; quant à cette somme d'argent elle-même, qui est entrée dans sa caisse, elle est le prix d'un bien propre qui a été aliéné, et conformément à l'article 1433, elle ne saurait tomber dans la communauté qu'à charge de récompense ; peu importe par conséquent, suivant ces auteurs, que le conjoint titulaire du droit soit mort, ce serait là une chance heureuse pour ses héritiers de retrouver un capital dans le patrimoine de leur auteur, alors qu'ils devaient s'attendre à ne retrouver qu'un droit viager éteint par la mort de cet auteur.

Nous ne croyons pas que ce raisonnement soit exact et nous pensons qu'il faut ici refuser aux héritiers du conjoint usufruitier ou crédi-rentier tout droit à une récompense. Nous reconnaissons volontiers que l'une des conditions exigées par la loi, pour que la communauté

(1) MARCADÉ, t. V, art. 1436, n° III, p. 560. — TOULLIER, T. XII, n. 347 et 348, p. 507. — RODIÈRE et PONT, T. II, n. 945.

soit obligée de payer une récompense à l'époux, se trouve remplie : la communauté s'est enrichie d'un capital, ou tout au moins, il peut se faire qu'elle se soit enrichie ; cela n'est pas certain dans tous les cas, car il est possible que le prix payé qui est tombé dans sa caisse ne soit en fait que l'équivalent des arrérages ou des fruits qu'elle aurait touchés, si le conjoint crédirentier ou usufruitier était mort à un âge avancé et si le droit n'avait point été vendu ; néanmoins, on peut supposer que la communauté s'est enrichie, puisqu'elle profite d'un capital sur lequel elle ne comptait pas. Mais si cette première condition est remplie, hâtons-nous d'ajouter que la seconde condition nécessaire, pour que la récompense soit due, n'est certainement pas réalisée ; si en effet la communauté s'est enrichie, on ne peut pas dire que ce soit au détriment du conjoint, car il n'y a de sa part aucun appauvrissement. Si le droit d'usufruit ou de rente viagère n'avait point été vendu pendant le mariage, il serait éteint à cette époque de la dissolution de la communauté, puisque nous supposons que celle-ci a pris fin par la mort de l'époux usufruitier ou crédirentier, et que ces droits s'éteignent quand celui qui les possédait vient à disparaître ; les héritiers de cet époux ne pourraient donc rien réclamer ; de quel droit viendraient-ils donc exiger le remboursement d'un droit qui n'existe plus pour eux, puisqu'il est éteint ? Si on leur accordait une récompense de ce chef, ils s'enrichiraient assurément, car il leur surviendrait ainsi un capital sur lequel ils ne pouvaient pas compter ; on ne leur fait donc subir aucun appauvrissement, en leur refusant cette récompense ; nous croyons donc que si la communauté ne s'enrichit pas à leur détriment, c'est-à-dire au détriment du patrimoine du conjoint, il n'y a pas lieu de l'obliger à payer une récompense ; nous pensons par conséquent que la communauté gardera la totalité de ce prix, qui ne représente, somme toute, que la jouissance du droit

d'usufruit ou de la rente viagère, jouissance qui lui appartenait. Cette solution n'a d'ailleurs rien de contraire au but qui s'est proposé le législateur en formulant le principe des récompenses, tel que nous l'avons exposé; la loi n'a posé ce principe que pour empêcher les libéralités indirectes et irrévocables, contraires au contrat de mariage. Or, dans notre hypothèse, la condition essentielle pour qu'il y ait une libéralité fait défaut, puisqu'il n'y a aucun appauvrissement de la part de celui qui jouerait le rôle de donateur; la communauté n'aura donc aucune récompense à payer dans cette hypothèse, et si elle retire un enrichissement de l'opération qui a été faite, c'est une heureuse chance dont elle profite, sans qu'on puisse chercher à l'en priver, cet enrichissement ne rentrant pas dans la catégorie de ceux qui sont prohibés par la loi. Cette question était également discutée dans l'ancien droit; Pothier avait d'abord admis la théorie que nous avons combattue (traité de la communauté n° 592); mais, dans son introduction à la coutume d'Orléans (tit. 10, ch. 5, n° 106), il adopte l'opinion que nous avons cherchée à faire prévaloir, savoir que, dans cette seconde hypothèse, où la communauté se dissout par la mort de l'époux usufruitier ou créancier, les héritiers de celui-ci ne peuvent prétendre aucun remploi du prix: « en ce cas, dit-il, comme le droit, s'il n'eût pas été vendu se serait entièrement confondu dans la communauté, sans qu'il en restât rien au conjoint lors de la dissolution de la communauté, c'est celle-ci qui doit profiter seule du prix pour lequel il a été vendu » (1).

De toutes ces discussions et de toutes ces questions de récompenses que nous avons rencontrées accidentellement

(1) Dans ce sens : GUILLOUARD. *C. de M.* II, n. 894 à 893, p. 367. — AUBRY et RAU. V. § 511, texte et note 5, p. 353. — LAURENT. XXII, n. 468 à 469. Et jurisprudence dans ce sens également : Cassation 10 avril 1855 (Dalloz. 1855.1. 177).

dans cet exposé des différences qui séparent le droit de jouissance de la communauté de celui d'un usufruitier ordinaire, nous pouvons tirer cette conclusion dont nous avons déjà posé le principe, savoir que la communauté a un droit absolu aux revenus des biens des époux, c'est-à-dire à tous les produits de ces biens ayant le caractère de fruits, mais aussi qu'elle n'a jamais droit qu'aux fruits. Or, souvent, elle recueille, en fait, autre chose que des fruits, par exemple des produits extraordinaires ou des sommes d'argent représentant des biens propres aux conjoints ; dans tous ces cas, elle devra récompenser les époux de tout ce qu'elle aura reçu en dehors des revenus auxquels elle avait droit. En un mot, elle doit aux conjoints une indemnité, toutes les fois qu'elle s'est enrichie aux dépens de leur patrimoine propre, de même que les époux lui doivent une récompense lorsqu'il se sont enrichis à son détriment (1).

§ V. Cinquième groupe de différences.

Un des caractères principaux du droit d'usufruit ordinaire est de pouvoir *être cédé ou hypothéqué* par celui qui l'exerce ; c'est en effet un droit réel susceptible d'aliénation et d'hypothèque ; or, il est bien évident que le droit de jouissance de la communauté sur les biens des époux ne peut *être ni cédé ni hypothéqué* ; il était bien inutile qu'un texte de loi le dise expressément ; il est clair en effet que la cession de ce droit est impossible et qu'un cessionnaire ne pourrait pas remplir le rôle d'administrateur des biens des époux ; personne ne songe d'ailleurs à contester ce point.

D'autre part, on sait que les articles 600, 601 et 602,

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* II, n. 899, p. 371.

au titre de l'usufruit, imposent à l'usufruitier, au début de sa jouissance, certaines obligations qui ne sont autre chose que des garanties de restitution : c'est ainsi que l'usufruitier doit faire, en entrant en jouissance, un *inventaire des meubles* et un *état des immeubles* ; l'usufruitier prend en effet les choses dans l'état où elles se trouvent et doit les restituer à la fin de l'usufruit dans le même état, après avoir fait pendant le cours de sa jouissance toutes les réparations nécessaires pour maintenir la chose dans l'état où il l'a reçue. — L'usufruitier doit en outre fournir *caution* pour assurer qu'il jouira en bon père de famille, (à moins qu'il n'en ait été dispensé par le titre constitutif de l'usufruit).

On reconnaît assez généralement que, la communauté, n'étant pas une véritable usufruitière, ces garanties de restitution (inventaire, état des immeubles et caution) ne sauraient être exigées du mari qui la représente et qui en est le chef.

Tout d'abord, il est certain que l'on ne peut pas forcer le mari à *fournir caution* de jouir en bon père de famille des biens des époux, au nom de la communauté qu'il représente : sous le régime dotal en effet, qui est, pour le mari, un régime beaucoup plus rigoureux que tous les régimes de communauté, et sous lequel ont été établies de nombreuses garanties de restitution, pour assurer à la femme le recouvrement de sa dot, l'article 1550 dit formellement que le mari n'est pas tenu de fournir caution pour la réception de la dot, s'il n'y a été assujéti par le contrat de mariage. S'il en est ainsi sous le régime dotal, à plus forte raison doit-il en être de même sous les régimes de communauté, dans lesquels le mari se voit en général accorder des droits exorbitants sur les biens de cette communauté dont il est le chef, sans que la loi lui ait imposé d'autres garanties de restitution que l'hypothèque légale qu'elle accorde à la femme sur les biens de son mari ; ainsi la caution ne

peut certainement pas être exigée du mari comme chef de la communauté.

Nous croyons qu'il en est de même pour *l'inventaire des meubles* et pour *l'état des immeubles*, et qu'on ne peut pas davantage obliger le mari à remplir ces formalités. L'usufruitier, lui, a des pouvoirs assez restreints sur les objets soumis à son droit d'usufruit ; il peut jouir et user de ces objets, mais il faut qu'il les conserve dans l'état où ils se trouvaient lorsqu'il les a reçus ; on comprend donc que la loi ait exigé de lui certaines garanties de restitution, comme l'inventaire et l'état des immeubles. Sans doute, le mari, lui aussi, qui représente la communauté usufruitière des biens des époux, est également soumis à des obligations importantes qui restreignent son droit de jouissance : c'est ainsi, en particulier, qu'il doit entretenir les biens soumis à la jouissance de la communauté, non pas seulement, ainsi que nous l'avons vu, dans l'état où ils se trouvaient au moment de leur entrée dans la communauté, mais toujours en bon état : mais remarquons bien que si des restrictions de ce genre sont apportées aux droits du mari, la loi lui donne d'autre part, en sa qualité de chef de la communauté, des pouvoirs considérables ; c'est ainsi, par exemple, qu'il peut aliéner les biens de la communauté, sans même avoir besoin du concours de la femme ; c'est ainsi encore qu'il peut même disposer à titre gratuit des meubles dépendant de la communauté. Le mari étant muni de pouvoirs aussi importants, il nous semble impossible d'exiger de lui, les garanties de restitution que le législateur réclame de l'usufruitier ordinaire, surtout en l'absence d'un texte formel qui le soumette à ces obligations. Les articles 1414 et suivants du Code civil prescrivent, il est vrai, au mari de faire un inventaire ; mais la loi n'exige cet inventaire que lorsqu'il s'agit d'une succession échue à l'un des époux pendant le mariage, et dont l'actif se compose de meubles et d'immeubles : la nécessité

d'un inventaire se comprend alors facilement, puisque, en supposant les conjoints mariés sous la communauté légale, les meubles seuls entrent en communauté, et que celle-ci n'aura à supporter que le passif de la succession qui correspond au mobilier qu'elle recueille ; l'inventaire, dans cette hypothèse, déterminera donc la part des dettes qui seront à la charge définitive de la communauté ; il n'y a donc aucun rapport entre cet inventaire exigé par les articles 1414 et suivants et celui que la loi impose à l'usufruitier, et on ne saurait invoquer ces articles pour obliger la communauté à fournir ces diverses garanties de restitution.

M. Toullier, ainsi que nous avons dit plus haut, admet très bien que, la communauté devant toujours entretenir en bon état les biens des conjoints, afin de pouvoir toujours les rendre tels à la fin de sa jouissance, un état de lieux ou un procès-verbal des réparations d'entretien nécessaires au moment de l'ouverture de son droit ne la dispenseraient point de l'obligation de supporter sans récompense ces réparations d'entretien, qui sont une charge de sa jouissance. Mais, après avoir adopté cette conclusion que nous avons adoptée avec lui, cet éminent auteur déclare que, malgré cela, un *procès-verbal de l'état des biens au moment du mariage*, c'est-à-dire une *sorte d'inventaire* est cependant nécessaire, et que la loi ne dispense point la communauté usufruitière des biens des conjoints ; c'est dans l'article 1562 du Code civil que M. Toullier prétend voir cette obligation consacrée par le législateur ; cet article rend en effet le mari responsable de toutes les détériorations qui seraient survenues par suite de sa négligence, et à cause de cela, il le déclare tenu, *à l'égard des biens dotaux*, de toutes les obligations de l'usufruitier, ce qui comprend certainement, dit M. Toullier, l'obligation de faire dresser un état des biens. Ce texte, ajoute-t-il, bien que compris dans le chapitre du régime dotal, est général et s'applique également aux régimes de communauté. Nous ne pré-

tendons point qu'il soit inutile de faire ainsi un état des biens au début du mariage, aussi bien dans le cas où les époux sont mariés sous communauté, que s'ils ont adopté le régime dotal : nous croyons que la confection de cet état des biens sera toujours une sage précaution qui évitera bien des difficultés et bien des discussions et des procès pour l'avenir. Mais il nous est impossible d'admettre, pour les raisons que nous avons déjà développées, que ce soit là une obligation imposée par la loi au mari chef de la communauté usufruitière. L'argument tiré par M. Toullier de l'article 1562 ne saurait nous faire changer d'avis : car ce texte, loin d'être général, comme l'enseigne M. Toullier, est spécial aux biens dotaux : il dispose en effet que le mari est tenu, à *l'égard des biens dotaux*, de toutes les obligations de l'usufruitier : et comme cet article est placé au cœur même du chapitre du régime dotal et vient immédiatement après les textes qui prescrivent l'inaliénabilité et l'imprescriptibilité des immeubles dotaux, il n'y a aucune raison d'étendre sa disposition aux régimes de communauté. On s'explique d'ailleurs facilement pourquoi, sous le régime dotal, le mari est plus spécialement tenu de faire un état des biens : c'est là en effet un régime dans lequel le législateur a voulu se montrer très rigoureux envers le mari, et dans lequel il a accumulé les mesures de garanties destinées à assurer à la femme le recouvrement de sa dot ; sous les régimes de communauté, au contraire, le mari, comme nous l'avons vu, a des pouvoirs considérables et la loi ne lui impose expressément, comme garantie de restitution, que l'hypothèque légale qu'elle accorde à la femme ; on ne saurait donc étendre à ces régimes de communauté les règles prescrites en faveur des biens dotaux. D'ailleurs, nous avons vu que la communauté est toujours obligée d'entretenir en bon état les biens des conjoints dont elle a la jouissance, pour les rendre également en bon état au moment de sa dissolution,

au lieu que l'usufruitier ordinaire, lui, est seulement obligé d'entretenir les objets soumis à son usufruit dans l'état où ils se trouvent au moment où il les a reçus, pour les rendre tels à la fin de son usufruit. L'utilité d'un inventaire est donc beaucoup moins grande en matière de communauté qu'en matière d'usufruit, et on comprend que la loi n'ait point imposé cette obligation au mari chef de la communauté. Il y a donc là encore une différence importante entre le droit de jouissance de la communauté et celui de l'usufruitier (1).

On sait encore que la constitution d'un droit d'usufruit ordinaire sur un immeuble, étant une aliénation partielle, est sujette à la transcription prescrite par la loi de 1885 et nécessaire pour que l'aliénation devienne valable à l'égard des tiers : nous croyons que cette mesure ne s'appliquera point en principe à la jouissance de la communauté sur les biens des époux ; cette jouissance résulte en effet, non pas d'un acte constitutif proprement dit, mais des circonstances ; et elle porte, non pas sur un bien déterminé, mais en général sur tout un ensemble de biens. On ne comprendrait donc pas que la transcription fût exigée dans ce cas ; nous pensons toutefois que si le mari a reçu pour lui-même, par contrat de mariage, un droit de jouissance sur un bien appartenant à sa femme, la transcription pourrait être exigée, car il y aurait là une véritable aliénation partielle d'un bien déterminé (2).

Ainsi, il existe de nombreuses et importantes différences entre le droit d'usufruit ordinaire et celui de la communauté sur les biens des conjoints.

On comprend facilement que la loi ait tenu à assurer à la communauté, sur les biens des époux, un droit de jouis-

(1) TOULLIER. t. 13, n° 261. p. 227 et p. 228. GUILLOUARD *C. de M.* t. I. n° 416, p. 393. AUBRY et RAU. V. § 507. texte, p. 292.

(2) BAUDRY-LACANTINERIE t. I. p. 798.

sance plus sérieux et moins aléatoire que celui d'un usufruitier ordinaire, si on se rappelle que les fruits de ces biens, ainsi que les produits de l'activité des conjoints, ne sont attribués à la communauté que dans un but essentiellement utilitaire, qui est de subvenir aux charges du mariage. Il fallait avant tout assurer l'existence de la famille ; c'est là ce que le législateur s'est efforcé de faire.

DEUXIÈME PARTIE

PASSIF DE LA COMMUNAUTÉ

L'actif de la communauté réduite aux acquêts comprend, comme nous l'avons vu, les fruits et revenus des biens des conjoints, les produits du travail et de l'industrie des époux, et enfin les biens acquis pendant le mariage à l'aide des économies réalisées sur ces revenus. Ces divers éléments entrent également dans l'actif de la communauté légale, dont ils composent une importante partie. Mais, comme nous l'avons déjà laissé entendre, tous ces biens, que nous pouvons réunir tous sous la dénomination générale de revenus, n'entrent dans l'actif de la communauté que pour faire face à certaines charges auxquelles le législateur les a plus spécialement destinés ; ce sont ces charges qui constituent le passif de la communauté ; c'est ce passif, correspondant à la partie active que nous avons étudiée, qu'il nous faut examiner maintenant.

Nous continuerons à prendre pour régime-type, le régime de la communauté d'acquêts, dont l'actif comprend précisément tous les biens dont nous nous occupons spécialement dans cette étude, c'est-à-dire, d'une façon générale, les revenus des biens des époux et les produits de leur travail et de leur industrie, et dont le passif se com-

pose exclusivement, comme nous allons le voir, des charges ordinaires du mariage, auxquelles on a l'habitude de faire face avec les revenus des capitaux que l'on possède.

Quand on parle du passif de la communauté, on entend énoncer les dettes qui doivent être payées à l'aide des biens qui appartiennent à la communauté ; ce sont ce que l'on peut appeler les dettes communes ; toutes les dettes dont on réclame le paiement pendant le mariage ne sont pas des dettes communes ; il y a en effet des dettes qui restent personnelles aux conjoints et que ceux-ci doivent payer à l'aide de leurs biens propres. Nous n'aurons à nous occuper que d'une partie des dettes communes, savoir de celles qui sont à la charge de la communauté, en raison de ce que celle-ci a reçu l'attribution dans son actif des revenus des biens des conjoints et des produits de leur travail ; ce sont seulement ces dettes là dont il nous faut donner l'énumération.

Le code ne contient pour ainsi dire aucune disposition relativement au passif de la communauté réduite aux acquêts ; l'article 1498 se borne à en exclure les dettes de chacun des époux « *actuelles et futures* ». *Par dettes actuelles*, on entend celles dont chaque conjoint se trouve grevé au moment du mariage, comme les ayant contractées auparavant ; on comprend facilement que ces dettes actuelles soient exclues du passif de la communauté réduite aux acquêts, puisque celle-ci n'acquiert pas la propriété des biens que les époux possédaient avant le mariage et puisqu'il est naturel que ces dettes soient payées à l'aide de ces biens là. Mais l'article 1498 exclut aussi du passif de la société d'acquêts « *les dettes futures* » ; on s'accorde à reconnaître que cette exclusion est un peu trop générale, et que, par cette disposition, la loi n'a entendu exclure du passif de la communauté, parmi les dettes futures, que celles qui grèvent les successions ou dona-

tions qui échoient aux époux pendant le mariage ; ces successions et donations restent en effet propres aux conjoints ; il est donc naturel que ceux-ci supportent personnellement les charges qui en découlent. Mais, quant aux autres dettes futures, c'est-à-dire, quant aux autres dettes qui naissent pendant le mariage, on reconnaît généralement qu'elles ne sont point exclues du passif de la communauté d'acquêts et qu'elles doivent être supportées par elles ; ce sont en effet, les charges du mariage, c'est-à-dire des dettes qui s'acquittent d'ordinaire à l'aide des revenus, et comme les revenus appartiennent à la communauté d'acquêts, il est juste que ce soit elle qui soit obligée de payer ces dettes.

Voyons donc quelles sont ces dettes : c'est dans l'article 1409 au chapitre de la communauté légale, que nous en trouvons l'énumération.

§ 1^{er} Arrérages et intérêts seulement des rentes ou dettes passives qui sont personnelles aux deux époux. (Article 1409 3^o).

Nous avons distingué plus haut deux grandes catégories de dettes : celles qui doivent être payées définitivement, en capital, par la communauté, et celles qui restent à la charge personnelle des conjoints.

Les dettes mobilières dont les époux étaient grevés au jour de la célébration du mariage, sous le régime de la communauté légale, sont des dettes communes (1409 1^{er} alinéa) ; ce sont, par conséquent, des dettes dont la communauté doit payer le capital ; cela se comprend à merveille, puisque tout le mobilier, dont les époux étaient propriétaires au moment du mariage, entre dans l'actif de la communauté légale. Il en est de même des dettes qui sont contractées pendant le mariage par le mari ou par la femme autorisée du mari (1409 2^o) ; ce sont encore des

dettes communes. Il est bien évident que la communauté, étant obligée de payer de ses deniers le capital de ces dettes communes, devra, à plus forte raison, en payer également les intérêts aux créanciers, tant que le capital ne leur aura point été versé. C'est ce que dit d'ailleurs en termes formels le 2^e paragraphe de l'article 1409, qui met à la charge de la communauté les « dettes tant en capitaux qu'arrérages ou intérêts contractés par le mari pendant le mariage ou par la femme du consentement du mari. »

A côté des dettes communes, nous avons dit qu'il y avait des dettes qui devaient rester à la charge personnelle des conjoints ; ce sont les dettes qui ne tombent point en communauté : ce sont, par exemple, les dettes relatives aux immeubles propres des époux (1409 1^o *in fine*) : on comprend très bien que ces dettes ne soient point mises à la charge de la communauté, puisque, même sous la communauté légale, les immeubles des époux n'entrent point dans la communauté. De même, les dettes mobilières dont chacun des conjoints était grevé avant le mariage, qui, sous la communauté légale, sont des dettes communes, comme nous l'avons dit, sont des dettes personnelles aux époux sous le régime de la communauté d'acquêts ; cela se comprend encore très bien si l'on se rappelle que, sous ce régime, le mobilier des époux n'entre point en communauté et que celle-ci ne comprend que les revenus des biens propres des conjoints et les produits de leur industrie. Voilà donc toute une catégorie de dettes qui restent personnelles aux époux, c'est-à-dire dont le capital doit être payé à l'aide de leurs biens propres.

Souvent il arrive que, pour payer leurs dettes personnelles, les conjoints puisent dans la caisse de la communauté ; mais alors, il est toujours bien entendu que la communauté recevra, lors de sa dissolution, une récompense de ce qu'elle aura payé indûment. Mais, si le capital

de ces dettes doit toujours être supporté définitivement par les époux, il n'en est pas de même des intérêts ou arrérages de ces dettes ou rentes personnelles aux conjoints : le 3^e § de l'article 1409 nous dit en effet que ces arrérages ou intérêts tombent dans le passif de la communauté et doivent être définitivement supportés par elle.

Voilà donc une charge importante qui grève la masse active de la communauté ; cette charge lui est imposée, en compensation du droit de jouissance qui lui est accordé sur les biens des époux : nous avons vu en effet qu'elle recueillait et faisait siens tous les produits des biens des conjoints ayant le caractère de fruits, ainsi que les produits du travail et de l'industrie de chaque époux ; or, personne n'ignore que tout bon père de famille réserve toujours une partie de ses revenus pour payer les intérêts des sommes dont il est débiteur, ou les arrérages des rentes qu'il est obligé de servir à des tiers : il évite en général, autant que possible, d'entamer son capital pour payer ces intérêts ou arrérages ; voilà donc toute une catégorie de dettes (intérêts ou arrérages des sommes dues), que l'on paye en général avec ses revenus ; n'est-il pas alors bien naturel que le législateur ait mis à la charge définitive de la communauté les intérêts de toutes les dettes personnelles aux époux, puisque c'est la communauté qui dispose de tous les revenus ? L'usufruitier ordinaire, lui aussi, quand son droit est universel ou à titre universel, supporte les intérêts des dettes qui grèvent son usufruit (art. 612). C'est donc parce que la communauté a la jouissance des biens propres des conjoints et en fait siens tous les revenus, qu'elle a reçu l'obligation de payer elle-même les intérêts de toutes leurs dettes personnelles. Ainsi, tous les arrérages, échus pendant le mariage, des rentes viagères dues par les époux, devront être payés par la communauté, et il en sera de même des intérêts de toutes les sommes qu'ils devront à des tiers pendant le ma-

riage pour quelque cause que ce soit. A plus forte raison, par conséquent, la communauté devra-t-elle payer également les intérêts des dettes communes, c'est-à-dire de celles dont elle doit payer elle-même le capital.

Telle est la première charge que la loi impose à la communauté en raison du droit de jouissance qu'elle lui accorde sur les biens des époux (1).

§ 2^{me}. Réparations usufruituaires des immeubles qui n'entrent point en communauté. (1409, 4^o).

C'est là encore une obligation qui n'est que la conséquence du droit de jouissance universel, qui est donné à la communauté sur les biens propres des époux ; la communauté, comme nous l'avons vu, jouit de tous les biens propres des conjoints, puisqu'elle en recueille tous les revenus ; nous avons dit que ce n'était point là un droit d'usufruit véritable ; mais c'est cependant une sorte d'usufruit ; et nous savons que ce droit de jouissance de la communauté est soumis en principe aux règles de l'usufruit ordinaire. De même par conséquent que l'art. 605 met à la charge définitive de l'usufruitier toutes les réparations usufruituaires ou d'entretien, de même l'article 1409 4^o oblige la communauté usufruitière à supporter les réparations usufruituaires ou d'entretien, dont les biens des conjoints pourraient avoir besoin pendant le mariage. Nous avons déjà énuméré quelles étaient les réparations que la communauté était ainsi tenue de supporter définitivement et quelle était l'étendue de cette obligation, lorsque nous avons parlé des récompenses qui pou-

(1) MARCADÉ. T. V. p. 502. — TROPLONG. *C. de M. H.* p. 55 nos 750 à 753. — AUBRY et RAU. T. V. p. 323 4^o et notes. — TOULIER T. 12, nos 213 et 214, p. 340. — GUILLOUARD. *C. de M. H.*, n. 670 p. 176. — BAUDRY-LACANTINERIE. III, n. 98 p. 67.

vaient être dues à la communauté pour les dépenses d'amélioration qu'elle aurait faites sur les immeubles des époux. Il nous suffira donc de renvoyer à ce que nous avons déjà dit à ce propos.

Ainsi la communauté, comme l'usufruitier, est tenue de supporter les réparations d'entretien ou usufruitaires ; c'est une charge de sa jouissance.

Ajoutons que le quatrième paragraphe de l'article 1409, qui consacre cette obligation, ne nous paraît pas suffisamment général et qu'il faut certainement y ajouter ceci, que la communauté, toujours en raison de sa jouissance, est également tenue de toutes les charges qui incombent d'ordinaire à l'usufruitier à cause de son usufruit : c'est ainsi que la communauté doit encore, à cause des revenus qu'elle a fait siens, payer toutes les contributions, qui s'acquittent d'ordinaire sur les revenus ; c'est ainsi qu'elle devra supporter les frais des procès qui concerneront la jouissance des biens des époux : et enfin, d'une façon générale, conformément à l'article 608, la communauté devra, comme l'usufruitier, supporter toutes les charges annuelles de l'héritage qui, dans l'usage sont censées charges des fruits (1).

§ 3^{me} : Frais des aliments des époux, de l'éducation et de l'entretien des enfants et de toutes autres charges du mariage. (1409. 50).

C'est encore pour la même raison que le législateur a grevé la communauté de l'obligation de faire face, d'une façon générale, à toutes les charges du mariage ; c'est en

(1) BAUDRY-LACANTINERIE III. p. 68, n° 99. GUILLOUARD, *C. de m.* II. p. 173 n. 665 à 678. TROPLONG, *C. de m.* II, n. 754 et 755. p. 57. AUBRY et RAU, V, p. 324, 5^o texte et note. MARCADÉ, V, p. 502, n. V.

effet à l'aide de ses revenus qu'un bon père de famille procure à tous les siens les aliments destinés à assurer leur existence : c'est à l'aide de ses revenus qu'il poursuit l'éducation et l'entretien de ses enfants ; et s'il est raisonnable il ne leur donne jamais qu'une éducation qui soit en rapport avec les ressources dont il dispose. C'est enfin avec les revenus que l'on subvient à tous les besoins de la vie et ce n'est que dans des cas exceptionnels que l'on prend sur son capital pour faire face aux nécessités de l'existence.

Il est donc juste que la communauté, disposant de tous les revenus des biens des époux, supporte ces diverses charges du mariage ; c'est dans ce seul but, d'ailleurs, comme nous l'avons déjà dit, que les revenus lui sont attribués, et c'est uniquement à cet usage qu'ils ont été destinés.

Remarquons bien que le cinquième et dernier paragraphe de l'article 1409 emploie des termes extrêmement généraux et oblige la communauté à supporter « *toutes les charges du mariage* » : voyons un peu quelles sont les diverses obligations qui découlent de là pour la communauté :

Il faut, pour se conformer aux vœux du législateur, décider que la communauté supportera définitivement toutes les dettes qui s'acquittent d'ordinaire à l'aide des revenus ; c'est ainsi qu'il devra payer de ses deniers les frais de maladie des conjoints et même les frais de dernière maladie ; cette solution est généralement admise par les auteurs et par la jurisprudence (1). La jurisprudence a même été beaucoup plus loin : un arrêt de la cour de Caen du 30 juin 1871 (2), a décidé que les frais d'interdiction du mari devait également être mis à la charge de la commu-

(1) Bastia, 28 février 1840 (Dalloz. Rep. alph. Vo *Contrat de mariage* n° 1107).

(2) Caen, 30 juin 1871 (D. 72. V. 93).

nauté. Le passif de la communauté, disent très justement les motifs de cet arrêt, se compose en général de « toutes les charges du mariage » ; cette expression est assez générale pour comprendre les dépenses causées par les maladies des époux, donc aussi bien par leurs maladies intellectuelles que par leurs maladies physiques ; il est donc juste que la communauté supporte aussi les frais d'interdiction du mari et tout ce qui peut en être la suite : elle a d'ailleurs intérêt à ce que le mari, qui dispose librement de son actif, soit privé de cette faculté, lorsqu'il n'est plus en état d'en user avec discernement : c'est donc bien la communauté qui en réalité profitera de l'interdiction du mari ; il est alors parfaitement juste qu'elle en supporte les frais.

La principale de toutes les charges du mariage consiste dans les frais de nourriture des époux et des enfants ; c'est l'existence même de la famille qu'il faut assurer. Nous croyons même que la communauté devrait supporter les frais de nourriture et d'entretien de la femme et des enfants alors même que ceux-ci vivraient en fait séparés du mari et malgré la volonté de celui-ci (1).

Les frais d'entretien et d'éducation des enfants sont encore des charges du mariage qui doivent être supportées par la communauté. Il s'agit là bien entendu des enfants nés du mariage ; le cinquième paragraphe de l'article 1409 ne vise que cette hypothèse. Ce n'est pas à dire cependant que la communauté ne soit jamais obligée de supporter les frais de nourriture et d'entretien des enfants que l'un ou l'autre des époux aurait eus d'un précédent mariage ; mais ce n'est plus en vertu du 5^e § de l'article 1409 que cette obligation incombe à la communauté, et elle ne lui incombe pas dans tous les cas. C'est seulement lorsque les époux sont mariés sous la communauté légale que la

(1) Cour de Besançon, 15 juillet 1874 (Dalloz, 74.2.219).

communauté est tenue de nourrir et d'entretenir les enfants d'un premier lit ; la communauté légale est en effet obligée, en vertu du premier alinéa de l'article 1409, de supporter toutes les dettes mobilières dont les époux étaient grevés au jour de la célébration du mariage. Or, quand l'un des conjoints a des enfants d'un premier lit, il a l'obligation absolue de les entretenir ; c'est donc une obligation qu'il apporte à la communauté au moment du mariage et qui tombe par conséquent dans le passif de la communauté légale (1). Il faut en dire autant, pour le cas où il s'agirait d'un enfant naturel que l'un des époux aurait eu avant le mariage, pourvu que, conformément à l'article 337, il ait été reconnu avant le mariage (2) ; c'est encore en effet une dette mobilière dont le conjoint s'est grevé au jour de l'union et qui tombe par conséquent dans le passif de la communauté légale ; mais remarquons bien qu'il faut que l'enfant ait été reconnu avant le mariage, car nous savons qu'aux termes de l'article 337, la reconnaissance pendant le mariage, d'un enfant naturel que l'un des époux aurait eu auparavant ne peut pas nuire à l'autre époux ni aux enfants nés du mariage. Des auteurs vont même jusqu'à dire que l'enfant naturel ainsi reconnu pendant le mariage n'a pas le droit d'obtenir des aliments de son auteur parce que cela pourrait nuire à l'autre époux (3) ; nous ne croyons pas devoir aller jusque là ; nous pensons que l'enfant naturel ainsi reconnu pendant le mariage peut demander des aliments à son auteur ; mais c'est là une dette qui reste personnelle à celui-ci et qui ne tombe pas en communauté. Il peut se faire cepen-

(1) Gaen, 29 mars 1814 (Sirey, 44.2.348) Paris, 19 avril 1865 (Sirey, 65.2.35).

(2) Paris, 9 mars 1860 (Dalloz, 60.2.248). Dijon, 2 juillet 1868 (Dalloz, 69.2.91).

(3) BAUDRY-LACANTINERIE I, n° 915, p. 551.

dant que les enfants nés d'un précédent mariage possèdent des biens personnels qui suffisent à assurer leur existence ; il est juste alors que les revenus de ces biens servent à leur entretien, et la communauté cesse alors d'être obligée de couvrir, de ses deniers, les frais de leur nourriture et de leur éducation ; mais il faut pour cela supposer que les biens personnels dont jouissent ainsi ces enfants d'un précédent mariage ne sont pas soumis à l'usufruit paternel ou maternel, car, si l'auteur de ces enfants a la jouissance de leurs biens, il garde l'obligation de les entretenir et comme c'est alors la communauté qui profite des revenus, c'est encore elle qui devra prendre cet entretien à sa charge ; c'est bien alors en raison de son droit de jouissance que cette obligation lui incombera.

La communauté doit encore supporter, comme étant une charge de sa jouissance, la dépense des pensions alimentaires que chacun des époux peut-être obligé de fournir à ses parents ; c'est encore en effet une obligation qui s'acquitte sur les revenus (1).

§ 4^a. Dettes contractées par le mari pendant le mariage ou par la femme avec le consentement du mari.

Mentionnons enfin une dernière catégorie de dettes mises à la charge de la communauté, en raison de sa jouissance, par le deuxième paragraphe de l'article 1409 : ce sont les dettes contractées par le mari pendant le mariage, ou par la femme avec le consentement du mari.

Nous ne pouvons entrer dans l'énumération de ces diverses dettes dont le nombre serait infini ; elles doivent régu-

(1) BAUDRY-LACANTINERIE t. 3, p. 69 n. 400, GUILLOUARD, *C. de M.* t. II, p. 177. n. 674 à 677. TOULLIER t. XII p. 432 n. 297 à 299. TROPLONG. *C. de M.* II, p. 59, n. 756 à 766. MARCADÉ t. V. p. 503 sous l'article 1410. AUBRY ET RAU. T. V. p. 324, textes et notes (§ 508).

lièrement se confondre avec les charges ordinaires du mariage que nous venons d'examiner ; ce sont aussi des dettes qui s'acquittent sur les revenus ; ce sont les dépenses du ménage nécessaires, utiles, ou simplement d'agrément.

Un chef de communauté intelligent et sage ne dépense rien au delà de ses revenus. Il peut se faire cependant qu'il abuse des pouvoirs énormes que la loi lui confie comme administrateur de la communauté ; il peut se faire par exemple qu'il contracte pour ses seuls plaisirs des dettes que les revenus de la communauté ne suffiront pas à couvrir ; nous allons voir qu'il détourne alors les fruits et revenus de leur destination naturelle et que dans certains cas, on peut, à cause de ce fait, lui enlever la direction des affaires du ménage.

TROISIÈME PARTIE

HYPOTHÈSE DU DÉTOURNEMENT DES REVENUS DE LEUR DESTINATION
LÉGALE PAR LE CHEF DE LA COMMUNAUTÉ. SANCTION DE CE DÉTOUR-
NEMENT. SÉPARATION DE BIENS JUDICIAIRE.

Nous savons que c'est le mari, chef de la communauté, qui a reçu la mission de toucher et de recueillir, au nom de la communauté, tous les revenus qui doivent entrer dans la caisse de celle-ci, afin de les appliquer à subvenir aux charges du mariage qu'ils sont précisément destinés à satisfaire. Nous savons également que les pouvoirs ainsi donnés au mari sur les biens communs sont des pouvoirs considérables et qu'il peut-être facilement tenté d'en abuser, en détournant les revenus de leur destination naturelle et légale. Il fallait donc prévoir ces abus de pouvoir de la part du mari et organiser des institutions capables d'empêcher que les revenus ne soient employés à un autre usage que celui auquel la loi les avait destinés.

Voilà pourquoi le législateur a institué la séparation de biens judiciaires, qui permet à la femme, quand le mari met la dot en péril, de poursuivre contre lui la dissolution de la communauté et de reprendre ainsi l'administration et la jouissance de ses biens propres. Nous aurons à rechercher plus loin si la séparation de biens judiciaire constitue une sanction suffisante aux abus de pouvoirs du mari, nous verrons qu'elle entraîne une procédure difficile et coûteuse et que c'est une institution qui n'est point à la portée de toutes les femmes mariées, et qui, lorsqu'elle est employée par elles, n'empêche pas toujours à temps la dilapidation des revenus par le mari ; aussi, aurons-nous à nous demander s'il ne serait pas utile d'accorder à la femme des mesures de protection plus efficaces.

Il n'est point nécessaire d'étudier ici toutes les causes de la séparation de biens judiciaire, non plus que tous les effets qui en découlent ; nous ne rechercherons que celles de ces causes et ceux de ces effets qui touchent par un point quelconque aux revenus des biens des époux.

La séparation de biens judiciaire, qui ne peut être demandée en justice que par la femme, ne peut être demandée par celle-ci que lorsque la dot est mise en péril par le mari. Or nous allons voir que ce résultat peut être obtenu, non pas seulement quand le mari dissipe le capital même des biens de la femme ou de la communauté, mais aussi quand il en dissipe les revenus, ainsi que les produits de son travail ou ceux de l'industrie exercée par la femme, en les détournant de leur destination légale. Ce sont ces diverses hypothèses, dans lesquelles les revenus sont détournés de leur fin naturelle, et qui peuvent entraîner la séparation de biens, que nous examinerons dans un premier paragraphe.

Nous verrons ensuite dans un deuxième paragraphe, que l'effet rétroactif de la séparation de biens judiciaire édicté par l'article 1445 *in fine* donne lieu à plu-

sieurs observations relatives aux revenus des biens des époux.

Enfin, dans un troisième paragraphe, nous examinerons les effets de la séparation de biens sur les revenus des biens des conjoints et sur les produits de leur travail et de leur industrie :

§ 1^{er}. **Etude de celles des causes de la séparation de biens concernant les revenus et les produits du travail.**

« La séparation de biens peut être poursuivie en justice par la femme, dit l'article 1443, quand la dot est mise en péril et lorsque le désordre des affaires du mari donne lieu de craindre que les biens de celui-ci ne soient pas suffisants pour remplir les droits et reprises de la femme. » Nous croyons qu'il ne faut pas voir dans les termes de ce texte une énumération limitative des causes de la séparation de biens ; le but même que s'est ici proposé le législateur indique bien qu'il a entendu décider que la femme pût demander la séparation de biens, d'une façon générale, toutes les fois que le mari, par ses dissipations, met en péril, non pas seulement la dot proprement dite, c'est-à-dire l'ensemble des biens qui restent propres à la femme et dont la jouissance seule est attribuée à la communauté, mais encore les droits, créances, reprises et avantages de toute nature qui pourront revenir à la femme au moment de la dissolution de la communauté.

C'est principalement quand le capital de la dot est mis en péril par le fait du mari que la séparation de biens pourra être prononcée ; mais il n'est pas même nécessaire que les dissipations du mari mettent en danger ce capital même de la dot, pour que la femme puisse intenter sa demande en séparation de biens. Nous allons voir qu'il suffit pour cela que *le mari détourne les revenus de la dot de*

leur destination naturelle, qui est de subvenir aux charges du mariage (1). Cette solution résulte des termes même de l'article 1443 ; il est en effet certain que la dot se trouve en péril si le mari n'emploie pas les revenus à subvenir aux besoins de la famille ; c'est dans le seul but de faire face à ces diverses charges que la femme a apporté des biens en mariage. Parmi les biens qu'elle a ainsi apportés, les uns lui sont restés propres, d'autres sont entrés dans la communauté ; mais dans tous les cas les revenus en sont toujours tombés dans l'actif de celle-ci, et nous avons déjà dit qu'ils n'y étaient entrés qu'à charge de subvenir aux besoins du ménage ; c'est pour cela seulement que la communauté les a reçus. Par conséquent, en supposant même que le mari n'entame point le capital de ces biens, s'il dissipe les revenus au lieu de les employer à faire face aux charges du mariage, la dot de la femme se trouvera détournée de la destination qui lui avait été donnée : elle sera donc en péril, puisque le but qu'elle devait atteindre ne sera point rempli. Il serait absolument inadmissible que le mari pût dissiper follement tous les revenus de la communauté, alors que la femme, de son côté, mourrait de faim et de misère avec ses enfants. Les revenus des biens de la femme font d'ailleurs partie de sa dot comme ces biens eux-mêmes (2). Ajoutons que le seul fait de dissiper les fruits de la dot suffit parfaitement à mettre en péril le capital, car si les revenus sont détournés de leur destination naturelle, on peut toujours penser qu'il faudra sacrifier un jour le capital lui-même pour subvenir aux dépenses du ménage. Cette solution est généralement admise par la Jurisprudence (3).

(1) GUILLOUARD, *C. de M.* T. III, p. 38, n. 4076.

(2) TOULLIER. T. 13. p. 47.

(3) Cass. 28 février 1842 (Sirey, 42. 1. 370). Riom, 19 août 1848. (Dalloz, 50. 2. 16). Montpellier, 20 janvier 1852 (Dalloz, 52. 2. 170).

Nous croyons même qu'il ne serait pas nécessaire que le mari eût en réalité dissipé tous les revenus d'une année, pour que la femme pût demander la séparation de biens ; il suffirait qu'elle puisse démontrer que, si le mari continue à détourner ainsi les intérêts de la dot leur destination naturelle, il viendra un moment où l'on ne pourra plus subvenir aux charges du mariage, et où il faudra aliéner le capital pour vivre. Il ne faut évidemment pas attendre, pour demander la séparation de biens, que la ruine soit complète ; la séparation de biens est en effet une institution qui est destinée à sauvegarder les intérêts de la femme et à l'empêcher de tomber dans la misère ; ce serait un remède complètement inefficace, s'il fallait attendre pour l'employer que la ruine fût accomplie : il suffit donc, à notre avis, que le péril soit certain, il n'est point nécessaire qu'il soit actuel (1).

Nous venons de dire que la femme pourra demander la séparation de biens, toutes les fois que les revenus de la dot seront détournés de leur destination légitime : l'expression dont nous nous sommes servis n'est peut-être pas assez générale : nous croyons en effet qu'il y aurait encore lieu de prononcer la séparation de biens, non pas seulement si le mari dissipait les intérêts des biens de la femme, mais encore s'il dissipait les revenus de ses propres biens, et si ce fait pouvait donner lieu de craindre une ruine prochaine pour le patrimoine de la famille : il ne faut pas oublier en effet que les revenus des biens du mari, aussi bien que ceux de la femme, sont entrés dans l'actif de la communauté dans le but de satisfaire aux charges du mariage ; le mari n'a donc pas plus le droit de les détourner de leur destination qu'il n'a le droit d'en détourner ceux des biens de la femme ; mais pour que cette dissipation de ses propres revenus soit une cause de séparation,

(1) Cassation, 17 mars 1847. (Dalloz, 47. 1. 140).

il faut évidemment supposer qu'elle sera de nature à faire craindre un danger pour le ménage ; car, s'il était démontré, par exemple, que tout en dissipant les revenus de ses biens propres, le mari ne touche point aux intérêts de la dot de sa femme, et si ceux-ci sont suffisants pour subvenir aux besoins de la famille, il est clair que l'on ne pourra pas dire qu'il y a péril pour la dot, et que la séparation de biens ne devra point être prononcée ; il y a là une question de fait qui devra être appréciée par les juges.

Ainsi, d'une façon générale, il y a lieu à séparation de biens, si les revenus appartenant à la communauté, de quelques biens qu'ils viennent, sont dissipés par le mari et détournés par lui de leur destination légitime, et si, en fait, cette conduite du mari peut laisser craindre que la femme vienne à manquer à un moment quelconque des ressources qui lui sont nécessaires pour vivre elle-même et pour faire vivre ses enfants.

On se demande s'il y a péril pour la dot, lorsque le mari emploie les revenus des biens de sa femme à payer ses propres dettes ? Il faut évidemment faire ici des distinctions ; s'il s'agit ici de dettes antérieures au mariage qui sont tombées du chef du mari dans le passif de la communauté légale, la femme n'a certainement pas le droit de se plaindre, car nous savons qu'en adoptant ce régime de la communauté légale, elle a épousé les dettes de son mari, de même que celui-ci a épousé les siennes, quand elles avaient date certaine avant le mariage ; quant aux dettes contractées par le mari pendant le mariage, nous savons que ce sont aussi des dettes de communauté ; si elles ont un honnête motif, la communauté doit les supporter et la femme ne peut pas s'en plaindre ; si, au contraire, elles sont le fruit de la dissipation et des désordres du mari, elles peuvent alors être de nature à inquiéter la femme, et

si, en fait, il y a péril pour sa dot, elle pourra demander la séparation de biens (1).

Nous venons de voir que, pour que la séparation puisse être prononcée, il n'était pas nécessaire que le capital même de la dot fût mis en péril par les dépenses du mari, mais qu'il suffirait pour cela que les revenus appartenant à la communauté fussent détournées de leur destination légitime, pourvu toutefois qu'en fait cette dissipation pût faire craindre un danger réel et sérieux. Il faut même aller plus loin encore et reconnaître, avec presque tous les auteurs (2), qu'alors même que la femme n'aurait apporté aucun bien en mariage, si elle possède une industrie ou un talent capables de produire un revenu pour la communauté, elle peut encore demander la séparation de biens contre son mari, au cas où celui-ci, abusant de la toute puissance qui lui vient de la loi comme chef de la communauté, se permettrait de dissiper les produits du travail de son épouse, et de les détourner ainsi du but pour lequel ils étaient faits. Cette solution était admise dans l'ancien droit. Pothier fait remarquer (traité de la communauté, n. 512) que « si la femme, qui n'aurait apporté en mariage d'autres bien que son industrie et son travail, avait un mari prodigue et dissipateur, tous les gains qu'elle ferait, entrant dans la communauté, serviraient alors à favoriser les débauches du mari : la femme, dit-il, a par conséquent intérêt, dans cette hypothèse, à obtenir, la séparation de biens pour conserver à l'avenir pour elle seule les produits de son industrie ». Rien n'est en effet, plus juste que cette théorie ; il ne faut pas oublier que si le mari, comme chef de la communauté, peut toucher les produits du travail de son épouse aussi librement qu'il peut toucher les gains de sa propre industrie, il ne doit cependant

(1) TROPLONG, *C. de M.* II, p. 594, n. 1317.

(2) GUILLOUARD, *C. de M.* III, n. 1078, p. 39.

user des uns et des autres qu'à charge de subvenir aux besoins du ménage : si donc il détourne ces gains de leur destination légitime, il est juste que la femme puisse poursuivre contre lui la séparation de biens qui est le seul remède qui lui soit offert par la loi pour l'empêcher de tomber dans la misère ; il n'y aurait pas au monde, comme dit M. Toullier (1), une injustice plus grande, que celle qui consisterait à lui refuser cette ressource indispensable ; on ne peut pas condamner la femme à travailler pendant toute sa vie pour un mari dissipateur et débauché, ce serait la réduire à une condition pire que celle d'une esclave. Ne peut-on pas dire d'ailleurs que le travail et l'industrie de la femme sont un véritable dot qu'elle a apportée en mariage, puisque la communauté en tire un revenu peut-être considérable ; il est donc juste que la séparation des biens puisse être prononcée contre un mari qui dissiperait cette dot (2).

Ajoutons encore, toujours avec la majorité des auteurs, qu'alors même que la femme n'aurait apporté aucun bien à la communauté et qu'elle ne posséderait aucun talent ou aucune industrie de nature à procurer des ressources au ménage, elle pourrait toujours demander la séparation de biens, en supposant que le mari ait apporté des biens en mariage et ait ainsi composé un actif à la communauté, s'il se mettait à dissiper follement les revenus de cette communauté et s'il négligeait ainsi de subvenir aux besoins de la famille. Cette solution n'est cependant pas admise aussi généralement que la précédente : MM. Aubry et Rau ne l'adoptent pas et on peut citer quelques arrêts en faveur de l'opinion contraire (3) : La femme, dit-on n'a

(1) TOULLIER. T. 13, p. 55 ; n° 28, *in fine*.

(2) Paris, 2 juillet 1878. (Daloz, 79. 2. 107).

(3) AUBRY et RAU V. § 516, p. 391 note 9. Amiens, 20 août 1877, (Daloz 77. 2, 245).

rien apporté; elle n'a aucune dot; comment viendrait-on dire alors qu'il y a péril pour cette dot? Si généraux que soient les termes de l'article 1443, il serait impossible d'en étendre la portée au cas où la femme n'a fourni aucun bien et ne possède pas même une industrie ou un talent propres à procurer quelques ressources à la famille! Nous croyons au contraire que la séparation de biens peut parfaitement être prononcée dans cette hypothèse; nous ne pensons pas en effet qu'il faille s'en tenir à la lettre de l'article 1443 et qu'il faille voir dans les termes de ce texte une énumération limitative des causes de la séparation de biens; la vérité est qu'il y a lieu à séparation de biens, toutes les fois que l'existence du ménage est mise en péril par les prodigalités du mari; la vérité est encore que dans cette hypothèse même, où la femme ne possède aucune industrie et ne se livre à aucun travail rémunérateur, elle apporte cependant toujours quelque chose en mariage; elle apporte toujours son activité, ses bras, son économie et ses soins domestiques: c'est là son capital, c'est là la dot qu'elle apporte à son mari, et personne n'ignore que lorsqu'une femme est bonne ménagère, elle sait apporter à la communauté son contingent de bien-être et de prospérité! L'article 1443, comme beaucoup d'autres, ne statue que « *de eo quod plerumque fit* ». Il dispose que la femme pourra demander la séparation de biens quand le mari compromet la dot par le désordre de ses affaires: mais, en employant ces termes, le législateur a bien certainement entendu accorder à la femme le remède de la séparation de biens toutes les fois que les dissipations du mari mettraient en péril d'une façon quelconque l'existence et l'avenir du ménage (1).

(1) GUILLOUARD, *C. de M.* 3 p. 36, n° 1073. MARCADÉ, *V.* p. 581, *in fine*. TOULLIER *T.13.* n° 28 p. 54. TROPLONG, *C. de M.* II. n° 1319 à 1322, p. 596.

Nous avons supposé jusqu'ici que la séparation de biens était accordée contre un mari qui détournerait au profit de ses plaisirs les revenus destinés à subvenir aux besoins du ménage ; mais il se peut très bien que le mari ne se conduise point mal, qu'il ne se soit jamais livré au plaisir et que cependant la dot de la femme se trouve compromise dans son capital ou dans ses intérêts, par une administration inintelligente et mal comprise : nous croyons que ce défaut de culpabilité morale de la part du mari n'empêcherait pas de prononcer contre lui la séparation de biens : cette institution est, en effet destinée à enlever des mains d'un mari incapable l'administration et la jouissance de biens dont il ne fait point bon usage ; mais la loi ne dit nulle part qu'il faut pour, qu'on puisse l'employer, que le mari se soit montré coupable dans la gestion de ses affaires ; il suffit parfaitement qu'il s'y soit révélé inintelligent. Ajoutons qu'il y aurait lieu de prononcer la séparation de biens alors même que le péril de la dot viendrait des prodigalités et des folles dépenses de la femme ; c'était en effet au mari chef de la communauté et de l'association conjugale, à empêcher ces dépenses exagérées de son épouse, et il peut être nécessaire de retirer l'administration à un mari trop faible lui-même pour lutter contre la faiblesse de sa femme. Mais alors il sera bon de donner à celle-ci un conseil judiciaire, sinon on n'éviterait un danger que pour tomber dans un plus grand mal encore, puisque la femme se trouverait complètement libre de se ruiner (1).

Telles sont, parmi les causes de la séparation de biens, celles qui intéressent notre étude : on peut ainsi se rendre compte de l'importance que le législateur a entendu attribuer à cette destination qu'il a donnée aux revenus des

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 3, p. 49 et p. 58 n. 1096. MARCADÉ. V. p. 582.

biens des époux, de subvenir aux charges du mariage. Toutes les fois que le mari, chargé d'administrer la fortune de la communauté, aura détourné ces revenus de leur destination légitime, si ce détournement compromet l'avenir du ménage et de la famille, il sera une cause de séparation de biens, c'est-à-dire qu'on retirera alors des mains du mari une administration et une jouissance qu'il exerce mal, et que la communauté se trouvera ainsi dissoute (1).

§ 2^e. Des effets de la rétroactivité du jugement de séparation de biens relatifs aux revenus des biens des conjoints.

« Le jugement qui prononce la séparation de biens, dit l'article 1445 *in fine*, remonte, quant à ses effets, au jour de la demande. » En général, les jugements *déclaratifs de droits* produisent effet du jour où la demande a été introduite, parce qu'ils ne font que reconnaître l'existence d'un état antérieur. Mais il ne saurait en être de même en principe des jugements qui constituent *un état nouveau* ; l'état qu'ils créent n'existe en effet qu'à partir du jugement, et l'on ne comprendrait pas qu'on fasse remonter à une époque antérieure les effets de l'existence de cet état nouveau. Or, nous sommes ici en présence d'un jugement qui crée un nouvel état de choses : les époux étaient mariés sous un régime de communauté, ils vont être désormais séparés de biens judiciairement ; malgré cela, la loi décide que les effets de ce jugement remonteront au jour

(1) Sur ces diverses causes de séparation de biens touchant les revenus : V. GUILLOUARD, *C. de M.* T. 3, n. 1075 et suiv. p. 36. MARCADÉ, T. V. art. 1443, p. 581. AUBRY et RAU, T. V. § 516, p. 391. TROPLONG, *C. de M.* II. nos 1315 à 1322, p. 591. TOULLIER T. 43, n. 23 à 29, p. 46.

de la demande. Et bien, on comprend assez facilement pourquoi et dans quel but le législateur a fait ici exception à la règle générale, en édictant cette rétroactivité : si la femme plaide en séparation de biens contre son mari, c'est parce que celui-ci dissipe le patrimoine commun et détourne les revenus de la destination qui leur a été donnée par la loi ; cette mesure est destinée à l'empêcher de continuer à compromettre ainsi l'avenir du ménage. Or, il ne fallait point que, pendant le temps assez long que doit durer l'instance, le mari pût profiter de ce qu'il est encore chef de la communauté pour dilapider complètement la fortune de sa femme ; si le législateur n'avait point stipulé cette rétroactivité des effets du jugement de séparation de biens, dans bien des cas, le mari aurait abusé des pouvoirs qui lui seraient restés jusqu'à ce jugement, et alors, loin de sauvegarder les intérêts de la femme, la demande en séparation n'aurait fait que les compromettre plus gravement encore : voilà pourquoi la loi a admis que les effets du jugement remonteraient au jour de la demande, c'est-à-dire que tous les actes que le mari aura pu faire pendant le cours de l'instance relativement aux biens de la femme seront nuls et non avenus, à l'exception cependant de certains actes d'administration qu'il sera toujours obligé de faire dans l'intérêt même du patrimoine de la femme. Et remarquons bien que cette rétroactivité a été édictée, non pas seulement contre le mari, mais encore contre les tiers qui auraient contracté avec lui : les actes ainsi faits pendant l'instance au détriment des biens de la femme seront nuls, aussi bien à l'égard des tiers qu'à l'égard du mari, et pour que les tiers n'aient pas le droit de s'en plaindre, l'article 1443 et, après lui le Code de procédure ont organisé toute une série de règles destinées à rendre publique la demande en séparation de biens intentée par la femme, et à prévenir tous ceux qui voudront désormais contracter avec le mari, qu'ils s'exposent à voir annuler tous leurs actes.

Ainsi, le *jugement qui prononce la séparation de biens remonte, quant à ses effets, au jour de la demande*. Ce principe entraîne, comme nous allons le voir, quelques conséquences importantes relativement aux revenus des biens des époux.

La communauté est réputée dissoute au jour de la demande ; c'est donc dans l'état où elle se trouvait à cette époque qu'elle doit être liquidée : par conséquent, *la femme a droit, à compter du jour de la demande, à la restitution des fruits et revenus de ses biens propres et des gains provenant de son travail et de son industrie que le mari aurait pu toucher pendant l'instance ; elle a droit également, du jour de la demande, aux intérêts de sa dot mobilière dont elle s'était réservée la reprise en argent*, mais le tout, comme nous le verrons, sous la déduction de sa part contributive dans les charges du mariage : cette conséquence est admise par la grande majorité des auteurs ; elle n'était cependant pas adoptée aussi généralement dans l'ancien droit : Pothier mentionne un arrêt du 8 avril 1672, qui n'aurait donné à la femme les intérêts de sa dot qu'à partir du jugement de séparation de biens, et non pas à compter du jour de la demande. Quant à Pothier lui-même, il s'en rapporte sur ce point à l'équité du juge ; il permet à celui-ci de compenser les intérêts de la dot avec la part contributive de la femme aux charges du mariage, sauf cependant dans le cas où le mari aurait volontairement fait durer le procès par ses défenses opiniâtres, afin de profiter précisément des intérêts de la dot ; et il alloue dans ce cas à la femme les intérêts de sa dot, à partir du jour de la demande en séparation de biens sous la déduction de sa part contributive dans les charges du mariage. M. Troplong (1), lui, n'admet pas que la femme ait droit aux revenus et intérêts de sa

(1) TROPLONG C, de M. II. n° 1384, p. 659.

dot à compter du jour de la demande ; les intérêts, dit-il, sont en général la peine d'un retard dans le paiement ; or, le mari ne pouvait pas payer avant le jugement ! Tel est le raisonnement de M. Troplong ; mais est-il bien exact de dire, d'une façon générale, que les intérêts soient la peine d'un retard dans le paiement ? Il en est quelquefois ainsi, mais non pas toujours, et en particulier, dans notre espèce, nous ne croyons pas que ce soit pour punir le mari d'un retard d'un paiement, qu'on l'oblige à verser les intérêts de la dot à compter du jour de la demande ; si cette obligation lui incombe, nous croyons que c'est tout simplement parce que, le capital même de la dot devenant exigible du jour de la demande, il est juste qu'il en rembourse aussi les intérêts à compter du même jour. D'autre part, suivant M. Troplong, pendant toute l'instance et jusqu'au jugement de séparation de biens, le mari doit supporter les charges du mariage, et il est juste qu'il profite, pendant ce temps, des revenus et intérêts qui sont précisément destinés à subvenir à ces charges communes : il nous semble encore assez facile de répondre à cette argumentation : Il est vrai que le mari, comme chef de la communauté, doit faire face aux besoins du ménage, mais nous croyons précisément que la femme n'aura droit aux intérêts de sa dot à compter du jour de la demande, que déduction faite de sa part contributive dans ces charges du mariage pendant la durée de l'instance ; et dès lors, il n'y a plus aucune raison de laisser jouir le mari de ces revenus et intérêts de la dot pendant ce temps.

Cette solution nous semble dictée par l'article 1473 du Code civil, qui dispose que les récompenses et remplois dus par la communauté aux époux, et les récompenses ou indemnités par eux dues à la communauté emportent intérêt de plein droit du jour de la dissolution de la communauté ; or il s'agit ici de récompenses dues à la femme par la communauté ; c'est donc à partir du jour de la dis-

solution de la communauté que la femme a droit aux intérêts de sa dot ; mais d'autre part, n'oublions pas que l'article 1445 *in fine* dispose, dans des termes très généraux, que le jugement de séparation de biens remonte, quant à ses effets, au jour de la demande, ce qui veut dire que, dans le cas de la séparation de biens judiciaire, la communauté est censée dissoute le jour de la demande : c'est donc bien à compter de cette époque que la femme a droit à la restitution des intérêts et des fruits de ses biens propres. M. Troplong cite, dans le sens de son opinion, un arrêt de la cour de cassation du 28 mars 1848 (1) ; mais MM. Aubry et Rau font très justement remarquer que cet arrêt a été rendu dans une espèce où les époux étaient mariés sous le régime dotal, et que sa décision, très contestable déjà pour le cas de ce régime dotal, ne peut certainement pas être étendue au régime de la communauté : la jurisprudence plus récente paraît au contraire tout à fait constante dans le sens que nous avons cherché à faire prévaloir, savoir que la femme a droit, à compter du jour de la demande en séparation de biens, à la restitution des fruits de ses biens propres et des produits de son travail (2).

Il se peut cependant que la femme suspende pendant un certain temps la poursuite en séparation de biens qu'elle a intentée contre son mari, puis, qu'elle la reprenne quelque temps après ; dans ce cas, il nous semble juste de fixer seulement à la date de la reprise d'instance la restitution à la femme des fruits et intérêts de sa dot ; en effet, ce n'est en réalité qu'à ce moment là que commence vraiment la procédure de séparation de biens, tout ce qui avait été fait auparavant n'ayant point compté.

Nous verrons que l'un des principaux effets du juge-

(1) Cass. 28 mars, 1848. (Sirey 48. 1. 354).

(2) Toulouse 7 mars 1845. (Sirey 45. 2. 590). Agen 29 avril 1868. (Sirey. 68. 2. 429.). Dijon, 3 décembre 1869, (Sirey 70. 2. 17).

ment de séparation de biens consiste dans l'obligation pour la femme de contribuer aux charges du mariage proportionnellement à ses facultés et à celles du mari, et même de supporter entièrement ces charges, au cas où il ne resterait rien au mari. Mais disons dès maintenant que l'un des effets de la rétroactivité du jugement de séparation de biens est que la femme devra contribuer à ces charges à compter du jour de la demande : nous venons de voir qu'elle obtient la restitution des fruits de ses biens à compter de ce même jour ; il est donc parfaitement juste que ce jour soit aussi le point de départ de son obligation. Pothier estimait que si les intérêts de la dot n'étaient pas très considérables, le juge pouvait compenser ces intérêts avec la part contributive de la femme aux charges du mariage ; il pensait que ce point devait être laissé à l'arbitrage du juge ; nous ne croyons pas qu'on puisse adopter aujourd'hui cette solution : la compensation ne nous semble point pouvoir s'établir dans cette hypothèse ; en effet, par suite de la rétroactivité attachée aux effets du jugement de séparation de biens, la femme a droit aux revenus de ses biens à compter du jour de la demande, sous la seule déduction de la somme jusqu'à concurrence de laquelle elle a dû contribuer pendant l'instance aux charges du mariage ; le mari n'a donc pas le droit d'exiger autre chose que cette somme représentant la part de la femme dans les charges communes ; il nous semble par conséquent impossible d'opérer une compensation entre cette somme représentant les intérêts de la dot pendant le cours de l'instance, si ces intérêts s'élèvent à un chiffre plus considérable que celui auquel monte la dette de la femme. Remarquons d'ailleurs que, le plus souvent, cette dette de la femme, bien qu'exigible avant le jugement, n'est pas en général liquide, et que c'est alors une raison de plus de décider que la compensation ne peut avoir lieu ici, puisqu'elle ne peut s'opérer qu'entre deux dettes liquides.

On sait que le mari, qui a détourné des valeurs de com-

munauté, peut, conformément à l'article 1477, être privé de sa part dans l'actif de la communauté, il doit donc dans ce cas restituer à la femme les valeurs détournées ; nous croyons qu'il devra lui payer également les intérêts ou dividendes que ces valeurs auraient produits, à compter du jour de la demande en séparation : la généralité des termes de l'article 1455 *in fine* nous autorise à admettre cette solution (1).

§ 3^e. **Effets produits par le jugement de séparation de biens sur les revenus des biens des conjoints et sur les produits de leur travail et de leur industrie.**

La communauté étant dissoute, la femme reprend la libre administration de ses biens (art. 1449) ; nous n'avons point à étudier dans ses détails ce droit d'administration qui appartient désormais à la femme, pas plus que nous n'avons examiné les conséquences de l'administration du mari pendant l'existence de la communauté dont il était le chef. Il nous suffit de savoir que la femme, reprenant la libre administration de son patrimoine, en reprend aussi la jouissance, c'est-à-dire que désormais les revenus de ses biens propres lui appartiendront, à charge seulement pour elle de contribuer, dans la mesure que nous aurons à déterminer, aux charges du mariage.

Les revenus des biens de la femme, disons-nous, lui appartiennent désormais : elle est libre en effet de les toucher elle-même et d'en donner quittance, elle peut en disposer comme bon lui semble, les placer si cela lui convient ; elle peut même faire des donations à l'aide des

(1) V. dans ce sens : Cassation 5 août 1868 (Dalloz, 68. 1. 407). Sur toutes ces questions concernant la rétroactivité, V. BAUDRY-LACANTINERIE, T. 3, p. 122. — GUILLOUARD, *C. de M.* III, n. 1163 à 1165, p. 115. — TROPLONG, *C. de M.* II, n. 1384 et 1385, p. 658. — TOULLIER, T. 13, n. 105, p. 163. — MARCADÉ, V, p. 591. — AUBRY et RAU, V, § 516, p. 401 et note.

économies qu'elle réalise chaque année sur ses revenus ; ce n'est là que la conséquence du droit de libre disposition dont elle jouit sur ces mêmes revenus ; remarquons cependant que, si elle avait amassé des économies année par année de façon à se créer un capital véritable, elle ne pourrait plus alors en disposer librement à titre gratuit ; il lui faudrait pour cela l'autorisation de son mari, à cause de la règle de l'article 217 du Code civil (1).

Mais si la femme peut toucher librement ses revenus et les produits de son travail et en disposer comme bon lui semble, il arrive souvent qu'en fait, au bout de peu de temps, elle se lasse des pouvoirs qui lui ont été donnés : elle abandonne alors peu à peu l'administration de ses biens et laisse de nouveau à son mari le soin de toucher les revenus et d'en disposer pour le mieux des intérêts du ménage. Rien ne lui interdit d'agir ainsi ; elle pourrait prendre un mandataire étranger pour administrer sa fortune, il n'y a pas de raison pour qu'elle ne puisse pas confier cette gestion à son mari. C'est là ce qui arrive le plus fréquemment, quelque temps après la séparation de biens, quand celle-ci n'est pas le résultat d'un divorce ou d'une séparation de corps ; nous examinerons plus loin, en étudiant le régime de la séparation de biens contractuelle, quelles sont à l'égard des revenus, les conséquences de cette administration de fait exercée par le mari.

En dehors de ces cas exceptionnels, dans lesquels le mari reprend en fait l'administration et la jouissance des biens de la femme, nous avons dit qu'en règle générale, c'était la femme, qui, après la séparation de biens, reprenait la jouissance de ses biens, et en touchait les revenus pour en disposer librement.

Mais de même qu'avant la séparation de biens la communauté ne recueillait les revenus que pour subvenir aux

(1) Paris, 28 juin 1831 (Dalloz 52. 2. 22) : GUILLOUARD, *C. de M.* 3, n. 4190, p. 434.

charges du mariage, de même, la femme devra désormais contribuer avec les revenus dont elle dispose, à ces charges communes, que les fruits sont précisément destinés à satisfaire : c'est cette obligation dont la femme se trouve grevée après la séparation de biens, que nous devons examiner : il nous faut voir en effet quelle en est l'étendue suivant les différents cas qui peuvent se présenter :

« Aux termes de l'article 1448, la femme doit contribuer, proportionnellement à ses facultés et à celles du mari, tant aux frais du ménage qu'à ceux d'éducation des enfants communs ; et elle doit supporter entièrement ces frais s'il ne reste rien au mari. »

Nous verrons que, dans l'hypothèse de la séparation de biens contractuelle et dans celle où il s'agit du mode de contribution de la femme dotale aux charges du mariage sur ses biens paraphernaux, les articles 1537 et 1575 disposent qu'à défaut de conventions spéciales des époux, la femme devra contribuer aux charges du mariage jusqu'à *concurrence du tiers de ses revenus*. Dans notre espèce, c'est-à-dire au cas où il s'agit de la séparation de biens judiciaire, il en est tout autrement ; la loi, comme nous l'avons vu, en énonçant les termes mêmes de l'article 1448, n'établit alors aucun forfait et laisse aux tribunaux le soin de fixer la contribution de la femme, en comparant ses ressources à celles de son mari ; chaque conjoint contribuera proportionnellement à ses facultés aux frais du ménage et à l'éducation des enfants communs. Si donc l'on suppose que les ressources provenant au mari de ses biens personnels ou de son travail, sont égales à 2, et s'il en est de même de celles de la femme, ils contribueront chacun pour moitié aux charges du mariage, au lieu que si les ressources du mari étaient égales à 4 et celles de la femme à 3, le mari supporterait un quart seulement des charges communes et la femme en supporterait les trois quarts ; enfin, comme nous l'avons

dit, la femme pourra être obligée de subvenir à elle seule aux besoins du ménage, au cas où il ne resterait aucune ressource à son mari. Si les conjoints craignent quelques difficultés au sujet de la fixation de cette part contributive de chacun d'eux, ils pourront s'adresser à la justice ; le jugement qui prononce la séparation de biens, par exemple, pourra déterminer cette part ; un jugement postérieur pourra aussi fixer la proportion suivant laquelle chacun des époux prendra sa charge des dépenses du ménage ; mais nous croyons que les décisions qui interviendront sur ce point seront toujours essentiellement variables, comme celles qui sont rendues pour déterminer le *quantum* des pensions alimentaires : l'importance relative des ressources et des revenus de chacun des époux peut en effet fort bien varier dans l'avenir ; par conséquent le chiffre de la contribution de la femme pourra, par la suite, se trouver augmenté ou diminué.

On comprend jusqu'à un certain point que, dans l'hypothèse de la séparation contractuelle, le législateur ait déterminé d'avance la part jusqu'à concurrence de laquelle la femme devra contribuer aux dépenses du ménage à défaut de convention spéciale de la part des époux dans leur contrat de mariage ; au moment en effet où les conjoints ont adopté ce régime de la séparation de biens, ils connaissent leur situation réciproque et l'état des ressources de chacun d'eux, ils ont pu par conséquent déterminer librement leurs parts respectives dans les dépenses communes, et s'ils n'ont point fait de convention précise sur ce point, il est permis de supposer qu'ils ont adopté le chiffre fixé par le Code, estimant qu'il était juste, dans l'espèce, que la femme abandonnât le tiers de ses revenus pour subvenir aux besoins de la famille. Mais quand les époux se sont mariés sous un régime de communauté, il est assez difficile de supposer qu'ils aient pu prévoir le cas où la communauté prendrait fin par suite de la séparation

de biens. Ils n'ont donc pas pu fixer d'avance, pour cette hypothèse, le chiffre de la contribution de chacun d'eux dans les charges du mariage, et la loi ne pouvait pas davantage déterminer ce chiffre pour eux, comme elle l'a fait pour le cas où ils ont adopté le régime de la séparation de biens contractuelle, ou encore pour celui où la femme dotale s'est réservé des biens paraphernaux. On comprend donc que, dans cette hypothèse, le législateur se soit contenté de dire que chacun des époux contribuerait proportionnellement à ses facultés aux dépenses communes. D'autre part, la plupart du temps, les circonstances qui ont fait prononcer la séparation judiciaire permettent de supposer qu'il reste peu de ressources au mari ; on s'explique alors facilement que le Code ait prescrit à la femme d'employer la totalité de ses revenus à faire face aux besoins du ménage, s'il ne reste rien au mari ; la femme n'a pas le droit de s'en plaindre, car, en adoptant le régime de la communauté, elle avait déjà consenti à employer tous ses revenus aux dépenses communes, puisqu'elle n'ignorait pas que la communauté devait les recueillir en totalité précisément dans le but de faire face à ces dépenses (1).

Nous venons de dire que si le mari est ruiné, l'article 1448 impose à la femme l'obligation de subvenir seule aux charges du mariage et à l'éducation des enfants ; nous rencontrons à ce propos une question intéressante : Dans ce cas d'insolvabilité du mari, la femme est-elle tenue, vis-à-vis de celui-ci, des dépenses du ménage faites avant la demande en séparation ? En un mot, ses revenus postérieurs à la séparation pourront-ils être saisis pour payer les dépenses du ménage faites par le mari antérieurement à la demande en séparation de biens ? Nous croyons

(1) GUILLOUARD *C. de M.* 3, nos 1218 et 1219, p. 162 — TROPLONG. *C. de M.* 2, n. 14 32 et 1433 p. 716 et 717. MARCADÉ V, p. 593, n. II sous l'article 1449.

devoir adopter, pour résoudre cette question, une distinction qui nous est suggérée par l'ouvrage de M. Guillouard : Pour ce qui est des dépenses du ménage faites antérieurement à la demande en séparation, nous croyons que la femme n'en est pas nécessairement tenue en cas d'insolvabilité du mari ; les dépenses du ménage constituent en effet purement et simplement une dette ordinaire de la communauté ; or la femme peut parfaitement, après la séparation, et même pendant le cours de l'instance, renoncer à la communauté : Si elle adopte ce parti, elle doit donc être déchargée de cette dette, comme de toutes les autres dettes de communauté. Mais nous croyons, avec M. Guillouard, qu'il n'en serait point de même pour les frais d'éducation des enfants faits avant la séparation de biens ; en effet l'obligation de subvenir à ces frais d'éducation pèse bien sur les deux époux, au cas où tous deux possèdent des ressources suffisantes ; mais si un seul des conjoints a de la fortune, seul il est tenu de cette dette ; par conséquent on peut fort bien admettre qu'à partir du moment où le mari a été ruiné, la femme seule est restée tenue sur ses ressources personnelles de faire face à l'éducation de ses enfants et elle n'a pas pu se décharger de cette dette qui est plus sacrée que toutes les autres. Par conséquent, à la différence des dépenses ordinaires du ménage, qui sont une dette ordinaire de la communauté, les frais d'éducation et d'entretien des enfants sont une dette personnelle de chacun des conjoints, et même en renonçant à la communauté, la femme n'a pas pu se soustraire à l'obligation qui lui incombe de payer cette dette (1).

Ainsi, parmi les charges ordinaires du mariage que les

(1) Jurisprudence dans ce sens : Agen, 13 juillet 1849 (Dalloz, 49.2.168.) — Agen, 18 juin 1851 (Dalloz, 51.2.228). — V. GUILLOUARD *C. de M.* 3, n. 1220 et 1221, p. 162 et 163. — AUBRY et RAU V § 516 texte, et note 61, p. 404.

revenus de la femme séparée de biens judiciairement sont destinés à satisfaire, doivent être comprises les dépenses à faire pour l'éducation et l'entretien des enfants. Mais il ne s'agit ici que des enfants communs et non pas de ceux que le mari aurait eus d'un précédent mariage. Ces derniers ne sont en effet pour la femme que des étrangers et on ne peut pas l'obliger à dépenser ses revenus pour leur entretien. Toutefois, il est certain que la présence de ces enfants d'un premier lit peut fort bien aggraver indirectement les charges qui vont peser désormais sur les ressources de la femme ; en effet, les facultés d'une personne doivent s'apprécier d'après les obligations qui lui incombent ; or, la présence de ces enfants d'un premier mariage du mari constitue pour celui-ci une charge importante, et est par conséquent de nature à diminuer ses revenus disponibles et, par voie de conséquence, sa part contributoire dans les dépenses du ménage ; la part contributoire de la femme dans ces mêmes dépenses s'augmentera donc d'autant, de même qu'elle en supportera la totalité si le mari ne possède plus d'autres ressources pour y contribuer (1).

Quand l'article 1448 oblige ainsi la femme à subvenir à l'aide de ses seuls revenus aux charges du mariage, en cas d'insolvabilité du mari, il suppose un ménage commun, c'est-à-dire que le mari habite avec sa femme ; mais supposons qu'il plaise au mari d'aller demeurer ailleurs ; la femme qui supporte déjà toutes les dépenses faites à son domicile pour l'entretien du ménage et des enfants, sera-t-elle également obligée de couvrir les frais que fera son mari par cette installation séparée ? M. Troplong prétend que la femme est tenue de payer les dépenses ainsi faites séparément par son mari, que son obligation de subvenir aux charges du ménage se transforme alors en une obli-

(1) MARCADÉ, V, p. 593, n. II, sous l'art. 1449.

gation de fournir au mari une pension alimentaire proportionnée à ses besoins, et qu'elle n'est quitte envers son époux qu'une fois que cette pension a été soldée (1). Cette solution nous semble extrêmement dure pour la femme, et nous ne croyons pas qu'elle doive être admise. Le mari, contre lequel la séparation de biens a été prononcée, n'a nullement le droit de réclamer à sa femme une pension alimentaire ; il peut seulement l'obliger à contribuer aux dépenses du ménage, ou même à les supporter seule s'il ne possède plus rien ; mais remarquons bien que l'article 1448 n'impose pas à la femme d'autre obligation que celle de supporter « *les frais du ménage* », c'est-à-dire *de la vie commune*, ce qui veut dire par conséquent, que, si le mari veut que la femme l'entretienne, il doit habiter avec elle et non pas vivre séparément, ce qui pourrait entraîner des dépenses beaucoup plus considérables (2). La Cour de Bordeaux, dans un arrêt du 31 mai 1854 (3) a cependant décidé que si le mari se trouvait, par suite de son dénuement, hors d'état de recevoir la femme dans un domicile convenable, celle-ci était dans l'obligation de lui abandonner une partie de ses revenus, et ne pouvait pas s'affranchir de cette obligation, même en lui offrant de venir habiter avec elle. Cette solution nous semble absolument inexacte, car cela revient toujours à dire que la femme doit, dans cette hypothèse, payer à son mari une pension alimentaire ; or, nulle part, la loi ne mentionne une pareille obligation à la charge de la femme ; celle-ci n'a à supporter que les frais du ménage, c'est-à-dire de la vie commune ; elle a donc parfaitement le droit d'exiger que son mari habite avec elle, s'il tient

(1) Cassation, 6 mai 1835 (Dalloz, 35.1.405).

(2) Paris, 9 juillet 1858 (Dalloz, 58.2.186).

(3) Bordeaux, 31 mai 1854 (Dalloz, 55. 2. 289).

à ce qu'elle lui fournisse sa nourriture et son entretien (1).

La femme séparée de biens judiciairement doit donc contribuer, comme nous l'avons dit, aux dépenses du ménage ; mais il ne faut pas oublier que la séparation de biens laisse subsister en principe la vie commune et par conséquent *l'autorité maritale*, quand elle n'est point le résultat d'un divorce ou d'une séparation de corps. Par conséquent, bien que la femme reprenne alors la libre administration de ses biens, le mari est toujours en droit d'exiger que la somme, jusqu'à concurrence de laquelle elle doit contribuer aux charges du mariage, soit versée entre ses mains, et il peut toujours s'opposer à ce que son épouse fasse elle-même et directement l'emploi de cette somme : c'est en effet toujours dans le mari que réside l'autorité maritale, bien que la séparation de biens ait été prononcée contre lui, et il demeure toujours le chef du ménage ; il demeure également le maître, quand les conjoints ont adopté le régime de la séparation contractuelle, bien qu'il n'ait pas alors, non plus que dans notre espèce, l'administration des biens de la femme : dans aucun de ces cas, en effet, la séparation de biens ne doit rabaisser le caractère et l'autorité du mari ; par conséquent, c'est entre ses mains que la femme doit verser la portion de ses revenus qui est destinée à faire face aux dépenses communes ; et elle ne peut disposer librement que du surplus des ressources que lui donnent ses biens propres. Il est certain que cette prescription de la loi n'est pas toujours sans danger : en général le mari, contre lequel la séparation de biens a été prononcée, est un mari prodigue et dissipateur : il se peut donc très bien que, si la femme verse entre ses mains une partie de ses revenus, le mari les dé-

(1) GUILLOUARD, *C. de M.* 3, n. 1224. p. 166. TROPLONG, *C. de M.* 2, n. 1436, p. 719.

tourne encore du but que la loi leur avait assigné, en les dissipant pour satisfaire ses plaisirs et ses débauches. Il y a donc là pour la femme un danger très sérieux, qui peut très bien paralyser tous les effets utiles de la séparation de biens. Y a-t-il un remède à cet état de choses ? Ne peut-on pas décider, par exemple, que la femme pourra, dans cette hypothèse, s'adresser à la justice afin de lui demander l'autorisation de payer directement aux fournisseurs du ménage les sommes qui leur sont dues ? En principe, nous devons répondre que toute démarche de ce genre, est absolument impossible : le mari est toujours le chef de la société conjugale, et il est certain que, dans l'état actuel de la législation, les tribunaux ne peuvent pas porter atteinte à son autorité ; il n'y a donc en réalité aucun remède à cette situation, si ce n'est cependant peut être la faculté pour la femme de provoquer la nomination d'un conseil judiciaire à son mari. Il y a là évidemment une lacune dans notre législation : il serait désirable qu'il intervînt une loi qui permît à la femme de demander au tribunal l'autorisation de payer directement les fournisseurs, sans avoir à faire passer par les mains du mari les sommes destinées à subvenir aux besoins du ménage ; les tribunaux ont bien compris qu'il y avait là une omission fâcheuse dans l'œuvre du législateur ; ils ont souvent cherché à apporter un remède à cette situation : aussi ont-ils accordé dans bien des cas à la femme l'autorisation de faire directement l'emploi de ses revenus dans l'intérêt du ménage (1). Nous sommes loin de blâmer la jurisprudence d'avoir accordé dans certains cas cette autorisation ; bien des ruines ont pu ainsi être évitées ; mais nous estimons que si en fait c'est là une mesure utile, elle n'est d'autre part certainement pas légale, car elle implique une dérogation aux règles de la puissance maritale : le mari

(3) Caen, 8 avril 1851 (Dalloz, 52. 2. 127).

est en effet toujours le chef de l'association conjugale, et on ne peut amoindrir son autorité, à moins d'y être autorisé par un texte formel de la loi (1).

Mais si le mari, comme chef du ménage, peut toujours exiger que sa femme verse entre ses mains la portion de ses revenus destinée à subvenir aux dépenses communes, il ne peut certainement, pour assurer le paiement de la part contributive de sa femme, exiger de celle-ci aucune garantie, soit en reprenant de force l'administration et la jouissance de ses biens, soit en touchant lui-même les revenus de son épouse, soit en exigeant d'elle une caution ou une hypothèque. L'article 1448 n'autorise en effet aucune mesure de ce genre et n'oblige point la femme à fournir des garanties ; ce serait d'ailleurs là un procédé injurieux pour elle et absolument arbitraire. Elle a donc le droit absolu de toucher directement ses revenus, et on ne peut pas lui imposer d'autre obligation que celle de les verser entre les mains de son mari, jusqu'à concurrence de sa part contributive. Dans certains cas cependant, les tribunaux pourraient, à titre d'exception, autoriser le mari à toucher directement une certaine quotité des revenus de la femme. C'est ce qui arriverait, par exemple, si celle-ci avait essayé de se soustraire au paiement de sa dette, ou si, par des dépenses exagérées, elle s'était mise hors d'état de satisfaire à son obligation : remarquons en effet que le mari est créancier éventuel, et que c'est dans cette qualité qu'il peut alors puiser le droit de demander certaines garanties, tout créancier à terme ou même conditionnel pouvant toujours prendre des mesures conservatoires de ses droits (2) ; mais nous croyons que ce n'est qu'à titre

(1) GUILLOUARD, *C. de M.*, III, n. 1223, p. 163. — MARGADÉ, V, p. 593 *in fine* et 594 sous l'article 1449. — TROPLONG, *C. de M.*, II, n. 1133, p. 717 et 718. — BAUDRY-LACANTINIERE, III, p. 127. — AUBRY ET RAU, V. § 316, p. 403.

(2) Agen, 7 mars 1870 (Dalloz, 70. 2. 131).

tout à fait exceptionnel que les tribunaux pourront autoriser cette mesure, et qu'en principe le mari ne peut exiger de sa femme aucune garantie (1).

La femme doit donc en principe verser entre les mains de son mari la portion de ses revenus jusqu'à concurrence de laquelle elle doit contribuer aux charges du mariage. Mais est-elle également tenue vis-à-vis des tiers de cette obligation de prendre sa part des dépenses communes ? en un mot, les tiers, c'est-à-dire les fournisseurs, qui peuvent incontestablement, même après la séparation de biens, s'adresser au mari chef de la société conjugale pour se faire payer ce qui leur est dû, peuvent-ils s'adresser aussi directement à la femme, pour l'obliger à leur verser elle-même le montant de sa part contributive ? Un grand nombre d'auteurs, comme MM. Troplong, Guillouard, Aubry et Rau, n'hésitent point à admettre que les tiers peuvent en effet s'adresser directement à la femme et la forcer à leur payer sa part. Nous reconnaissons volontiers que, si les tribunaux ont en fait autorisé la femme à payer directement les fournisseurs, ceux-ci peuvent alors se retourner vers elle et lui demander le paiement de sa dette, sans avoir à tenir compte du mari, car ils ont dans ce cas vraiment suivi sa foi, puisque c'est avec elle qu'ils ont traité directement, mais en principe nous ne croyons point qu'en dehors de cette hypothèse exceptionnelle ils puissent poursuivre contre la femme elle-même le paiement de la part de celle-ci dans les dépenses communes après la séparation de biens ; ce n'est pas avec elle en effet qu'ils ont dû traiter, mais bien avec le mari chef de la société conjugale, et si la femme s'est obligée envers eux, ce n'est en réalité que comme mandataire de son mari et non pas en

(1) GUILLOUARD, *C. de M.*, III, n. 1226, p. 167. — TROPLONG, *C. de M.*, II, n. 1438, p. 720.

son nom personnel. M. Laurent donne un excellent argument dans le sens de notre opinion. Il invoque les termes même de l'article 1448, d'après lequel la femme doit *contribuer* aux charges du ménage, et même les *supporter* entièrement au cas où le mari se trouverait sans ressources. Ces deux expressions employées par le législateur, éveillent bien l'idée d'une charge qui doit incomber en définitive à la femme, mais elles ne signifient nullement que des tiers puissent exercer contre elle un *droit de poursuite direct* ; ce droit de poursuite du créancier du ménage contre la femme n'est nulle part consacré par la loi, et la femme n'est tenue du paiement que vis-à-vis de son mari, qui seul en principe peut se voir poursuivi par les tiers.

M. Guillouard prétend au contraire que la femme ne peut point se décharger de son obligation directe vis-à-vis des tiers, en prouvant qu'elle a remis à son mari somme suffisante pour payer sa part contributive dans les charges du ménage, et cela, parce qu'aux termes des articles 203 et 212, l'obligation de subvenir à ces dépenses communes incombe également aux *deux époux*, et que la séparation de biens, ayant rendu à la femme la disposition de ses revenus, la femme ne peut pas se soustraire à l'acquittement de son obligation personnelle, lorsqu'elle est poursuivie par les créanciers. Cette argumentation ne saurait nous convaincre, car si les articles 203 et 212 du Code civil mettent à la charge des *deux époux* l'obligation de subvenir aux dépenses du ménage, ils entendent consacrer un devoir qui incombe aux conjoints, devoir sacré d'entretenir leurs enfants et de se secourir mutuellement, mais ils n'entendent nullement régler la situation des époux vis-à-vis des tiers relativement aux charges communes : la seule place qu'occupent ces articles, au titre du mariage, prouve surabondamment que leur seule portée est d'indiquer un des effets qui naissent du mariage,

une des obligations qui en résulte, et qu'on ne peut pas leur donner d'autre signification. C'est donc, suivant nous, au mari que les fournisseurs doivent en principe s'attaquer pour avoir le paiement de ce qui leur est dû relativement aux dépenses du ménage, à moins cependant qu'ils aient été autorisés par justice à traiter directement avec la femme. La jurisprudence est cependant contraire à cette solution ; elle permet aux tiers de s'adresser directement à la femme (1).

Nous avons dit encore que la décision des tribunaux, déterminant la part contributive de la femme dans les charges du mariage, était essentiellement variable : il se peut en effet que, le mari étant complètement ruiné, la femme soit obligée de supporter seule ces dépenses, puis, que le mari revenant à meilleure fortune, la contribution de la femme soit changée pour l'avenir. Mais il est bien entendu que, quant au passé, il est définitif et que la femme ne peut jamais exercer contre son mari aucune répétition ; en payant en effet toute la dépense en cas d'insolvabilité du mari, la femme n'a fait qu'acquitter sa propre dette, et elle n'a point payé l'indû ; elle ne peut donc exercer aucune répétition (2).

Ainsi les revenus des biens des époux et les produits de leur travail n'ont bien été attribués à la communauté que pour subvenir aux charges du mariage, et le législateur, en organisant la séparation de biens judiciaires a voulu empêcher que toute cette catégorie de biens pût être détournée de cette destination légitime.

(1) Agen, 13 juillet 1849 (Dalloz, 49, 2. 168). Cassation, 27 janvier 1857 (Dalloz, 57. 1. 142). V. GUILLOUARD, *C. de M.*, III, n. 1222, p. 163. — LAURENT, t. XXII, n. 284. — AUBRY et RAU, V, § 516, p. 405. — TROPLONG, II, n. 1440, p. 721.

(2) Riom, 20 juillet 1853 (Dalloz, 53, 2. 358). GUILLOUARD, *C. de M.*, III, n. 1227, p. 163. — AUBRY et RAU, V, § 516, p. 404.

CHAPITRE II

Des conventions exclusives de communauté.

Nous nous sommes proposé de rechercher ce que deviennent, sous les divers régimes matrimoniaux, les produits des biens des époux, de leur travail et de leur industrie. Jusqu'ici, nous nous sommes bornés à rechercher ce qu'ils pouvaient devenir sous les régimes de communauté, et, parmi ces régimes, nous ne nous sommes occupés que que de la communauté réduite aux acquêts et de la communauté légale ; nous n'avons rien à dire des produits des biens des conjoints sous les autres régimes de communauté conventionnelle, dont les règles sont également posées par le Code. Nous n'aurions en effet qu'à répéter, relativement à ces diverses communautés spéciales, ce que nous avons dit pour les régimes de communauté en général. Peu importe en effet que le mobilier par exemple soit exclu en tout ou en partie de l'actif de la communauté, ou que les immeubles entrent ou non, suivant les cas, dans la communauté, c'est-à-dire que l'actif de celle-ci, au point de vue du capital, soit plus ou moins considérable : ces diverses clauses ne changent rien en effet aux règles que nous avons vues relativement aux fruits et revenus et aux produits du travail ; quelle que soit la convention spéciale qui vienne modifier l'étendue de l'actif de la communauté, celle-ci aura toujours droit, parmi les produits des biens des époux, à ceux qui auront le caractère de fruits, ainsi

qu'aux produits du travail des conjoints, et ces biens ayant le caractère de revenus devront toujours être employés à subvenir aux charges du mariage. Quant aux produits extraordinaires qui ne sont point des fruits, ils appartiendront toujours au propriétaire du bien dont ils sortent : ils profiteront par conséquent à l'un ou l'autre des époux, s'ils viennent d'un bien qui leur soit resté propre, et ils entreront dans la caisse de la communauté, s'ils proviennent d'un bien appartenant à celle-ci.

Il nous faut donc examiner maintenant la destinée des produits des biens des époux et des résultats de leur industrie, sous les conventions exclusives de la communauté.

Nous nous trouvons ici en présence de régimes matrimoniaux complètement différents de ceux que nous avons rencontrés jusqu'ici. Ce sont en effet des régimes dans lesquels les conjoints ont pris soin d'exclure toute espèce de communauté ; il n'y aura entre eux aucune société de biens, et chaque époux gardera pour lui seul la propriété de son patrimoine et supportera également seul les dettes qu'il aura contractées.

Il existe en réalité trois régimes exclusifs de communauté, le régime sans communauté, le régime de séparation de biens et le régime dotal. Mais nous n'étudierons dans ce chapitre, que les deux premiers de ces régimes, c'est-à-dire le régime sans communauté et le régime de séparation de biens, et nous réserverons le régime dotal pour un troisième chapitre. Nous remarquerons en effet qu'il existe entre le régime dotal, d'une part, et les deux autres conventions exclusives de communauté, d'autre part, des différences importantes qui font que l'on ne peut point rapprocher les uns des autres ces divers régimes ; aussi les rédacteurs du code ont-ils tracé les règles du régime dotal dans un chapitre séparé, plaçant au contraire les deux autres conventions exclusives de communauté dans le même chapitre que les régimes de

communauté, voulant montrer par là la commune origine coutumière des régimes en communauté avec le régime sans communauté et la séparation de biens, et indiquant au contraire, par cette répartition, l'origine complètement différente du régime dotal, qui, au lieu de sortir comme les autres régimes matrimoniaux, de la législation coutumière est venu des pays de droit écrit, où il a emprunté les principes du droit romain.

Il y a, disons-nous, entre le régime dotal, d'une part, et les régimes sans communauté et de séparation de biens, d'autre part, des différences importantes : ce qui caractérise en effet le régime dotal, c'est l'inaliénabilité de la dot de la femme, inaliénabilité qui ne frappe point les biens de la femme sous les deux autres régimes exclusifs de communauté que nous allons étudier : Nous verrons en outre que, sous le régime dotal, aux termes de l'article 1571, le mari qui recueille tous les fruits des biens dotaux à charge de subvenir au besoin du ménage, recueille ces fruits, qu'ils soient naturels ou civils, jour par jour, et non plus comme sous la communauté par la perception ; or c'est là encore une particularité qui ne s'applique point, ainsi que nous le verrons, au régime sans communauté ni à la séparation de biens. Contentons-nous pour le moment de constater la dissemblance qui existe entre le régime dotal et les deux conventions exclusives de communauté ; nous en tirerons un peu plus loin une conséquence importante.

De ce que nous plaçons dans un même chapitre l'étude de ces deux conventions exclusives de communauté, faut-il conclure que ce sont là deux régimes équivalents et ne se distinguant l'un de l'autre que par des détails secondaires ? Ce serait, croyons-nous, une grossière erreur de vouloir les assimiler l'un à l'autre, car il existe entre eux une différence profonde.

Ces deux régimes se ressemblent cependant par suite de leur commune origine coutumière avec la communauté

elle-même. Ils se ressemblent encore en ce sens que, dans l'un et l'autre de ces régimes, toute communauté de biens se trouve complètement exclue. Mais là s'arrête la ressemblance entre ces deux régimes qui ont, d'autre part, chacun leurs règles spéciales : si nous insistons sur les différences qui les séparent l'un de l'autre, c'est que précisément c'est relativement à la jouissance des biens, dans chacun d'eux, que ces différences existent.

La clause portant que les époux se marient *sans communauté* ne donne point à la femme le droit d'administrer ses biens, ni d'en percevoir les fruits : ces fruits sont censés apportés au mari pour soutenir les charges du mariage (article 1530). Au contraire, lorsque les époux ont stipulé par leur contrat de mariage qu'ils seraient *séparés de biens*, la femme conserve l'entière administration de ses biens meubles et immeubles et la jouissance libre de ses revenus (art. 1536).

Ainsi, dans le régime sans communauté, la femme n'aura ni l'administration, ni la jouissance de ses biens ; c'est le mari qui les administrera et en recueillera les revenus, et qui sera chargé en conséquence de faire face, à l'aide de ces revenus, aux divers besoins du ménage. Au contraire, dans le régime de séparation de biens, la femme garde l'administration et la jouissance de ses biens ; elle en touche librement les revenus à l'aide desquels cependant elle devra subvenir pour une certaine part aux charges du mariage.

Quelle peut être la cause et l'origine de cette diversité entre deux régimes d'où la communauté est cependant également exclue ? Dans un grand nombre de pays coutumiers, il était dû au seigneur, par suite du mariage d'une femme, un droit de relief et de rachat pour tous les fiefs qu'elle possédait en se mariant : l'usage était en effet qu'elle se mariât en communauté ; or son mari, devenant alors le chef de cette communauté, allait recueillir tous

les fruits des biens de sa femme : on voyait dans ce fait une sorte de mutation : c'était un bien qui sortait du domaine du seigneur : c'est pourquoi celui-ci exigeait un droit de rachat. Mais ce droit étant très onéreux, les vassaux cherchèrent peu à peu à s'en affranchir : ils prétendirent qu'il ne saurait y avoir lieu au relief, quand, par le contrat de mariage, il n'avait point été stipulé de communauté, ou lorsque la séparation de biens avait été prononcée : les seigneurs, de leur côté, soutinrent au contraire que le droit était toujours dû, même quand la communauté n'avait pas été stipulée, car le mari n'en avait pas moins, même dans ce cas, la puissance maritale sur la personne et sur les biens de sa femme, ce qui lui permettait toujours de faire siens les revenus des biens de son épouse. C'est ainsi que la jurisprudence féodale eut à se prononcer sur la *question de savoir si le droit du mari sur les revenus des biens de sa femme était fondé sur la communauté ou seulement sur la puissance maritale* ?

Bientôt prévalut l'opinion que ce droit du mari de toucher les revenus des biens de son épouse lui venait avant tout de sa *puissance maritale* et non pas de la *communauté*, si bien que l'on finit par établir cette règle qu'il ne suffisait point de stipuler l'exclusion de communauté pour conserver à la femme la jouissance et l'administration de ses biens, car, alors même que cette clause aurait été stipulée, la seule autorité maritale donnait au mari le droit de disposer des revenus des biens de sa femme ; il devait d'ailleurs logiquement en être ainsi, étant donné que, dans les pays de droit écrit, où il n'y avait point de communauté, le mari avait toujours la jouissance des biens de son épouse. Ainsi, il y eut alors trois régimes différents : le régime de communauté, le régime sans communauté, et le régime de séparation de biens ; et il ne suffit plus désormais de stipuler l'exclusion de communauté, pour être séparés de biens ; cette stipulation excluait sans doute

la communauté, mais elle n'enlevait point au mari la jouissance des biens de la femme. Il fallait donc, lorsqu'on voulait adopter la séparation de biens véritable, en convenir expressément dans le contrat de mariage.

Les rédacteurs du Code n'ont fait, en distinguant ainsi trois régimes différents, le régime de communauté, le régime sans communauté, et le régime de séparation de biens, qu'adopter cette règle coutumière. Ils n'ont d'ailleurs pas fait autre chose, en agissant ainsi, que d'appliquer ce précepte juridique bien connu, savoir que lorsqu'une clause est contraire au droit commun, il faut s'en tenir au sens littéral des termes de cette clause, sans leur donner aucune extension. Or, quel est le droit commun du contrat de mariage ? C'est le régime en communauté ; la convention qui exclut la communauté est donc contraire au droit commun ; on devra donc s'en tenir au sens littéral de la convention intervenue, c'est-à-dire qu'il n'y aura point de communauté entre les époux ; mais, comme en droit commun, c'est le mari, comme étant investi de la puissance maritale, qui a la jouissance et l'administration des biens de la femme au nom de la communauté, si celle-ci n'a point ajouté à la clause d'exclusion de communauté une convention expresse de séparation de biens, la seule exclusion de communauté n'empêchera point le mari de garder l'administration et la jouissance des biens de la femme et d'en toucher les revenus. Par conséquent, lorsque la femme veut conserver le droit de disposer elle-même des revenus de son patrimoine, elle ne doit point se contenter d'exclure la communauté de son régime matrimonial ; elle devra alors convenir qu'elle se marie sous la séparation de biens. Ainsi, entre le régime sans communauté et la séparation de biens, il y a une différence d'importance capitale, puisque dans le premier de ces régimes le mari a l'administration et la jouissance des biens de son épouse, au lieu que dans le cas de la séparation de biens

proprement dite, c'est la femme qui garde la liberté de disposer de ses revenus comme elle l'entend, à charge seulement, comme le verrons, de contribuer pour une certaine part aux dépenses du ménage (1).

Nous rechercherons dans deux parties différentes, ce que deviennent les produits des biens des époux et de leur travail, dans *le régime sans communauté*, et dans *le régime de séparation de biens*.

PREMIÈRE PARTIE

RÉGIME SANS COMMUNAUTÉ

Quand les conjoints stipulent qu'ils se marient sans communauté, la première conséquence de leur stipulation est qu'il n'y aura entre eux aucune communauté, aucune société de biens. Par conséquent, les biens que chacun d'eux possède au moment du mariage, aussi bien que tous ceux qui leur adviendront pendant son cours à titre gratuit ou onéreux, leur resteront propres, de même qu'ils supporteront seuls, chacun de leur côté, les dettes qu'ils auront contractées. Mais, comme nous venons de le dire, contrairement à ce qui aurait lieu si les époux avaient adopté le régime de la séparation de biens, la seule clause d'exclusion de communauté ne rend point à la femme l'administration et la jouissance de ses biens propres. C'est le mari qui, conformément à l'article 1534, conserve cette administration et cette jouissance. Par conséquent, non seulement il va administrer les biens de son épouse, comme il le faisait sous les régimes en communauté, mais il en

(1) TOULLIER. T. 44, n. 43, 44 et 45 p. 44 et ss.

conservera également la jouissance, c'est-à-dire qu'il va en percevoir tous les fruits et revenus et les fera siens : en un mot, il aura le caractère d'un usufruitier des biens de la femme pendant toute la durée du mariage. En compensation de cette jouissance, la loi lui impose l'obligation de subvenir aux charges du ménage (1530). Ainsi, voilà encore une preuve de cette corrélation continuelle, dont nous avons constaté déjà bien des fois l'existence, entre le droit aux revenus et l'obligation de faire face aux dépenses communes qui naissent du mariage : fidèle aux principes posés par lui, le législateur donne encore ici aux revenus cette même destination de subvenir aux besoins de la famille.

Le mari, disons-nous, a l'usufruit des biens de sa femme, il va sans dire qu'à plus forte raison il fait siens les revenus de ses propres biens ; ajoutons qu'il les recueille également pour les appliquer, avec les produits de son travail, aux charges du mariage, car ils se confondent en une seule masse avec les revenus des biens de la femme et ont toujours la même destination qui est d'assurer l'existence de la femme et des enfants.

Nous allons donc examiner le droit de jouissance donné au mari sur les biens de son épouse ; nous aurons à rechercher s'il a bien tous les caractères d'un usufruit ordinaire et s'il n'en diffère pas par certains côtés. Nous étudierons également les charges qui grèvent cette jouissance. Nous verrons comment elle prend fin et nous examinerons enfin quelques-unes des clauses spéciales qui peuvent se trouver jointes au régime sans communauté.

Mais avant d'entrer dans le détail de ces observations, il est nécessaire de tirer ici la conséquence de la remarque que nous avons faite au début de ce chapitre, savoir qu'il existe entre le régime sans communauté et le régime de séparation de biens, d'une part, et le régime dotal, d'autre part, des différences profondes :

Les rédacteurs du Code ont été assez peu prolixes de développements dans les textes qui servent de réglementation aux régimes sans communauté et de séparation de biens : Faudra-t-il, dans les cas de silence du législateur, s'en référer aux règles posées par lui pour le régime dotal, à cause de ce caractère commun de ces trois régimes, qui consiste à exclure la communauté ? évidemment non ; nous avons vu en effet que nos deux premiers régimes d'une part, et le régime dotal, de l'autre, avaient des origines complètement différentes. Ajoutons encore que le régime dotal, tel qu'il est organisé aujourd'hui, n'avait point été prévu au moment de la rédaction du Code civil ; il ne rentrait point en effet dans les projets des rédacteurs d'adopter le régime dotal : ce n'est que postérieurement, et pour satisfaire aux réclamations des pays de droit écrit que ce régime fut organisé : il est donc impossible de prêter aux législateurs l'intention que l'on s'en référât aux textes du régime dotal, pour compléter et interpréter ceux des régimes sans communauté et de séparation de biens : et alors, à quels principes devons-nous recourir, pour l'interprétation de ces textes, dans l'étude que nous allons faire de ces deux régimes ? nous croyons que c'est toujours aux principes des régimes en communauté que nous devons revenir, et cela, bien que nous trouvions ici en présence de clauses qui ont précisément exclu la communauté ; nous avons remarqué en effet que les deux conventions exclusives de communauté que nous allons examiner, avaient la même origine coutumière que les régimes de communauté ; en outre, le régime de communauté est le régime de droit commun ; c'est celui qui s'impose en l'absence de toute convention de la part des époux ; l'article 1531 laisse d'ailleurs clairement entendre que ce sont les principes de la communauté qui doivent toujours dominer dans les cas de la convention exclusive de communauté et de la séparation de biens ; il dispose

en effet que le mari *conserve* l'administration des biens de sa femme sous le régime sans communauté: cette expression ne signifie-t-elle pas d'une façon très nette que le législateur a entendu décider que le mari aurait, sous le régime sans communauté, les mêmes pouvoirs d'administration que dans le cas de la communauté? Ainsi, les principes des régimes de communauté, et en particulier de la communauté légale, devront s'appliquer ici, toutes les fois qu'un texte spécial ou une convention particulière n'y auront point dérogé (1).

§. 1^{er} Droit d'usufruit du mari sur les biens de sa femme dans le régime sans communauté.

Le mari a l'administration et la jouissance des biens de sa femme. Nous n'avons rien à dire de son droit d'administration; voyons seulement ce que comporte son droit de jouissance.

Disons dès maintenant que ce droit de jouissance du mari sur les biens de son épouse, est, comme celui qui appartient à la communauté sur les biens des conjoints, un droit de jouissance dont l'étendue est, en principe, et sauf les différences que nous verrons, soumise aux règles de l'usufruit ordinaire.

Ayant la jouissance des biens de son épouse, le mari a droit à tous les produits de ces biens ayant le caractère de fruits (*Quidquid ex re nasci aut renasci solet*), c'est-à-dire qu'il acquiert, parmi les produits, tous ceux qui naissent périodiquement du bien et qu'il était dans la nature de ce bien de mettre au jour. Ajoutons qu'il n'a aucun droit aux produits des biens de la femme qui n'ont point le caractère de fruits; ces produits là, que nous

(1) GUILLOUARD *C. de M.* IH, n. 1655, p. 520.

avons qualifiés de produits extraordinaires, restent propres à la femme, comme ils restent propres au nu-propriétaire, dans le cas de l'usufruit ordinaire. En outre, c'est par la perception que le mari acquiert les fruits naturels et industriels, au lieu qu'il fait siens les fruits civils jour par jour ; l'article 1571, d'après lequel tous les fruits indistinctement, civils ou naturels, sont soumis à la règle de l'acquisition jour par jour, est spécial au régime dotal et ne doit point être étendu, comme nous l'avons dit, à notre régime d'exclusion de communauté (1). Ce sont donc bien en principe les règles de l'usufruit ordinaire qui s'appliquent au droit de jouissance du mari sur les biens de sa femme, et nous verrons encore que, conformément à l'article 1533, le mari est tenu de toutes les charges de l'usufruit. N'oublions pas cependant que nous avons dit que les principes du régime de la communauté devaient servir de base au régime sans communauté ; ce sont par conséquent, avant tout, les règles de la jouissance de la communauté sur les biens des époux qu'il faut appliquer au droit de jouissance du mari : or, nous avons constaté, entre la jouissance de la communauté et celle d'un usufruitier ordinaire, l'existence d'un grand nombre de différences importantes, et nous avons vu que toutes ces différences venaient de ce principe absolu en matière de contrat de mariage, savoir que ni la communauté, ni aucun des époux ne peuvent s'enrichir au détriment les uns des autres ; ce principe, qui était absolu sous le régime de la communauté, est encore absolu sous le régime sans communauté, et en l'absence de textes spéciaux venant y déroger, nous sommes obligés de l'appliquer ici : sous ce régime, comme sous tous les autres, le mari ne peut pas plus s'enrichir au détriment de la femme que celle-ci ne peut s'enrichir aux dépens du mari ; il nous faut donc

(1) TOULLIER, T. 14, n. 22, p. 26.

en conclure que ces différences, qui existaient entre la jouissance de la communauté et celle de l'usufruitier ordinaire, et qui étaient fondées sur ce principe, existent encore ici entre l'usufruit du mari et un usufruit ordinaire : le mari ne doit pas en effet, à l'aide de son usufruit sur les biens de sa femme, chercher à s'enrichir aux dépens de celle-ci, de même que son usufruit ne doit point lui nuire au profit de sa femme. Nous déciderons donc, conformément au deuxième alinéa de l'article 1403, que si des coupes de bois, qui auraient dû être faites pendant le mariage sur les biens de la femme, ne l'ont point été, il y aura lieu en principe à une récompense au profit du mari, car, si on adoptait la solution contraire, la femme s'enrichirait au détriment de son mari ; et il en sera de même, croyons-nous, pour toutes espèces de récoltes qui auraient dû être faites pendant le mariage et qui ne l'auraient pas été. De même, si lors de la dissolution du mariage, la femme trouve ses immeubles enssemencés aux frais du mari, elle lui devra récompense des frais de labours et de semences qu'il aura déboursés, afin de ne point s'enrichir à ses dépens ; et nous croyons encore qu'en sens inverse, le mari devra, à la dissolution du mariage, une indemnité à la femme à raison des frais faits pour une récolte qu'il a trouvée pendante sur les biens de celle-ci, au moment où son droit de jouissance a commencé à s'exercer : nous ne voyons en effet aucune raison de décider, dans cette hypothèse, comme le font quelques auteurs, que la femme qui n'a point fait de réserves au sujet de ces frais de préparation de récoltes, serait censée avoir voulu livrer au mari ses biens dans l'état où ils se trouvent sans exiger aucune récompense ; elle a droit au contraire à une récompense, car elle ne peut faire à son mari aucune libéralité indirecte qui enrichirait celui-ci à son détriment (1).

(1) DALLOZ. *Repert. Alph. Contrat de mariage*, n. 3095, p. 577.

Ajoutons enfin que le mari pourrait réclamer, à la différence d'un usufruitier ordinaire, une indemnité pour toute amélioration qu'il aurait conférée pendant le mariage aux biens propres de sa femme ; cette indemnité sera en général équivalente à la plus-value que les dépenses auront procurée à l'immeuble ; mais il est bien entendu que le mari devra supporter définitivement les réparations d'entretien usufructuaires que nous avons déjà mises à la charge de la communauté.

Le mari, disons-nous, a droit à tous les revenus des biens de sa femme ; comme un usufruitier ordinaire, il les fait siens ; nous verrons qu'à l'aide de ces revenus il est tenu de supporter toutes les charges du mariage : mais, il peut se faire que les revenus des biens de la femme soient considérables et qu'après avoir fait face à toutes les dépenses du ménage, le mari ait réalisé des économies importantes et ait fait des acquisitions à l'aide de ces économies ; nous croyons que tous les bénéfices qu'il peut avoir ainsi acquis lui appartiennent en propres et qu'il n'en doit aucun compte à la femme ; en effet, tout ce que celle-ci peut exiger de lui est qu'il ne la laisse manquer de rien et qu'il subviennne à tous les besoins de la famille ; mais une fois qu'il s'est acquitté de cette obligation, le mari est quitte envers son épouse, qui n'a droit de lui réclamer, lors de la dissolution du mariage, que la restitution de ses capitaux et de ses immeubles ; par conséquent, tout ce qu'il a ainsi acquis à l'aide des économies réalisées pendant le mariage lui appartient et il n'en doit compte à personne. Mais nous aurons à mentionner, parmi les clauses qui peuvent s'ajouter au régime sans communauté, une stipulation par laquelle la femme peut se réserver la jouissance d'une partie de ses revenus (a. 1534) ; il faudra alors évidemment décider que les économies qu'elle pourra faire sur cette partie de ses revenus lui appartiendront et qu'elle pourra en disposer libre-

ment. En dehors de ce cas, la femme n'a donc aucun droit, sous ce régime sans communauté, aux économies réalisées par le mari, bien qu'elle ait cependant bien souvent contribué à l'acquisition de ces économies par les soins qu'elle a donnés au ménage ; on voit donc que, sous ce régime, tandis que la fortune du mari peut s'augmenter considérablement pendant le mariage, celle de la femme restera forcément stationnaire. Aussi, ce régime est-il peu fréquemment employé en pratique, car lors qu'on stipule, dans son contrat de mariage, l'exclusion de communauté, on y joint en général une clause de séparation de biens (1).

Le mari qui, sous le régime exclusif de communauté, a droit à tous les revenus des biens de la femme, a-t-il droit également aux profits que celle-ci retire de l'exercice de sa profession ou de son industrie, ou qui lui viennent de son talent artistique ou littéraire ? en un mot, le mari acquiert-il également, sous ce régime, les gains du travail personnel de la femme ?

Ayant la jouissance du patrimoine de la femme, le mari, avons-nous dit, en acquiert tous les revenus, afin de subvenir lui-même aux charges du mariage. Or le travail personnel de la femme, l'industrie ou le commerce qu'elle exerce sont, à notre avis, de véritables biens et constituent un capital qui produit des revenus ; nous croyons en effet qu'il a été dans l'intention du législateur d'assimiler complètement aux fruits ordinaires les produits du travail : nous avons vu qu'ils composaient effectivement une partie de l'actif de la communauté ; or, si les produits du travail entrent dans la communauté, ce ne peut être qu'en vertu du 2^e paragraphe de l'article 1401, qui ne mentionne cependant que « les fruits, revenus, intérêts et arrérages,

(1) TROPLONG. *C. de M.* III, n. 2242, p. 735. — GUILLOUARD, *C. de M.* III, n. 1663, p. 528. — BAUDRY-LACANTINERIE, III, p. 217, n. 334. — TOULLIER, 14, p. 27, n. 22, *in fine*. — MARCADÉ, VI p. 6.

de quelque nature qu'ils soient » ; aucun autre texte, en effet, ne fait tomber expressément dans la communauté les produits du travail des conjoints ; par conséquent, dans le 2^e alinéa de l'article 1401, la loi a assimilé tacitement les produits de l'industrie à des fruits ordinaires ; aussi croyons-nous que, sous tous les autres régimes matrimoniaux, il doit en être de même, et que, notamment, sous le régime exclusif de communauté, le travail auquel se livre la femme constitue un véritable capital dont elle apporte la jouissance à son mari, comme de tous ses autres biens ; le mari a donc également droit, sous ce régime, à tous les gains que la femme réalise dans l'exercice de son industrie.

On reconnaît assez volontiers que, dans le langage de la science économique, l'industrie et le talent sont des biens, et que les produits qu'on en retire sont de véritables fruits, mais on prétend que les rédacteurs du code n'ont point ratifié cette manière de voir : les auteurs qui émettent cette opinion en cherchant la preuve dans l'article 1498, sous la communauté d'acquêts ; il y aurait, d'après eux, dans cet article, une distinction très nette entre les fruits des biens ordinaires et les produits du travail. Cet article dispose que, « sous la communauté d'acquêts, le partage se borne aux acquêts faits par les époux durant le mariage, et provenant, *tant de l'industrie commune que des économies faites sur les fruits et revenus des biens des deux époux* ». Nous ne voyons pas bien comment on peut soutenir que la loi fait ici une distinction entre les fruits, d'une part, et les produits du travail, d'autre part ; ce texte se borne en effet à mentionner expressément ces deux catégories de biens, et, si l'on veut voir là une distinction entre elles, nous croyons que le législateur ne les distingue alors que pour mieux les assimiler, puisqu'il les fait tomber ensemble dans la communauté d'acquêts : la vérité est que les produits du travail et les fruits ordinaires des biens des époux sont complètement

assimilés les uns aux autres dans ce texte, et c'est là une preuve de plus de la justesse de notre affirmation, quand nous prétendons que le mari, sous le régime exclusif de communauté, profite aussi bien des gains provenant de l'industrie de la femme que de tous les autres revenus des biens de celle-ci.

Viendra-t-on dire encore que les produits du travail de la femme ne sauraient être assimilés à des fruits ordinaires, parce que ce ne sont point des produits *périodiques* ? Nous croyons avec M. Marcadé, que cette prétention constitue une erreur manifeste ! Est-ce que les tableaux que compose un peintre ne sont pas véritablement, pour la loi comme pour tout le monde, les fruits de son travail ? est-ce qu'il n'y a point dans le travail de l'artiste une production successive et réitérée ? est-ce que les bénéfices que le peintre réalise par la vente de ses œuvres ne peuvent pas très justement se voir appliquer la définition des fruits telle que nous l'avons donnée. « *Quidquid ex re nasci aut renasci solet* » ? Sans doute, il faut bien reconnaître que les profits réalisés par un artiste, aussi bien que ceux qui sont réalisés par un industriel, ne leur adviennent pas toujours avec une régularité et une périodicité aussi parfaites que les fruits ou les récoltes d'une terre ! Mais, quelle importance ce fait peut-il avoir ? et en quoi cela empêche-t-il de décider que les sommes qu'un artiste a gagnées pendant une année, par suite de la vente des œuvres qu'il a créées pendant le cours de cette année, constituent tout aussi bien un revenu que les fruits qui sont sortis de la terre, alors même que l'artiste aurait travaillé d'une façon irrégulière pendant cette année ? Il nous paraît donc de toute évidence qu'il n'existe entre les produits du travail et les fruits véritables aucune différence, ni au point de vue juridique, ni au point de vue économique, et par conséquent, le mari a droit aux produits du travail de sa femme et à tous les gains de son in-

dustrie sous le régime sans communauté. Nous rejettons donc l'opinion de ceux qui admettent que chacun des profits que recueille la femme par son travail constituerait un capital et un acquêt pour celle-ci, et dont le mari n'aurait que la jouissance, c'est-à-dire l'intérêt ; cette opinion ne nous semble nullement fondée, et repose au contraire sur une distinction purement arbitraire.

M. Guillouard, qui combat la théorie que nous cherchons à faire prévaloir, donne cependant en faveur de la doctrine adverse un argument plus sérieux : il prétend que la solution à laquelle nous aboutissons est forcément injuste et illogique : L'article 5 du Code de commerce et l'article 220 du Code civil, qui n'en est que la répétition, disposent « que la femme marchande publique, autorisée à faire le commerce, *oblige son mari, s'il y a communauté entre eux.* » Donc, dit M. Guillouard, puisque le mari d'après ces textes, est obligé aux dettes de la femme commerçante, s'il y a communauté entre eux, il n'y a que dans cette hypothèse qu'il prend sa part des dettes de sa femme relatives à son commerce ; il n'y contribue que s'il y a communauté entre eux et parce qu'il prend sa part, sous la communauté, des bénéfices de ce commerce de la femme. Or, dit-il, nous sommes ici sous un régime d'où la communauté est exclue ; par conséquent, dans notre espèce, le mari n'est pas obligé aux dettes de la femme relatives à son commerce ; et alors, ajoute M. Guillouard, comment viendrait-on soutenir que le mari va acquérir tous les profits du commerce exercé par sa femme pendant le mariage, alors qu'il ne contribue point aux dettes ? Il y a là, dit-il, une conséquence profondément injuste, devant laquelle, prétend-il, s'incline notre théorie.

Telle est l'objection ; mais si spécieuse qu'elle soit, elle ne nous embarrasse point et nous croyons qu'il est facile d'y répondre : Nous répondons que précisément nous ne nous inclinons point devant cette conséquence qui serait effectivement injuste ; nous croyons que le mari, sous le

régime exclusif de communauté, profitant de tous les gains réalisés par la femme pendant le mariage dans l'exercice de son commerce, sera personnellement obligé pour les dettes que sa femme aura contractées en sa qualité de marchande publique ; l'article 5 du code de commerce oblige sans doute le mari personnellement à contribuer aux dettes de la femme s'il y a communauté entre eux et l'article 220 du code civil répète la même disposition ; mais doit-on conclure de là, comme le fait M. Guillouard, que le mari n'est obligé aux dettes de sa femme commerçante, relatives à son commerce, que dans le cas où il y a communauté entre eux ? Pourquoi le législateur fait-il supporter au mari les dettes de la femme relatives à son commerce, quand il y a communauté entre eux ? c'est précisément parce que, sous le régime en communauté, le mari recueille une partie des profits du commerce de la femme, il en recueille en effet la moitié puisque ces profits tombent dans la communauté, et puisque celle-ci se partage ensuite par moitié, entre les deux époux, et alors, si c'est pour cette raison que le mari commun en biens se trouve obligé de supporter une partie des dettes de la femme relatives à son commerce, on comprend à merveille qu'il est impossible d'admettre que l'article 5 du code de commerce et l'article 220 du code civil aient entendu édicter une disposition limitative et restrictive ; ces articles obligent bien le mari à supporter une partie des dettes de la femme commerçante au cas où il y aurait communauté entre eux ; *mais ils ne disent point que le mari ne contribuera au paiement de ces dettes que s'il y a communauté entre les époux*, ils ne statuent donc que *de eo quod plerumque fit*, c'est-à-dire pour le cas où les conjoints sont mariés sous la communauté, ce qui est évidemment beaucoup plus fréquent que l'hypothèse du régime sans communauté. Rien ne nous empêche donc d'admettre que le mari est obligé aussi personnellement aux dettes de sa femme sous le

régime exclusif de communauté; il y est obligé, croyons-nous et même pour le tout, parce qu'il acquiert sous ce régime la totalité des bénéfices réalisés par la femme dans l'exercice de son commerce. Remarquons d'ailleurs que nous devons appliquer au régime sans communauté les principes de la communauté, dans le cas du silence des textes; nous devons donc admettre que l'article 220, qui statue pour le cas où il y a communauté, statue également pour celui où la communauté se trouve exclue par le contrat de mariage; le mari supporte donc bien, dans cette hypothèse, les dettes de sa femme relatives à son commerce, il est donc juste qu'il en recueille les bénéfices. Qu'on ne vienne donc point nous dire que nous sommes forcés de nous incliner devant une conséquence injuste et illogique, qui consisterait à donner au mari tous les profits du commerce de sa femme et à le dispenser de toute contribution aux dettes contractées par celle-ci relativement à ce commerce, car cette conséquence, nous ne l'admettons point, et nous ne croyons pas que le législateur ait entendu la consacrer.

Ainsi le travail et l'industrie exercés par la femme constituent des biens véritables dont la femme apporte la jouissance à son mari, qui en acquiert par conséquent tous les produits, comme il fait siens tous les revenus des biens de son épouse (1).

Le mari, sous le régime sans communauté ne peut prétendre qu'à la jouissance du patrimoine de la femme; il

(1) Jurisprudence dans notre sens. Jug. du trib. de la Seine, 17 déc. 1869 (*journ. le Droit* du 18 décembre 1869) En sens contraire Cass. 13 juin 1884 (Dalloz, 84. 1. 325). — V. aussi dans notre sens, MARCADÉ VI, p. 5 et 6. — TROPLONG, *C. de M.* III, n. 2236 *in fine*, p. 733 et n. 2273, p. 755. — DALLOZ. *Rep. Alph. Contr. de mar.*, p. 579, n. 3107 et n. 3085. — *Contra.* GUILLOUARD, *C. de M.* III, p. 531, n. 1660. — TOULLIER, 14, n. 23, p. 27. — AUBRY et RAU, V. § 531, p. 515 et 516, texte et notes 18 et 19.

devra donc restituer ce patrimoine à la dissolution du mariage. Il existe toutefois des objets mobiliers dont on ne peut user sans les consommer, ou qui, par leur nature, sont destinés à être vendus : sur ces objets-là, le mari aura, non pas un droit de jouissance véritable, mais un *quasi-usufruit* : cela signifie qu'en réalité il devient propriétaire des choses qui se consomment par le premier usage ; il ne sera donc tenu que d'en rendre le prix lors de sa dissolution du mariage ; il a bien fallu reconnaître au mari ce droit de propriété, car, relativement à ces objets d'un genre particulier, un droit d'usufruit ordinaire ne lui aurait servi de rien. Mais pour sauvegarder les intérêts de la femme, l'article 1532 dispose qu'il sera fait par le mari un état estimatif de ces objets, lors du contrat de mariage ou au moment où la femme en deviendra propriétaire au cours du mariage ; et au moment de la dissolution, le mari devra rendre à sa femme le prix de ces objets d'après l'estimation qui en aura été faite. L'article 587, au titre de l'usufruit, contient les mêmes dispositions relatives au quasi-usufruit des choses qui se consomment par le premier usage ; il existe cependant une différence entre le quasi-usufruit ordinaire, tel qu'il est réglé par l'article 587, et celui du mari sous le mariage sans communauté : D'après l'article 587 en effet, le quasi-usufruitier ordinaire peut, à la fin de sa jouissance, restituer des choses de pareille quantité, qualité et valeur, ou bien leur estimation ; il a le choix entre ces deux partis. L'article 1532, au contraire, ne répète point cette disposition ; le mari n'a point ce choix ; il doit rendre le prix d'après l'estimation et n'a pas la faculté de remplacer ce prix par des choses de même quantité, qualité et valeur ; c'est là une différence qu'il importe de remarquer ; il doit donc restituer toujours le montant de l'estimation, alors même que les denrées ou marchandises qu'il a reçues auraient augmenté ou diminué de valeur. Il peut arriver cependant que le mari n'ait

pas fait dresser l'état estimatif de ces objets qui se consomment par le premier usage ; il est certain que, dans ce cas, il a commis une faute, car il y était positivement obligé par l'article 1532 ; aussi les tribunaux pourront-ils ordonner tous les moyens de preuve de nature à déterminer la valeur des choses fongibles que la femme avait apportées en mariage : cette preuve se fera, soit au moyen des mercuriales, soit par des appréciations d'experts, soit par témoins ou même par la commune renommée (1).

§ 2^e. Charges incombant au mari en sa qualité d'usufruitier des biens de sa femme.

Le mari, dit l'article 1533, est tenu de toutes les charges de l'usufruit : il nous faut étudier les conséquences de ce principe.

Parmi les obligations de l'usufruitier, il y a certaines garanties qui sont exigées de lui au début de sa jouissance, et en particulier l'inventaire, l'état des immeubles et la caution.

Nous avons vu que ces garanties n'étaient pas exigées de la communauté ou plutôt du mari qui la représente et que l'hypothèque légale accordée à la femme était, sous la communauté, la seule restriction apportée aux droits considérables du mari. Sous le régime sans communauté, au contraire, la loi impose au mari usufruitier des biens de la femme toutes les charges de l'usufruit ; cette disposition est générale et nous croyons qu'il faut y voir en principe l'obligation pour le mari de fournir au début de sa jouissance certaines garanties ; nous verrons cependant qu'il faut nécessairement apporter à cette règle quelques exceptions.

(1) TROPLONG. *C. de M.* III, n. 2259 et 2260, p. 744. — MARCADÉ VI, n. 3, p. 7 et 8 sous l'article 1532. — AUBRY ET RAU V, § 531, p. 513 texte et note 11.

Nous croyons en premier lieu, qu'étant en quelque sorte usufruitier du patrimoine de la femme, le mari doit faire, au début du mariage, un inventaire du mobilier que la femme apporte avec elle, et qu'il doit en faire un nouveau pour tout mobilier qui advient à son épouse au cours du mariage ; quant aux immeubles, le mari est obligé d'en faire un état, comme le ferait un usufruitier ordinaire. Remarquons bien que, même pour le mobilier que la femme apporte en mariage, c'est bien le mari lui-même qui est personnellement obligé de faire l'inventaire, et non point la femme ; on pourrait croire que la femme, étant libre avant le mariage, aurait dû faire elle-même cet inventaire, afin d'éviter une absence de preuves à son profit pour l'époque de la dissolution du mariage : ce serait en effet la femme qui, sous la communauté d'acquêts, serait obligée de faire avant le mariage un inventaire de son mobilier, pour satisfaire aux prescriptions de l'article 1499 ; elle y a du moins intérêt et elle en supporterait les conséquences si elle ne le fait pas ; mais, sous le régime sans communauté, la femme n'est soumise à aucune obligation de ce genre, et c'est le mari qui, en sa qualité d'usufruitier, est obligé personnellement de faire un inventaire, aussi bien du mobilier que la femme apporte en mariage, que de celui qui lui advient au cours du mariage ; l'article 1533 l'y oblige formellement, en le déclarant tenu de toutes les charges de l'usufruit, dont la première est de procéder à un inventaire. Si le mari ne remplit pas cette obligation, la femme ou ses héritiers pourront, lors de la cessation de son droit de jouissance, prouver la consistance du mobilier par témoins et même par la commune renommée, par analogie avec ce qui a lieu sous la communauté d'acquêts et en vertu de l'article 1504. Telle est la sanction du défaut d'inventaire ; cette obligation de faire inventaire, non plus que sa sanction, ne sont textuellement écrites dans la loi, mais elles sont com-

prises, croyons-nous, dans la généralité des termes de l'article 1533 (1). Il existe encore une autre sanction au défaut d'inventaire par le mari. Si en effet il a confondu le mobilier de la femme avec le sien propre, en ne faisant point d'inventaire, les créanciers de la femme pourront poursuivre tout le mobilier qui se trouvera en la possession du mari et, par conséquent aussi le mobilier personnel de celui-ci. De même, à défaut d'inventaire, les créanciers du mari pourront saisir tout le mobilier qui se trouve en sa possession et par conséquent aussi celui qui appartient à la femme; mais alors le mari sera bien évidemment tenu d'indemniser son épouse, car il y a là une faute manifeste de sa part et il serait inadmissible qu'il pût en profiter (2).

Le mari usufruitier est donc obligé de faire un inventaire. Est-il également tenu de fournir caution, à l'ouverture de son droit, comme un usufruitier ordinaire? Malgré la généralité des termes de l'article 1533, nous croyons, avec la majorité des auteurs, qu'on ne peut pas exiger ici du mari l'accomplissement de cette formalité; son droit de jouissance vient en effet de sa puissance maritale; or, ne peut-on pas dire qu'il y aurait une atteinte portée à sa puissance maritale, si l'on exigeait de lui une caution? De plus, remarquons que la loi dispense de la caution l'usufruit légal des père et mère sur les biens de leurs enfants, elle en dispense l'aliénateur sous réserve d'usufruit, et enfin le mari dotal (a. 1550); il n'y a donc aucune raison pour que le mari n'en soit pas également dispensé, sous le régime sans communauté, en sa qualité d'usufruitier du

(1) TOULLIER. 14 p. 31 et 32 et n. 25 et 26, p. 29. — GUILLOUARD. *C. de M.* 3, p. 523, n. 659. — TROPLONG. *C. de M.* 3, n. 2748, p. 740. — AUBRY et RAU, V. § 531, p. 514 et 515, note 15. — MARCADÉ, VI, p. 8.

(2) GUILLOUARD. *C. de M.* 3, p. 527, n. 1661 *in fine*. — TROPLONG. *C. de M.* 3, n. 2261 p. 745.

patrimoine de la femme, On comprend très bien que le mari soit, dans cette hypothèse, obligé de faire un inventaire, car c'est là une mesure conservatoire qui ne peut évidemment lui causer aucun préjudice, et elle est imposée même au père usufruitier légal des biens de ses enfants mineurs ; la caution, au contraire, est une mesure rigoureuse, exprimant la défiance ; et on ne comprendrait guère que le mari y fût astreint (1). Remarquons enfin que le mari est déjà soumis à une autre garantie fort importante, qui peut suffire à assurer à la femme la restitution de ses biens à la dissolution du mariage ; nous savons en effet que tous les immeubles du mari sont frappés d'une hypothèque légale qui confère à la femme un droit réel sur les biens immobiliers de son mari et qui lui permet de réaliser ces biens à la dissolution du mariage, pour se payer de ce qui peut lui être dû, par préférence à tous autres créanciers. Ce n'est pas à dire cependant que le contrat de mariage ne puisse point obliger le mari à fournir caution ; il n'est pas indispensable en effet que la femme donne à son mari la jouissance de ses biens ; elle aurait pu prendre le régime de la séparation de biens qui lui aurait laissé la libre disposition de ses revenus ; à plus forte raison par conséquent, la femme peut-elle limiter l'usufruit qu'elle accorde à son mari sur son patrimoine par des mesures de garantie comme la caution ; on sait qu'il peut très bien en être ainsi sous le régime dotal (a. 1550) ; il n'y a aucune raison pour qu'il n'en soit pas de même sous le régime exclusif de communauté.

Etant usufruitier des biens de sa femme, le mari est encore tenu de toutes les obligations qui incombent à l'usufruitier ordinaire : Il est obligé de jouir en bon père de

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 3, n. 1659, *in fine*, p. 523. — MARCADÉ VI, p. 8, sous l'art. 1533. — TROPLONG. *C. de M.* 3, n. 2248, p. 740. — AUBRY et RAU V, p. 515 § 531.

famille ; il doit supporter les réparations d'entretien sur les immeubles de la femme ; il doit acquitter les contributions, supporter les intérêts des dettes contractées par la femme. En un mot, il est obligé de subvenir à toutes les dépenses qui d'ordinaire s'acquittent sur les revenus.

La principale de toutes les obligations qui incombent au mari, en compensation de sa jouissance, est celle de supporter toutes les charges du mariage. C'est précisément dans ce but qu'il reçoit les revenus des biens de la femme ; il doit donc subvenir à toutes les dépenses communes ; il doit nourrir et entretenir à ses frais la femme et les enfants ; et remarquons bien qu'il supporte seul cette obligation : la femme n'a pas à y contribuer autrement que par le don qu'elle lui fait de tous ses revenus et des produits de son travail. Si ces ressources ne suffisent point, le mari devra donc appliquer à subvenir à ces mêmes charges du mariage les propres revenus de ses biens personnels et les profits de son industrie.

Appendice à l'étude des charges qui grèvent le droit d'usufruit du mari.

Il est indispensable de dire maintenant quelques mots des dettes contractées pendant le mariage sous le régime exclusif de communauté, soit par la femme, soit par le mari. Nous verrons, quant aux dettes de la femme, que celle-ci doit, dans ses engagements, respecter le droit d'usufruit de son mari auquel elle ne peut en principe jamais porter atteinte. Nous aurons aussi quelques mots à dire des effets des dettes du mari sur les revenus des biens de la femme.

Le principe qui domine toute cette matière, c'est que, de même qu'il n'y a entre les époux aucune communauté de biens, de même, il n'y a entre eux aucune communauté

de dettes, c'est-à-dire que chacun doit supporter seul les dettes qu'il a contractées, soit avant le mariage, soit pendant son cours. Toutefois, nous savons déjà que le mari, ayant l'usufruit des biens de la femme doit supporter les intérêts des dettes contractées par celle-ci ; c'est là une charge qui lui est imposée en raison de sa jouissance ; de même il doit supporter seul toutes les charges du mariage, car c'est précisément dans ce but que la loi lui a attribué les revenus des biens de la femme. Mais en principe, les dettes de chacun des époux leur resteront propres et par conséquent *les créanciers de chacun d'eux ne pourront s'attaquer qu'aux biens appartenant à leur débiteur*. C'est à propos de cette conséquence que nous avons quelques observations à faire relativement aux dettes de la femme, et relativement à celles du mari.

Pour ce qui concerne les dettes de la femme, disons d'abord un mot de celles qui sont antérieures au mariage ; nous croyons que si ces dettes ont acquis date certaine avant le mariage, les créanciers de la femme pourront alors agir sur la pleine propriété des biens de leur débitrice, sans avoir aucunement à respecter le droit d'usufruit du mari ; celui-ci en effet n'a reçu l'usufruit du patrimoine de la femme que, déduction faite des dettes qui grevaient ce patrimoine. Ce n'est là, croyons-nous, que l'application de l'article 612 du Code civil qui oblige l'usufruitier universel ou à titre universel à contribuer avec le propriétaire au paiement des dettes ; or le mari est ici un usufruitier à titre universel du patrimoine de la femme, il est donc juste qu'il contribue avec elle au paiement de ses dettes ayant date certaine antérieure au mariage. Nous ne pensons donc pas que les créanciers de la femme porteurs de titres antérieurs au mariage, soient obligés de respecter le droit d'usufruit du mari ; le mariage en effet, ne saurait être pour la femme un moyen d'échapper au paiement de ses dettes. Mais la solution serait complètement différente, si les

créanciers de la femme, se prétendant antérieurs au mariage, ne présentaient que des titres n'ayant point acquis date certaine avant cette époque, conformément aux dispositions de l'article 1410; nous croyons que ces créanciers ne pourront alors s'attaquer qu'à la nue-propriété des biens de la femme, et ils devront cette fois respecter le droit d'usufruit du mari; nous allons voir en effet que la femme ne peut pas, par les dettes qu'elle contracte pendant le mariage, porter atteinte au droit de jouissance du mari sur ses propres biens; il ne faut donc pas qu'elle puisse arriver au même résultat par des antedates; or, tant qu'un titre de créance contre la femme n'a pas date certaine avant le mariage, la loi présume que la dette qui a été contractée par la femme ne l'a été que postérieurement au mariage (a. 1410); le mari conserve donc intact son droit d'usufruit dans cette hypothèse (1).

Que faut-il décider relativement aux dettes que la femme a contractées pendant le mariage? Quel est l'effet de ces dettes sur le droit de jouissance du mari? Sous le régime de la communauté, quand la femme contracte une dette avec l'autorisation de son mari, le créancier peut poursuivre les biens du mari, ceux de la femme et ceux de la communauté, car on suppose que l'autorisation n'a été donnée que dans l'intérêt de la communauté, et les biens du mari se trouvent alors affectés, aussi bien que ceux de la communauté, au paiement de la dette. Sous le régime exclusif de communauté, il ne peut en être de même; l'autorisation que le mari donne à la femme de contracter une dette ne le rend certainement pas personnellement obligé sur ses biens propres, (à moins que l'on prouve contre lui que l'obligation a été contractée dans son intérêt), parce

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 3, n. 1661 p. 526. — TROPLONG. *C. de M.* 3, n. 2268. p. 750 et n. 2270, p. 753. — AUBRY et RAU, V, § 531, p. 516, texte et note 21. — MARCADÉ, VI, p. 9 n. IV.

que, sous ce régime, les deux patrimoines des deux conjoints sont séparés l'un de l'autre. Nous ne pensons même pas que l'autorisation ainsi donnée par le mari puisse avoir pour effet de porter atteinte à son droit d'usufruit et de donner aux créanciers de la femme le droit d'agir sur la pleine propriété des biens de celle-ci. Ils devront, croyons-nous, respecter le droit d'usufruit du mari. Il est en effet difficile d'admettre qu'en autorisant son épouse à contracter une dette, le mari ait entendu renoncer à son droit de jouissance vis-à-vis du créancier qui a reçu l'engagement ; l'autorisation ne contient pas en elle-même une obligation personnelle : « *qui auctor est se non obligat* ». Il n'en serait différemment que s'il était démontré que la dette a été contractée, aussi bien dans l'intérêt du mari, que dans celui de la femme. En conséquence, et à plus forte raison, si la femme prenait pendant le mariage un engagement malgré le refus d'autorisation du mari et avec la seule autorisation de justice, le créancier ne pourra pas non plus s'attaquer à la pleine propriété du patrimoine de la femme ; il n'aura le droit d'agir que sur la nu-propiété et devra par conséquent respecter le droit de jouissance du mari sur ce patrimoine (1). Rappelons cependant que, pour les dettes de la femme relatives à son commerce, le mari devrait les supporter personnellement, parce que, comme nous l'avons vu, il fait siens tous les bénéfices que la femme réalise dans l'exercice de son commerce. Nous avons dit en effet que, si l'article 5 du Code de commerce obligeait le mari aux dettes de la femme commerçante « s'il y avait communauté entre eux », il n'avait statué, en employant ces expressions, *que de eo quod plerumque fit*, et que cela ne devait pas nous empê-

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 3, n. 1661, p. 526. — TROPLONG, *C. de M.* 3, n. 2272 et 2273, p. 754 et 755. — AUBRY et RAU, V. § 534, p. 517.

cher d'admettre que le mari, profitant des bénéfices du commerce de sa femme, fût obligé de supporter les dettes de celle-ci relatives à ce commerce.

De tout ce que nous venons de dire, nous devons conclure que le droit d'usufruit, qui est donné au mari sur le patrimoine de la femme sous le régime sans communauté, doit en principe être toujours respecté; nous croyons que, si le législateur a ainsi protégé le droit de jouissance qu'il a accordé au mari, c'est toujours pour assurer aux revenus la destination qu'il leur a fixée et qui est de subvenir à toutes les charges du mariage.

Quant aux dettes du mari, elles lui sont toujours évidemment personnelles : les revenus des biens de la femme sont affectés à leur paiement puisque le mari devient, comme usufruitier, propriétaire de ces revenus. Quelques auteurs, et en particulier MM. Aubry et Rau, prétendent cependant que les revenus des biens de la femme ne sont point affectés pour leur totalité au paiement des dettes personnelles du mari ; les créanciers personnels du mari ne pourraient, suivant eux, saisir, parmi ces revenus, que la portion excédant les besoins du ménage, mais ils ne pourraient jamais saisir la portion destinée à subvenir aux charges du mariage ; on ne pourrait pas en effet changer arbitrairement cette destination que la loi a donnée aux revenus ! Nous croyons avec M. Guillouard, qu'il n'y a aucune raison d'adopter cette solution et que la totalité des revenus est saisissable par les créanciers personnels du mari, même pour les dettes contractées par celui-ci en dehors des charges du mariage. Sous le régime sans communauté en effet, le patrimoine de la femme n'est ni inaliénable, ni insaisissable ; les revenus de ce patrimoine ne peuvent donc être insaisissables ; sans doute ils sont donnés au mari pour subvenir aux besoins du ménage mais rien n'empêche le mari de les employer également à faire face à ses engagements personnels. Toutefois, s'il

abuse de ses pouvoirs et s'il dissipe les revenus, en les détournant de leur destination légale, la femme aura alors la ressource de la séparation de biens, qui lui rendra l'administration et la jouissance de ses biens ; mais elle ne peut demander la séparation de biens que s'il compromet l'existence de la famille en dissipant les revenus en dehors des charges qu'ils ont pour but de satisfaire ; jusque là, le mari est maître des revenus et ses créanciers ont parfaitement le droit de les saisir pour la totalité (1).

§ 3^e. Cessation du droit de jouissance du mari.

Le droit de jouissance et le droit d'administration que le mari possède sur le patrimoine de la femme cessent à la dissolution du mariage par le décès de l'un des deux époux ou par le divorce. Ils cessent également par suite de la séparation de biens ; car, bien qu'il n'y ait pas ici de communauté, nous avons déjà dit que la femme n'en avait pas moins le droit de demander la séparation de biens contre un mari qui mettrait la dot en péril par sa mauvaise gestion.

La restitution de la dot devra se faire immédiatement, sans que le mari ni ses héritiers puissent invoquer les délais accordés par l'article 1565 pour la restitution de la dot sous le régime dotal ; nous savons en effet que les règles du régime dotal ne doivent point s'appliquer au régime exclusif de communauté. De même, il n'y aura pas lieu de faire ici application de l'article 1571 qui dispose que les fruits des immeubles dotaux, sous le régime dotal, se partagent entre le mari et la femme ou leurs héritiers dans la proportion du temps que le mariage a duré pendant

(1). GUILLOURD *C. de M.* 3, n. 1669 p. 532. — AUBRY et RAU V § 531, p. 512, texte et note 6.

la dernière année ; nous savons en effet que, sous le régime exclusif de communauté, le mari usufruitier n'acquiert les fruits naturels et industriels que par la perception et qu'il n'y a que les fruits civils qu'il acquiert jour à jour.

Que faut-il décider enfin sur la question de savoir à partir de quel jour courent les intérêts de la dot à restituer ? Sous les régimes de communauté, les créances que les époux ont l'un contre l'autre ne portent intérêt que du jour de la demande en justice (a. 1479). Sous le régime dotal, l'article 1570 dispose que, si le mariage est dissous par la mort de la femme, l'intérêt et les fruits de la dot à restituer courent de plein droit au profit de ses héritiers depuis le jour de la dissolution, au lieu que, si c'est par la mort du mari, la femme a le choix d'exiger les intérêts de la dot pendant l'an du deuil ou de se faire fournir des aliments pendant ce temps aux dépens de la succession du mari ; nous repoussons ici complètement l'application de l'article 1570 ; nous ne ferons point de distinction, pour le régime sans communauté, entre le cas où c'est le mari qui meurt le premier et celui où c'est la femme qui précède ; dans tous les cas, la femme, si elle survit, n'aura jamais d'option entre les intérêts de sa dot et des aliments pendant une année aux dépens de la succession du mari ; c'est là une règle spéciale au régime dotal, et elle n'a point d'application dans notre espèce.

Mais, d'autre part, faut-il appliquer ici l'article 1479 et décider que les intérêts et les fruits des biens de la femme ne devront être restitués que du jour de la demande en justice faite par la femme ou par ses héritiers ? nous avons dit que, dans le cas du silence des textes, nous devions emprunter, pour l'interprétation des règles du régime sans communauté, les principes des régimes de communauté : malgré cela, nous ne croyons pas devoir appliquer ici la disposition de l'article 1479 ; nous pensons au

contraire que c'est à compter du jour de la dissolution du mariage ou de la cessation du droit de jouissance du mari, que les fruits et intérêts de la dot de la femme devront être, de plein droit, restitués à celle-ci ou à ses héritiers : en effet, la jouissance du patrimoine de la femme n'est accordée au mari que pour soutenir les charges du mariage ; par conséquent, ces obligations cessant par suite de la dissolution du mariage, ou ne devant plus être remplies par le mari après la séparation de biens, la jouissance du mari doit aussi cesser de suite, et il doit restituer aussitôt les fruits et les intérêts, sauf bien entendu ceux qu'il a légitimement acquis (1).

§ 4^e. Clauses spéciales aux revenus qui peuvent être jointes au régime exclusif de communauté.

Les conjoints peuvent joindre à ce régime une clause de société d'acquêts : de cette façon, les revenus appartiendront bien encore au mari pour subvenir aux charges du mariage ; mais tous les bénéfices qui seront réalisés pendant le mariage, à l'aide des économies faites sur les revenus, ne seront plus la propriété exclusive du mari ; ils deviendront la propriété de la société d'acquêts et se partageront par conséquent entre les deux époux à la dissolution du mariage : cette clause porte donc atteinte aux droits du mari sur les revenus : elle ne l'empêche point cependant d'assurer à ceux-ci la destination que la loi leur a donnée, puisque ce sont seulement les économies réalisées qui se partageront entre les conjoints lors de la dissolution du mariage.

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 3, n. 1662, p. 527. — TROPLONG *C. de M.* 3, n. 2264, p. 748. AUBRY et RAU, V, § 531, p. 518. — TOULLIER, 14, n. 28, p. 32. — DALLOZ. *Repert. Alph. Contr. de Mar.* n. 3419, p. 580.

L'article 1534, permet encore de convenir que la femme aura le droit de toucher annuellement sur ses seules quittances certaines portions de ses revenus pour son entretien et ses besoins personnels ; c'est encore là une grave atteinte portée au droit de jouissance du mari sur les biens de la femme ; mais remarquons que, bien que cette jouissance lui vienne de sa puissance maritale, elle n'est point essentielle, puisque la femme aurait pu stipuler le régime de séparation de biens, sous lequel elle aurait gardé l'administration et la jouissance de tous ses biens ; à plus forte raison, peut-elle donc stipuler un régime moins rigoureux envers le mari, en se réservant le droit de toucher une partie seulement de ses revenus. Remarquons d'ailleurs, que lorsque la femme convient qu'elle pourra toucher ainsi une portion de ses revenus pour ses besoins personnels, elle n'acquiert nullement par là le droit d'administrer les biens qui donnent naissance à cette part de revenus ; la seule conséquence de sa stipulation est qu'elle pourra toucher elle-même cette portion de ses revenus, et les employer comme il lui conviendra ; mais cette clause ne lui donne point d'autres droits ; elle aurait pu, il est vrai, se réserver également l'administration d'une partie de ses biens, mais il y aurait alors là une combinaison du régime de séparation de biens avec le régime sans communauté.

L'article 1534 dispose que la femme peut convenir qu'elle touchera une partie de ses revenus *pour son entretien et ses besoins personnels* ; mais il est bien entendu qu'elle pourra employer les sommes dont elle disposera ainsi, non pas seulement pour son entretien, mais encore de la manière qui lui conviendra ; elle pourra par exemple employer ses économies en bonnes œuvres, elle pourra aussi les employer en acquisitions de toutes sortes, et ces acquisitions lui resteront propres. En effet, les économies qu'elle réalise sur cette portion de ses revenus dont elle

a la disposition, lui appartiennent en propres, et le mari ne peut y prétendre aucun droit (1).

DEUXIÈME PARTIE

RÉGIME DE SÉPARATION DE BIENS

Il faut nous demander maintenant quel va être le sort des produits sous le régime de séparation de biens proprement dite.

Non seulement il n'y a ici entre les époux aucune communauté de biens ni de dettes, mais en outre, chacun d'eux conserve de son côté l'administration et la jouissance de ses biens propres. Ainsi, les patrimoines des deux conjoints sont ici complètement séparés. Les produits de leurs biens restent donc propres à chacun d'eux, et il en est de même des gains provenant de leur travail et de leur industrie ; le mari n'a plus, sous ce régime, aucun droit aux revenus des biens de sa femme. Nous allons voir que celle-ci est seulement tenue de verser entre les mains de son mari la portion des fruits de ses biens jusqu'à concurrence de laquelle elle doit contribuer aux charges du mariage ; quant au surplus de ses revenus, elle peut en disposer aussi librement que le mari peut disposer de ceux de ses propres biens.

Cette séparation absolue des patrimoines des conjoints est assez peu en harmonie avec le but même du mariage. Appelés à être étroitement unis par les liens du

(1) BAUDRY-LACANTINIERE. 3, n. 334, p. 217. — GUILLOUARD. *C. de M.* 3, n. 1671, p. 533. — TROPLONG. *C. de M.* 3, n. 2274, p. 757. — MARCADÉ, VI, sous les art. 1534 et 1535, n. 1 p. 10 et 11. — TOULLIER 14, p. 35, n. 28 *in fine*.

cœur, les époux semblent naturellement destinés à unir également leurs intérêts pécuniaires et à mettre au moins en commun la jouissance de leurs revenus ; ce régime donne en outre à la femme une très grande liberté et l'affranchit en quelque sorte de l'autorité et de la puissance maritales, pour tout ce qui concerne l'administration et la jouissance de son patrimoine. Aussi la séparation de biens contractuelle est-elle peu fréquemment employée ; on ne la rencontre guère que dans la classe riche, qui en fait même un usage très rare.

De cette idée de séparation absolue qui est ici autorisée par le législateur, il ne faut pas conclure que chacun des époux va pouvoir, de son côté, dépenser librement tous ses revenus et les dissiper sans se préoccuper de subvenir aux charges du mariage. Sous ce régime en effet, les revenus et les produits du travail sont toujours destinés à faire face aux dépenses communes nécessitées par les besoins du ménage. C'est le mari, comme nous le verrons, qui est toujours chargé de fournir l'argent nécessaire à ces besoins. Il doit y employer les revenus de ses biens propres et une portion de ceux de sa femme, que celle-ci sera obligée de verser entre ses mains.

Nous aurons peu de détails à donner sur la destination imposée aux produits sous ce régime de la séparation de biens ; nous avons en effet déjà expliqué les effets de la séparation de biens judiciaire ; or, la situation de la femme séparée contractuellement est à peu près la même que celle de la femme séparée judiciairement, sauf quelques différences que nous aurons à étudier et qui sont relatives à son mode de contribution aux charges du mariage.

Nous disons d'abord que les effets de la séparation de biens contractuelle sont en principe les mêmes que ceux de la séparation judiciaire : la femme garde en effet, dit l'article 1536, l'entière administration de ses biens : elle a donc bien les mêmes pouvoirs que la femme séparée judiciaire-

ment, puisque celle-ci reprend aussi, après le jugement, la libre administration de son patrimoine. Dans les deux cas enfin, la femme a la jouissance de ses biens, c'est-à-dire qu'elle touche ses revenus, les fait siens et peut en disposer librement.

Remarquons bien encore, que bien que la femme garde ici l'administration et la jouissance de ses biens, c'est toujours le mari, comme dans le cas de la séparation judiciaire, qui reste le chef du ménage : c'est donc lui qui est tenu de pourvoir à toutes les charges du mariage et de contracter dans ce but ; la femme qui contracte des engagements dans l'intérêt du ménage n'agit en principe que comme mandataire de son mari : nous verrons qu'elle contribue à ces charges communes pour une portion déterminée par la loi ; mais elle n'est obligée qu'à verser cette partie de ses revenus entre les mains du mari, qui seul répond des dettes contractées pour faire face aux charges du mariage.

Muni d'un pouvoir aussi absolu, il peut arriver que le mari en abuse et qu'au lieu d'employer les revenus que la femme verse entre ses mains, à subvenir aux besoins et à l'entretien de la famille, il les dépense follement pour ses plaisirs ; nous avons déjà dit, à propos de la séparation judiciaire, qu'il n'y avait légalement aucun remède à cette situation, et que, suivant nous, les tribunaux ne pouvaient même pas autoriser la femme à traiter directement avec les fournisseurs. Il y a là, croyons-nous, une lacune dans la législation ; nous verrons plus loin, quelles sont les réformes qu'il pourrait être utile d'y apporter (1).

Ainsi, les effets de la séparation contractuelle sont les mêmes que ceux de la séparation judiciaire ; toutefois il

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 3, p. 541 et 542, n. 1682. — MARCADÉ, VI, p. 12, sus l'art. 1537, n. II. — BAUDRY-LAGANTINERIE, III, p. 220, n. 338.

existe entre ces deux variétés du même régime certaines différences relatives au mode de contribution de la femme aux charges du mariage : ce sont précisément ces différences que nous devons mentionner maintenant.

Nous avons vu qu'après la séparation judiciaire, conformément à l'article 1448, la femme devait contribuer, proportionnellement à ses facultés et à celles de son mari, aux frais du ménage et à ceux d'éducation des enfants communs, et qu'elle devait même supporter entièrement ces frais s'il ne restait rien au mari.

L'article 1537 contient des dispositions complètement différentes pour le cas où les époux ont adopté le régime de séparation de biens : chacun d'eux, bien entendu, doit contribuer pour une certaine part aux charges du mariage ; mais ici, la loi les laisse libres de convenir quelle sera la portion de leurs revenus jusqu'à concurrence de laquelle ils contribueront l'un et l'autre aux dépenses du mariage ; ils pourront donc faire à cet égard telle convention qui leur plaira ; mais à défaut de conventions fixant, dans le contrat de mariage, cette part de chacun d'eux dans les dettes communes, la loi détermine elle-même un chiffre que les conjoints seront alors censés avoir tacitement adopté : « la femme, dans ce cas, dit l'article 1537, contribuera à ces charges jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus » : Ainsi, tandis qu'après la séparation judiciaire, la loi se contente de décider que chacun des époux contribuera proportionnellement à ses facultés aux charges du mariage, et que la femme supportera entièrement les frais des dépenses communes s'il ne reste rien au mari, elle fixe ici un chiffre et détermine une portion des revenus des biens de la femme jusqu'à concurrence de laquelle celle-ci devra, à défaut de conventions spéciales, faire face aux dépenses communes : ce chiffre est fixé au tiers des revenus de la femme : c'est donc une différence importante qui distingue le mode de contribution de la

femme séparée contractuellement de celui de la femme séparée judiciairement ; nous avons déjà expliqué pourquoi la loi, pour le cas de la séparation judiciaire, n'avait pu fixer aucun chiffre ; personne n'a pu prévoir qu'il interviendrait un jugement de séparation : les époux n'ont donc pu faire aucune convention de ce genre, et la loi n'a par conséquent pas pu déterminer déterminer en leur nom cette part de contribution de chacun d'eux aux dépenses communes. Dans le cas de la séparation contractuelle, au contraire, les conjoints ont pu librement prévoir quelle serait la part de chacun dans les charges du mariage ; ils connaissaient en effet leurs situations respectives ; aussi, les a-t-on laissés libres de faire telles conventions qui leur plairaient et ce n'est qu'à défaut de stipulation expresse que la loi a décidé que la femme contribuerait jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus.

On se demande cependant pourquoi le législateur a cru utile de fixer ainsi un chiffre, et s'il n'eût pas mieux fait d'adopter ici simplement la même règle que celle qu'il avait adoptée pour le cas de la séparation judiciaire, c'est-à-dire que les époux auraient ici contribué, chacun proportionnellement à leurs facultés, aux dépenses communes, et que la femme en aurait supporté tous les frais si le mari était dénué de toutes ressources ?

Nous pensons en effet que cette solution eût peut être été préférable : sans doute, la détermination exacte d'un chiffre de contributions peut éviter des discussions et des procès, qui pourront naître quand il s'agira d'apprécier les revenus de chacun et de fixer leur part dans les dettes communes ; mais d'autre part, nous pouvons remarquer que ce chiffre du tiers des revenus de la femme est fixé très arbitrairement, qu'il sera souvent trop faible ou trop fort et que les discussions ne seront pas toujours évitées (1).

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 3, n. 1679, p. 540.

Quoiqu'il en soit, la loi n'impose point aux époux ce chiffre qu'elle fixe dans l'article 1537 ; ils restent parfaitement libres de déterminer dans leur contrat la proportion qui leur convient pour la contribution de chacun d'eux aux charges du ménage ; ils pourront même stipuler que la femme n'y contribuera pour aucune part ; cela suppose seulement bien entendu que les ressources du mari suffiront alors à faire face aux dépenses communes, car, dans le cas inverse, il serait absolument contraire à l'intérêt de la famille de permettre à la femme de vivre dans l'opulence avec ses revenus et de laisser le mari et les enfants dans la misère (1).

A défaut de convention spéciale, la règle que la femme contribuera aux charges jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus, est-elle absolument invariable ? Nous ne le croyons point. Il peut arriver que par la suite le mari perde sa fortune, et que le tiers des revenus de la femme ne suffise plus à faire face aux charges du mariage : on ne comprendrait pas alors que la femme pût garder, pour ses seuls besoins personnels, la disposition des deux tiers de ses revenus, si le mari et les enfants se trouvaient dénués de toutes ressources : nous pensons donc que si la femme refuse de donner au mari une portion supérieure de ses revenus, il faudra s'adresser aux tribunaux qui fixeront une nouvelle part de contributions pour la femme aux dépenses du ménage. Les articles 205, 207 et 212 du Code civil, qui obligent les époux à se fournir mutuellement secours et assistance suffisent parfaitement à autoriser les tribunaux à agir ainsi (2).

Nous venons de voir que, sous le régime de séparation

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 3, n. 1680, p. 540. — Metz 17 août 1858. (Dalloz, 59. 1. 130).

(2) Cassation 2 juillet 1851. (Sirey. 51. 1. 509). GUILLOUARD. *C. de M.* 3, n. 1681, p. 540. — MARCADÉ VI, p. 42 *in fine*.

de biens, la femme gardait l'administration et la jouissance de ses biens propres et qu'elle devait seulement verser aux mains du mari la part de ses revenus jusqu'à concurrence de laquelle elle doit contribuer aux charges du mariage, Mais il arrive souvent que la femme, peu habile à administrer elle-même sa fortune, se lasse bientôt des pouvoirs qu'elle s'est donnés, et qu'elle laisse alors son mari prendre en mains cette administration.

Elle peut alors donner au mari un mandat exprès d'administrer, ou bien, ce qui arrive plus fréquemment, elle le laissera prendre cette gestion sans s'y opposer, ce qui constituera de sa part un mandat tacite. Remarquons bien que le seul fait pour la femme de laisser ainsi à son mari l'administration de ses biens ne donne pas à celui-ci la qualité d'usufruitier du patrimoine de la femme ; il devra par conséquent rendre compte, non pas seulement des capitaux qu'il aura encaissés, mais aussi des intérêts et des fruits qu'il aura touchés (1) ; le mari n'est en effet, dans ce cas, qu'un administrateur, un mandataire ; et il n'a d'autres pouvoirs que ceux qui lui ont été conférés, ses créanciers personnels ne pourraient donc pas saisir entre ses mains les revenus de la femme, car ces revenus ne sont point la propriété du mari et ne font pas partie du gage commun de ses créanciers (2). Disons cependant qu'il est assez rare que la femme laisse à son mari l'administration de ses biens, sans lui en donner également la jouissance. Si c'est en vertu d'un mandat exprès qu'elle lui confère cette jouissance, il faudra évidemment s'en tenir aux termes du mandat, et le mari devra par conséquent rendre compte des revenus, de la manière qui aura été fixée, c'est-à-dire comme tout mandataire (a. 1577).

(1) Metz 17 août 1858. (Dalloz, 59. 2. 130).

(2) GUILLOUARD. *C. de M.* 3, p. 542, n. 1685. — Dijon, 21 avril 1869. (Dalloz, 74. 5. 104).

Mais, le plus souvent, la femme n'aura donné aucune procuration spéciale à son mari ; elle lui aura seulement laissé prendre l'administration *et la jouissance* de ses biens sans s'y opposer : c'est pour cette hypothèse que l'article 1539 dispose que, soit sur la demande que sa femme pourrait lui faire, soit à la dissolution du mariage, le mari n'est tenu qu'à la représentation des fruits existants, mais qu'il n'est point comptable de ceux qui ont été consommés jusqu'alors ; les revenus des biens de la femme lui sont alors en quelque sorte abandonnés à forfait pour faire face aux charges du mariage ; et remarquons bien qu'il ne pourra jamais être recherché au delà des fruits existants, alors même que primitivement le contrat de mariage aurait fixé la quote-part de la femme dans les dépenses communes ; le mari en effet est toujours censé avoir rendu compte successivement (1). Dans cette hypothèse, le mari fait donc siens les revenus de la femme à mesure qu'il les consomme.

On devra considérer comme existants, les fruits qui subsistent encore en nature lors de la demande ou de la dissolution du mariage, ou le prix encore dû à ce moment des récoltes vendues, ou enfin les loyers ou fermages non encore touchés ou arriérés.

Mais que faut-il décider au cas où le mari aurait fait des économies sur les revenus dont sa femme lui a ainsi laissé la jouissance et où il aurait placé ces économies afin d'en tirer lui-même un revenu ? Y a-t-il là des fruits existants au moment de la dissolution du mariage, parce qu'ils n'ont pas été réellement consommés et employés à satisfaire les besoins du ménage ? Ou bien faut-il les considérer comme consommés et dispenser par conséquent le mari d'en faire la restitution ?

Nous croyons, avec la majorité des auteurs, que les

(1) TROPLONG. *C. de M.* 3, n. 2297, p. 773.

économies ainsi réalisées et placées par le mari ne sont plus des fruits existants, mais des fruits consommés, car ils ne peuvent plus en réalité être représentés à la dissolution du mariage ; c'est en effet pour faire face aux charges du mariage que la femme a laissé à son mari la disposition de ses revenus ; mais si, tout en remplissant cette obligation, le mari trouve moyen de faire des économies et de les placer pour son compte, c'est une manière comme une autre de dépenser les revenus ; il aurait pu les dépenser autrement, et on n'aurait pas pu lui en demander compte ; on ne peut donc pas davantage le forcer à rembourser ce qu'il a économisé. Si d'ailleurs la femme s'apercevait que son mari fait des économies pour son compte, et ne subvient pas aux dépenses du ménage, elle peut toujours révoquer le mandat qu'elle lui a donné, et elle reprend alors l'administration et la jouissance de ses biens. Remarquons d'ailleurs que la solution contraire donnerait lieu des à recherches, non seulement blessantes pour le mari, mais également difficiles et compliquées ; comment prouver en effet que c'est sur les revenus des biens de la femme, plutôt que sur ceux des biens propres du mari, que les économies ont été réalisées ? Nous croyons donc que le mari gardera, comme des fruits consommés, les bénéfices dont il aura ainsi opéré l'emploi en son nom personnel. La jurisprudence est aujourd'hui fixée dans ce sens (1). Mais remarquons bien que, si le mari garde les fruits consommés, il ne les garde que tant que la femme n'a point fait opposition à sa jouissance ; il suffit en effet qu'elle ait manifesté son intention de demander des comptes et de reprendre à son mari la jouissance de ses biens, pour que celui-ci soit obligé de restituer tout ce qu'il recueillera désormais ; c'est ainsi qu'il devra compte, à par-

(1) Cassation, 17 janvier 1860. (Dalloz, 60. 1. 66). — GUILLOUARD. *C. de M.* 3, n. 1685. p. 543. BAUDRY-LACANTINERIE, p. 221, n. 340.

tir de ce moment, non pas seulement des fruits existants, mais encore des fruits consommés, car il est alors redevenu un mandataire ordinaire pour administrer, et l'article 1539 ne reçoit plus son application (1).

Ajoutons encore que si le mari avait pris l'administration et la jouissance des biens de la femme contre la volonté de celle-ci, l'article 1539 ne s'appliquerait pas davantage, et le mari serait obligé de rendre compte même des fruits consommés (a. 1579).

Quand c'est en vertu d'un mandat exprès ou tacite de la femme que le mari a reçu la jouissance des biens de celle-ci, il a vraiment les caractères d'un usufruitier et il faut alors décider qu'il est tenu de toutes les obligations de l'usufruitier ; ce sera donc à lui à supporter les réparations d'entretien, les contributions et toutes les autres qui s'acquittent d'ordinaire sur les fruits, et notamment les charges du mariage (2).

Telle est la destination que la loi a donnée aux revenus des biens des époux sous les régimes exclusifs de communauté ; on peut voir, par ce que nous avons dit, que cette destination est toujours la même ; les revenus sont faits pour être employés à faire face aux charges du mariage ; mais nous avons laissé entendre que, dans certains cas, la loi n'avait pas toujours suffisamment protégé cette destination ; nous allons voir que les revenus des biens de la femme reçoivent, sous le régime dotal, une protection beaucoup plus efficace, à cause du principe de l'inaliénabilité dotale, auquel ils participent dans une certaine mesure.

(1) Cassation, 31 mars 1879. (Dalloz, 79. 1. 425). GUILLOUARD. *C. de M.* 3, n. 1685, *in fine*, p. 544.

(2) GUILLOUARD. *C. de M.* 3. n. 1683 à 1686, p. 542. — TROPLONG. *C. de M.* 3, n. 2296 à 3000 p. 773. — MARCADÉ, VI, à 1539, p. 13 et 14. — BAUDRY-LACANTINERIE. 3, n. 339 et 340, p. 220.

CHAPITRE III

DU RÉGIME DOTAL

Donnons tout d'abord une idée générale des règles qui caractérisent le régime dotal : La dot, dit l'article 1540, est le bien que la femme apporte au mari pour supporter les charges du mariage : remarquons que cette définition de la dot n'est pas spéciale au cas où les époux se marient sous le régime dotal ; en effet, sous tous les régimes matrimoniaux, la femme apporte en mariage une dot, c'est-à-dire un bien qui est destiné à faire face aux charges du mariage. Ce n'est donc pas parce qu'il y a une dot que le régime, dans l'étude duquel nous entrons, porte le nom de régime dotal. Ce nom lui est donné parce que la dot se trouve ici protégée d'une façon toute spéciale à l'aide de mesures particulières destinées à en garantir à la femme la conservation et la restitution. En stipulant le régime dotal, les conjoints tiennent à assurer d'une façon plus efficace l'avenir de la femme et des enfants nés du mariage ; de là tout l'ensemble de mesures conservatoires et protectrices qui caractérisent le régime dotal et le distinguent des autres régimes matrimoniaux : c'est ainsi que les biens dotaux de la femme sont, sous ce régime, en principe inaliénables et imprescriptibles pendant la durée du mariage ; en outre, la femme reste ici propriétaire de ses biens dotaux, mais elle en apporte à son mari l'administration et la jouissance, et nous verrons que la loi confère au mari des droits et

des pouvoirs assez étendus sur ces biens dotaux : il en a la jouissance et l'administration ; par conséquent tous les revenus lui appartiennent : aussi, doit-il, en compensation, supporter seul toutes les charges du mariage.

Nous n'avons point à entrer ici dans le détail des principes qui gouvernent la constitution de dot : qu'il nous suffise de dire que la soumission des biens de la femme aux règles du régime dotal ne peut résulter que d'une stipulation expresse, ou tout au moins, qu'il faut que les termes du contrat soient suffisamment explicites pour ne laisser aucun doute sur la volonté des époux d'adopter le régime dotal.

Supposons donc que les conjoints aient expressément adopté ce régime ; il pourra alors se trouver dans le patrimoine de la femme deux catégories de biens, les *biens dotaux* et les *biens paraphernaux* : « tous les biens que la femme se constitue ou qui lui sont donnés par contrat de mariage sont dotaux, dit l'article 1541, s'il n'y a stipulation contraire » ; ne sont donc dotaux que les biens que la femme se constitue expressément en dot et ceux qui lui sont donnés en contrat de mariage par des tiers, sauf, dans ce dernier cas, si le donateur a exprimé une volonté contraire ; par conséquent, tous les autres biens de la femme, c'est-à-dire tous ceux qu'elle ne s'est pas expressément constitués en dot, ne sont pas dotaux : la loi les appelle des biens paraphernaux. La paraphernalité constitue donc la règle et c'est la dotalité qui est l'exception, puisqu'il faut que la femme se soit expressément constitué des biens en dot pour qu'ils soient dotaux et puisque ceux qu'elle ne s'est pas constitués sont paraphernaux. Les biens de la femme, sous le régime dotal, se divisent donc en deux catégories : les *biens dotaux* et les *biens paraphernaux*. Nous allons voir que c'est aux biens dotaux que sont réservées toutes les mesures de protection et de conservation, comme l'inaliénabilité et l'imprescriptibilité.

La femme reste propriétaire de ses biens dotaux, mais elle en apporte l'administration et la jouissance à son mari, qui, en revanche, devra supporter les charges du mariage. Elle reste aussi propriétaire de ses biens paraphernaux, mais elle en garde pour elle-même l'administration et la jouissance. Nous examinerons successivement ce que deviennent les produits des biens dotaux et les produits des biens paraphernaux.

PREMIERE PARTIE

BIENS DOTAUX

SECTION I^{re}. — CONSTITUTION DE DOT

Nous venons de dire que les biens dotaux sont ceux que la femme se constitue, ou qui lui sont donnés par contrat de mariage, s'il n'y a stipulation contraire. Nous n'avons point à examiner ici les règles de la constitution de dot; nous devons seulement rechercher quels sont les effets de cette constitution sur les produits des biens de la femme.

La femme peut se constituer en dot tous ses biens présents, ou tous ses biens à venir, ou les uns et les autres, ou une quote-part de chacun d'eux, ou enfin un objet individuel, (a. 1542) : et l'article 1543 ajoute que la dot ne peut être constituée ni même augmentée pendant le mariage.

Ainsi, on peut se constituer en dot, non seulement ses biens présents, mais aussi *ses biens à venir* : nous allons rencontrer ici plusieurs questions relatives aux revenus des biens de la femme.

Supposons donc qu'une femme se soit constituée en dot

tous ses biens à venir ; comment faudra-t-il interpréter cette stipulation ? nous croyons qu'elle ne comprendra, parmi les biens à venir de la femme, que ceux qui adviendront à celle-ci pendant le mariage à titre gratuit, c'est-à-dire par succession ou donation ; et nous voulons dire par là, que la seule constitution en dot de tous les biens à venir ne *comprendra point*, suivant nous, *ceux que la femme acquerra pendant le mariage à l'aide des économies réalisées sur ses revenus*. Il est certain qu'au premier abord cette proposition peut paraître contraire au texte même de l'article 1542, qui dispose que la femme peut se constituer en dot tous ses biens à venir : cette disposition semble bien vouloir dire que, si la femme s'est constituée ses biens à venir, tous ceux qui lui adviendront pendant le mariage, à quelque titre que ce soit, seront dotaux, sans aucune exception, et parmi eux, ceux qui viendront augmenter son patrimoine par suite des économies réalisées sur ses revenus. Malgré cela, nous ne croyons pas que l'on puisse donner un sens aussi étendu à la constitution en dot de tous les biens à venir. Remarquons bien que nous ne voulons pas dire par là que les revenus des biens dotaux ne soient pas eux-mêmes dotaux ; nous verrons, plus tard au contraire que ce sont parfaitement, des biens dotaux, qui sont par conséquent inaliénables et insaisissables, en tant qu'ils sont nécessaires au mari pour satisfaire aux besoins du ménage ; mais nous verrons aussi que le mari, ayant l'usufruit des biens dotaux afin de faire face aux charges du mariage, et en recueillant tous les revenus, garde pour lui ce qui reste de ces revenus lorsqu'il a rempli son obligation : cet excédant lui appartient ; il peut donc faire des économies, et ces économies entrent dans son patrimoine propre ; il n'y a par conséquent aucune raison de décider que les acquisitions qu'il fait ainsi sont des biens dotaux ; une telle solution serait même absolument contraire à tous les principes qui caractéri-

sent le régime dotal, puisqu'il n'y a que les biens de la femme qui puissent être dotaux et jouir des mesures de protection et de conservation que la loi a établies en faveur de la dot. Or comme, dans l'hypothèse normale, la dot est aux mains du mari qui en a la jouissance pour faire face aux besoins de la famille, on comprend facilement que la constitution en dot de tous les biens à venir ne saurait comprendre les économies faites sur les revenus des biens dotaux, ces économies étant la propriété du mari. Ce n'est donc pas en vue de cette hypothèse normale, où le mari a la jouissance de la dot, que nous avons émis cette proposition, savoir que la constitution en dot des biens à venir ne comprendra pas les biens acquis à l'aide des économies réalisées sur les revenus : Il faut donc prendre une autre hypothèse : il nous faut supposer que conformément à l'article 1549 *in fine*, la femme s'est réservée la jouissance d'une partie de ses revenus pour son entretien et ses besoins personnels, ou bien qu'au moyen de la séparation de biens elle a repris l'administration et la jouissance de ses biens dotaux : dans ces deux cas, les économies qu'elle réalise sur les revenus des biens dotaux et les biens qu'elle acquiert à l'aide de ces économies lui appartiennent évidemment, et ne sont plus la propriété du mari ; et bien, nous prétendons que la seule stipulation par laquelle la femme se constitue en dot tous ses biens à venir ne rendra pas dotaux les biens qu'elle acquiert ainsi à l'aide de ses économies, et que ces biens seront, au contraire des biens paraphernaux : On sait en effet que la dot ne peut pas être augmentée pendant le mariage (a. 1543) ; c'est là un principe absolu qui a été édicté par le législateur dans l'intérêt des tiers, afin que ceux-ci puissent toujours savoir d'une façon certaine, en consultant le contrat de mariage, quels sont les biens de la femme qui sont dotaux, et qu'elles sont par conséquent les garanties qu'on peut leur offrir, quand on veut leur faire contracter un engagement

quelconque. Or, les économies qui ont servi à acquérir les biens dont nous nous occupons ont été réalisées aux dépens des fruits ou revenus échus de la dot ; or les fruits et revenus de la dot ne sont dotaux que dans la mesure où ils étaient nécessaires pour faire face aux charges du mariage ; une fois ces charges satisfaites, l'excédant des revenus et les économies réalisées à l'aide de cet excédant, ne font pas partie de la dot, et si on en faisait des biens dotaux, on augmenterait la dot pendant le mariage, contrairement aux prescriptions de l'article 1543. Par conséquent, les biens ainsi acquis par la femme ne rentrent pas dans les biens à venir que celle-ci s'est constitués en dot, et ceux-ci ne comprennent que les biens qui lui adviendront pendant le mariage à titre gratuit, c'est-à-dire par succession ou donation.

Nous pouvons encore supposer qu'une société d'acquêts a été jointe au régime dotal : Si, la femme s'est constitué en dot tous ses biens à venir, pourra-t-on considérer comme dotales les parts d'acquêts qui tomberont dans la dot de la femme pendant le mariage et faudra-t-il alors investir ces acquêts des privilèges et garanties que la loi a établies dans l'intérêt de la dot proprement dite sous le régime dotal ? nous adopterons ici la même solution que nous venons d'admettre pour les biens acquis à l'aide des économies réalisées au cours du mariage, sur les revenus ; cette part d'acquêts qui tombe dans le lot de la femme en saurait être déclarée dotale, car il y aurait là une augmentation de la dot pendant le mariage ; c'est ce qu'a décidé la Cour de cassation dans un arrêt du 29 juin 1847 (1).

Ainsi, les biens acquis par la femme à l'aide des économies qu'elle a pu, dans ces diverses hypothèses, réaliser sur les revenus des biens dotaux, ne sont pas des biens dotaux par cela seul que la femme s'est constitué en dot

(1) Cassation, 29 juin, 1847 (Dalloz. 47. 1. 295).

tous ses biens à venir : ce sont donc des biens parapher-
aux. Remarquons toutefois que rien ne s'oppose à ce
que la femme convienne expressément dans son contrat
de mariage que les biens qu'elle acquerra à l'aide des éco-
nomies réalisées sur ses revenus seront dotaux ; elle peut
très bien faire cette stipulation ; nous avons seulement
entendu dire que la seule constitution de tous les biens à
venir ne peut comprendre ces biens-là, si la femme ne l'a
pas dit expressément dans son contrat, parce que cela
constituerait alors une augmentation de la dot pendant le
mariage (1).

La femme, pouvant se constituer en dot tous ses biens
présents à et venir, peut sans aucun doute se constituer en
dot une industrie, un art ou un commerce qu'elle exerce
séparément de son mari ; cette industrie ou ce commerce
seront alors des biens dotaux, dont tous les profits appar-
tiendront au mari, comme lui appartiennent tous les reve-
nus des biens dotaux, puisqu'il a la jouissance de ces biens.
Mais supposons que la femme se soit constitué en dot
tous ses biens présents et tous ses biens à venir, sans
avoir spécifié quels sont les biens qu'elle entend ainsi ren-
dre dotaux : quel sera l'effet de cette clause générale de
dotalité sur les produits du travail et de l'industrie sépa-
rée de la femme ? Le travail et l'industrie de la femme
devront-ils être compris dans les biens à venir que la
femme s'est constitués, et seront-ils en conséquence des
biens dotaux ?

Remarquons tout d'abord que nous ne nous occupons
point des bénéfices qui auraient été réalisés dans le com-
merce ou l'industrie du mari avec la collaboration de la
femme : ces bénéfices appartiennent au mari, comme étant

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4. p. 35. n. 1723 à 1725. TROPLONG.
C. de M. 3, n. 4910. p. 409. — AUBRY et RAU, V, p. 533 § 534, texte
et note 8.

des produits de sa propre industrie, sans que la femme puisse en réclamer aucune part, s'il n'y a pas entre eux une société d'acquêts : les actes d'assistance de la femme rentrent en effet dans la catégorie des soins et des services que celle-ci doit toujours à son ménage. Nous nous occupons donc exclusivement de l'industrie ou du commerce que la femme dotale exercerait séparément de son mari :

D'après un premier système, il ne faut pas considérer comme un bien véritable, dans le sens juridique de ce mot, c'est-à-dire comme un capital capable de donner naissance à des revenus, l'industrie, le commerce, ou d'une façon générale le travail de la femme : on reconnaît volontiers qu'au point de vue économique il y a là véritablement un bien et que ce bien produit des revenus qui ne sont autres que les gains provenant du travail auquel on se livre ; mais on prétend que le législateur n'a pas sanctionné cette manière de voir, et qu'au point de vue juridique on ne peut pas considérer l'industrie de la femme comme un capital, dont les bénéfices appartiendraient exclusivement au mari, comme étant des revenus d'un bien dotal ; nous avons déjà vu, en étudiant, sous le régime sans communauté, la question de savoir si le mari usufruitier des biens de sa femme avait droit aux produits du travail de celle-ci, comment les auteurs qui adoptent cette théorie cherchent à la justifier, et nous croyons avoir suffisamment combattu leur argumentation pour n'avoir pas à revenir ici sur ce point : voyons seulement quelles conclusions ces auteurs tirent de leur théorie dans notre hypothèse sous le régime dotal : chacun des produits ou des bénéfices que la femme réalise dans l'exercice de son industrie serait pour elle un véritable acquêt ; il serait représenté chaque fois par un capital qui entrerait dans le patrimoine de la femme ; et comme on suppose que celle-ci s'est constitué tous ses biens présents et à venir, on prétend que chaque bénéfice

ainsi réalisé par elle est un bien dotal dont elle garde la propriété et dont le mari n'a que la jouissance ; telle est la doctrine enseignée par M. Guillouard et par MM. Aubry et Rau (1). M. Guillouard reconnaît cependant que le mari n'aurait point à restituer à sa femme les produits journaliers de son travail que celle-ci lui aurait librement abandonnés chaque année pour faire face aux charges du mariage.

Un autre système enseigne également que les produits du travail de la femme constituent des acquêts, des capitaux, dont la propriété resterait à la femme. Mais dans cette théorie, les biens ainsi acquis par l'époux ne sont pas des biens dotaux, mais des biens paraphernaux, dont le mari n'aurait donc pas même la jouissance : l'industrie de la femme, dit-on, est quelque chose de trop personnel à celle-ci, pour que l'on puisse supposer qu'en se constituant en dot tous ses biens présents et à venir, elle ait entendu rendre dotaux les produits de cette industrie ; l'industrie de la femme, dit-on encore, constitue une qualité essentiellement paraphernale et les capitaux qui en découlent doivent être également paraphernaux. Ce système est celui de M. Demolombe (2).

Remarquons que la solution donnée ici par ce savant auteur ne se comprend guère en présence de celle qu'il adopte au sujet de la question de savoir si, sous le régime exclusif de communauté, les produits du travail de la femme appartiennent au mari ; il admet en effet que, sous le régime sans communauté, ces produits restent bien la propriété de la femme, mais que celle-ci en a tacitement donné l'usufruit au mari par la seule adoption de ce régime ; et puis, il prétend que, sous le régime dotal, elle

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, p. 38, n. 1726. — AUBRY et RAU. V, § 534, p. 532, texte et note 7, et Cassation 13 février 1884. (Dalloz 84. 1. 325).

(2) DEMOLOMBE, IV, n. 315 et 316.

n'a pas pu agir de la même façon et se dépouiller de cet usufruit au profit de son mari ! Nous ne comprenons pas pourquoi, si elle a virtuellement constitué un droit d'usufruit sur les produits de son travail au profit de son mari, sous le régime sans communauté, elle ne peut pas être considérée comme ayant eu la même intention, en se soumettant au régime dotal et en se constituant en dot tous ses biens à venir ! Il y a là une contradiction que font très bien ressortir MM. Aubry et Rau (note 7, p. 533) et qu'il nous est impossible d'expliquer. Au surplus, en supposant que chacun des produits de l'industrie de la femme, soit un capital et non un fruit, on ne comprend pas pourquoi ce capital ne serait pas un bien dotal, si la femme s'est constitué en dot tous ses biens présents et à venir, et pourquoi le mari n'en aurait pas la jouissance ? Les produits de l'industrie personnelle de la femme constitueraient en effet un bien comme un autre qui serait advenu à la femme au cours du mariage et nous ne verrions aucune raison qui pût empêcher d'en faire un bien dotal et d'en donner la jouissance au mari ; nous ne voyons pas que l'industrie de la femme soit attachée d'une façon si intime à sa personnalité que l'on doive considérer les produits de cette industrie comme restant sa propriété exclusive ; la femme en effet doit assistance à son mari (212) ; elle doit donc travailler dans l'intérêt de l'union conjugale, pour en supporter les charges, et non pas dans son seul intérêt : par conséquent, les capitaux ainsi acquis par l'épouse resteraient sans doute la propriété de celle-ci, mais elle en apporterait tout au moins la jouissance à son mari, car ces capitaux seraient des biens dotaux.

Le système de M. Demolombe nous paraît peu logique ; mais nous n'adopterons pas davantage celui de M. Guil-louard : nous avons admis en effet, sous le régime sans communauté, que l'industrie et le commerce de la femme, ou simplement son travail, devaient être considérés

comme de véritables biens, dans le sens juridique du mot, c'est-à-dire comme des capitaux, et que les bénéfices qui en découlent devaient être réellement assimilés à des fruits ou revenus, devant par conséquent appartenir au mari usufruitier de tous les biens de la femme ; nous devons donc admettre ici la même solution ; nous supposons que la femme s'est constitué en dot tous ses biens présents et à venir ; l'industrie ou le commerce qu'elle exerce sont des biens qu'elle apporte en dot ; ils seront par conséquent des biens dotaux dont elle gardera la propriété, mais dont elle devra laisser la jouissance à son mari ; celui-ci fera donc siens, comme étant des revenus des biens dotaux, tous les bénéfices qui seront réalisés par son épouse dans l'exercice de son industrie, sans avoir à restituer aucun de ces produits lors de la dissolution du mariage ; c'est en vue de subvenir à tous les besoins de la famille qu'il a reçu la jouissance de tous les biens de la femme ; il n'y a suivant nous, aucune raison de le priver de cette jouissance sur une portion aussi importante du patrimoine de son épouse (1).

Supposons maintenant que la femme ne se soit constituée en dot que ses biens présents ; quel sera dans ce cas le sort des produits du travail de la femme ? Si l'on adopte le premier système que nous avons exposé, il faut forcément reconnaître que les produits du travail de la femme, n'existant pas au moment du mariage, ne seront jamais que des biens à venir, alors même que la femme aurait déjà été pourvue, au début du mariage, du commerce qui devait donner naissance à ces produits ; et alors, si ce sont des biens à venir, ils ne seront pas dotaux dans notre hypothèse, puisque la femme ne s'est constitué que ses biens présents ; ils resteront donc la propriété de la femme

(1) Dans ce sens : MARCADÉ, VI. Sous les articles 1540 et 1541, n. II, *in fine*, p. 20. — TROPEONG. *C. de M.* 4, n. 3016, p. 19.

qui en gardera également la jouissance. Si au contraire on adopte la théorie que nous avons cherché à faire prévaloir, en supposant que l'épouse possède déjà au moment du mariage une industrie ou un commerce, il y a là un bien présent qu'elle apporte en dot ; ce bien sera donc dotal et tous les bénéfices qui en sortiront pendant le mariage seront des fruits qui appartiendront au mari. Mais si, à l'époque de l'union des conjoints, la femme ne possédait encore aucune industrie, et s'il lui en survenait une pendant le mariage, ce serait alors un bien à venir, qui par conséquent ne pourrait être dotal, la femme n'ayant constitué en dot que ses biens présents ; il y aurait donc là un bien paraphernal, dont l'épouse garderait la jouissance ; aucun des bénéfices qu'elle réaliserait ainsi dans l'exercice de sa profession n'appartiendrait alors au mari, usufruitier seulement des biens dotaux (1).

Nous recherchons les effets de la constitution de dot sur les produits des biens de la femme ; nous avons déjà vu dans quelle mesure les revenus du patrimoine de la femme, ainsi que les produits de son travail, pouvaient être compris dans une constitution générale de biens présents et de biens à venir ; il nous reste à exposer encore un des effets les plus importants de la constitution de dot sur les revenus ou intérêts des biens qui ont été constitués : nous voulons parler de la disposition contenue dans l'article 1548 : « Les intérêts de la dot, dit cet article, courent de plein droit du jour du mariage contre ceux qui l'ont promise, encore qu'il y ait terme pour le paiement, s'il n'y a stipulation contraire ». Remarquons tout d'abord que ce n'est pas là une disposition spéciale à la constitution de dot sous le régime dotal ; l'article 1440,

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, n. 1727 p. 40. — AUBRY et RAU, V, § 534, p. 532. note 7. — V. Agen, 9 janvier 1856. (Dalloz, 56. 2. 73). — Montpellier, 27 mai 1879. (Dalloz, 80. 2. 117).

au chapitre de la communauté, contenait déjà la même prescription, disons par conséquent que la règle que nous venons d'exposer, et dont nous allons rechercher l'étendue et les effets, est une règle générale qui gouverne la constitution de dot sous tous les régimes matrimoniaux.

En principe, d'après l'article 1153, les intérêts des sommes d'argent ne courent contre le débiteur que du jour de la demande, excepté cependant dans le cas où la loi les fait courir de plein droit ; nous sommes précisément ici en présence d'une de ces exceptions admises par la loi, dans les articles 1440 et 1548 : les sommes promises en dot, aux termes de ces articles, portent intérêt de plein droit du jour du mariage à moins de stipulation contraire. Quels sont les motifs de cette disposition ? La dot, avons-nous dit, est apportée au mari pour subvenir aux charges du mariage ; la loi lui donne la jouissance de cette dot et lui en attribue par conséquent les revenus, mais elle ne les lui attribue que pour qu'il puisse, avec les sommes qui en proviendront, faire face à tous les besoins du ménage. La destination donnée aux revenus est donc bien de pourvoir à l'entretien et à la nourriture de la famille ; or les besoins de la famille commencent le jour même de la célébration du mariage : c'est par conséquent à partir de ce moment que les biens dotaux doivent donner au mari les ressources nécessaires pour remplir ses obligations ; il était alors naturel et bien conforme à l'intention présumée des parties contractantes de décider que le mari aurait droit à ces revenus ou intérêts dès le jour même où ont commencé les besoins du ménage : voilà pourquoi le législateur a déclaré que, si la dot promise n'était point livrée au moment du mariage, elle produirait cependant des intérêts de plein droit à partir de ce jour, à moins d'une convention contraire. Il est en outre probable que la loi n'a pas voulu obliger les enfants à agir en justice contre leur parents pour réclamer les intérêts

des sommes promises en dot ; il y a là une question de délicatesse, qui eût bien souvent empêché les époux de faire des réclamations et les intérêts de la famille auraient alors forcément souffert de leur silence.

Les textes des articles 1440 et 1548 semblent ne prévoir que l'hypothèse dans laquelle la dot constituée est une somme d'argent, et c'est pour ce cas que la loi dispose que les intérêts courent de plein droit à compter du jour du mariage ; mais nous croyons qu'il ne faut pas s'en tenir strictement à la lettre de ces articles ; leur but est de faire naître, dès le jour du mariage, tous les avantages de la dot au profit de l'époux doté ; par conséquent, il est évident que cette disposition ne doit pas être restreinte au cas où la dot promise consiste en une somme d'argent, et il faut admettre que s'il s'agit de biens frugifères, d'immeubles, par exemple, produisant des récoltes, le constituant devra les fruits de ces biens dotaux à partir du jour du mariage ; l'intention du législateur a été très certainement qu'il en fût ainsi : on ne comprendrait pas en effet que les sommes d'argent promises en dot produisissent des intérêts de plein droit à compter de ce jour et que les fruits des autres biens ne fussent dûs par le constituant que le jour d'une demande en justice ; les raisons qui ont dicté les dispositions des articles 1440 et 1548 sont absolument les mêmes dans les deux cas : le législateur a voulu que le mari pût faire face aux charges du mariage dès l'époque où ces charges prendraient naissance ; or, comme elles naissent le jour du mariage, il faut que les revenus de tous les biens constitués en dot, quelle que soit la nature de ces biens, puissent procurer au mari, dès ce jour même, les ressources qui lui sont nécessaires pour remplir l'obligation qui lui incombe. D'ailleurs, le mari ayant, à compter du jour du mariage, l'usufruit des biens constitués en dot, il est certain qu'il a droit aux fruits de

ces biens à partir de ce jour, et il n'était pas nécessaire qu'un texte spécial vint lui accorder ce droit.

Mais remarquons bien que s'il s'agit de biens frugifères, ce sont les fruits de ces biens qui sont dûs à compter du jour du mariage, et non pas les intérêts à cinq pour cent des sommes représentant le capital de ces biens ; d'après M. Laurent (T. 21, n° 182), qu'il s'agisse d'objets frugifères ou de sommes d'argent, le constituant qui est en retard pour livrer doit toujours les intérêts à cinq pour cent de la valeur en capital de la dot promise ; il nous semble impossible d'admettre une telle solution ; les intérêts à cinq pour cent de la valeur en capital de la dot promise s'élèveront en effet le plus souvent à une somme très supérieure à celle qui représentera les fruits de l'immeuble constitué en dot ; il y a aujourd'hui peu d'immeubles qui donnent un revenu de cinq pour cent ; si donc on admettait la solution générale de M. Laurent, il faudrait en conclure que la loi a édicté contre le constituant en retard une pénalité considérable ; il serait obligé de payer, dans tous les cas, des intérêts à cinq pour cent, alors qu'il aurait pu, en donnant de suite les fruits de l'immeuble, acquitter une dette beaucoup moins lourde. Pour édicter contre lui une telle pénalité, nous croyons qu'il faudrait un texte formel ; or la loi ne dit rien de semblable ; si l'objet est frugifère, ce seront évidemment les fruits de cet objet qui seront dus à compter du jour du mariage ; ce sont ces fruits seuls en effet qui sont destinés à subvenir aux charges du mariage, et le mari ne peut exiger autre chose de la part du constituant que le versement de ces fruits à l'époque où commencent les charges qu'ils ont pour but de satisfaire. M. Laurent va même encore beaucoup plus loin, et il prétend que les intérêts à cinq pour cent sont dûs à compter du jour du mariage, si le constituant est en retard pour livrer la dot, alors même que les biens promis en dot seraient des biens non frugifères, c'est-à-dire

ne rapportant aucun revenu et ne donnant lieu par exemple qu'à un droit d'usage ; la généralité des textes des articles 1440 et 1548 amènerait nécessairement, selon lui, cette solution ; nous ne croyons pas que l'on puisse raisonnablement adopter une théorie de ce genre, car elle est en contradiction formelle avec le but même des dispositions de ces articles : si les biens promis en dot ne sont pas frugifères, le constituant ne doit aucun intérêt, parce qu'il n'a pas promis autre chose qu'un bien non frugifère, à moins cependant que l'époux doté n'obtienne contre lui des dommages-intérêts à l'aide d'une condamnation judiciaire, ce qui pourra arriver par exemple dans le cas où un retard considérable dans la livraison aurait causé aux époux un préjudice réel.

Remarquons encore que les fruits ou intérêts des biens constitués en dot sont dûs de plein droit à compter du jour du mariage, non pas seulement quand la constitution de dot émane d'un tiers, parent ou étranger, mais encore lorsqu'elle émane de la femme elle-même ; c'est aussi à partir du jour du mariage que celle-ci doit de plein droit à son mari les intérêts et les fruits de la dot qu'elle s'est constituée, car c'est à partir de ce jour que le mari est tenu de faire face aux charges ; ajoutons qu'elle devrait les intérêts de la dot même sur ses biens paraphernaux.

Supposons que le constituant ait gardé chez lui les époux après le mariage, et qu'il se soit chargé pendant un certain temps des dépenses de leur entretien et de leur nourriture, sera-t-il encore tenu de leur payer les intérêts de la dot à compter du jour du mariage ? Il nous semble assez raisonnable d'admettre qu'il peut, dans ce cas, s'établir une compensation entre ces intérêts qu'il devait au mari et les dépenses qu'il a faites pour entretenir les époux : cette solution était admise dans l'ancien droit et rien n'empêche de l'admettre encore aujourd'hui : si, en effet, le constituant a pourvu lui-même aux dépenses du ménage,

on peut supposer qu'il a employé à couvrir ces dépenses les intérêts qu'il devait verser; il n'y a donc plus aucune raison de faire courir ces intérêts au profit des époux à compter du jour du mariage.

Il peut arriver enfin que le constituant ait stipulé un terme pour le paiement de la dot promise, avec dispense de payer les intérêts à compter du jour du mariage. Cette stipulation est autorisée par les articles 1440 et 1548 ; mais remarquons bien que, si un délai de ce genre avait été convenu, les intérêts commenceraient à courir de plein droit le jour même de l'échéance du terme fixé, à moins d'une stipulation contraire (1).

SECTION II. DROIT DE JOUISSANCE DU MARI SUR LES BIENS DOTAUX

Nous avons dit que la loi donnait au mari l'administration et la jouissance des biens dotaux, à charge pour lui de subvenir aux besoins du ménage (art. 1549) ; nous ne dirons rien du droit d'administration du mari ; mais il nous faut voir quelle est l'étendue de son droit de jouissance et quelles sont les obligations qu'il entraîne.

Le droit français s'est écarté des traditions du droit romain ; en droit romain en effet, le mari devenait *dominus dotis*, c'est-à-dire propriétaire de la dot. Aujourd'hui, la femme garde au contraire la propriété de ses biens dotaux et le mari n'en acquiert que la jouissance. Nous disons qu'en principe la femme reste propriétaire de sa dot ; il existe cependant à ce principe certaines exceptions ; c'est ainsi que lorsque la dot mobilière a été estimée dans le contrat de mariage, sans déclaration que l'estimation n'en

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* I, p. 164, n. 166 à 172. BAUDRY-LACANTINERIE, 3, p. 230, n. 359 et p. 42 n. 164.

vaut pas vente, le mari devient propriétaire de la dot, et débiteur du prix d'estimation (a. 1551). De même, si l'immeuble dotal a été estimé et si le contrat contient une déclaration expresse que l'estimation en vaut vente, cet immeuble devient la propriété du mari (a. 1552). Supposons enfin que la dot se compose d'objets mobiliers qui se consomment *primo usu*, c'est-à-dire, dont on ne peut faire usage sans les consommer, comme des denrées par exemple. Il est clair que le mari, ayant le droit de jouir de ces biens-là comme de tous les biens dotaux, il faut lui permettre de les consommer, puisqu'il ne peut pas en jouir autrement. Il en devient donc propriétaire, car seul le propriétaire a le droit de consommer la chose ; mais il n'en devient propriétaire qu'à charge de rendre plus tard des objets de même quantité, qualité et valeur. Sans doute, aucun texte au chapitre du régime dotal, n'édicte cette disposition, mais on comprend facilement qu'elle doit être nécessairement admise ; nous verrons en effet, que l'on traite le mari comme un véritable usufruitier des biens dotaux ; il est donc indispensable de lui appliquer en principe les règles de l'usufruit ordinaire ; or, nous savons que l'usufruitier devient propriétaire des choses qui se consomment *primo usu* à charge d'en rendre de pareilles en qualité, quantité et valeur à la fin de l'usufruit ou leur estimation (a. 587). C'est là ce que l'on nomme le quasi-usufruit ; il faut donc appliquer cette règle au mari usufruitier de la dot. Le mari, disons-nous, devra restituer, à la fin de sa jouissance, des choses de pareilles quantité, qualité et valeur ; mais remarquons bien que ceci suppose que les biens mobiliers dont s'agit n'auront pas été estimés dans le contrat, car s'ils avaient été estimés au contrat, sans déclaration que l'estimation n'en vaut pas vente, le mari, comme nous l'avons dit, en est devenu propriétaire, à charge de restituer, non plus des choses

équivalentes, mais seulement le prix d'estimation donné à ce mobilier (a. 1551) (1).

En dehors de ces cas exceptionnels, la femme reste propriétaire de sa dot et le mari n'en a que la jouissance. « Le mari, dit l'article 1549, a seul le droit de percevoir les fruits et les intérêts des biens dotaux pendant le mariage ». Disons donc dès maintenant qu'il est usufruitier des biens dotaux ; sans doute, l'article 1549 n'emploie pas cette expression, mais nous verrons que l'article 1562 soumet le mari à toutes les obligations de l'usufruitier, et comme d'autre part il a droit à tous les fruits de la dot, nous l'assimilerons en principe à un usufruitier ordinaire, et nous lui appliquerons les règles qui sont posées par la loi au titre de l'usufruit. Nous verrons qu'il existe cependant entre l'usufruit du mari dotal et un droit d'usufruit ordinaire des différences profondes que nous devons examiner en détail.

§ 1^{er}. Application des règles de l'usufruit ordinaire à l'usufruit du mari sur les biens dotaux.

Nous disons qu'en principe les droits et les obligations du mari, en qualité d'usufruitier des biens dotaux, sont les mêmes que les droits et les obligations d'un usufruitier ordinaire.

Droits que possède le mari en sa qualité d'usufruitier de la dot.

Nous savons que la jouissance des biens dotaux est apportée au mari pour supporter les charges du mariage

(1) Cassation, 22 mars 1882 (Dalloz, 82. 1. 337). — BAUDRY-LACANTINERIE, 3, p. 234, n. 367. — GUILLOUARD, 4. n. 1766, p. 90.

(a 1540); par conséquent ce droit de jouissance commence le jour même de la célébration du mariage, puisque c'est à partir de ce jour qu'il doit en supporter les charges; ainsi, c'est à compter de ce jour seulement que le mari a droit aux fruits des biens dotaux; il faudrait donc décider que, si pendant le mariage il touchait des fruits civils afférant à une période de jouissance antérieure au mariage, il en devrait compte à la femme ou à ses héritiers, et il en serait de même, si le futur époux avait perçu avant le mariage des fruits naturels des futurs biens dotaux.

Le mari a droit à tous les fruits des biens dotaux. Il acquiert jour par jour les fruits civils que ces biens produisent à partir du mariage, et quant aux fruits naturels ou industriels, il en devient propriétaire par la perception; ce sont donc les articles 585 et 586 relatifs au mode d'acquisition des fruits naturels industriels et civils par l'usufruitier ordinaire que nous appliquons ici. Remarquons toutefois dès maintenant que si le droit d'usufruit du mari venait à prendre fin pendant le cours d'une année de jouissance, soit par la dissolution du mariage, soit par suite de la séparation de biens (l'année de jouissance commençant au jour du mariage et à l'époque anniversaire de ce jour), il y aurait lieu d'appliquer l'article 1571 et de répartir entre les deux époux ou leurs héritiers les fruits même naturels ou industriels de la dernière année proportionnellement au temps que le mariage aura duré pendant cette dernière année; en d'autres termes, tous les fruits de la dernière année de jouissance, qu'ils soient des fruits naturels, des fruits industriels ou des fruits civils, sont acquis au mari jour par jour; or, nous savons que l'usufruitier ordinaire, lui, n'acquiert jamais les fruits naturels et industriels que par la perception et qu'il n'y a que les fruits civils qu'il acquiert jour par jour. Il existe donc au point de vue de l'acquisition des fruits, une différence capitale entre le mari usufruitier de la dot et un usufruitier ordi-

naire ; nous nous contentons de mentionner ici cette différence, nous réservant d'en chercher plus tard l'étendue (1).

Nous savons qu'un usufruitier ordinaire a droit à tous les fruits des biens soumis à son usufruit, fruits naturels, industriels ou civils ; mais qu'il n'a jamais droit, parmi les produits de ces biens, qu'à ceux qui ont le caractère de fruits c'est-à-dire aux produits périodiques qu'il est dans la destination d'une chose de mettre au jour, *quidquid ex re nasci aut renasci solet* ; tous les produits qui ne rentrent pas dans cette catégorie des fruits ou revenus sont des produits extraordinaires, qui n'appartiennent point à l'usufruitier et profitent par conséquent au nu-propriétaire (a. 582, 583, 584). Nous avons vu que cette importante règle, qui domine tous les autres principes en matière d'usufruit, devait également être adoptée pour la communauté usufruitière des biens des époux. Il en est de même pour le droit de jouissance du mari sur les biens dotaux : le mari usufruitier de la dot a droit aux fruits de la dot, mais il n'acquiert que les fruits et ne peut prétendre aucun droit aux produits extraordinaires ; si en effet il a la jouissance des biens dotaux, c'est, comme nous l'avons dit, pour faire face aux charges du mariage ; or les fruits seuls ont reçu cette destination de subvenir aux besoins du ménage, il n'y a donc aucune raison pour que le mari recueille autre chose que ces fruits ; par conséquent les produits extraordinaires profitent à la femme propriétaire des biens dotaux, et le mari ne peut émettre aucune prétention à leur égard.

De cette règle que le mari n'a jamais droit qu'aux fruits des biens dotaux, il y a de nombreuses applications à faire :

C'est ainsi tout d'abord qu'il faut décider que, s'il se trouve des bois parmi les biens dotaux que la femme apporte à son mari, il y a lieu de faire ici toutes les distinc-

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, p. 131, n. 1800.

tions des articles 590 et suivants, au titre de l'usufruit : nous savons qu'il faut diviser les bois en deux grandes catégories : les bois taillis et les bois de haute futaie ; les taillis sont des bois que l'on coupe périodiquement, tous les dix ans par exemple ; ils produisent donc de véritables fruits, puisque leurs coupes sont périodiques. Ces coupes appartiennent à l'usufruitier, qui a droit à tous les fruits du bien dont il a la jouissance : mais il n'a droit à ces coupes qu'à charge de se conformer aux règlements et aux aménagements du bois, et de respecter l'ordre et la quotité de ces coupes, ainsi que le prescrit l'article 590. De même, le mari usufruitier de la dot jouit des bois taillis dotaux, avec la même obligation de se conformer aux prescriptions de l'article 590. Nous avons déjà appliqué ces dispositions à la communauté usufruitière des biens propres des époux ; l'article 1403, comme nous l'avons vu, ne fait que répéter les distinctions contenues dans les articles 590 et suivants ; mais l'article 1403 contient en outre une disposition spéciale au cas de la jouissance de la communauté : si des coupes de bois qui devaient être faites régulièrement pendant le mariage avaient été retardées de façon à empêcher la communauté d'en profiter, on devra payer à celle-ci une indemnité représentative de la valeur de la coupe dont on l'aura privée ; comme nous l'avons dit, c'est là une exception aux règles ordinaires de l'usufruit, l'usufruitier ne pouvant acquérir les fruits naturels que par la perception ; cette exception a été admise par la loi dans l'intérêt de la communauté, afin d'éviter que l'un des époux pût s'enrichir à son détriment ; nous verrons qu'il y a lieu d'admettre également cette exception en matière d'usufruit dotal ; nous savons en effet que conformément à l'article 1571, tous les fruits naturels, aussi bien que les fruits civils, sont acquis au mari jour par jour ; par conséquent le fait d'avoir retardé une coupe n'empêcherait pas le mari usufruitier d'avoir toujours un droit

acquis à une partie de la coupe correspondant au nombre de jours pendant lesquels a duré sa jouissance depuis la dernière coupe; le mari recevra donc une indemnité égale à la valeur de la partie de la coupe qui lui revient. Quant aux bois de haute futaies, ils ne sont pas en général aménagés en coupes réglées et ne produisent par conséquent pas de revenus périodiques; les coupes accidentelles que l'on pourrait y faire ne sont donc point des fruits; l'usufruitier ordinaire n'y a aucun droit, et le mari dotal ne peut également en profiter. Si pendant le mariage il avait recueilli une de ces coupes accidentelles, il en devrait compte à la femme ou à ses héritiers. Ajoutons même que, si le mari avait procédé à une coupe de bois dans une futaie non aménagée, il ne devrait pas seulement restituer à la femme le profit qu'il en aurait retiré, il lui devrait encore une indemnité pour tout le préjudice que la coupe a pu causer à la forêt dotale; ce ne serait que la juste réparation d'un dommage qui'en serait résulté pour l'immeuble dotal. Cela ne veut pas dire cependant que le mari n'ait aucun droit sur les bois de haute futaie; il en a toujours la jouissance, comme de tous les autres biens dotaux; par conséquent, il a l'usage de la forêt et il peut recueillir tous les fruits périodiques qu'elle produit; il a droit par exemple à la récolte des glands, à la résine des arbres, et d'une façon générale à tous les fruits que ces arbres peuvent produire. En outre il peut arriver qu'un bois de haute futaie ait été mis en coupes réglées; dans ce cas, il doit évidemment être assimilé à un bois taillis et les coupes appartiennent alors au mari usufruitier de la dot, conformément à l'article 591; mais en dehors de ce cas, le mari n'a aucun droit aux arbres des bois de haute futaie qui n'ont point été soumis à des coupes périodiques (article 592) (1).

(1) Lyon 3 mars 1845. (Dalloz. 46. 2. 140). — Caen, 25 juin 1845. (Dalloz, 46. 2. 141).

Cette règle que le mari n'a aucun droit aux arbres des bois de haute futaie qui n'ont point été mises en coupes réglées au moment du mariage, est, suivant nous, un principe absolu qui ne souffre aucune exception ; MM. Rodière et Pont prétendent au contraire que « si la femme s'était constitué *nommément* en dot un bois qui n'eût pas encore été mis en coupes réglées, il faudrait présumer qu'elle a entendu autoriser son mari à commencer des coupes en se conformant aux usages des lieux. » Ces auteurs prétendent que les produits périodiques que l'on peut retirer d'un bois de haute futaie qu'on ne coupe point à des époques fixes, sont si peu importants qu'il est impossible de supposer que la femme a voulu restreindre la jouissance du mari à ces produits insignifiants ; ils ajoutent toutefois qu'il faudrait en revenir à la règle générale, s'il s'agissait de bois d'une nature telle que les produits qu'on en peut retirer, sans les soumettre à des coupes périodiques, constituent les principaux avantages que l'on espérait en retirer, comme le liège et la résine, par exemple. Nous ne voyons aucune raison d'adopter cette opinion ; en supposant même que la femme se soit constitué *nommément* en dot un bois de haute futaie, si son intention de permettre au mari de mettre ces bois en coupes réglées n'est pas manifestement exprimée dans le contrat de mariage, il est impossible d'admettre que le mari puisse y faire des coupes et en recueillir les produits comme des fruits ordinaires : les textes que nous avons cités (591 et 592) sont absolument formels sur ce point et décident que l'usufruitier n'a aucun droit aux coupes des bois de haute futaie non aménagés ; on ne peut y faire aucune dérogation sans un texte précis qui vienne l'autoriser ; or, nous savons que ces articles s'appliquent à l'usufruit du mari sur les biens dotaux ; il faut donc en respecter les dispositions. En outre, sur quoi est fondée la distinction qu'adoptent MM. Rodière et Pont ? Ils prétendent que si la forêt de

haute futaie produit d'autres fruits assez importants pour qu'on les considère comme un revenu véritable, il faudra en revenir à l'application de la règle générale : mais, où sera la limite de cette distinction, et où s'arrêtera-t-on ? C'est là, suivant nous, une distinction purement arbitraire et nous croyons qu'il faut la rejeter. Le mari n'a donc aucun droit aux arbres des bois de haute futaie qui n'ont pas été mis en coupes réglées au moment du mariage, parce que ces arbres ne sont pas des fruits, à moins que la femme ait formellement manifesté, dans le contrat de mariage, l'intention d'autoriser le mari à soumettre le bois à des coupes périodiques (1). Sur les bois non mis en coupes réglées, le mari dotal n'a pas d'autres droits que ceux d'un usufruitier ordinaire ; mais il a tous les droits de l'usufruitier : il profite donc des arbres arrachés ou brisés par accident, afin de faire les réparations dont il est tenu ; il peut même en faire abattre dans ce but si cela est nécessaire (a. 592). Il peut y prendre des échalas pour les vignes, et il profite de tous leurs produits annuels ou périodiques (a. 593) ; enfin, il en a l'usage et la jouissance comme un usufruitier ordinaire. Ajoutons que, conformément à l'article 594, les arbres fruitiers qui meurent, ceux même qui sont arrachés ou brisés par accident, appartiennent au mari usufruitier à charge pour lui de les remplacer par d'autres ; cette obligation qui lui incombe de les remplacer s'explique aisément, puisqu'il recueille tous les fruits ; on comprend alors facilement qu'il soit tenu de jouir en bon père de famille et de remplacer les arbres fruitiers, quand ceux-ci ont cessé de produire des fruits. En un mot, il faut appliquer à l'usufruit du mari dotal toutes les règles des articles 590 et suivants au chapitre de l'usufruit.

Nous dirons la même chose relativement aux mines et

(1) GUILLOUARD, *C. de M.* 4. n. 1801 *in fine*, et 1802, p. 132.

carrières qui pourraient être comprises dans les biens dotaux ; nous appliquerons alors la disposition de l'article 598, c'est-à-dire que le mari n'aura droit, parmi les produits de ces mines et carrières, qu'à ceux des mines qui auront été ouvertes avant le mariage, parce que c'est dans cette hypothèse seule que la loi les considère comme des fruits (1).

Si parmi les biens dotaux il y a une rente viagère ou un droit d'usufruit, le mari, étant usufruitier de tous les biens dotaux, a le droit de percevoir les arrérages de la rente viagère échus pendant le mariage et tous les produits qui viennent du droit d'usufruit dont la femme lui a apporté la jouissance, et cela, sans être tenu à aucune restitution, conformément à l'article 588 ; L'article 1568, au chapitre du régime dotal, ne fait d'ailleurs que répéter cette disposition, en disant que « si un usufruit a été constitué en dot, le mari ou ses héritiers ne sont obligés à la dissolution du mariage que de restituer le droit d'usufruit et non les fruits échus durant le mariage » (2).

Ainsi le mari est bien un véritable usufruitier des biens que la femme s'est constitués en dot, puisque nous avons vu qu'il fallait appliquer en principe à sa jouissance toutes les règles de l'usufruit ordinaire (3).

Obligations et charges qui incombent au mari en sa qualité d'usufruitier de la dot.

Le mari, avons-nous dit, a, en principe, les mêmes droits qu'un usufruitier ordinaire ; nous allons voir qu'il

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, n. 1803, p. 133.

(2) GUILLOUARD. *C. de M.* 4 p. 451, n. 2147.

(3) Sur les droits du mari usufruitier : BAUDRY-LACANTINERIE, 3, n. 379 et 380, p. 242. — GUILLOUARD. *C. de M.* 4, n. 1800 à 1805, p. 130 et ss. — AUBRY et RAU, V, § 335, p. 551 et 552. — TROPLONG. *C. de M.* 4, n. 3129, p. 154.

a aussi les mêmes obligations : l'article 1562 dit en effet « que le mari est tenu à l'égard des biens dotaux de toutes les obligations de l'usufruitier » ; c'est en raison de sa jouissance même que la loi lui impose ces obligations :

En premier, le mari est tenu de faire un *inventaire*, non pas seulement pour le mobilier que la femme acquiert au cours du mariage, mais aussi pour celui qu'elle apporte en dot au moment du mariage (a. 600), à moins cependant, dans ce dernier cas, que le mobilier ait été décrit dans le contrat de mariage, ce qui tiendrait lieu d'inventaire. A défaut d'inventaire, la femme ou ses héritiers pourront faire par tous les moyens possibles la preuve de l'apport du mobilier dotal, pour en exercer la reprise : ils pourront faire cette preuve par titres, par témoins et même par la commune renommée (a. 1504). Le mari est également obligé de faire faire un état des immeubles dotaux dont la femme lui apporte la jouissance.

Nous croyons que les frais de l'inventaire et de l'état des immeubles demeureront à la charge du mari, qui devra les supporter aux dépens des revenus de la dot ; en effet, en accomplissant ces opérations, il agit comme usufruitier, il remplit une obligation que la loi lui impose en qualité d'usufruitier, il est donc juste qu'il supporte cette charge à l'aide des revenus qu'il retirera des biens dotaux. M. Guillouard prétend toutefois que, dans certains cas, il peut arriver que le mari ait droit à une récompense pour les frais d'inventaire qu'il a déboursés ; il suppose que la femme recueille une succession pendant le mariage et qu'elle juge utile de la recueillir seulement sous bénéfice d'inventaire. Dans ce cas là, dit-il, l'inventaire auquel le mari va procéder sera certainement utile à la femme, puisque celle-ci ne peut profiter des avantages du bénéfice d'inventaire qu'en procédant à cet inventaire. Sans doute, le mari, ajoute M. Guillouard, étant usufruitier, était tenu

de l'obligation de faire un inventaire, mais il n'en est pas moins vrai qu'en accomplissant cette obligation il a fait l'affaire de la femme et lui a avancé un capital dont elle lui devra le remboursement. Tel est le raisonnement de M. Guillouard ; nous ne croyons pas devoir admettre la solution qu'il propose ici, car si le mari est tenu de l'obligation de faire un inventaire et si la loi lui impose en outre la charge de supporter les frais de cette opération, ce n'est pas parce qu'en accomplissant son obligation il a fait l'affaire de sa femme, que le devoir qui lui était imposé a cessé d'être pour lui une obligation absolue. Or, s'il n'a fait qu'accomplir ce dont il était tenu et ce à quoi il ne pouvait se soustraire, nous croyons qu'il n'y a aucune raison de lui accorder pour ce fait une récompense. M. Guillouard cite cependant encore une autre hypothèse dans laquelle il serait encore dû récompense au mari à la dissolution du mariage, relativement à des frais d'inventaire qu'il aurait avancés ; il suppose que le mari a payé, *de suo*, en aliénant un de ses propres, les frais d'inventaire d'une succession échue à la femme, et qu'il y a entre les époux une société d'acquêts ; le mari, dit alors M. Guillouard, pourra réclamer une récompense à la société d'acquêts pour le remboursement de cette dette ; nous croyons en effet que dans cette hypothèse, il faut admettre cette solution, car c'est alors la société d'acquêts qui profite des revenus de la dot, et non plus le mari ; il est donc juste que ce soit elle qui supporte une charge qui pèse sur les revenus ; elle devra donc une récompense au mari qui aura fait, de ses deniers, l'avance de cette somme (1).

Si le mari est obligé de faire un inventaire, nous verrons que l'article 1550 le dispense au contraire formellement de fournir une *caution*, s'il n'y a été assujetti par le contrat de mariage ; c'est là une dérogation importante aux

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4. n. 1810 et 1810₁, p. 138 et ss.

règles de l'usufruit ordinaire ; nous en verrons plus loin les raisons.

Le mari de la femme dotale est encore tenu de faire toutes les *réparation d'entretien* nécessaires aux immeubles dotaux, conformément aux dispositions de l'article 605 ; c'est encore là une obligation qui pèse sur l'usufruitier en raison de sa jouissance. De même, il doit supporter les contributions et toutes les autres charges annuelles des fruits des fonds dotaux (a. 608). Enfin, d'une façon générale, le mari, étant usufruitier de la dot, doit supporter *toutes les charges qui s'acquittent d'ordinaire sur les revenus* ; c'est ainsi que les frais d'un procès qui n'aurait trait qu'à la jouissance du fonds dotal seraient mis à la charge du mari (a. 613). Quand la constitution de dot est faite à titre universel, le mari devient usufruitier de l'universalité ou au moins d'une quote-part de l'universalité des biens de la femme ; par conséquent, il faut encore appliquer ici l'article 612, qui veut que l'usufruitier universel ou à titre universel supporte pour la totalité, ou tout au moins pour une part correspondant à sa jouissance, les intérêts des dettes qui grèvent les biens sur lesquels porte son droit d'usufruit ; par conséquent, si la femme s'est constitué en dot tous ses biens présents, le mari devra acquitter, pendant toute la durée de la jouissance, les intérêts de toutes les dettes qui correspondent aux biens présents de la femme ; et il acquitterait en outre les intérêts de celles qui correspondraient aux biens à venir de la femme, si celle-ci s'était constitué ses biens à venir. Si au contraire la constitution de dot a été faite à titre particulier, le mari n'aura pas à supporter les intérêts des dettes de la femme, parce qu'il n'y a que l'usufruitier universel ou à titre universel qui soit tenu de contribuer avec le nu-propriétaire au paiement des dettes en supportant les intérêts pendant sa jouissance (a. 512) (1).

(1) BAUDRY-LACANTINERIE. 3, p. 225, n. 349.

Nous avons dit que le mari était obligé de faire à ses frais les réparations d'entretien ; quant aux *grosses réparations*, il n'a point à les supporter *de suo*, parce qu'elles sont une charge de la propriété et non de la jouissance. Il en serait tenu cependant sur ses deniers personnels, comme un usufruitier ordinaire, si ces grosses réparations provenaient d'un défaut d'entretien (a. 605). Mais, étant en outre administrateur des biens dotaux, le mari est obligé, comme tel, de faire procéder aux grosses réparations qui deviendraient nécessaires, et nous croyons qu'il serait responsable du dommage qui en serait résulté s'il ne les avait point faites ; mais on lui devra alors une récompense lorsqu'il en aura avancé les frais.

Ajoutons encore que le mari, comme usufruitier, *serait responsable des dégradations survenues par sa faute sur les biens dotaux* ; il doit en effet jouir en bon père de famille, comme un usufruitier ordinaire.

Ainsi, le mari étant usufruitier de la dot doit supporter toutes les charges usufruituaires qui s'acquittent d'ordinaire sur les revenus. Remarquons cependant que si la femme s'était réservée la jouissance personnelle d'une partie de ses revenus, ainsi que lui permet l'article 1549 *in fine*, elle devrait contribuer à ces charges, proportionnellement à la fraction de ses revenus dont elle s'est réservé la jouissance (1).

Ajoutons enfin que la principale de toutes les charges qui soient imposées au mari en sa qualité d'usufruitier de la dot est l'*obligation de subvenir à tous les besoins du ménage*. Nous avons déjà dit que c'était dans ce seul but que la loi lui donne la jouissance de tous les biens dotaux ; les revenus de ces biens sont particulièrement destinés à assurer l'entretien et la nourriture de la famille ; nous verrons que c'est dans ce but que la loi les fait par-

(1) Cassation, 1^{er} juin 1874. (Dalloz, 75. 1. 84).

ticiper dans une certaine mesure à l'inaliénabilité et à l'insaisissabilité des biens dotaux ; le mari doit donc employer ces revenus à faire face aux charges du mariage, et, s'ils ne sont pas suffisants pour atteindre cette fin, il doit y ajouter les revenus de ses biens propres qui, par leur seule qualité de revenus, sont toujours virtuellement destinés par la loi à subvenir aux besoins du ménage (1).

§ 2. — Différences qui séparent l'usufruit du mari sur les biens dotaux de l'usufruit ordinaire.

De tout ce que nous venons de dire, nous pouvons conclure qu'il existe une très grande analogie entre la jouissance du mari sur les biens dotaux et celle de l'usufruitier sur les biens soumis à son usufruit.

Nous avons cependant déjà dit qu'il existait entre ces deux genres de droits des différences profondes; ce sont ces différences qu'il nous faut examiner maintenant: elles dérivent toutes d'une seule cause: l'usufruitier ordinaire jouit de son usufruit pour lui-même; c'est dans son seul intérêt personnel que ce droit lui a été conféré, et quand il aura perçu les fruits, il n'aura pas autre chose à faire qu'à en jouir librement. Ce n'est pas au contraire dans son intérêt personnel que le mari de la femme dotale reçoit la jouissance des biens dotaux; la loi lui confère cette jouissance pour soutenir les charges du mariage et subvenir à l'entretien et à la nourriture de la famille. Ainsi, les causes même qui donnent naissance à chacun de ces deux genres spéciaux d'usufruit sont complètement différentes l'une de l'autre: on comprend alors assez facilement que la situation du mari usufruitier de la dot et celle

(1) BAUDRY-LACANTINIERE. 3. p. 242, n. 381. — GUILLOUARD. *C. de M.* 4, nos 1813 à 1815, p. 142. — AUBRY et RAU, V, § 535. p. 553.

d'un usufruitier ordinaire ne puissent pas être complètement assimilées l'une à l'autre ; c'est ainsi, par exemple, que l'usufruitier ordinaire, jouissant pour lui-même et pour lui seul de son droit d'usufruit, peut sans aucun doute céder ce droit, de même qu'on peut le saisir entre ses mains. De là vient également que son usufruit dure en général jusqu'à sa mort et, sauf dans certains cas exceptionnels, ne cesse pas avant ce moment là. Le mari, au contraire, n'ayant la jouissance du bien dotal que pour faire face aux charges du mariage, sa jouissance devra seulement durer tant que subsistera son obligation de subvenir aux besoins du ménage : elle commencera donc avec cette obligation et finira avec elle ; or cette obligation peut cesser pour le mari par suite de plusieurs causes autres que sa propre mort : elle cesse par exemple quand le mariage se dissout par le divorce ou par la mort de la femme. Ainsi, l'usufruit du mari ne continuera pas toujours jusqu'à sa mort, et bien souvent il s'éteindra avant cette époque. De même le mari ne pourra pas céder son droit de jouissance sur les biens dotaux, car il ne doit pas détourner les fruits de la dot de leur destination. Et nous allons voir qu'il existe encore bien d'autres différences entre l'usufruit du mari sur la dot et un droit d'usufruit ordinaire. Disons donc que le droit de jouissance du mari sur les biens dotaux est un droit d'usufruit *sui generis*, ayant un caractère spécial et soumis dans bien des cas à des règles particulières.

Examinons chacune des différences qui séparent le droit de jouissance du mari de l'usufruit ordinaire.

Première différence. La première de ces différences réside dans le mode d'acquisition des fruits. On sait qu'en matière d'usufruit ordinaire, en vertu de l'article 585, l'usufruitier n'acquiert les *fruits naturels et industriels que par la perception*. Par conséquent, s'il trouve, au moment où son usufruit commence, des fruits pendants qu'il

recueille, il en devient propriétaire, alors même que ce serait le nu-propriétaire qui aurait fait les frais de préparation de la récolte ; dans ce cas l'usufruitier acquiert ces fruits parce qu'il les perçoit, et il ne doit aucune récompense au nu-propriétaire relativement aux frais que celui-ci a déboursés. En sens inverse, l'usufruitier n'a aucun droit aux fruits qui se trouvent pendants à l'époque où son droit de jouissance vient à s'éteindre ; en effet, il ne les a point perçus, ils ne peuvent donc lui appartenir ; c'est alors le nu-propriétaire qui va en profiter, et de son côté celui-ci ne devra aucune indemnité à l'usufruitier pour les frais de préparation de la récolte. C'est donc une sorte de forfait que l'article 585 établit entre le nu-propriétaire et l'usufruitier ; nous avons déjà remarqué que ce n'était pas toujours une règle absolument équitable. Il peut arriver, par exemple, que l'usufruitier profite d'une récolte qu'il n'a point préparée à ses frais, et qu'en sens inverse le nu-propriétaire ne recueille rien, s'il reprend la jouissance de son bien au moment où une récolte vient d'être perçue par l'usufruitier. Nous avons dit que, si le législateur avait consacré cette inégalité, c'était afin d'éviter, entre le nu-propriétaire et l'usufruitier, toutes difficultés et tous procès au sujet de l'acquisition des fruits.

Au contraire, l'article 586 décide que, quant *aux fruits civils*, l'usufruit *les acquiert jour par jour* ; c'est-à-dire qu'ils appartiennent toujours à l'usufruitier en proportion du temps pendant lequel a duré son usufruit.

La jouissance du mari sur les biens dotaux est soumise à des règles tout à fait différentes. Sans doute, la perception garde ici toujours un rôle important, et elle a encore pour effet dans certains cas de rendre le mari propriétaire des fruits naturels et industriels ; mais d'une façon générale, ce n'est pas seulement ni toujours par la perception que ces fruits seront acquis au mari usufruitier des biens dotaux.

L'article 1571 dispose « qu'à la dissolution du mariage les fruits des immeubles dotaux se partagent entre le mari et la femme ou leurs héritiers à proportion du temps qu'il a duré pendant la dernière année, et que l'année commence à partir du jour où le mariage a été célébré ». Ainsi, quand l'usufruit du mari vient à cesser avant la fin d'une année de jouissance (l'année commençant au jour du mariage et à l'époque anniversaire de ce jour), on devra partager les fruits de la dernière année entre le mari et la femme ou leurs héritiers, à proportion du temps que le mariage aura duré pendant cette dernière année, et cela, sans avoir à faire aucune distinction entre les fruits civils d'une part, et les fruits naturels et industriels d'autre part. Il est facile de comprendre que cette disposition de l'article 1571 revient à étendre aux fruits naturels et industriels des immeubles dotaux la règle qui, en matière d'usufruit ordinaire, ne régit que les fruits civils, c'est-à-dire la règle de l'acquisition jour par jour ; en d'autres termes, tous les fruits de la dot, qu'ils soient des fruits civils, naturels ou industriels seront acquis au mari jour par jour. Le mari a donc droit à autant de récoltes entières que le mariage a duré d'années complètes, et en outre, il a droit à une fraction de la récolte de la dernière année exactement proportionnelle au nombre de jours que le mariage a duré pendant cette dernière année. Pour calculer ce qui revient ainsi au mari de la récolte de la dernière année, on prend pour point de départ le jour du mariage ou l'époque anniversaire de ce jour, et à partir de ce moment jusqu'à l'année suivante, on divise la récolte de cette dernière année en autant de fractions qu'il y a de jours pendant cette année, et on donne au mari un nombre de ces fractions correspondant au nombre de jours que le mariage aura duré pendant cette dernière année. Par conséquent, alors même que l'usufruit du mari dotal prendrait fin à un moment où la récolte serait encore pen-

dante, à la différence de l'usufruitier ordinaire, le mari aurait toujours droit à une partie de cette récolte, puisqu'il en recueillerait une fraction proportionnelle au nombre de jours que le mariage a duré pendant la dernière année.

En sens inverse s'il a déjà perçu tous les fruits naturels ou industriels de la dernière année, et, si son droit cesse avant la fin de cette dernière année, à la différence d'un usufruitier ordinaire, qui, dans la même situation, conserverait toujours tout ce qu'il a perçu, le mari dotal devra rendre à la femme ou à ses héritiers une partie des fruits par lui perçus, car il n'a un droit acquis qu'à la fraction de ces fruits qui correspond au nombre de jours que le mariage a duré pendant la dernière année. Ajoutons que c'est le produit *net* des immeubles dotaux pendant la dernière année, c'est-à-dire, déduction faite des frais de labours et semences, qui devra être partagé de la manière que nous venons de voir entre le mari et la femme ou leurs héritiers, car c'est seulement ce produit net qui est destiné à subvenir aux dépenses du ménage pendant l'année à laquelle il correspond.

Il y a donc une différence capitale entre l'usufruitier ordinaire et le mari usufruitier des biens dotaux, au point de vue de l'acquisition des fruits. On comprend assez facilement que la loi ait dérogé, dans l'intérêt du mari dotal, au principe qu'elle avait adopté pour l'acquisition des fruits en matière d'usufruit ordinaire : il y a en effet, dans ce mode d'acquérir les fruits qui est imposé à l'usufruitier, quelque chose d'aléatoire ; c'est par la perception seule que l'usufruitier ordinaire fait siens les fruits naturels et industriels ; il peut, il est vrai, y trouver son avantage, mais ce mode d'acquisition peut aussi lui causer un préjudice important ; et bien, le législateur n'a pas voulu que le mari usufruitier des biens dotaux fût exposé aux mêmes chances de gain et de perte ; il a voulu

lui assurer dans tous les cas la propriété d'une certaine part des revenus; c'est en effet pour supporter les charges du mariage qu'on lui a donné la jouissance des biens dotaux, et la loi a exigé qu'il fit face à ces charges pendant tout le temps que les biens dotaux seraient entre ses mains; il était alors bien juste qu'on lui attribuât, dans tous les cas, une part des revenus exactement proportionnelle au temps pendant lequel il aurait à subvenir à ces dépenses communes. Voilà pourquoi l'article 1571 est venu déroger ici à la règle de l'acquisition des fruits prescrite par les articles 585 et 586 pour l'usufruitier ordinaire.

La règle de l'article 1571 remonte au droit romain; elle était également admise dans notre ancien droit, dans les pays de droit écrit; il est impossible de ne pas reconnaître que cette règle est infiniment plus équitable que celle qui est prescrite par les articles 585 et 586 pour l'usufruit ordinaire: au lieu de s'en tenir à l'événement de la perception qui décide la question de savoir si c'est le nu-propriétaire ou l'usufruitier qui profitera de la récolte, on répartit les fruits, quelle que soit leur nature, proportionnellement au temps pendant lequel le mari a eu la jouissance de la dot pendant la dernière année; c'est évidemment une disposition très juste et on se demande même pourquoi la loi ne l'a pas adoptée d'une façon générale, aussi bien pour l'usufruitier ordinaire que pour le mari usufruitier de la dot; on dit, il est vrai, pour justifier la prescription aléatoire de l'article 585, que la loi a établi une sorte de forfait entre le nu-propriétaire et l'usufruitier, au point de vue de l'acquisition des fruits, afin de leur éviter toutes difficultés et de leur enlever toute occasion de procès; cette objection est de peu de valeur, car la règle de l'article 1571 est aussi simple dans son application que celle de l'article 585; elle ne soulève pas plus de difficultés que celle-ci, et elle a surtout le mérite d'être plus équitable:

on aurait donc pu, croyons-nous, l'appliquer d'une façon générale, aussi bien à l'usufruit ordinaire qu'à l'usufruit du mari dotal. On s'explique encore moins facilement que la loi n'ait pas étendu au droit de jouissance de la communauté sur les biens des époux la règle de l'article 1571 ; nous avons vu que la communauté usufruitière devenait propriétaire des fruits naturels et industriels par la perception, comme l'usufruitier ordinaire ; or nous savons que si la communauté à la jouissance des biens des conjoints, c'est aussi bien que le mari dotal afin de subvenir aux charges du mariage ; il eût donc été très juste de lui donner toujours, comme au mari dotal, une portion de revenus exactement proportionnée à sa jouissance ; aussi, avons-nous déjà dit, en étudiant les règles de la jouissance de la communauté, que nous ne comprenions pas la raison de la différence qui sépare à ce point de vue le régime de la communauté du régime dotal ; nous croyons qu'il y a là une distinction purement arbitraire, et nous pensons que le législateur ferait œuvre utile en la supprimant, pour ne plus admettre, aussi bien pour l'usufruitier ordinaire et pour la communauté que pour le mari usufruitier des biens dotaux, qu'un seul mode d'acquisition des fruits, qui serait celui de l'article 1571.

L'article 1571, avons-nous dit, a supprimé toute distinction entre les fruits naturels et industriels d'une part, et les fruits civils, d'autre part ; il n'y a plus, sous le régime dotal, qu'une seule catégorie de fruits qui seront toujours acquis au mari jour par jour. Ainsi, le mari a toujours droit à une fraction des fruits exactement proportionnelle à la durée de sa jouissance, afin de pouvoir subvenir pendant toute cette durée aux charges du mariage. Remarquons toutefois que ce n'est que jour par jour qu'il devient propriétaire des fruits, ce n'est donc qu'à la fin de chaque jour qu'il a un droit acquis à une portion des fruits correspondant à ce jour, et nous croyons qu'il n'aurait

pas droit à ce qui correspond à la fraction du dernier jour incomplet, car ce n'est pas heure par heure, mais jour par jour qu'il devient propriétaire des fruits, conformément aux dispositions de l'article 586.

Nous avons également remarqué que, pour calculer la portion des fruits qui revenait au mari pendant l'année de jouissance incomplète, il fallait prendre pour point de départ le jour même du mariage ou l'époque anniversaire de ce jour : c'est en effet le jour même de la célébration du mariage qui a été pris pour point de départ dans l'article 1571, parce que c'est ce jour là que commencent les charges qui sont imposées au mari en raison de sa jouissance. En droit romain, il n'en était pas ainsi; on commençait à compter les fruits qui devaient appartenir au mari, non pas à partir du jour du mariage, mais à partir du jour où la dot lui avait été réellement livrée; ce système donnait lieu à une foule de complications et de difficultés dans le calcul des fruits devant revenir au mari; les rédacteurs du code ont voulu éviter toutes ces difficultés, c'est pourquoi ils ont adopté le jour du mariage comme point de départ invariable.

Un jurisconsulte cité par Toullier (M. Benoit) a prétendu cependant que dans certains cas il fallait admettre un autre point de départ; il croit que s'il était démontré d'une manière authentique et légale que le mari n'a commencé à jouir des fonds dotaux qu'après le mariage, ce ne serait plus du jour de la célébration qu'il faudrait partir, mais bien du jour de l'entrée en jouissance. Voici par exemple, un mariage qui a été célébré le 1^{er} janvier 1830; la femme s'était constitué en dot tous ses biens à venir; le 1^{er} août 1830, elle recueille une succession comprenant des immeubles; ces immeubles deviennent des biens dotaux; puis le mariage se dissout le 1^{er} septembre 1838. Dans cette hypothèse, prétend cet auteur, il est certain que le mari n'a pu entrer en jouis-

sance que le 1^{er} août ; son droit d'usufruit n'a donc duré qu'un mois ; il n'aurait par conséquent droit qu'à une portion des fruits correspondant à ce mois de jouissance. Cette solution est absolument contraire au texte même de l'article 1571, qui dispose très formellement que l'année commence à partir du jour où le mariage a été célébré, et cela sans faire aucune distinction entre le cas où la dot a été livrée au mari ce jour-là même et celui où il ne serait réellement entré en jouissance qu'à une époque postérieure. Par conséquent, dans l'hypothèse que nous avons prise pour exemple, le mari est censé avoir eu la jouissance des immeubles depuis le jour du mariage, c'est-à-dire depuis le 1^{er} janvier 1830 ; c'est à partir de ce moment qu'il a supporté les charges jusqu'au 1^{er} septembre, jour de la dissolution ; la loi a voulu qu'il eût alors droit à une portion des fruits correspondant à toute la durée de ses obligations. Remarquons en outre que la théorie que nous combattons aurait ce résultat fâcheux qu'il y aurait, pour chaque nouveau bien advenu à la femme au cours du mariage et devenu dotal par suite d'une constitution de biens à venir, un point de départ spécial pour le calcul des fruits devant appartenir au mari : Nous croyons que l'article 1571 a eu précisément pour but d'éviter toutes ces difficultés et complications, en fixant pour point de départ invariable le jour de la célébration du mariage (1). Remarquons toutefois que la loi ne fait remonter le compte des fruits qui reviennent au mari que jusqu'au dernier jour anniversaire du mariage, on ne doit donc pas remonter au-delà de ce jour : il peut arriver alors que pendant plusieurs années le mari n'ait reçu aucun fruit ; voici par exemple un mariage qui a été célébré le dernier jour du mois de septembre ; la femme s'était constitué en dot ses biens à venir seulement : pendant trois ans, il ne lui en

(1) TOULLIER. T. 14, n. 281 et ss. p. 332 et ss.

en est advenu aucun ; puis, le dernier jour de septembre de la troisième année, il lui survient par succession un immeuble donnant un gros revenu en récoltes ; le mari perçoit toute la récolte, mais le mariage se dissout à la fin du mois d'octobre de la même année. Le compte des fruits de la dernière année remontera seulement au 30 septembre de cette année, jour anniversaire de la célébration du mariage ; le mari n'aura par conséquent droit qu'à un douzième dans le partage de la récolte, le mariage n'ayant duré qu'un mois pendant cette dernière année, et cependant, il a supporté seul pendant trois ans, dans cette hypothèse, toutes les charges du mariage ! ce résultat, qui peut au premier abord paraître peu équitable, est cependant parfaitement juste ; ou le reconnaîtra facilement si l'on veut se rappeler la nature du contrat de constitution de dot qui est intervenu entre le mari et la femme :

Par ce contrat la femme a conféré à son mari la jouissance pleine et entière de tous ses biens dotaux : le mari, de son côté, s'est obligé à supporter seul toutes les charges du mariage : le contrat qui est intervenu est donc un contrat à titre onéreux : c'est de plus un contrat à forfait puisque le mari s'est engagé à supporter indéfiniment les charges du mariage, sans examiner si les revenus des biens dotaux suffiraient ou non à les remplir : c'est encore un contrat aléatoire, surtout si la femme, n'ayant aucun bien au moment du mariage, se constitue ses biens à venir : le mari s'engage en effet à subvenir toujours aux besoins du ménage, sans jamais être certain que la femme acquerra des biens au cours du mariage, qui viendront l'aider à supporter les charges communes. C'est enfin un contrat successif, qui ne s'accomplit pas en une seule fois, mais dont les obligations se divisent pour se renouveler chaque année. On s'explique alors facilement que, dans certains cas, comme dans l'hypothèse que nous venons de prendre pour exemple, le mari puisse être condamné à supporter

seul pendant plusieurs années les charges du ménage, et qu'il n'ait pas toujours droit à une portion des revenus exactement proportionnelle à ces charges ; en acceptant la constitution de dot, il a toujours pu prévoir, à cause du caractère aléatoire de son contrat, qu'il aurait toujours à subvenir seul aux besoins du ménage (1).

La règle de l'article 1571 sur le partage des fruits de la dernière année s'applique, non pas seulement à la dissolution du mariage, mais encore toutes les fois que, pour une cause quelconque, la dot est restituée à la femme, comme dans le cas de séparation de corps ou de biens : sans doute, l'article 1571 ne prévoit expressément que l'hypothèse où le droit d'usufruit du mari cesse par la dissolution du mariage, mais il statue seulement *de eo quod plerumque fit* et il n'y aurait aucune raison de ne pas généraliser sa disposition.

Cette règle est encore générale, en ce sens qu'elle doit s'appliquer à toutes espèces de fruits, quelle que soit leur nature ; les récoltes annuelles ne sont donc pas les seuls revenus qui soient acquis au mari proportionnellement à la durée de sa jouissance ; il faut en dire autant de tous les produits des biens dotaux qui se perçoivent régulièrement après des périodes de plusieurs années, comme les coupes d'un bois taillis par exemple ; mais c'est alors une règle analogue à celle de l'article 1571, plutôt que cette règle elle-même, qu'il faut appliquer dans cette hypothèse : le mari acquerra ces fruits proportionnellement au temps pendant lequel il a eu à supporter les charges du mariage. Ainsi, s'il s'agit d'un bois taillis qui s'exploite tous les 10 ans par exemple, et si le mari a eu la jouissance du bois pendant 15 ans, il aura droit à une coupe entière et à la moitié de l'autre coupe faite ou à faire ; si donc l'année de la dissolution du mariage n'est pas celle d'une récolte du bois, le mari ou

(1) TOULLIER. T. 14, n. 292. p. 350 et ss.

ses héritiers pourront toujours prendre une part de la récolte à venir, et cette part sera proportionnelle au temps pendant lequel le mari a supporté les charges du mariage ; les années à échoir seront donc réunies et condensées en une seule année, de telle sorte que, par suite d'une fiction on suppose que la récolte appartient à la dernière année du mariage. Il peut arriver aussi qu'il y ait, parmi les revenus de la dot, des fruits civils qui se perçoivent irrégulièrement ; cela peut être, par exemple, une maison de rapport, qui est louée pendant toute l'année, mais qui donne un revenu plus considérable à une saison qu'à une autre ; il faut alors faire une masse de tous les fruits perçus ou à percevoir pendant la dernière année, qui a pour point de départ le dernier jour anniversaire de la célébration du mariage, et attribuer au mari une partie de ces fruits exactement proportionnelle à la durée de sa jouissance pendant cette dernière année. Enfin, il faudrait encore appliquer la règle de l'article 1571 aux produits périodiques qui se recueillent deux ou trois fois par an, comme il arrive souvent dans la culture maraîchère. Dans tous ces cas, le mari acquerra les fruits de tous les biens dotaux proportionnellement au temps pendant lequel il aura eu à supporter les charges du mariage(1).

2^e différence. Nous savons que l'usufruit ordinaire ne s'éteint en principe que par la mort de l'usufruitier, à moins qu'il ait été convenu qu'il durerait seulement jusqu'à une époque déterminée. D'une façon générale, le droit d'usufruit est donc un droit viager qui dure autant que la vie de l'usufruitier. Au contraire, le droit de jouissance du mari sur les biens dotaux n'existe pas toujours néces-

(1) Sur la première différence : V. GUILLOUARD *C. de M.* 4, p. 88, n. 1764 et p. 458, n. 2156 à 2159. AUBRY et RAU, V, p. 633 et 634, § 40. — TROPLONG. *C. de M.* 4, p. 756 et ss. n. 3673 à 3678. — TOULLIER, T. 14, p. 332 et ss. n. 281 à 318. — BAUDRY-LACANTINERIE, 3, p. 272 et ss. n. 437 à 439.

sairement jusqu'au moment de la mort du mari ; il peut très bien s'éteindre avant cette époque, quand le mariage vient à se dissoudre par le divorce ou par la mort de la femme, ou même simplement lorsque, pour une cause quelconque, il y a lieu à la restitution de la dot, comme il arrive dans le cas de séparation de corps ou de séparation de biens. C'est en effet jusqu'à ce moment seulement que le mari est obligé de subvenir aux dépenses du ménage or, c'est uniquement pour satisfaire les charges du mariage qu'il a reçu la jouissance des biens dotaux ; on comprend donc que cette jouissance cesse dès que le but et la cause qui l'avaient fait naître n'existent plus. La mort de la femme suffira donc à éteindre le droit d'usufruit du mari sur les biens dotaux ; c'est encore là une différence importante entre le droit d'usufruit ordinaire et celui du mari dotal, puisqu'on sait que l'usufruit ordinaire ne s'éteint pas en général par la mort de nu-propriétaire. La raison de cette seconde différence est toujours la même : l'usufruitier jouit de son droit pour lui-même, au lieu que le mari dotal ne jouit de la dot que dans le but de subvenir aux charges du mariage (1).

3° *Différence.* — L'usufruitier ordinaire est tenu de fournir caution, à moins qu'il en ait été dispensé par le titre constitutif de l'usufruit (a 601). Au contraire, l'article 1550 dispose que le mari, bien que tenu de toutes les obligations de l'usufruitier, n'est pas tenu de fournir caution pour la réception de la dot, à moins cependant qu'il y ait été assujéti par le contrat de mariage. C'était la solution admise en droit romain et dans notre ancien droit, dans les pays de droit écrit, où le régime dotal était en usage. On s'explique facilement qu'il y ait à ce point de vue une dérogation aux règles de l'usufruit ; il doit y avoir, entre le mari et la femme qui vont unir leurs des-

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, p. 88, *in fine*, n. 1764.

tinées, assez de confiance et d'estime réciproques, pour que l'on puisse supposer que la femme a entendu dispenser son mari de fournir caution, lorsqu'elle a gardé le silence sur ce point; ce serait en effet une obligation assez blessante pour le mari. Remarquons d'ailleurs que la femme a déjà, dans l'hypothèque légale qui lui est conférée sur les biens de son mari, une garantie importante pour la restitution de sa dot; on comprend alors que la caution ne soit point en principe exigée du mari. Toutefois la femme peut fort bien l'y assujettir par une clause du contrat de mariage, elle doit alors le dire en termes exprès, car il ne doit exister aucun doute sur ses intentions à cet égard. La femme n'est pas non plus la seule qui, dans le contrat de mariage, puisse obliger le mari à fournir caution; les tiers, parents ou autres, qui constituent des biens en dot peuvent aussi soumettre le mari à cette obligation; ils pourraient ne faire aucune libéralité; à plus forte raison peuvent-ils ajouter à leur libéralité une condition, pourvu que cette condition ne soit pas contraire aux conventions matrimoniales et qu'elle ne soit pas prohibée par la loi; or, une condition de ce genre n'est nullement interdite par la loi, puisque l'article 1550 autorise d'une façon générale le constituant à obliger le mari à fournir caution (1).

4^e *Différence*. — Nous avons vu que, conformément à l'article 1571, les fruits naturels, industriels ou civils étaient acquis jour par jour par le mari usufruitier des biens dotaux; en un mot, sa jouissance est en général exactement proportionnée au nombre d'années et de jours, pendant lesquels a duré son obligation de subvenir aux charges du mariage. Mais nous avons laissé entendre que la perception jouait ici encore dans certains

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, n. 1811 à 1813, p. 140. — BAUDRY-LACANTINERIE, 3, n. 382, p. 243.

cas son rôle important, qui consiste à rendre l'usufruitier propriétaire des fruits. C'est ainsi que le mari qui, au moment du mariage, trouve une récolte pendante, la fait sienne par la perception et en garde définitivement la propriété si sa jouissance dure une année complète. On comprend alors que, la plupart du temps, dans cette hypothèse, le mari va recueillir des fruits, dont la récolte n'a pas été préparée à ses frais, mais aux frais de la femme avant le mariage ; nous avons à nous demander s'il sera alors obligé de restituer à son épouse les frais de labours et semences, qui ont servi à préparer la récolte dont il va jouir ? De même, il peut arriver qu'au moment de la dissolution du mariage, des fruits se trouvent pendants sur le fonds dotal ; c'est le mari qui a fait la dépense de préparation de la récolte ; sans doute, à la différence d'un usufruit ordinaire, le mari, conformément à l'article 1571, aura toujours droit à une partie de cette récolte pendante, puisqu'il acquiert une portion des fruits exactement proportionnée à la durée de sa jouissance ; mais il n'aura pas droit à la totalité de ces fruits pendants ; il faudra qu'il en restitue une certaine part à la femme ou à ses héritiers ; ceux-ci vont donc profiter d'une partie de la récolte qui a été préparée aux frais du mari ; devront-ils également rembourser à celui-ci les frais de labours et semences correspondant à la portion des fruits qu'ils recueillent ? L'article 548 pose en principe que les fruits produits par la chose n'appartiennent au propriétaire qu'à la charge de rembourser les frais de labours, travaux et semences faits par des tiers ; c'est là une règle d'équité qui se justifie d'elle-même ; un propriétaire ne doit en principe reprendre son immeuble, à la veille de la récolte, pour profiter de cette récolte, qu'à charge d'indemniser de ses dépenses celui qui l'a préparée. C'est là une règle générale. Devons-nous l'appliquer dans notre hypothèse ? La difficulté vient de ce qu'en matière d'usufruit ordinaire, l'article 585 ap-

porte précisément une exception à cette règle de l'article 548. Il établit une espèce de forfait, afin d'éviter tout règlement de comptes relatif aux fruits entre le nu-propriétaire et l'usufruitier ; il décide en effet qu'il n'y aura lieu à aucune indemnité pour frais de labour et semences, ni à l'ouverture de l'usufruit au profit du nu-propriétaire, ni à la cessation de l'usufruit au profit de l'usufruitier ; il y a là, comme nous l'avons déjà dit, un ensemble de chances réciproques qui se balancent entre le nu-propriétaire et l'usufruitier ; l'un pourra profiter d'une récolte préparée par l'autre, mais la même chance de gain est offerte à celui-ci. Telle est la règle admise en matière d'usufruit ordinaire. Nous ne croyons pas que cette règle puisse s'appliquer à l'usufruit du mari dotal ; nous pensons au contraire qu'il faut en revenir ici au droit commun, c'est-à-dire au principe de l'article 548, et décider que le mari, qui trouve au moment du mariage des immeubles dotaux ensemençés, devra rembourser à la femme les frais avancés par celle-ci ; et, réciproquement que si, lors de la dissolution du mariage, la femme ou ses héritiers reprennent des immeubles dotaux avec une récolte pendante préparée aux frais du mari, ils devront à celui-ci une indemnité représentant les dépenses qui correspondent à la partie de cette récolte dont ils profiteront. Cette solution nous semble devoir être d'autant plus justement admise qu'elle n'est que l'application du principe de droit commun posé par l'article 548 ; si l'article 585 a apporté une exception à ce principe en matière d'usufruit ordinaire, ce n'est pas une raison pour étendre cette exception à une hypothèse autre que celle pour laquelle elle a été faite.

Nous croyons donc qu'il faut en revenir ici au droit commun de l'article 548, et décider qu'il est dû récompense de part et d'autre, par le mari et par la femme ou par ses héritiers, dans les deux hypothèses que nous avons

énoncées. C'est donc là encore une nouvelle différence entre l'usufruit ordinaire et le droit de jouissance du mari sur les biens dotaux. Cette solution était admise en droit romain ; elle a d'ailleurs toujours été adoptée en matière de dot (1).

5^e *différence*. — Le mari usufruitier des biens dotaux a droit à tous les produits ayant le caractère de fruits ; par conséquent les coupes périodiques qui sont faites sur les bois dotaux lui appartiennent, comme nous l'avons vu, à charge seulement pour lui d'en respecter l'ordre et la quantité. L'article 590, qui règle de la même façon la jouissance de l'usufruitier ordinaire sur les bois taillis, décide que si l'usufruitier a droit aux coupes périodiques à l'époque où elles doivent être faites, il n'a cependant droit à aucune indemnité pour les coupes ordinaires qu'il aurait négligé de faire pendant sa jouissance. Nous avons vu qu'il était fait exception à cette règle en faveur de la communauté usufruitière des biens propres des époux. L'article 1403 dispose en effet que si des coupes de bois, qui auraient pu être faites durant la communauté, ne l'avaient point été, il en serait dû récompense à la communauté. Nous savons déjà quelle est la raison d'être de la différence qui sépare à ce point de vue la jouissance de la communauté de celle d'un usufruitier ordinaire ; la loi n'a pas voulu que l'un des conjoints pût s'enrichir aux dépens du patrimoine de la communauté. Nous croyons que l'on doit admettre la même solution en faveur du mari usufruitier des biens dotaux ; la règle de l'article 590 *in fine* ne saurait lui être appliquée et il a droit à une indemnité pour les coupes de bois qu'il a négligé de faire, ou, d'une façon générale, pour les récoltes qu'il a omis de recueillir pendant la durée de sa jouissance. Remarquons bien en effet

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4. n. 1806, p. 135. — TROPLONG. *C. de M.* 4, n. 3129, p. 158. — AUBRY et RAU. V, § 555, p. 552

que, si l'article 590 décide le contraire pour l'usufruitier ordinaire, c'est parce que l'usufruitier ordinaire n'acquiert jamais les fruits naturels et industriels que par la perception, conformément aux dispositions de l'article 585 ; s'il a négligé de faire la coupe de bois à l'époque où elle devait être faite, et si son usufruit a pris fin avant qu'il ait eu le temps de la faire, il n'a droit à aucune indemnité, parce que, n'ayant pas perçu les produits de cette coupe, il ne les a point fait siens, et il n'en était pas propriétaire ; il ne peut d'ailleurs s'en prendre qu'à lui-même et il n'y avait aucune raison pour que la loi lui accordât une indemnité pour réparer sa négligence. Au contraire, ce n'est pas seulement par la perception que le mari dotal acquiert les fruits naturels des biens dotaux ; nous savons qu'en vertu de l'article 1571, il les acquiert aussi jour pour jour comme des fruits civils ; sa jouissance doit être exactement proportionnée au nombre de jours pendant lesquels il a eu à supporter les charges du mariage ; par conséquent, alors même qu'il n'aurait pas fait une coupe à l'époque fixée ou qu'il aurait négligé de percevoir une récolte, et que son droit viendrait à s'éteindre avant qu'il ait pu réparer sa négligence, il n'en aurait pas moins un droit acquis à une portion de la coupe et à une fraction de la récolte. Il est donc certain que, même après la dissolution du mariage, à la différence d'un usufruitier ordinaire, il peut réclamer les coupes auxquelles il avait droit et une portion au moins de la récolte qu'il aurait dû percevoir, ou bien une indemnité égale à la valeur des fruits dont il aurait dû profiter (1).

6° *différence*. — Aux termes de l'article 599, l'usufruitier ordinaire ne peut réclamer aucune indemnité

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, n. 1808, p. 137. — TOULLIER, 14, n. 313, *in fine*, et 314, p. 377. — AUBRY et RAU, V, § 535, p. 552. — BAUDRY-LACANTINERIE. 3, n. 382, p. 243, *in fine* et 244.

pour les améliorations qu'il prétendrait avoir faites sur les biens soumis à son usufruit, alors même que la valeur de la chose en serait augmentée : on s'accorde généralement à reconnaître qu'il en est autrement pour le mari dotal et que celui-ci peut, au contraire, réclamer une indemnité pour les améliorations qu'il aurait apportées à l'immeuble dotal dont il avait la jouissance. Disons tout d'abord que cette solution, que nous admettons en faveur du mari usufruitier de la dot, n'est en somme que l'application d'un principe général de droit commun ; c'est le principe posé pour la gestion d'affaires, en particulier, dans l'article 1375, savoir, que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui et qu'il est par conséquent de toute justice que celui qui profite des travaux faits sur son fonds par un tiers récompense celui qui les a faits, au moins dans la mesure de la plus-value qu'ils ont conférée à son immeuble.— Il est vrai que l'article 599 apporte une exception à ce principe en matière d'usufruit ordinaire ; mais il ne faut pas oublier que l'usufruitier ordinaire n'est qu'un usufruitier ; il jouit pour lui-même et profite seul des fruits ; il n'est ni un gérant d'affaires, ni à plus forte raison un mandataire du nu-propriétaire ; par conséquent, s'il fait des améliorations au fonds dont il a l'usufruit, on peut très bien supposer qu'il n'a fait ces améliorations que dans son intérêt personnel et pour retirer plus d'avantages de sa jouissance, sans aucune idée de se faire indemniser un peu plus tard par le nu-propriétaire. C'est ce que le législateur a supposé pour lui ; c'est pourquoi l'article 599 lui interdit de réclamer à la fin de son usufruit aucune indemnité pour les améliorations qu'il a pu apporter au bien dont il avait la jouissance. Mais le mari usufruitier de la dot, lui, est dans une situation tout à fait différente ; nous savons qu'il n'est pas un véritable usufruitier, il n'a qu'un droit de jouissance *sui generis* ; loin de profiter seul des fruits de la dot, il doit les employer à l'entretien du

ménage et à subvenir aux besoins de la femme et des enfants : ce n'est donc pas pour lui seul qu'il a la jouissance des biens dotaux ; et alors, on comprend que s'il a fait à ces biens des améliorations, on ne puisse plus supposer, comme pour l'usufruitier ordinaire, qu'il ne les a faites que dans son seul intérêt personnel ; on est au contraire obligé de croire qu'il ne les a faites que dans l'intérêt du ménage, aux besoins duquel il est obligé de pourvoir. Ajoutons encore que le mari n'a pas seulement la jouissance des biens dotaux ; il ne faut pas oublier qu'il a encore l'obligation de les administrer ; il joint à la qualité d'usufruitier celle d'administrateur des biens dotaux ; il est donc, non pas seulement un gérant d'affaires, mais encore le mandataire légal chargé par la femme de l'administration des biens dotaux ; il est même, à ce titre, responsable du dépérissement dont il laisserait souffrir ces biens par sa négligence ; par conséquent il accomplit bien son mandat quand il fait des travaux sur le fonds dotal ; il oblige donc la femme, et il est alors naturel qu'il ait droit à une indemnité pour les améliorations qu'il apporte aux biens de celle-ci (1).

Mais quel est le montant de l'indemnité que le mari peut réclamer à raison des travaux qu'il a faits sur l'immeuble dotal ? Nous n'avons ici qu'à renvoyer aux distinctions que nous avons déjà faites au sujet de la jouissance de la communauté sur les biens propres des époux : tout d'abord, il est certain que le mari n'acquiert jamais qu'un droit de créance à raison des améliorations par lui faites sur les biens dotaux, et non pas un droit de copropriété, même s'il s'agit de constructions ; en effet les constructions s'incorporent au fonds et deviennent dotales comme le fonds lui-même (2).

(1) Lyon, 11 mars 1886. (Dalloz. 87. 2. 129).

(2) Même arrêt de Lyon, 11 mars 1886 déjà cité.

Pour connaître le montant de l'indemnité qui sera due au mari, il faut faire des distinctions entre les différentes catégories de dépenses qu'il a faites au cours du mariage :

Pour les *dépenses d'entretien ou usufruitaires*, nous savons qu'elles sont à la charge de l'usufruitier : le mari est également tenu de les supporter sur les revenus de la dot : il ne peut donc être question de récompense dans cette hypothèse. Nous croyons qu'il en serait de même pour les *travaux de simple agrément*, qui n'ont conféré à l'immeuble aucune plus-value : nous voulons parler *des dépenses purement voluptuaires* ; on peut très bien supporter qu'en faisant ces dépenses, le mari n'a pas eu l'intention de s'en faire indemniser, mais qu'il a agi dans l'intérêt de sa propre jouissance. Il aurait seulement le droit de retirer plus tard les ornements qu'il a placés sur le fonds dotal, à condition toutefois qu'il lui soit possible de le faire sans endommager le bien de la femme. Quant aux autres dépenses, si ce sont des *travaux nécessaires*, le mari a droit à une indemnité correspondante à la totalité de son avance. Si ce sont des *dépenses utiles*, il a droit à une récompense égale à la plus-value qu'elles ont conférée au bien dotal (1).

7° *Différence*. — Il nous reste à étudier une dernière différence entre le droit d'usufruit ordinaire et le droit de jouissance du mari sur les biens dotaux ; cette différence est l'une des plus importantes ; nous allons voir qu'elle n'est pas admise par tout le monde et qu'elle soulève des discussions considérables.

Le droit d'usufruit ordinaire est *cessible*, c'est-à-dire que l'usufruitier peut céder son droit de jouissance, vendre

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, n. 1807, p. 136, et p. 151 n. 2148 à 2153. — TROPLONG. *C. de M.* 4, n. 359¹/₄, p. 698. — TOULLIER. 14, n. 318 à 330, p. 384 et ss. — AUBRY et RAU. V, § 535, p. 552 et note 28. — BAUDRY-LACANTINIERE. 3, p. 244. n. 382 *in fine*.

en un mot le droit qu'il possède de toucher les revenus du bien dont il a l'usufruit : l'article 595 lui donne formellement cette faculté. De même son droit peut-être *saisi* par ses créanciers. Enfin, le droit d'usufruit ordinaire est *susceptible d'hypothèque*, au moins quand il est immobilier, c'est-à-dire quand il porte sur des immeubles (a. 2118, 2^o). Nous avons à nous demander si *le droit de jouissance du mari sur les biens dotaux est de même, cessible, saisissable par ses créanciers, et enfin susceptible d'hypothèque?* Remarquons bien tout d'abord que nous ne nous occupons ici que de la question de savoir si le droit de jouissance du mari sur les biens dotaux, est cessible par *le mari lui-même* pendant le mariage ? c'est-à-dire s'il peut *lui-même* vendre son droit aux fruits des biens dotaux, et si ses créanciers *personnels* peuvent saisir les revenus de la dot, si, en un mot, par ses *obligations personnelles*, le mari peut, pendant le mariage, engager le droit que la loi lui donne de jouir des revenus des biens dotaux ? Nous ne nous occupons point ici de la question de savoir si la femme peut aliéner les revenus de la dot après la séparation de biens, puisque nous n'examinons que les droits et les pouvoirs du mari sur les produits des biens dotaux. Nous aurons à rechercher plus tard quels sont à cet égard les droits de la femme. Nous allons donc nous occuper de la question du principe de l'inaliénabilité des biens dotaux dans son application aux revenus de ces biens, mais seulement au point de vue restreint des droits du mari. Nous généraliserons plus tard ce principe, après avoir vu quelle est l'étendue des droits de la femme sur ces mêmes revenus.

Remarquons en premier lieu que, si les revenus de la dot sont *échus ou perçus*, ils sont évidemment devenus la propriété du mari dans leur intégralité, et par conséquent on ne saurait empêcher celui-ci d'en disposer librement, ni ses créanciers personnels de les saisir entre ses mains,

pour se payer de ce qui peut leur être dû, et de saisir même ceux de ces revenus échus qui sont nécessaires aux besoins du ménage. Dans ce cas, il n'est plus possible d'assurer aux produits de la dot la destination qui leur a été donnée par la loi ; les revenus échus ou perçus sont en effet devenus la propriété du mari ; ils se sont confondus avec les revenus de ses biens propres ; par conséquent, s'il les dissipe au lieu de les employer à faire face aux dépenses communes, il met en péril la dot de la femme, et celle-ci ne possède alors d'autres ressources que le droit de demander la séparation de biens. Ce premier point ne saurait faire l'objet d'aucun doute ; il est admis sans discussion par MM. Aubry et Rau et par M. Guillouard (1), et à plus forte raison par les auteurs qui admettent que le droit de jouissance du mari sur la dot est cessible et saisissable, comme un droit d'usufruit ordinaire (Laurent, Trolong). Nous verrons que la jurisprudence reste assez obscure à ce sujet et qu'il est assez difficile de savoir si, lorsqu'elle admet que le droit d'usufruit du mari dotal est incessible entre ses mains, au moins pour une certaine part, elle entend parler seulement des revenus à échoir, ou si elle frappe de la même insaisissabilité les revenus échus et les fruits perçus ! Pour nous, nous n'hésitons pas à dire que les revenus échus sont sans aucun doute cessibles et saisissables pour la totalité. Pour que la question que nous allons chercher à résoudre puisse se poser, il nous faut donc supposer qu'il s'agit des revenus non encore échus et non encore touchés ; c'est au sujet de ces revenus là que nous devons nous demander s'ils sont cessibles et saisissables, comme dans le cas de la jouissance d'un usufruitier ordinaire ?

Avant d'entrer dans l'examen de cette question, nous

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, n. 1819, p. 148. — AUBRY et RAU. V, § 533, texte note 334, p. 554.

devons faire encore une remarque : nous n'avons point à nous occuper ici de la grande question de l'inaliénabilité de la dot mobilière : Rappelons seulement que la jurisprudence admet aujourd'hui très formellement ce principe de l'inaliénabilité de la dot mobilière ; mais elle ne l'adopte qu'en ce sens « que la femme ne peut pas aliéner elle-même ses biens mobiliers dotaux et qu'elle ne peut pas renoncer à son droit de recours contre son mari pour la reprise du mobilier dotal, non plus qu'à l'hypothèque légale qu'elle possède sur les biens de son mari et qui garantit ce recours ». Mais, à ce principe même de l'inaliénabilité de la dot mobilière, la jurisprudence apporte des restrictions importantes, et en particulier celle-ci, savoir, que pendant le mariage *le mari* peut aliéner les capitaux mobiliers dotaux de son époux. Il est possible que cette solution soit peu logique, mais nous n'avons point à la discuter ici. Quoiqu'il en soit, que l'on adopte le système qui consiste à prétendre, contrairement à celui de la jurisprudence, que la dot mobilière est aliénable, ou que l'on admette ce système de la jurisprudence, avec ses restrictions considérables et en particulier celle-ci, que le mari peut aliéner la dot mobilière, on arrivera toujours à cette solution que le mari peut aliéner les capitaux mobiliers dotaux de sa femme et que le principe de l'inaliénabilité dotale ne s'applique pas à cette hypothèse. Par conséquent, si l'on admet que le capital mobilier dotal peut être cédé par le mari et que ses créanciers personnels peuvent le saisir, on est bien forcé d'admettre que le mari peut, à plus forte raison, céder pendant le mariage son droit de jouissance sur les capitaux mobiliers dotaux, qu'il peut vendre les intérêts de la dot mobilière, qu'il peut les engager et que ses créanciers ont le droit de les saisir en totalité. — Seuls les auteurs qui admettent le principe absolu de l'inaliénabilité de la dot mobilière, sans les restrictions de la jurisprudence, ne sont pas forcés de s'in-

cliner devant cette conséquence, mais ils sont aujourd'hui peu nombreux. Quant à la jurisprudence, complètement inconséquente avec elle-même, après avoir admis que le mari peut, pendant le mariage, aliéner le capital de la dot mobilière, elle ne fait au contraire aucune distinction entre les fruits des biens mobiliers dotaux et ceux de la dot mobilière, et les frappe tous, sans aucune distinction, d'incessibilité et d'insaisissabilité, dans la mesure où ils sont destinés à subvenir aux charges du mariage ; il nous semble cependant indispensable de faire cette distinction. — Ainsi, suivant nous, le droit de jouissance du mari sur la dot mobilière est cessible et saisissable, parce qu'il peut aliéner le mobilier dotal lui-même. Nous ne rechercherons donc *que la question de savoir si le droit d'usufruit du mari sur les immeubles dotaux est cessible par lui, et saisissable pendant le mariage ? si, en un mot, il peut aliéner les revenus non échus ni perçus des immeubles dotaux et si ces revenus peuvent être saisis par ses créanciers personnels ?*

Disons dès maintenant que, pour nous, suivant l'opinion généralement admise, à la différence du droit d'usufruit ordinaire, le droit de jouissance du mari sur les immeubles dotaux est en principe incessible et insaisissable, au moins dans la mesure où ces revenus sont nécessaires pour subvenir aux charges du mariage. Ainsi, les revenus des fonds dotaux participent pour une certaine part au principe de l'inaliénabilité qui frappe les fonds dotaux eux-mêmes ; mais nous verrons que ces revenus ne sont inaliénables que dans la mesure où ils doivent faire face aux besoins du ménage, et que, pour le surplus, ils sont au contraire cessibles et saisissables.

Exposons d'abord les arguments de la doctrine adverse,

(1) TROPLONG, *C. de M.* 4. n. 3283 à 3295, p. 375. — LAURENT, T. XXIII, n. 481

Le système que nous allons combattre a le mérite d'être d'une très grande simplicité dans son application : « Les revenus dotaux sont aliénables et saisissables, dit-on, parce que la règle de l'inaliénabilité dotale ne protège que le fonds, le capital, et qu'aucun texte du code n'applique cette inaliénabilité aux revenus des biens dotaux ». M. Troplong soutient cette thèse avec une profonde conviction ; après lui, M. Laurent a également adopté cette opinion (1). « Tout droit peut être cédé, dit M. Laurent, à moins que la loi ne le déclare incessible. Par application de ce principe, la loi a disposé, dans l'article 593, que l'usufruitier peut céder son droit, de même que le preneur peut céder son bail ; or, nulle part le législateur n'a déclaré incessible ni insaisissable le droit d'usufruit du mari sur les biens dotaux ; le mari doit donc jouir du même avantage qui est accordé à l'usufruitier ordinaire. ». — « Le mari, dit M. Troplong, est incontestablement propriétaire des fruits des biens dotaux, puisque la loi lui a donné la jouissance de ces biens ; il en est tellement propriétaire qu'il garde pour lui toutes les économies qu'il a pu réaliser sur ces fruits de la dot, et que la femme n'a aucune part dans ces économies, à moins qu'elle ait adopté à côté du régime dotal une société d'acquêts ; et alors, si le mari est propriétaire des revenus des biens dotaux, ils n'y a aucune raison pour l'empêcher d'en disposer librement ; il peut les céder, comme le pourrait un usufruitier ordinaire, puisqu'aucun texte ne vient restreindre son droit à cet égard ; par conséquent il peut aussi engager les fruits de la dot par ses obligations, et ses créanciers sont alors en droit de les saisir, afin de se payer ce qui peut leur être dû. Comment d'ailleurs viendrait-on porter atteinte aux droits des créanciers personnels du mari ? ils ont traité de bonne foi avec lui ; quel reproche pourrait-on leur faire ? Ils ont

(1) TROPLONG, *C. de M.*, 4 n. 3283 à 3294, p. 375. — LAURENT, T. 23, n. 484.

dû considérer le mari comme réellement propriétaire des revenus de la dot, puisque ces revenus lui sont attribués par la loi ; et ils sont d'autant plus fondés à invoquer leur bonne foi que la femme avait une ressource, si elle estimait que le mari mettait la dot en péril par ses engagements exagérés sur les revenus des biens dotaux ; elle pouvait demander la séparation de biens, et alors le mari aurait cessé de jouir des biens dotaux, et la femme serait rentrée en possession de ses revenus ; si elle n'a pas employé cette ressource, c'est qu'elle a jugé que la dot n'était point en péril, et les créanciers du mari sont alors fondés à réclamer le paiement de ce qui leur est dû sur les revenus des biens dotaux qui sont la propriété du mari ». Les partisans de ce système reconnaissent sans doute que, d'après les termes de l'article 1540, les revenus dotaux sont apportés au mari pour supporter les charges du mariage ; mais ils font remarquer que, sous le régime de communauté, les fruits sont également donnés à la communauté pour faire face aux dépenses du mariage, et qu'il en est encore de même sous le régime exclusif de communauté, dans lequel le mari n'a la jouissance des biens de la femme que pour pourvoir à l'entretien et à la nourriture de la femme et des enfants : et cependant, dit-on, personne n'a jamais prétendu que, dans ces divers cas, le mari seigneur et maître, ne pût pas disposer librement de son droit aux revenus ! on se demande alors pourquoi il en serait autrement sous le régime dotal ; on fait remarquer que l'inaliénabilité du fonds dotal ne pourrait frapper les revenus de la dot que si un texte formel avait adopté cette disposition. « Or, dit encore M. Laurent, il est bien certain que cette prétendue inaliénabilité du droit de jouissance du mari dotal ne saurait résulter de l'article 1554, puisque cet article a seulement pour but de défendre à la femme d'aliéner ses immeubles dotaux, et puisque la jouissance n'est pas dans le domaine de la femme, mais

est tombée dans celui du mari ; l'article 1554 est évidemment étranger à la jouissance ; or il n'y a aucun autre texte d'où l'on puisse induire que ce droit de jouissance est incessible et insaisissable ; par conséquent, le principe de l'inaliénabilité du bien dotal, ne s'appliquant point aux revenus, dont le mari est pleinement propriétaire, il n'y a aucune raison d'empêcher celui-ci d'aliéner son droit de jouissance et de céder d'avance les revenus de la dot, ni de mettre obstacle au droit des créanciers personnels du mari de saisir ces mêmes revenus ».

Tel est, exposé dans ses principaux arguments, le système que nous voulons combattre.

Pour nous, le droit d'usufruit du mari est incessible et insaisissable, d'abord parce qu'il constitue un attribut de la puissance maritale et que cet attribut ne saurait être cédé ; il ne peut pas d'avantage être hypothéqué ; à tous ces points de vue, l'usufruit du mari dotal ressemble à l'usufruit paternel, c'est-à-dire à l'usufruit du père sur les biens de ses enfants mineurs.

En outre, les revenus de la dot sont donnés au mari avec une destination bien nette et bien précise par l'article 1540 ; ils doivent être employés à subvenir aux charges du mariage ; ce n'est pas dans son intérêt personnel que le mari reçoit la jouissance des biens dotaux ; c'est en sa qualité de chef de l'association conjugale, afin de pourvoir à l'entretien et à la nourriture de la femme et des enfants. Or, pourquoi la loi a-t-elle rendu la dot inaliénable sous le régime dotal ? c'est une mesure de protection particulière dont elle a pourvu la femme sous ce régime ; elle a voulu que, dans aucun cas, la femme d'ale ne pût se laisser influencer par son mari ; elle l'a protégée contre sa propre faiblesse et contre la puissance maritale ; voilà pourquoi il a été défendu à la femme d'aliéner ses biens dotaux sous le régime dotal ; il faut que sa dot lui soit restituée intacte à la fin du mariage, mais évidemment,

cette mesure de protection spéciale dont la femme est ainsi pourvue, est destinée à assurer sa subsistance et celle de la famille aussi bien pendant le mariage que pour l'avenir ; or, à quoi aurait-il servi de rendre la dot inaliénable aussi bien par le mari que par la femme, si on avait permis au mari d'aliéner directement tous les fruits de la dot, qui ne lui sont données que pour subvenir aux besoins de la famille ? Il faut avouer que, si la thèse de Troplong et celle de M. Laurent devaient triompher, le principe de l'inaliénabilité de la dot n'aurait produit aucun résultat avantageux dans l'intérêt de la famille, tant que la séparation de biens n'aurait pas été prononcée ! Il importe peu à la femme, somme toute, qu'on lui conserve précieusement son immeuble dotal pour l'avenir, si pendant le mariage on ne lui donne aucun des revenus de cet immeuble, sur lesquels elle a compté pour vivre et dont elle n'a donné la jouissance à son mari que pour permettre à celui-ci de subvenir à toutes leurs dépenses communes ! Le résultat de la théorie adverse serait, comme on le voit, absolument déplorable ! le principe de l'inaliénabilité de la dot se réduirait uniquement à l'inaliénabilité de la nu-propriété, la jouissance restant libre aux mains du mari et par conséquent saisissable par ses créanciers personnels ! Cette théorie est inadmissible ; d'après l'article 1540, les fruits de la dot sont apportés au mari pour supporter les charges du mariage ; ils lui sont donc apportés avec le caractère d'inaliénabilité proclamé par l'article 1554 ; ils sont donc inaliénables et insaisissables comme la dot elle-même, au moins dans la mesure où ils sont nécessaire pour subvenir aux besoins du ménage.

On objecte que les revenus de la dot sont apportés au mari pour faire face aux charges du mariage aussi bien sous la communauté et sous le régime sans communauté, que sous le régime dotal, et que cependant personne ne soutient que, sous ces deux autres régimes, les revenus de

la dot soient incessibles et insaisissables. Pourquoi, dit-on, en serait-il autrement sous le régime dotal ? à cela nous répondons que, sans doute, les fruits de la dot ont, sous le régime dotal, la même destination que sous toutes les autres conventions matrimoniales, mais qu'il existe précisément, entre ces autres régimes et le régime dotal, cette différence capitale, savoir, que, sous le régime dotal, la dot est pourvue d'une mesure de protection particulière pour assurer la subsistance de la femme et des enfants, mesure de protection dont le législateur n'a pas pourvu la dot sous les autres régimes, et qui n'est autre que le principe de l'inaliénabilité des biens dotaux : or nous venons de voir que, pour que ce principe fût efficace, il fallait précisément que les revenus de cette dot fussent inaliénables et insaisissables comme la dot elle-même. Les revenus de la dot immobilière sont donc également protégés par la règle générale de l'inaliénabilité des biens dotaux de l'article 1554.

Rappelons d'ailleurs ce que nous avons dit plus haut, savoir que nous n'entendons parler ici que des fruits non échus ni perçus ; ceux-là seuls, comme nous l'avons dit, sont incessibles et insaisissables, dans la mesure où ils sont nécessaires aux besoins du ménage (car, une fois que le mari les a perçus, il est impossible de lui en enlever la libre disposition puisqu'ils se confondent avec ses propres revenus : la femme n'a plus alors qu'à demander la séparation de biens, si le mari n'emploie pas les revenus échus ou perçus à subvenir aux dépenses communes).

Remarquons encore que si le mari pouvait céder son droit de jouissance, il ne pourrait jamais le transmettre que tel qu'il lui appartient ; par conséquent ce droit cédé prendrait fin entre les mains du cessionnaire par toutes les causes d'extinction qui y mettraient fin entre les mains du mari et en particulier par la séparation de biens. Or, la plupart du temps, le seul fait de la cession par le mari

de son droit de jouissance sur les biens dotaux pourra être considéré par la femme comme un danger pour sa dot et sera par conséquent une cause de séparation de biens. Il arriverait donc que le fait qui donne naissance au droit du cessionnaire servirait en même temps de cause à son extinction ; c'est encore une raison de plus de décider que ce droit ne peut pas être cédé.

La ressource de la séparation de biens, que Troplong donne comme bien suffisante pour parer à tout danger de dissipation des revenus de la part du mari, nous paraît d'ailleurs un remède peu efficace, car s'il est vrai, comme le dit M. Troplong, que les revenus sont aliénables et saisissables, s'ils sont entièrement disponibles aux mains du mari avant la séparation de biens, ils seront aussi disponibles après la séparation de biens entre les mains de la femme qui reprend la libre jouissance de ses biens dotaux ; on n'aura donc fait que déplacer le danger, on ne l'aura pas amoindri. La séparation de biens n'est donc pas une ressource suffisante pour éviter la dissipation des revenus des biens dotaux ; le principe de l'inaliénabilité dotale appliqué aux revenus met bien mieux la femme à l'abri de ce péril ; voilà pourquoi, suivant nous, le législateur a certainement formulé ce principe aussi bien pour les revenus que pour le fonds dotal ; il a admis simplement cette solution dans l'article 1554, en proclamant la règle générale de l'inaliénabilité dotale, qui eût été sans cela une règle inutile et illusoire.

M. Troplong objecte encore qu'il est dans la nature de fruits de la dot d'être aliénés : « il faut bien, dit-il, les dépenser pour en jouir ; on doit les aliéner pour payer les fournisseurs. Comment leur fera-t-on remplir leur destination si on ne les aliène pas ? » Nous répondons qu'il est bien évident que les fruits devront être aliénés par le mari pour fournir des aliments à la famille ; c'est précisément dans ce but que le mari les a reçus ; mais ce n'est pas dans

ce sens que nous prétendons que les fruits des immeubles dotaux sont inaliénables et insaisissables. Ce que nous prétendons, c'est que le mari ne peut pas céder les revenus pour se procurer des ressources destinées à subvenir à ses plaisirs et à ses besoins personnels ; il ne peut les céder et les engager d'avance que dans l'intérêt des besoins du ménage, dans la mesure au moins où ils sont nécessaires pour satisfaire ces besoins ; mais il est clair aussi qu'il peut et doit les aliéner pour subvenir aux charges du mariage, puisque c'est dans ce but seulement que la loi lui donne la jouissance des biens dotaux.

Nous croyons avoir ainsi suffisamment démontré que le droit de jouissance du mari sur les immeubles dotaux, est en principe, à la différence d'un droit d'usufruit ordinaire, incessible par le mari et insaisissable par ses créanciers personnels. Mais, par exception à ce principe, nous croyons, avec la généralité des auteurs et avec la jurisprudence, que les revenus dotaux pourraient être cédés par le mari ou saisis par ses créanciers dans la mesure où ils excèdent les besoins du ménage. Les revenus des biens dotaux doivent d'abord servir à subvenir aux charges du mariage : c'est dans ce but que la loi les donne au mari ; c'est dans cette mesure seulement qu'ils sont des biens dotaux et par conséquent incessibles et insaisissables. Mais il est incontestable que le mari est propriétaire de ces revenus et qu'une fois qu'il a rempli l'obligation que la loi lui impose en compensation de sa jouissance, il demeure libre de disposer à son gré de l'excédant des revenus dotaux ; il serait, en effet, absolument impossible de justifier que le principe de l'inaliénabilité s'applique à cet excédant des revenus dotaux. M. Laurent prétend qu'il y a une véritable inconséquence à admettre ainsi que les revenus dotaux sont inaliénables dans la mesure où ils sont nécessaires pour faire face aux

(1) COLMET DE SANTERRE. T. VI, n. 226 bis IX.

charges du mariage et aliénables pour le surplus ; « l'article 1554, dit-on, ne connaît pas ces distinctions arbitraires entre l'utile et le superflu (1). Nous ne croyons pas cependant que notre théorie, qui est admise également par M. Guillouard (1), soit illogique, car, s'il est vrai que la dot tout entière est inaliénable en vertu de l'article 1554, aussi bien en capital qu'en revenus, il n'y a cependant que la dot qui soit inaliénable ; or l'excédant des revenus qui subsiste après que les charges du mariage ont été remplies ne fait pas, à proprement parler, partie de la dot ; cet excédant appartient au mari, qui en a la libre disposition, et il n'y a aucune raison pour qu'il soit inaliénable. On rencontre d'ailleurs une distinction analogue dans l'usufruit légal du père et de la mère sur les biens de leurs enfants mineurs ; une fois que les père et mère ont, à l'aide des revenus de ces biens de leur enfant, pourvu à la nourriture et à l'entretien de cet enfant, on reconnaît très bien que l'excédant des revenus qui reste libre entre leurs mains est cessible et saisissable (2). La distinction que nous proposons est analogue ; il n'y a aucune raison de la rejeter.

La doctrine que nous avons défendue est celle de la majorité des auteurs (3). C'est également l'opinion très arrêtée de la jurisprudence ; cela résulte d'abord implicitement d'un arrêt de la cour de cassation du 7 juin 1864 (4), dont nous aurons à parler à propos des droits de la femme sur les revenus dotaux après la séparation de biens. Enfin un arrêt plus récent de la cour de cassation du 14 août 1883 (5)

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, n. 1816 à 1819, p. 144 et n. 1764. p. 88.

(2) Lyon, 23 juin 1849. (Dalloz. 50 2. 24).

(3) GUILLOUARD déjà cité. — AUBRY ET RAU. V, § 535, p. 553 et 554 texte et note 34. — MARCADÉ VI, art. 1554, n. IV, p. 52 et 53. BAUDRY-LACANTINERIE, 3, n. 382, 2^o, p. 243.

(4) Cassation, 7 juin 1864. (Dalloz. 64. 1. 201).

(5) Cassation, 14 août 1883. (Dalloz. 84. 1. 334).

a consacré cette doctrine ; cet arrêt déclare que les revenus de la dot ne participent à l'inaliénabilité du fonds dotal que pour la portion nécessaire aux besoins du ménage : l'excédant reste aliénable et saisissable. Mais, comme nous l'avons déjà fait remarquer, ces différents arrêts ne contiennent pas la distinction que nous avons faite entre les revenus échus et perçus et ceux qui ne sont ni échus ni perçus ; nous croyons avoir démontré qu'il est indispensable d'adopter cette distinction, et que, si les revenus non échus sont inaliénables dans la mesure où ils doivent subvenir aux charges du mariage, les revenus échus sont aliénables et saisissables pour la totalité, car ils se confondent alors avec les propres revenus du mari.

Il résulte également de ces arrêts que la jurisprudence frappe de la même inaliénabilité les revenus de la dot mobilière et ceux de la dot immobilière ; nous persistons à croire que les revenus de la dot mobilière sont aliénables pour la totalité par le mari, parce que les biens mobiliers dotaux sont eux-mêmes aliénables, l'article 1554 ne s'appliquant qu'aux immeubles. Ajoutons qu'il est peu logique de frapper d'incessibilité et d'insaisissabilité les revenus des biens mobiliers, quand on admet, comme le fait la jurisprudence, que les capitaux mobiliers dotaux peuvent être aliénés par le mari pendant le mariage.

Nous avons ainsi complètement terminé l'examen des différences qui séparent le droit d'usufruit du mari sur les biens dotaux d'un droit usufruit ordinaire ; ces différences sont nombreuses et profondes ; nous n'en persistons pas moins cependant à donner au mari la qualification d'usufruitier, puisque, comme nous l'avons vu, son droit de jouissance est en principe soumis aux règles de l'usufruit ordinaire.

C'est donc le mari qui, conformément à l'article 1549, a la jouissance des biens dotaux sous le régime dotal ; c'est lui qui, en principe, a un droit exclusif aux revenus des

biens dotaux. Mais on se demande si les époux peuvent apporter une exception à ce principe, et stipuler que l'administration et la jouissance des biens dotaux, au lieu d'appartenir au mari, appartiendront à la femme ? La jurisprudence admet la validité de cette clause qui n'est pas contraire aux bonnes mœurs et qui n'est interdite par aucune disposition de la loi (1). C'est cependant là une question très discutée. Il est certain qu'autrefois, en droit romain comme dans notre ancien droit, l'administration et la jouissance de la dot ont toujours appartenu au mari. On invoque en outre, contre la validité de cette stipulation, la disposition de l'article 1388, aux termes duquel les époux ne peuvent déroger par leurs conventions particulières aux droits qui appartiennent au mari comme chef ; on prétend que l'administration et la jouissance des biens dotaux sont des droits qui appartiennent au mari comme chef du ménage, et que par conséquent on ne peut pas les lui enlever. On invoque encore les termes de l'article 1549 alinéa 1, qui dispose que le mari *seul* a l'administration des biens dotaux pendant le mariage, ce qui semblerait bien vouloir dire que la femme ne peut pas avoir cette administration ni cette jouissance. On prétend donc qu'une telle clause serait nulle, qu'elle devrait être réputée non écrite, et qu'elle n'empêcherait pas le mari dotal de garder l'administration et la jouissance des biens dotaux (2).

Il est clair que, régulièrement et en droit commun, l'administration et la jouissance des biens dotaux doit appartenir au mari, à qui la loi attribue tous les fruits de la dot pour faire face aux charges du mariage (a. 1549). Mais nous ne voyons pas pourquoi on ne pourrait pas déroger à cette règle par une convention particulière.

(1) Cassation, 17 février 1886. (Dalloz. 86.1.249).

(2) TROPLONG. *C. de M.* I, n° 69. — AUBRY et RAU V. § 535 texte et note 16, p. 549.

Nous ne pensons pas qu'une convention de ce genre puisse être considérée comme portant atteinte à l'autorité maritale. L'article 1549 dit bien que le mari a seul l'administration et la jouissance de la dot, mais il énonce par cette disposition le droit commun du régime dotal, sans cependant formuler aucune prohibition de faire exception à cette règle. En outre, aux termes de l'article 1387, les époux peuvent faire toutes les conventions matrimoniales qui leur plaisent, pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux bonnes mœurs. Enfin, comme l'on admet en général que, tout en adoptant le régime dotal, la femme peut aussi y ajouter une clause de séparation de biens contractuelle, et qu'aux termes de cette clause, elle garde l'administration de sa dot, il n'y a pas de raison pour ne pas lui permettre de stipuler simplement qu'elle gardera l'administration et la jouissance de ses biens dotaux ; cette clause n'est en réalité qu'une séparation de biens virtuelle. Nous ne croyons pas qu'elle soit interdite par la loi. Remarquons seulement que ce sera alors en quelque sorte un régime dotal sans biens dotaux, et que les biens de la femme pourront être considérés comme paraphernaux (1).

Quoiqu'il en soit, c'est là une clause peu fréquente ; et en général, comme nous l'avons dit, c'est le mari qui a l'administration et la jouissance des biens dotaux ; c'est le mari qui a seul droit aux revenus pour subvenir aux charges du mariage : nous verrons cependant que, conformément à l'article 1549 *in fine*, la femme peut stipuler qu'elle touchera annuellement, sur ses seules quittances, une portion de ses revenus pour son entretien et ses besoins personnels.

SECTION III. DROITS DE LA FEMME SUR LES REVENUS DES BIENS DOTAUX.

Le mari, avons-nous dit, a pendant le mariage la jouis-

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, p. 121, n. 1792 à 1794.

sance des biens dotaux ; par conséquent, il a un droit exclusif aux fruits et revenus de la dot pendant le mariage et jusqu'à la séparation de biens, lorsqu'elle survient au cours du mariage.

Dans certains cas cependant, la femme conserve des droits sur les revenus de ses biens dotaux. De, plus après la séparation de biens et à plus forte raison après la dissolution du mariage, elle reprend la jouissance de sa dot. Ce sont ces divers droits qui peuvent appartenir à la femme sur les revenus des biens dotaux, soit pendant le mariage, avant ou après la séparation de biens, soit après la dissolution du mariage, que nous devons examiner maintenant.

§ 1^{er}. — Droits de la femme sur les revenus des biens dotaux pendant le mariage et avant la séparation de biens.

Nous examinerons en premier lieu l'hypothèse normale, dans laquelle la femme ne possède en principe aucun droit aux revenus de ses biens dotaux, et nous verrons alors quels peuvent être les effets de ses obligations personnelles sur ces mêmes revenus. En second lieu nous examinerons l'hypothèse spéciale du dernier alinéa de l'article 1549, dans laquelle la femme s'est réservé la jouissance d'une partie de ses revenus pour son entretien et ses biens personnels.

1^o Hypothèse normale dans laquelle la femme n'a aucun droit sur les revenus dotaux.

Pendant le mariage, et tant que la séparation de biens n'a pas été prononcée, nous savons que les fruits de la dot appartiennent exclusivement au mari, qui est chargé de les employer à subvenir aux besoins du ménage, et

qui ne peut disposer librement, dans son intérêt personnel et en dehors des charges du mariage, que de l'excédent de ces revenus après que ces charges ont été remplies. Par conséquent, tant que la séparation de biens n'a pas été prononcée, la femme ne peut pas engager les revenus de la dot par ses obligations contractées pendant le mariage; en un mot, les engagements qu'elle prend pendant le cours du mariage ne peuvent être exécutés sur aucune portion des revenus des biens dotaux, parce que ces revenus n'appartiennent pas à la femme, et que si elle en disposait directement ou indirectement, elle disposerait de la chose d'autrui. Ainsi, les obligations que la femme a contractées pendant le mariage peuvent être exécutoires sur ses biens paraphernaux, mais elles ne le sont pas sur les biens dotaux, parce que les biens dotaux sont en principe inaliénables pendant le mariage, et elles ne le sont pas davantage sur les revenus de ces biens, parce que ces revenus sont la propriété du mari; et remarquons bien qu'elles ne seraient même pas exécutoires sur la partie des revenus des biens dotaux qui n'est pas nécessaire aux besoins du ménage; cette partie là est également la propriété du mari; elle l'est même à un titre plus exclusif que la portion des revenus qui est destinée à faire face aux charges du mariage, puisque cet excédent des revenus dotaux est complètement libre entre ses mains et qu'il peut en disposer à son gré dans l'intérêt de ses besoins personnels, après avoir pourvu à l'entretien et à la nourriture de la femme et des enfants. La femme n'a donc, pendant le mariage et avant la séparation de biens aucun droit sur les revenus des biens dotaux, qui sont la propriété du mari, et ses créanciers personnels ne peuvent saisir aucune portion de ces mêmes revenus, pour les dettes qu'elle aurait contractées pendant le mariage (1). Remarquons bien

(1) Cassation, 13 février 1884. (Dalloz, 84. 1. 325).

cependant que nous ne parlons ici que des obligations que la femme aurait contractées pendant le mariage dans son intérêt personnel, car, pour celles qu'elle aurait contractées dans l'intérêt du ménage et en vertu d'un mandat tacite de son mari, elles seraient sans aucun doute exécutoires sur les revenus de la dot ; ce serait en effet comme si le mari les avait contractées lui-même, et, nous savons que les revenus de la dot sont précisément destinés à subvenir aux dépenses du ménage.

Nous disons que les obligations que la femme a contractées pendant le mariage ne sont pas exécutoires sur les revenus de la dot, et que par conséquent elle n'a aucun droit à ces revenus qui sont la propriété du mari. Cette proposition est certainement exacte, dans le cas où la femme a été autorisée seulement par la justice à contracter un engagement sur le refus du mari de donner cette autorisation ; il est clair que le mari ne peut pas être privé contre son gré des fruits de la dot qui sont sa propriété et qu'il doit d'ailleurs employer à subvenir aux charges du mariage.

En serait-il de même si le mari avait lui-même donné à sa femme l'autorisation de contracter une obligation personnelle ? Que l'est, en un mot, l'effet de l'autorisation maritale sur le droit de jouissance du mari sur les biens dotaux ? cette autorisation peut-elle être considérée comme une renonciation partielle du mari à son droit de jouissance, et comme un consentement donné par lui à ce que les créanciers personnels, que la femme se sera ainsi donnés pendant le mariage, saisissent la partie des revenus dotaux qui reste libre entre ses mains, une fois que les charges du mariage ont été remplies ?

Sous le régime de communauté, nous avons vu que, par le seul fait de l'autorisation maritale, les créanciers de la femme pouvaient poursuivre, non pas seulement les biens de celle-ci, mais encore ceux de la communauté, et

même les biens propres du mari (a. 1419). Par conséquent, sous la communauté, la seule autorisation maritale engageait le mari sur ses biens personnels ; c'était là évidemment une exception au droit commun, car en principe, « *qui auctor est se non obligat* » ; celui qui autorise ne s'oblige pas personnellement par son autorisation : cette exception au droit commun sous la communauté se justifiait par cette considération que, lorsque le mari avait autorisé la femme à s'engager, on devait présumer que la communauté devait profiter de l'engagement et que c'était précisément dans ce but que l'autorisation avait été donnée. Mais comme c'est là une exception au droit commun, contenue dans l'article 1419 pour l'hypothèse du régime de la communauté, cette exception ne saurait, suivant nous, être étendue au régime dotal : il n'y a d'ailleurs aucune raison d'admettre ici la même solution, car il n'existe pas, sous le régime dotal, de patrimoine commun dans l'intérêt duquel on puisse présumer que le mari a donné son autorisation. Nous en revenons donc ici à la règle du droit commun qui est celle-ci, que le mari ne s'oblige pas personnellement par l'autorisation qu'il donne à sa femme de contracter ; par conséquent, cette autorisation n'emporte aucunement renonciation de la part du mari à son droit de jouissance sur les biens dotaux, et l'engagement ainsi contracté ne sera pas exécutoire sur les revenus dotaux, pas même, croyons-nous, sur la portion de ces revenus qui reste libre, lorsque le mari a fait face aux charges du mariage. Cela ne veut pas dire cependant que le mari ne puisse pas, en autorisant sa femme à contracter, obliger les revenus dotaux, au moins dans la mesure où ces revenus restent disponibles entre ses mains, après avoir pourvu à l'entretien du ménage ; rien ne s'oppose à ce qu'il engage ainsi au profit de sa femme l'excédant des revenus dotaux ; il peut faire de cet excédant ce qu'il veut, mais il faudrait alors, pour produire ce résul-

tat, autre chose qu'une simple autorisation de contracter ; il faudrait que l'intention du mari de s'engager personnellement sur la portion saisissable des revenus dotaux résultât bien formellement de la part qu'il aurait prise à l'engagement contracté par la femme ; c'est ainsi que s'il s'était obligé solidairement ou conjointement avec elle, il serait obligé personnellement, non seulement sur la partie disponible des revenus dotaux, mais encore sur ses biens personnels. Ajoutons encore que s'il était établi que l'obligation contractée par la femme avec l'autorisation du mari avait profité au ménage ou au mari lui-même, les revenus de la dot se trouveraient alors certainement engagés, au moins dans la proportion où le mari aurait pu les engager lui-même, c'est-à-dire pour tout ce qui excède les charges du mariage ; on est en effet, en général obligé personnellement dans la mesure de son enrichissement : c'est ainsi, par exemple, que si la femme dotale était marchande publique et si elle s'était constitué en dot le commerce qu'elle exerce, tous les profits de ce commerce, étant des fruits d'un bien dotal, appartiendraient au mari ; celui-ci profiterait donc personnellement de tous les engagements contractés par la femme à l'occasion de son commerce ; et, s'il en profite, il est juste qu'il réponde de ses engagements, au moins sur la portion des revenus dotaux qui excède les besoins du ménage. Nous avons déjà dit que l'article 5 du code de commerce, en obligeant le mari personnellement aux dettes de sa femme commerçante s'il y a communauté entre eux, n'avait statué que *de eo quod plerumque fit*, et que cela ne devait pas nous empêcher d'admettre que la même obligation pèse sur lui dans les autres régimes, s'il profite en réalité des bénéfices du commerce de la femme ; par conséquent, dans cette hypothèse, nous croyons que le seul fait de l'autorisation qu'il a donnée à sa femme de faire le commerce l'engage personnellement sur la portion disponible des revenus do-

taux (1). Mais en principe, la seule autorisation donnée par le mari à sa femme de contracter pendant le mariage une obligation n'emporte de sa part aucune renonciation à son droit de jouissance et aucun consentement à ce que le créancier personnel de la femme vienne saisir la portion des revenus dotaux qui est libre entre ses mains. Nous verrons cependant, en examinant les cas exceptionnels d'aliénabilité de la dot des articles 1555 et suivants, au point de vue des revenus, que l'autorisation du mari est alors nécessaire et généralement suffisante pour emporter sa renonciation à son droit sur les fruits et revenus de la dot : mais précisément, dans ces cas exceptionnels où la dot peut être aliénée, c'est dans l'intérêt du ménage seulement qu'elle peut être aliénée, c'est donc aussi dans l'intérêt du ménage que le mari renonce alors à son usufruit sur les biens dotaux : mais en dehors de ces circonstances exceptionnelles, en dehors aussi des hypothèses particulières, dans lesquelles le mari profite de l'engagement contracté par sa femme, sa seule autorisation ne l'oblige pas personnellement et n'emporte de sa part aucune renonciation à son droit de jouissance sur les biens dotaux (2).

On sait que la femme s'oblige personnellement, non pas seulement par ses contrats, mais encore par ses quasi-contrats, ses délits et ses quasi-délits. Si elle a commis pendant le mariage un délit par exemple, l'amende ou les réparations pécuniaires auxquelles elle peut être condamnée ne constituent certainement pas des dettes qui puissent être poursuivies sur les revenus de la dot pendant le mariage. Si l'autorisation que le mari donne à sa femme de contracter n'entraîne en principe contre lui aucune

(1) TROPLONG. *C. de M.* 4, n. 3300, p. 392.

(2) Dans ce sens, V. GUILLOUARD. *C. de M.* 4, n. 2083, p. 385 et n. 2087, p. 391 et 392. — et AUBRY et RAU, V, § 538 texte et note 18, p. 610. En sens contraire : TROPLONG. *C. de M.* 4, n. 3294 à 3300 et ss., et Nîmes 26 février 1851. (Sirey 51.2.413).

obligation personnelle sur les fruits de la dot, on comprend qu'à plus forte raison les délits de la femme, ni ses quasi-délits, ni même ses quasi-contrats ne puissent porter atteinte à son droit de jouissance, car, dans ces hypothèses, il n'a évidemment pu donner aucune autorisation, et les fautes de la femme ne peuvent retomber sur lui, ni priver le ménage des fruits de la dot qui sont destinés à son entretien. Il en serait autrement toutefois, si le mari avait été complice du délit commis par sa femme ; nous croyons qu'il serait alors obligé personnellement et que les réparations et dommages-intérêts pourraient être poursuivis, au moins sur la portion disponible des revenus de la dot (1).

2^e Hypothèse spéciale du dernier alinéa de l'article 1549, dans laquelle la femme s'est réservé la jouissance d'une partie de ses revenus pour son entretien et ses besoins personnels.

Le dernier alinéa de l'article 1549 dispose « qu'il peut être convenu par le contrat de mariage que la femme touchera annuellement sur ses seules quittances une partie de ses revenus pour son entretien et ses besoins personnels ». La loi autorise cette clause, parce qu'elle ne porte aucune atteinte à l'autorité maritale. Cette convention suppose évidemment que la femme apporte à son mari une dot assez considérable pour qu'elle puisse garder pour elle-même une portion des revenus de cette dot, sans que le mari ni par conséquent le ménage aient à en souffrir. Remarquons bien que cette clause diffère complètement de celle aux termes de laquelle la femme se réserve un bien paraphernal ; lorsqu'en effet la femme se réserve des biens paraphernaux, ces biens ne sont pas dotaux et la femme en garde l'administration et la jouis-

(1) TROPLONG, . *C. de M.* 4: n. 3297 à 3298, p. 390.

sance. Dans notre hypothèse, au contraire, si la femme s'est réservé le droit de toucher elle-même pour ses besoins personnels les revenus de tel de ses biens qu'elle apporte en dot à son mari, cette clause n'enlève nullement à ce bien son caractère dotal ; par conséquent le mari en garde toujours l'administration et la femme n'aura jamais d'autre droit que celui de toucher librement les revenus de ce bien. Ajoutons, que lorsque la femme s'est ainsi réservé la jouissance d'une partie de ses revenus pour ses besoins personnels, ces revenus ne perdent pas pour cela leur caractère dotal ; ils restent inaliénables et insaisissables aux mains de la femme, dans la mesure où ils sont inaliénables aux mains du mari, c'est-à-dire dans la proportion où ils sont nécessaires pour subvenir aux charges du mariage ; le fait que ces revenus sont touchés par la femme au lieu de l'être par le mari ne change en rien leur caractère juridique « de revenus dotaux destinés à l'entretien du ménage ». Par conséquent, les créanciers personnels de la femme ne pourront saisir ces revenus dont elle s'est réservé la jouissance que dans la mesure où ils ne sont plus nécessaires pour subvenir aux charges du mariage, et la femme, de son côté, ne peut céder ces revenus que, dans la même proportion (1). Il est clair cependant que si c'est dans l'intérêt des besoins du ménage que la femme s'est engagée, les fournisseurs, dont elle a fait alors ses créanciers, pourront se payer sur ces revenus et les saisir, comme ils pourraient les saisir aux mains du mari lui-même pour la même cause, les revenus de la dot étant précisément destinés à subvenir aux besoins du ménage et étant, dans ce but, parfaitement aliénables. Remarquons toutefois que les revenus dont la femme se réserve ainsi la jouissance seront le plus souvent en fait cessibles et saisissables pour leur totalité, car lorsque le

(1) Poitiers, 14 février 1883. (Dalloz. 85. 1. 145).

contrat de mariage contient une clause semblable, c'est en général parce que les revenus qui restent à la disposition du mari sont à eux seuls bien suffisants pour subvenir aux besoins de la famille ; ceux que la femme se réserve constituent la plupart du temps un excédant dont on peut très bien lui laisser la libre disposition pour ses besoins personnels.

On se demande ce qu'il faut décider, si la femme, après avoir fait face à ses besoins personnels avec les revenus dont elle s'est réservé la jouissance, fait des économies sur cette portion de ses revenus dotaux ? Ces économies appartiendront-elles à la femme ou bien devront-elles revenir au mari comme étant des économies faites sur des revenus des biens dotaux ? M. Troplong prétend que la femme, ne s'étant réservé le droit de toucher une partie de ses revenus que pour son entretien et ses besoins personnels, tout ce qui subsiste de ces revenus doit revenir au mari, qui seul a la propriété de toutes les économies réalisées sur les revenus des biens dotaux. Nous ne croyons pas devoir admettre cette solution. Quand sous le régime sans communauté, la femme s'est réservé, en vertu de l'article 1534, le droit de toucher elle-même une partie de ses revenus, les économies qu'elle réalise sur cette portion de ses revenus lui appartiennent, comme nous l'avons dit, et le mari n'y peut prétendre aucun droit ; il n'y a aucune raison pour ne pas admettre la même solution sous le régime dotal ; si on décidait le contraire, ou détournerait forcément la femme du désir de faire des économies ; si elle peut dépenser les revenus dont elle dispose, pourquoi ne pourrait-elle pas les économiser pour son compte ?

Sans doute les fruits de la dot ont pour destination de faire face aux charges du mariage, mais nous supposons que les économies réalisées par la femme ne l'ont été que sur la portion des revenus dotaux qui demeure disponible après qu'il a été pourvu aux dépenses communes. D'autre

part, en acceptant dans le contrat de mariage la clause autorisée par l'article 1549, le mari a évidemment consenti à ce que sa femme eût la liberté de dépenser pour ses besoins personnels la partie de ses revenus dont elle s'est réservé la jouissance ; on ne peut donc pas supposer qu'il a entendu se réserver la propriété des économies qui subsisteraient une fois que la femme aurait pourvu à son entretien personnel ; il n'y a donc aucune raison de lui attribuer ces économies, et nous croyons qu'elles appartiennent à la femme (1).

§ 2^e. — Droits de la femme sur les revenus des biens dotaux pendant le mariage, mais après la séparation de biens.

La séparation de biens fait cesser la jouissance du mari sur les biens dotaux ; le mari est obligé de restituer ces biens et la femme en reprend l'administration et la jouissance ; mais remarquons que ces biens ne perdent pas pour cela leur caractère de biens dotaux ; ils restent inaliénables après la séparation de biens comme ils l'étaient avant, et les revenus des biens dotaux qui désormais appartiennent à la femme, et non plus au mari, conservent leur destination légitime, qui est de subvenir aux charges du mariage ; il faut alors admettre que ces revenus conservent aux mains de la femme le caractère d'inaliénabilité qu'ils possédaient avant la séparation de biens ; ils sont donc toujours incessibles et insaisissables entre les mains de la femme, dans la même mesure où ils l'étaient aux mains du mari, c'est-à-dire dans la proportion où ils sont nécessaires pour subvenir aux charges du mariage, et la femme ne peut disposer, pour ses besoins personnels, que de l'excédant de ces revenus dotaux, une fois qu'elle a pourvu à

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, p. 123, n. 1795 et p. 388, n. 2085. TROPLONG. *C. de M.* 4, n. 3130 à 3133, p. 160 et ss. AUBRY et RAU. V, § 538, p. 609.

l'entretien du ménage. — Ainsi, cet excédant des revenus demeure de libre disposition aux mains de la femme, comme il l'était avant la séparation aux mains du mari. La jurisprudence n'admet pas une solution aussi générale (1), elle a imaginé une distinction qui est très vivement critiquée par les jurisconsultes : on admet bien le principe que nous venons d'énoncer, savoir que désormais, après la séparation de biens, la femme peut librement disposer de la portion de ses revenus dotaux qui n'est plus nécessaire pour subvenir aux charges du mariage, *mais on n'admet ce principe que pour l'avenir ; seuls, les créanciers que la femme se sera donnés par des engagements postérieurs au jugement de séparation de biens* pourront saisir cette partie disponible des revenus de la dot ; *au contraire, ceux qui seraient devenus créanciers personnels de la femme par des engagements de celle-ci antérieurs au jugement de séparation de biens*, ne pourraient pas, après la séparation de biens, saisir cet excédant disponible des revenus dotaux, pour se payer de ce qui leur est dû.

Pourquoi la jurisprudence admet-elle cette décision à l'égard des créanciers personnels de la femme antérieurs au jugement de séparation de biens ? Les fruits et revenus échus depuis la séparation participent, dit-on, de l'inaliénabilité des immeubles dotaux : or, l'inaliénabilité des biens dotaux subsiste après la séparation, comme elle subsiste même après la dissolution du mariage, en ce sens que, même à ce moment là, on ne pourrait pas aliéner les biens dotaux pour l'exécution d'obligations contractées pendant le mariage. Donc, si l'immeuble dotal, quoique devenu disponible aux mains de la femme après la dissolution du mariage, ne répond cependant pas des engagements qu'elle a contractés avant cette dissolution, de même

(1) Cassation, 7 juin 1864 (Dalloz, 64. 1. 201) et cassation, 14 août 1883 (D. 84. 7. 334).

le superflu du revenu, bien que disponible aux mains de la femme après la séparation de biens, ne doit pas davantage répondre des engagements qu'elle a contractés auparavant. Les fruits et revenus ne pourraient donc être saisis, même partiellement, pour l'exécution des obligations consenties par la femme antérieurement à la séparation de biens ! On ajoute qu'à l'époque où la femme s'est obligée, c'est-à-dire avant la séparation, les fruits appartenaient exclusivement au mari ; la femme n'y pouvait donc prétendre aucun droit et ne pouvait alors les engager ; les obligations qu'elle a contractées avant la séparation de biens ne pourraient donc pas, après la séparation, s'exécuter sur la partie des revenus dotaux devenus disponibles entre les mains de la femme ; elles ne pourraient s'exécuter que sur ses biens paraphernaux.

Tels sont les principaux arguments que l'on donne à l'appui de cette doctrine. L'assimilation que l'on cherche à établir entre l'hypothèse qui nous occupe et la question de l'impossibilité d'aliéner les biens dotaux après le mariage, pour l'exécution d'obligations contractées par la femme pendant le mariage, nous paraît être complètement inexacte. Il est facile de comprendre que, si l'engagement antérieur à la dissolution ne peut s'exécuter sur le bien dotal même après la dissolution, c'est parce que ce bien était inaliénable à l'époque où l'engagement s'est formé, et qu'il reste inaliénable après le mariage pour l'exécution d'une obligation contractée au moment où il était inaliénable. Si l'on n'avait pas admis cette conséquence, le principe de l'inaliénabilité eût été trop facilement violé. Mais dans notre hypothèse, la situation est complètement différente ; il s'agit de faire exécuter un engagement contracté pendant le mariage, avant la séparation de biens, sur un bien qui est et qui a toujours été pleinement disponible et aliénable ; on sait en effet que l'excédent des revenus dotaux, qui reste libre une fois qu'on a fait face aux charges

du mariage, était aliénable avant la séparation et demeure aliénable aux mains de la femme après la séparation. Ainsi, les immeubles dotaux ont toujours été indisponibles avant la dissolution du mariage, au lieu que cet excédent des revenus a toujours été disponible même avant la séparation de biens. Il n'y a donc, croyons-nous, aucune assimilation possible entre ces deux hypothèses complètement différentes l'une de l'autre. Nous supposons, bien entendu, que la femme s'est valablement et régulièrement obligée pendant le mariage ; or, ne peut-on pas dire que toute personne valablement obligée est contraignable sur tous les biens libres qui lui appartiennent ? Pourquoi donc cet engagement valable et régulier contracté par la femme avant la séparation de biens ne pourrait-il pas s'exécuter sur l'excédent des revenus devenu libre une fois qu'il a été pourvu aux besoins du ménage, c'est-à-dire sur une valeur qui a toujours été reconnue pleinement libre ? C'est, dit-on, parce qu'au jour où l'engagement a été contracté par la femme, le bien sur lequel nous voulons faire exécuter cet engagement, c'est-à-dire la portion disponible des revenus dotaux, n'appartenait pas à la femme, mais au mari qui seul à ce moment pouvait en disposer ! A cela nous répondons qu'il n'est pas vrai tout d'abord de dire que le bien sur lequel nous voulons faire exécuter l'engagement personnel que la femme a pris antérieurement à la séparation de biens, ait jamais été la propriété du mari ; les seuls biens qui aient appartenu au mari sont les revenus échus avant la séparation ; or, il ne s'agit ici que de faire exécuter l'engagement sur des revenus qui écherront après la séparation de biens, c'est-à-dire sur des biens qui n'auront jamais été la propriété du mari et qui auront au contraire toujours appartenu à la femme. En supposant même d'ailleurs, qu'avant d'appartenir à la femme, ces revenus dotaux aient appartenu au mari, le seul fait qu'ils sont devenus la propriété de la femme suffit à permettre aux

créanciers de saisir ces revenus ; quand on s'oblige, on oblige le sien, dit en effet l'article 2092 du Code civil, et on s'oblige, non pas seulement sur ses biens présents, mais aussi sur ses biens à venir (2092).

Nous reconnaissons volontiers qu'au moment où la femme s'est obligée, c'est-à-dire avant la séparation de biens, son obligation ne pouvait pas être exécutée sur les fruits de sa dot, parce que ces fruits ne lui appartenaient pas et étaient alors la propriété du mari. Mais après la séparation de biens la femme devient propriétaire des revenus de la dot ; tous les fruits qui écherront à partir de ce moment lui appartiendront ; sans doute, ils ne lui appartiendront qu'à charge pour elle de les employer à subvenir aux besoins du ménage, mais nous savons que l'excédant de ces revenus, qui subsiste une fois qu'elle a rempli cette obligation, est cessible, aliénable et saisissable entre ses mains et que la femme peut en disposer librement pour ses besoins personnels ; ce sont donc des biens disponibles qui lui adviennent à la suite de son engagement, et comme elle s'est obligée comme on s'oblige toujours, c'est-à-dire sur ses biens à venir, aussi bien que sur ses biens présents, ses créanciers antérieurs à la séparation de biens peuvent certainement poursuivre ce qui leur est dû sur cet excédant des revenus dotaux devenu libre entre ses mains après la séparation de biens. Voyons d'ailleurs à quelles conséquences aboutit la solution contraire ? La femme, après la séparation de biens, va pouvoir disposer librement pour ses besoins personnels, de cette partie de ses revenus dotaux qui demeure libre entre ses mains ; elle va pouvoir les dissiper en achetant des objets de luxe, en faisant des aumônes, ou bien les dépenser en plaisir de toutes sortes, comme le fait très justement remarquer M. Troplong, et on ne va pas lui permettre de se servir de ce superflu de ses revenus dotaux, pour payer des dettes que nous supposons sérieuses et

contractées de bonne foi, et cela, par la seule raison que ces dettes ont été contractées avant la séparation de biens. C'est là, suivant nous, une solution profondément immorale, et comme elle nous paraît ne reposer sur aucun argument sérieux, nous n'hésitons pas à la rejeter et à admettre que les créanciers de la femme, antérieurs à la séparation de biens peuvent, aussi bien que les créanciers porteurs de titres postérieurs à cette époque, saisir, après la séparation de biens, les revenus dotaux dans la mesure où ils ne sont plus nécessaires pour subvenir aux charges du mariage. La jurisprudence, au contraire, comme nous l'avons dit, admet que les créanciers antérieurs à la séparation de biens, ne peuvent pas saisir, après la séparation, l'excédant des revenus dotaux qui demeure libre entre les mains de la femme, quand celle-ci a fait face aux dépenses du ménage, et que les créanciers postérieurs à la séparation peuvent seuls saisir cet excédant des revenus de la dot. Cette jurisprudence résulte de nombreux arrêts et en particulier d'un arrêt de la Cour de Cassation (toutes chambres réunies) du 7 juin 1864, et aussi d'un arrêt de la Cour de Cassation du 14 août 1883, que nous avons déjà cités plus haut (1). On peut cependant citer quelques arrêts dans le sens de la solution que nous avons proposée, et en particulier un arrêt de la Cour de Paris du 7 mars 1851 (2). L'opinion de la jurisprudence est également partagée, parmi les auteurs, par MM. Aubry et Rau et par M. Guillouard (3).

Mais tout le monde admet que, lorsque la séparation de

(1) Cassation 7 juin 1864 (Dalloz 64.1.201), et cassation, 14 août 1883 (Dalloz. 84.1.334).

(2) Paris, 7 mars 1851. (Dalloz 51.2.195).

(3) GUILLOUARD. *C. de M.* 4. n. 2084, p. 386 et ss. — AUBRY et RAU. V, § 538 p. 609, note 16. et dans notre sens : V. TROPLONG. *C. de M.* 4, n. 3301 à 3311, p. 393 et ss. — MARCADÉ. VI, sous l'article 1554, n. 4, p. 53 et 54.

biens a été prononcée, la femme dotale peut disposer librement pour l'avenir de la portion des revenus dotaux qui excède les besoins du ménage, et que ses créanciers postérieurs à la séparation peuvent saisir cette portion de ses revenus dotaux ; la séparation de biens transfère en effet à la femme l'administration et la jouissance de la dot, et lui transfère en même temps tous les pouvoirs, droits et obligations, qui appartenaient au mari sur les revenus avant la séparation de biens (1).

§ 3^e Droits de la femme sur les revenus des biens dotaux après la dissolution du mariage, et droits de ses créanciers antérieurs à la dissolution du mariage sur ces mêmes revenus après la dissolution du mariage.

Quand le mariage est dissous, les biens dotaux gardent encore leur caractère antérieur, et le principe de l'inaliénabilité leur reste applicable en ce sens qu'ils ne peuvent, même après le mariage, être aliénés pour exécuter un engagement pris pendant le mariage, même après la séparation de biens. C'est la conséquence et la sanction nécessaires du principe de l'inaliénabilité des biens dotaux. Mais pour l'avenir, les biens de la femme cessent d'être dotaux après la dissolution du mariage ; la femme va donc pouvoir désormais les engager librement : à plus forte raison, par conséquent, peut-elle aussi, à partir de ce moment, engager tous les revenus que ces biens vont produire ; ces revenus n'ont plus, après la dissolution du mariage, aucun caractère d'inaliénabilité pour l'avenir.

Mais que deviennent les obligations contractées par la femme pendant le mariage, soit avant, soit depuis la séparation de biens ? Les créanciers personnels de la femme, antérieurs à la dissolution du mariage, et en particulier les

(1) Cassation. 27 avril 1880. (Dalloz. 80.1.431).

créanciers antérieurs à la séparation de biens qui, comme nous l'avons admis, peuvent, après la séparation, saisir l'excédant des revenus dotaux, peuvent-ils encore saisir cet excédant après la dissolution du mariage ? Nous croyons ici, avec M. Guillouard, que ces créanciers de la femme, antérieurs à la dissolution du mariage, en vertu d'obligations contractées par la femme, soit avant, soit depuis la séparation de biens, n'auront, après la dissolution du mariage, aucune action sur aucune partie des revenus de la dot, pas même sur celle qui excéderait les besoins du ménage : (nous ne voulons pas dire par là bien entendu qu'ils ne pourront jamais être payés ; ils pourront en effet toujours saisir les paraphernaux de la femme, qui ont toujours été disponibles, ainsi que les revenus de ces paraphernaux ; ils pourront également saisir tous les biens que la femme acquerra désormais après la dissolution du mariage et qui n'auront jamais été dotaux). La solution que nous proposons ici peut paraître quelque peu singulière, à côté de celle que nous avons admise plus haut, savoir qu'après la séparation de biens la femme peut disposer librement de la portion de ses revenus qui excède les besoins du ménage et que ses créanciers, même antérieurs à la séparation de biens, peuvent saisir après cette séparation cette portion de ses revenus ! Il peut paraître peu logique que nous prétendions que cette portion saisissable pendant le mariage par les créanciers personnels de la femme cesse d'être saisissable par ces mêmes créanciers à un moment où toute la dot, en capital et revenus, redevient aliénable ! Nous allons chercher à démontrer que cette solution n'est cependant pas aussi illogique qu'elle le paraît au premier abord :

Le jour où le mariage se dissout, on ne peut plus distinguer, parmi les revenus, une portion saisissable et une portion insaisissable ; ils sont désormais complètement saisissables pour l'avenir ; mais, pour le passé, il faut les

déclarer à ce moment, ou bien saisissables, ou bien insaisissables pour la totalité ; or, à ce point de vue et à ce moment, il nous semble beaucoup plus juste de déclarer les revenus insaisissables pour la totalité. Pendant la séparation de biens, la femme, comme nous l'avons vu, a très bien pu engager, tant qu'a duré son administration, la portion des revenus dotaux non nécessaires pour subvenir aux charges du mariage ; aussi, dès que les revenus de cette catégorie sont échus, ils sont immédiatement devenus le gage des créanciers personnels de la femme, et dès ce moment, ceux-ci ont toujours pu les saisir, parce qu'ils y ont eu alors un droit acquis, auquel la dissolution du mariage elle-même n'aurait pas pu porter atteinte. Au contraire, quand survient la dissolution du mariage, la dot doit à ce moment se retrouver intacte, libre de tout engagement antérieur ; la femme n'a pu engager la portion saisissable de ses revenus que pour la durée de son administration, mais elle n'a pas pu engager sa dot au delà de cette portion. Seuls, les revenus échus au moment de la dissolution du mariage répondront donc des engagements contractés par la femme antérieurement à la dissolution du mariage, dans la mesure où ils étaient saisissables pendant le mariage ; mais les revenus non échus, c'est-à-dire ceux qui sont à échoir à partir de la dissolution du mariage, ne répondront pas des obligations antérieures, car la dot doit à ce moment se retrouver, entre les mains de la femme, intacte et libre de tout engagement antérieur (1). La situation des créanciers nés avant la dissolution du mariage est donc beaucoup plus défavorable après cette dissolution que pendant le cours du mariage (2).

(1) Caen, 21 avril 1875, (Dalloz 77.2.73).

(2) GUILLOUARD. *C. de M.* 4. n. 2086, p. 389. — AUBRY et RAU, V, § 539, p. 623 et 624 note 20.

SECTION IV. DES CONSÉQUENCES DU PRINCIPE DE L'INALIÉNABILITÉ DES REVENUS DES BIENS DOTAUX. DES EXCEPTIONS QU'IL COMPORTE, ET COMMENT, MÊME DANS LES HYPOTHÈSES EXCEPTIONNELLES OU LES BIENS DOTAUX SONT ALIÉNABLES, LE DROIT DE JOUISSANCE DU MARI SUR LA DOT DOIT EN PRINCIPE ÊTRE TOUJOURS RESPECTÉ.

§ 1^{er}. Des conséquences du principe de l'inaliénabilité des revenus des biens dotaux.

Nous croyons avoir suffisamment démontré que, pour que le principe de l'inaliénabilité des biens dotaux produise tous les résultats et tous les avantages que le législateur a eu en vue en l'édictant, il faut nécessairement admettre qu'il s'applique, dans la mesure que nous avons dite, aux revenus des biens dotaux.

Ainsi, d'une façon générale, les revenus des biens dotaux sont en principe inaliénables et insaisissables, dans la mesure où ils sont nécessaires pour subvenir aux charges du mariage. Examinons quelques-unes des conséquences de ce principe.

Les biens dotaux ne sont pas seulement inaliénables et insaisissables ; nous savons qu'on ne peut constituer sur le fonds dotal aucun droit réel qui puisse aboutir à une aliénation partielle ; par conséquent, le fonds dotal ne peut pas être hypothéqué et on ne peut le grever d'aucune servitude, si ce n'est des servitudes légales. Il faut donc décider qu'on ne peut constituer aucun droit d'usufruit sur le fonds dotal ; ce serait d'abord une aliénation partielle de ce fonds ; en outre, ce serait une atteinte portée au droit de jouissance du mari sur la dot et un obstacle apporté à la destination que la loi a donnée aux revenus dotaux ; la constitution d'un droit d'usufruit sur le

fonds dotal est donc doublement prohibée par l'art. 1554 (1).

Si pendant le mariage, un immeuble dotal avait été aliéné malgré la disposition de l'article 1544 par la femme ou par le mari, cette aliénation serait nulle ou plutôt annulable, et les époux auraient une action en nullité pour la faire tomber.

Nous avons à nous demander quels sont, au point de vue des fruits de la dot, les effets de cette action en nullité ? Le premier effet de cette action est évidemment la restitution qui est faite à la femme, du fonds dotal indûment aliéné. Mais il peut arriver qu'entre le moment où l'aliénation a eu lieu et celui où elle est révoquée, il se soit écoulé un certain temps et que par conséquent l'acquéreur ait eu, pendant ce temps, la jouissance de l'immeuble vendu. Il sera obligé de restituer l'immeuble, mais sera-t-il tenu de restituer les fruits de cet immeuble et, parmi eux, la valeur de ceux même qu'il a perçus et consommés ? On s'accorde en général à reconnaître que la restitution des fruits par l'acquéreur est soumise aux principes de l'article 549 relatifs au possesseur de bonne ou de mauvaise foi : « le simple possesseur ne fait les fruits siens que lorsqu'il possède de bonne foi ; dans le cas contraire, il est tenu de rendre les produits avec la chose au propriétaire qui la revendique ». Tels sont les termes de l'article 549, que nous croyons devoir appliquer ici. Si donc l'acquéreur a été de bonne foi, c'est-à-dire s'il a ignoré que l'immeuble était dotal (et sa bonne foi doit être présumée), il fait les fruits siens jusqu'au jour de la demande en nullité formée contre lui. Tous les fruits qu'il aura perçus jusqu'à cette demande lui appartiendront, alors même qu'il ne les aurait pas encore consommés ; il ne devra donc restituer que ceux qu'il percevra à partir du jour de cette demande : il est en effet averti, à partir de ce

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, n. 1855, p. 179.

moment, que son titre d'acquisition peut n'être pas valable, qu'il a pu être victime d'une erreur ; il doit donc mettre de côté tous les fruits qu'il percevra pour les restituer en même temps que l'immeuble dotal (1).

Si au contraire l'acquéreur a été de mauvaise foi (et sa mauvaise foi doit être démontrée contre lui), il devra la restitution des fruits à compter du jour de son entrée en jouissance, il devra donc restituer aussi la valeur des fruits consommés. Ajoutons cependant que, s'il avait payé son prix ou les intérêts de son prix, il y aurait lieu de déduire ces intérêts de la somme représentant les fruits qu'il est obligé de restituer, et qu'il pourrait s'établir à cet égard une compensation. MM. Aubry et Rau adoptent une distinction singulière : ils reconnaissent que, si c'est le mari qui intente l'action en nullité, l'acquéreur doit bien restituer les fruits à partir du jour de son entrée en jouissance, s'il est de mauvaise foi, parce que le mari a droit pendant le mariage aux revenus de la dot et qu'on ne peut pas le priver arbitrairement de ces revenus. Mais ils prétendent qu'il n'en est pas de même si la demande en restitution est formée par la femme ou par ses héritiers, et que l'acquéreur de mauvaise foi ne doit alors la restitution des fruits qu'à partir du jour de la cessation de l'usufruit du mari, et cela, parce que si le mari n'a pas intenté lui-même cette action, il est censé avoir voulu renoncer à son droit d'usufruit sur le bien dotal aliéné. Nous ne croyons pas devoir admettre cette distinction, car nous pensons que le mari ne peut pas renoncer à son droit d'usufruit sur les biens dotaux, puisque les fruits lui sont donnés avec la destination de subvenir aux charges du mariage et sont, dans ce but, inaliénables. Dans tous les cas, d'ailleurs, l'acquéreur étant de mauvaise foi, n'a pas pu faire les fruits siens, conformément aux dispositions de

(1) Pau, 27 juin 1867. (Dalloz. 68.2.237).

l'article 549. Nous déciderons donc que, dans tous les cas, aussi bien lorsque l'action est intentée par la femme ou par ses héritiers que lors qu'elle est intentée par le mari, l'acquéreur de mauvaise foi doit restituer tous les fruits à compter du jour de son entrée en jouissance (1).

§ 2. Des exceptions au principe de l'inaliénabilité des biens dotaux et comment, même dans les hypothèses exceptionnelles où les biens dotaux sont aliénables, le droit de jouissance du mari sur la dot, doit toujours en principe être respecté.

Les biens dotaux, qui sont en principe inaliénables, peuvent cependant devenir aliénables dans certaines hypothèques limitativement énumérées par la loi ; il est en effet dans certains cas de l'intérêt même de la femme et de la famille que la dot puisse être aliénée ; on peut avoir besoin d'argent, par exemple pour l'établissement des enfants, ou bien pour faire de grosses réparations indispensables sur un point quelconque de l'immeuble dotal... Dans ces divers cas, il était utile de permettre à la femme de vendre tout ou partie de ses biens dotaux pour se procurer de l'argent. Aussi la loi lui a-t-elle donné cette autorisation ; mais elle a pris soin de déterminer d'avance, dans les articles 1555 à 1559, les diverses hypothèses dans lesquelles la dot pourrait alors être aliénée. Mais il est clair que si la femme vient à vendre un immeuble dotal dont elle avait apporté la jouissance à son mari, elle va priver celui-ci de cette jouissance et lui retirer la libre disposition des revenus de cet immeuble. Or, nous savons que ces revenus lui ont été donnés pour subvenir aux

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, n. 1916, p. 237. — AUBRY et RAU, V. § 537, p. 570, tete et note 45. — TROPLONG. *C. de M.* 4, n. 3559. p. 664.

charges du mariage et qu'on ne peut pas les lui retirer arbitrairement ; nous savons même que le mari ne peut pas, en principe, renoncer à son droit d'usufruit dotal. Nous croyons donc que, même dans ces hypothèses exceptionnelles où les biens dotaux peuvent être aliénés, le droit de jouissance du mari devra en général être respecté, c'est-à-dire qu'on ne pourra se passer de son consentement, même dans ces cas, pour porter atteinte à son droit de jouissance, et qu'à défaut de son autorisation et même avec l'autorisation de justice, la femme ne pourra jamais vendre que la nu-propriété des biens dotaux, de façon à conserver toujours intact le droit du mari sur les fruits de ces biens. Nous disons qu'il en est ainsi en principe : nous verrons cependant qu'il y a aussi quelques exceptions à ce principe. Nous voulons pas dire non plus par là que le mari, lui, ne puisse pas dans ces divers cas, renoncer à son usufruit dotal. Nous savons qu'en général, il ne peut pas en effet renoncer à son droit d'usufruit sur les biens dotaux ; mais nous croyons qu'il peut le faire dans ces hypothèses exceptionnelles que nous allons passer en revue, parce que, dans ces hypothèses, c'est précisément dans l'intérêt des besoins du ménage que la dot est aliénable ; nous croyons même que la seule autorisation qu'il donne à sa femme d'aliéner la dot, dans ces divers cas, emporte une renonciation de sa part à son droit de jouissance sur le bien dotal dont il autorise la vente.

Le principe de l'insaisissabilité des biens dotaux fléchit tout d'abord dans une hypothèse qui n'est pas visée spécialement par les articles 1555 et suivants du Code civil, mais dans laquelle la saisissabilité des biens dotaux doit forcément être admise en vertu des principes généraux du droit ; nous voulons parler des *droits des créanciers de la femme antérieurs au contrat de mariage sur les biens dotaux pendant le mariage* ; nous allons voir que les créanciers de la femme, antérieurs au contrat de ma-

riage, ont incontestablement le droit de saisir les biens que la femme s'est constitués en dot, parce que ces biens constituaient leur gage et qu'on n'a pas pu le leur enlever. Nous aurons à nous demander s'ils ne devront pas alors, dans certains cas au moins, respecter le droit de jouissance du mari sur les biens dotaux.

Pour la clarté de nos explications, nous ferons plusieurs distinctions : Tout d'abord, les biens dotaux qui ont été constitués en dot par des tiers (ascendants de la femme ou étrangers) échappent évidemment au droit de gage des créanciers de la femme antérieurs au contrat de mariage : ils sont en effet entrés dans le patrimoine de la femme, frappés de dotalité et par conséquent d'insaisissabilité ; les créanciers de la femme antérieurs au contrat de mariage n'ont donc jamais eu aucun droit de gage sur ces biens là ; ils ne pourront donc pas les saisir pendant le mariage. Dans cette première hypothèse, le droit du mari sur les revenus de ces biens là sera donc toujours forcément respecté par les créanciers de la femme antérieurs au contrat de mariage (1).

Nous devons donc nous occuper exclusivement des biens qui appartenaient à la femme avant le contrat de mariage et qu'elle s'est elle-même constitués en dot dans son contrat :

Il est clair que s'il s'agit de créanciers privilégiés ou hypothécaires, ils pourront poursuivre la pleine propriété des biens dotaux qui étaient grevés à leur profit d'un droit réel de privilège ou d'hypothèque : ils n'auront donc pas alors à respecter le droit d'usufruit du mari sur ces biens là, car le droit réel qui leur a été consenti fait obstacle à l'efficacité de tout ce que le propriétaire, leur débiteur, a pu consentir à leur préjudice sur ces biens.

Ajoutons encore qu'alors même qu'il ne s'agirait point

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, n. 2079, p. 380.

de créanciers hypothécaires, si le créancier de la femme antérieur au contrat de mariage pouvait faire la preuve que la constitution de dot a été faite par la femme *en fraude de ses droits*, il pourrait, en vertu de l'article 1167, ne tenir aucun compte de l'inaliénabilité du bien constitué et le saisir malgré cette inaliénabilité ; remarquons toutefois que la constitution de dot est en général considérée, par rapport au mari, comme un acte à titre onéreux, et non pas comme un acte à titre gratuit, et que, par conséquent, il faudrait, pour que ce créancier pût saisir la pleine propriété du bien ainsi constitué en fraude de ses droits et porter ainsi atteinte au droit du mari sur les fruits de ce bien dotal, qu'il prouvât que le mari a participé à la fraude et qu'il en a eu connaissance. A défaut de cette preuve, il ne pourra saisir que la nu-propriété du bien dotal et il devra alors respecter le droit du mari sur les fruits et revenus de ce bien.

Supposons maintenant qu'il s'agisse d'immeubles non hypothéqués à la dette de la femme antérieure au contrat de mariage, et qui aient été constitués en dot par la femme elle-même, mais sans fraude des droits de ses créanciers antérieurs : ici encore, nous sommes obligés de faire des distinctions.

Quand la constitution de dot est universelle ou à titre universel, il est certain que les créanciers de la femme antérieurs au contrats de mariage ont action sur la pleine propriété des biens dotaux pendant le mariage et qu'ils ne sont alors nullement obligés de respecter le droit du mari sur les revenus des biens dotaux ; en effet, toute universalité ou tout ensemble de biens reste tenu du passif qui grevait ces biens (*non sunt bona nisi deducto aere alieno*) ; le mari qui acquiert un droit de jouissance sur cet ensemble des biens de la femme doit donc être soumis à la règle générale, c'est-à-dire qu'il ne peut empêcher les créanciers de la femme de se payer sur cet ensemble

de biens, même aux dépens de son droit d'usufruit dotal. Il n'y a, dans ce cas, de vraiment dotaux, parmi ces biens, et de vraiment soumis au droit de jouissance du mari, que ceux qui subsistent après l'acquittement des dettes. Cet ensemble de biens constituait en effet le gage des créanciers de la femme; il serait inadmissible que l'on pût porter atteinte à leur droit de gage général, même dans l'intérêt de la dot et de la famille; dans cette hypothèse, ils n'auront donc point à respecter le droit du mari sur les revenus des biens dotaux.

Supposons au contraire que la constitution de dot porte sur certains biens déterminés de la femme, c'est-à-dire sur un ou plusieurs immeubles constitués par elle individuellement et à titre particulier; les créanciers de la femme, antérieurs au contrat de mariage, ont-ils encore des droits sur ces biens pendant le mariage? Et ne devront-ils pas au moins respecter alors les droits du mari sur les revenus dotaux? Marcadé prétend qu'ils n'ont aucun droit sur les biens dotaux constitués à titre particulier, pas plus sur la nu-propriété que sur l'usufruit. Cet éminent jurisconsulte soutient que, dans le patrimoine de la femme, il n'y a que les paraphernaux qui restent libres et qui forment le gage de ses créanciers; quant aux biens dotaux, ils seraient soustraits au droit de disposition de la femme et seraient absolument dans la même situation, au point de vue des créanciers de la femme, que s'il s'agissait des biens d'un tiers. Quand la femme, en se constituant en dot un immeuble sous le régime dotal, le fait ainsi passer de son patrimoine aliénable dans son patrimoine inaliénable, elle fait la même chose que si elle le vendait à un tiers. Si son créancier n'a aucune hypothèque sur cet immeuble, il ne peut pas le suivre hors du patrimoine de la femme, hormis le cas de fraude, car il ne peut suivre qu'une universalité; il perd donc complètement son droit de gage sur le bien que la femme se constitue en

dot à titre particulier, et il ne peut le saisir, ni pour la nu-propriété, ni pour l'usufruit, pas plus qu'il ne pourrait le saisir si la femme l'avait vendu à un tiers au lieu de se le constituer en dot (1).

D'autres auteurs prétendent au contraire que les créanciers dont nous parlons ont le droit de saisir la pleine propriété des biens dotaux constitués à titre particulier, comme s'il s'agissait d'une constitution de dot universelle, sans avoir aucunement à respecter le droit d'usufruit du mari. On fait remarquer, à l'appui de cette théorie, que la loi ne dit nulle part que le mari ait l'usufruit des biens dotaux ; il recueille bien les fruits de la dot pour supporter les charges du mariage, mais il n'est pas un véritable usufruitier ; et s'il n'est pas un véritable usufruitier, le droit de propriété de la femme sur l'immeuble est resté intact après la constitution de dot ; aucune parcelle n'a été détachée de ce droit de propriété ; les droits des créanciers de la femme sur cet immeuble n'ont donc subi aucune atteinte, et ces créanciers gardent leur droit de poursuite sur la totalité du bien que la femme s'est constitué en dot ; la femme a pu rendre ce bien inaliénable pour l'avenir, mais elle n'a pas pu le soustraire pour le passé au gage de ses créanciers.

Nous pensons qu'il faut admettre un système intermédiaire, aux termes duquel on reconnaît aux créanciers le droit de poursuivre la nu-propriété du bien constitué en dot à titre particulier, en les obligeant à respecter le droit de jouissance du mari sur ce bien dotal. Le raisonnement qui consiste à assimiler le fait d'avoir rendu inaliénable l'immeuble constitué en dot au fait de l'avoir vendu à un tiers, nous semble pas exact ; la constitution de dot a bien rendu l'immeuble inaliénable, mais il s'agit de savoir dans quelle mesure elle a pu le rendre inaliénable ; or, elle a pu sans doute le rendre inaliénable pour l'avenir, mais nous

(1) MARCADÉ, VI, sous l'article 1558, n. III, p. 72.

ne croyons pas que la femme ait pu arbitrairement et par sa seule volonté soustraire ce bien à des créanciers du jour au lendemain, en en stipulant l'inaliénabilité ; dès l'instant qu'elle en garde la propriété, ce bien est toujours le gage de ses créanciers qui n'ont donc pas à tenir compte de l'inaliénabilité. Toutefois, il ne faut pas oublier qu'il est intervenu entre le mari et la femme un contrat ; que, de ce contrat, sont nés des droits au profit du mari, et en particulier celui de jouir des biens constitués à charge seulement de subvenir aux besoins du ménage ; il importe peu que ce droit soit ou non un usufruit véritable ; ce qui est certain, c'est qu'il y a là comme si c'était un usufruit, un démembrement du droit de propriété de la femme sur l'immeuble dotal ; c'est une aliénation partielle que celle-ci a faite au profit de son mari ; le droit de jouissance qu'elle a conféré à son mari sur cet immeuble est donc réellement sorti de son patrimoine ; or, elle avait le droit d'aliéner complètement son bien déterminé sans que ces créanciers eussent le droit de suivre ce bien hors de son patrimoine, hormis le cas de fraude ou d'hypothèque, puisque les créanciers chirographaires n'ont de gage que sur l'universalité des biens et non sur un bien particulier ; elle a donc pu, à plus forte raison, céder l'usufruit de ce même bien sans que ses créanciers puissent y trouver à redire. Or, elle n'a point fait autre chose, en se constituant un bien déterminé en dot, elle en a donné la jouissance à son mari ; ses créanciers personnels doivent donc respecter cette aliénation partielle, d'autant plus respectable d'ailleurs que ce droit de jouissance a été donné au mari dans un but essentiellement intéressant, qui est le soutien des charges du mariage.

Voyons aussi en deux mots quels sont les droits des créanciers de celui qui a constitué la dot, quand celui-ci est, non pas la femme, mais un tiers. Ils ont action sur les immeubles constitués en dot par leur débiteur, tout d'abord

quand il s'agit d'une constitution universelle, ou bien s'ils avaient une hypothèque sur l'immeuble constitué, ou enfin si la constitution de dot à titre particulier a été frauduleuse. Toutefois, même dans ce cas de fraude, le créancier ne pourra saisir que la nu-propriété du bien constitué à titre particulier, à moins de démontrer que le mari a été complice de la fraude, auquel cas le créancier n'aurait pas alors à respecter le droit du mari sur les revenus. Hormis le cas de fraude ou d'hypothèque, le créancier du constituant n'a aucun droit sur l'immeuble constitué à titre particulier au profit de la femme, car cet immeuble est régulièrement sorti du patrimoine de son débiteur et il n'a de gage que sur l'universalité (1).

Ajoutons encore, pour terminer cette question des droits des créanciers de la femme antérieurs au contrat de mariage sur les biens dotaux pendant le mariage, qu'il n'y a absolument que les créanciers de la femme *antérieurs au contrat de mariage* (créances ayant date certaine avant ce contrat), qui puissent poursuivre les biens dotaux pendant le mariage et porter atteinte au droit de jouissance du mari sur les biens dotaux dans les conditions que nous avons déterminées ; nous disons « les *créanciers antérieurs au contrat de mariage*, et non pas les *créanciers antérieurs au mariage* ». Par conséquent les dettes que la femme auraient contractées dans l'intervalle entre le contrat de mariage et le mariage n'auraient aucune suite sur les biens dotaux et ne porteraient aucune atteinte au droit de jouissance du mari, même s'il s'agissait d'une constitution de dot universelle. Il ne peut pas en effet être permis à la femme de rendre inutile sa cons-

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, n. 2074 à 2079, p. 375. — AUBRY et RAU, V, § 538, p. 606, texte et note 8. — TROPLONG. *C. de M.* 4, n. 3461 à 3464, p. 573. — BAUDRY-LACANTINERIE, 3, p. 246, n. 385 *bis*.

titution de dot en faisant des dettes après le contrat et avant la célébration du mariage ; la bonne foi du mari serait ainsi surprise : or nous savons qu'il a droit aux revenus pour subvenir aux charges du mariage ; on ne peut donc pas le priver arbitrairement de ce droit aux revenus dotaux. L'article 1558 est d'ailleurs très formel dans ce sens à propos d'une hypothèse assez analogue à celle que nous examinons ; il dispose que l'immeuble dotal peut être aliéné pour payer les dettes de la femme ou du constituant, lorsque ces dettes ont une date antérieure *au contrat de mariage* ; sans doute il n'en est pas de même, aux termes de l'article 1409, pour la communauté qui est obligée de supporter toutes les dettes contractées par la femme avant le mariage ; mais la situation est tout à fait différente sous le régime dotal, où il n'y a aucune fusion des droits actifs et passifs des époux et où le mari n'est tenu des dettes que dans certains cas et à cause des biens qui lui sont assignés ; encore une fois, sa bonne foi serait complètement surprise si on admettait le système contraire (1).

Les articles 1555 et 1556 contiennent deux exceptions importantes à la règle de l'inaliénabilité des biens dotaux.

Aux termes de l'article 1555, la femme peut, avec l'autorisation de son mari ou sur son refus avec permission de justice, donner ses biens dotaux pour l'établissement des enfants qu'elle aurait d'un précédent mariage ; mais si elle n'est autorisée que par justice, elle doit réserver la jouissance à son mari ; ainsi, voilà un cas dans lequel il était utile de permettre à la femme d'aliéner sa dot ; la loi le lui permet même avec l'autorisation de justice à défaut de l'autorisation maritale ; mais dans ce dernier cas, c'est-à-dire si le mari refuse son autorisation, elle doit lui réserver la jouissance du bien dotal, c'est-à-dire qu'elle ne

(1) TROPLONG. *C. de M.* 4, n. 3468, p. 580.

peut pas lui enlever son droit sur les revenus ; les revenus dotaux sont en effet donnés au mari pour subvenir aux charges du mariage ; on ne comprendrait pas qu'on pût les lui retirer sans son consentement pour favoriser l'établissement d'un enfant d'un précédent mariage de la femme. Si le mari refuse son autorisation, la femme ne pourra donc aliéner dans ce but que la nu-propriété du bien dotal avec l'autorisation de justice.

S'il s'agit au contraire de l'établissement des enfants communs, l'article 1556 ne permet à la femme d'aliéner ses biens dotaux dans ce but qu'avec l'autorisation de son mari ; l'autorisation de justice ne saurait ici suppléer le consentement du mari ; le législateur a pensé que le refus du mari ne serait jamais injuste, quand il s'agirait de l'établissement des enfants communs. Il est donc certain que dans cette hypothèse également le droit de jouissance du mari sur les biens dotaux ne peut pas lui être enlevé sans son consentement, puisque, sans son autorisation, la femme ne peut même pas aliéner la nu-propriété de sa dot pour l'établissement des enfants communs. Si cependant le mari est absent, ou interdit, ou incapable de donner son autorisation, on admet généralement que la femme peut demander à la justice la permission d'aliéner ses biens dotaux pour l'établissement des enfants communs ; il peut en effet y avoir un intérêt considérable à faire cette aliénation : mais nous croyons alors que la femme ne peut donner dans ce cas, aux enfants communs, ou aliéner dans leur intérêt que la nu-propriété de ses biens dotaux ; en effet, le mari a toujours droit aux revenus des biens dotaux, et la femme ne peut en aucun cas l'en priver sans son consentement. Il est vrai que, sous le régime de la communauté, l'article 1427 autorise la femme à disposer de ses propres pour l'établissement des enfants en cas d'absence du mari et que ce texte ne réserve pas au mari l'usufruit des biens aliénés ; mais ce n'est pas

une raison pour décider la même chose sous le régime dotal, car sous le régime dotal, le droit de jouissance du mari est protégé d'une façon bien plus sérieuse que sous la communauté, à cause de la destination qui est donnée aux revenus dotaux entre les mains du mari et qui est de subvenir aux charges du mariage, destination en vue de laquelle les revenus dotaux sont inaliénables et insaisissables, dans la mesure où ils sont nécessaires pour faire face aux besoins de la famille (1).

L'aliénation des immeubles dotaux est encore autorisée dans des cas assez nombreux prévus par l'article 1558, par exemple pour tirer de prison le mari ou la femme, ou quand cela devient nécessaire pour fournir des aliments à la famille... Dans tous ces divers cas, la loi exige l'autorisation de la justice pour que l'aliénation soit possible ; mais l'autorisation du mari est toujours nécessaire pour que l'on puisse, même dans ces cas, aliéner la jouissance du bien dotal ; sans son consentement, on ne peut aliéner que la nu-propriété ; la raison est toujours la même : les revenus appartiennent au mari, personne ne peut lui en enlever la jouissance malgré lui (2).

Supposons encore que la femme se soit rendue coupable d'un délit ou d'un quasi-délit ; il est certain que ses immeubles dotaux doivent répondre des réparations pécuniaires auxquelles elle peut être condamné et qu'on peut les saisir dans ce but ; cette exception là repose sur un motif d'ordre public ; on ne peut pas en effet, par des conventions privées, soustraire son patrimoine aux conséquences des faits coupables que l'on commet. Mais, faut-il décider alors que les condamnations encourues par la

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, p. 301 et ss. n. 1989 à 1992. — AUBRY et RAU, V, § 537, p. 584, texte et note 103. BAUDRY LACANTINERIE, 3, p. 248 n° 389 et 390.

(2) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, n° 2007, p. 318. — BAUDRY-LACANTINERIE, 3, p. 250, n° 392.

femme ne pourront s'exécuter que sur la nu-propriété des biens dotaux et que le droit de jouissance du mari devra ici encore être respecté ? en droit romain, la maxime constante était qu'il ne pouvait rien être fait au préjudice du l'usufruit du mari sur les biens dotaux, sauf cependant dans certains cas de crimes très graves, dans lesquels on enlevait la dot au mari lui-même par confiscation. Dans notre ancien droit, on était plus sévère dans les pays coutumiers, où les créanciers envers lesquels la femme s'était obligée par son délit ou son quasi-délit, n'étaient jamais obligés de respecter le droit de jouissance du mari sur les biens dotaux. Dans les pays de droit écrit, au contraire, ces mêmes créanciers ne pouvaient porter atteinte au droit du mari sur les revenus dotaux. On admet encore assez généralement aujourd'hui que, si l'obligation délictueuse de la femme de la femme peut se poursuivre sur les biens dotaux, cette exécution ne saurait avoir lieu sur ces biens qu'autant que l'on respectera le droit d'usufruit du mari, sauf cependant s'il était prouvé que le mari a été le complice de sa femme (1). Mais si la femme oblige ses biens dotaux pendant le mariage par ses délits ou quasi-délits, nous savons déjà qu'elle ne les oblige pas par ses contrats ni par ses quasi-contrats, et que, par conséquent, elle ne peut pas non plus, dans cette hypothèse, porter atteinte au droit du mari sur les revenus dotaux.

Nous croyons qu'il n'existe qu'une hypothèse dans laquelle on pourrait poursuivre la pleine propriété des biens dotaux et enlever ainsi au mari son droit de jouissance ; c'est quand il s'agit de poursuivre l'exécution d'une obligation légale ; le trésor, par exemple, poursuivant le paiement des impôts et contributions, pourrait saisir les biens

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, p. 441, n° 2096. — TROPLONG. *C. de M.* 4, p. 415, n° 3319 à 3327. — BAUDRY-LACANTINIERE, 3, p. 245 et 246, n° 384.

dotaux : et même les revenus de ces biens : l'intérêt public exige cette exception au principe que le droit d'usufruit du mari sur les biens dotaux doit toujours être respecté, car une convention privée ne peut pas soustraire toute une catégorie de biens au paiement des impôts (1).

De tous les exemples que nous venons de donner, nous pouvons donc tirer cette conséquence, que le mari, sous le régime dotal, a sur les revenus de la dot un droit absolu qui est protégé d'une façon toute particulière par la loi, puisque, dans aucun cas, on ne peut porter atteinte à ce droit du mari sur les revenus dotaux : sans doute, sous tous les autres régimes matrimoniaux, dans lesquels le mari a l'usufruit des biens de la femme, il n'a cet usufruit, comme sous le régime dotal, que pour faire face aux charges du mariage ; mais la loi a voulu, croyons-nous, assurer cette destination légitime des revenus des biens de la femme d'une façon plus efficace sous le régime dotal que sous toutes les autres conventions matrimoniales.

SECTION V. DES EFFETS SPÉCIAUX DE LA SÉPARATION DE BIENS JUDICIAIRE SOUS LE RÉGIME DOTAL.

L'article 1563 dispose que si la dot est mise en péril, la femme peut poursuivre la séparation de biens, ainsi qu'il est dit aux articles 1443 et suivants.

Ainsi, sous le régime dotal, la femme peut poursuivre la séparation de biens contre son mari, comme elle peut le faire sous tous les autres régimes matrimoniaux ; elle peut la poursuivre quand la dot est mise en péril par le mari, et en particulier quand celui-ci se permet de dissiper les revenus dotaux, au lieu de les employer à subvenir aux

(1) Limoge, 28 mai 1863. (Dalloz, 63. V. 127). — GUILLOUARD. *C. de M.* 4, n° 2097, p. 407.

charges du mariage. L'article 1563 renvoyant aux règles des articles 1443 et suivants, il est clair que les effets de la séparation de biens sous le régime dotal sont en principe les mêmes que ceux de la séparation qui intervient quand les époux sont mariés sous un autre régime matrimonial : aussi, comme nous avons déjà déterminé les effets de la séparation judiciaire sur les revenus des biens des conjoints, nous aurons ici peu de choses à dire ; nous nous contenterons d'énoncer les effets spéciaux de la séparation de biens sur les revenus dotaux, quand les époux étaient mariés sous le régime dotal.

Le premier effet de la séparation de biens est de rendre à la femme l'administration et la jouissance de ses biens dotaux ; par conséquent les revenus de la dot cessent alors d'appartenir au mari pour devenir la propriété exclusive de la femme.

Mais il est bien évident que si le mari a cessé d'avoir la propriété exclusive des revenus dotaux, il a cessé également d'être tenu à lui seul de supporter les charges du mariage ; la femme ne reprend donc la libre disposition de ses revenus qu'à charge de les affecter, comme par le passé, aux besoins de la famille.

Dans quelle mesure, la femme devra-t-elle alors contribuer aux dépenses du ménage ? Les jurisconsultes, ne sont pas d'accord sur la solution de cette question :

Un premier système soutient que la femme doit abandonner pour cet usage la totalité de ses revenus dotaux ; avant la séparation, dit-on, la femme donnait tous ses revenus au mari pour faire face aux charges du mariage. Pourquoi, si, après la séparation de biens, elle reprend la jouissance de sa dot, ne continuerait-elle pas à contribuer à ces charges jusqu'à concurrence de la totalité de ses revenus dotaux ? M. Colmet de Santerre prétend que si l'on réduisait la contribution de la femme à une part proportionnelle n'absorbant pas tous ses revenus, il y aurait là

une grave dérogation aux conventions matrimoniales, dérogation qui n'est autorisée par aucun texte (1).

Nous croyons, au contraire, avec M. Guillouard, qu'il y a précisément un texte qui déroge ici à la règle admise sous le régime dotal, savoir, qu'avant la séparation de biens la femme dotale abandonnait à son mari tous les revenus de sa dot pour supporter les charges du mariage. L'article 1563 en effet renvoie très formellement, pour la séparation de biens qui intervient sous le régime dotal, aux règles posées par les articles 1443 et suivants; il renvoie donc aussi évidemment aux dispositions de l'article 1448. Or nous savons qu'aux termes de ce dernier texte la femme, qui a obtenu la séparation de biens, doit contribuer proportionnellement à ses facultés et à celles de son mari aux dépenses du ménage, et qu'elle doit les supporter entièrement s'il ne reste rien au mari. C'est là une répartition très équitable des dépenses du ménage sur la tête des deux époux, puisque chacun d'eux va contribuer à ces dépenses proportionnellement à ses ressources. — Cette règle doit donc évidemment s'appliquer à la séparation de biens qui intervient sous le régime dotal. Par conséquent, ce n'est plus jusqu'à concurrence de tous ses revenus dotaux que la femme va désormais contribuer aux charges du mariage, elle y contribuera seulement en proportion de ses ressources et de celles de son mari; il n'y aura que dans le cas où le mari ne possédera plus rien qu'elle sera forcée de supporter seule toutes ces charges (2).

La femme séparée de biens, disons-nous, reprend la jouissance de sa dot; mais a-t-elle droit aux intérêts de cette dot depuis le jour où la séparation de biens est prononcée, ou bien depuis le jour de la demande en séparation de biens?

(1) COLMET DE SANTERRE. VI, n° 235 bis II.

(2) GUILLOUARD *C. de M.* 4, n° 2106, p. 419.

Nous verrons qu'aux termes de l'article 1570 les intérêts de la dot courent de plein droit du jour de la dissolution du mariage; faut-il décider, par analogie avec les termes de ce texte, que c'est du jour où la séparation de biens est prononcée, c'est-à-dire du jour où la restitution de la dot est encourue par le mari, que doivent courir de plein droit les intérêts de la dot au profit de la femme? Nous ne le croyons pas. Nous pensons au contraire qu'il faut décider que ces intérêts courent de plein droit, non pas à compter du jugement de séparation de biens, mais à compter du jour de la demande. On sait en effet qu'aux termes de l'article 1445 *in fine*, le jugement de séparation de biens remonte quant à ses effets au jour de la demande; c'est donc à partir du jour de la demande que la femme reprend la jouissance de sa dot; par conséquent c'est à partir de cette époque qu'elle a droit aux fruits et intérêts de ses biens dotaux (1).

SECTION VI. — RESTITUTION DE LA DOT.

Nous n'avons pas à rechercher ici quels sont les cas dans lesquels la dot doit être restituée; nous avons seulement à nous demander ce que deviennent les fruits et les intérêts de la dot au moment de la restitution.

Disons d'abord que le mari, comme un usufruitier ordinaire, doit restituer les biens dont il avait la jouissance dans l'état où ils se trouvent à l'expiration de cette jouissance, non détériorés par son fait ou par sa faute; il ne répond pas des cas fortuits (1566). Mais il n'en serait pas de même si le mari était devenu propriétaire des biens dotaux, ce qui arrive lorsque le mobilier par exemple a été estimé dans le contrat de mariage, sans déclaration que l'estimation n'en veut pas vente, ou bien encore,

(1) GUILLOUARD, *C. de M.* 4, n° 2109, p. 423 et n° 2155, p. 457.

quand il s'agit de meubles qui se consomment par le premier usage ; dans ces diverses hypothèses, le mari est toujours débiteur du prix d'estimation et il répond alors des cas fortuits.

L'article 1568 dispose que s'il s'agit d'un usufruit constitué en dot, le mari ou ses héritiers ne sont obligés de restituer que le droit d'usufruit et non pas les fruits échus durant le mariage ; il en serait de même pour une rente viagère qui aurait été constituée en dot : c'est le droit lui-même qu'il faut restituer à la dissolution du mariage, mais les produits annuels de ce droit sont de véritables fruits qui sont donc devenus la propriété du mari. Nous disons que le mari ne doit pas restituer les fruits *échus* ; cette proposition est en effet exacte, étant donné que tous les fruits, sous le régime dotal, lui sont acquis jour par jour, conformément à l'article 1571, et que l'échéance des fruits, sous ce régime, a lieu à la fin de chaque jour ; le mari a donc droit à tous les fruits qui écherront jusqu'au dernier jour complet de sa jouissance ; mais il n'aura pas toujours un droit acquis à tous les fruits qu'il aura *perçus* jusqu'à ce jour, car nous savons qu'il n'a droit aux fruits qu'en proportion du temps de sa jouissance et qu'il peut être ainsi forcé de restituer une partie de la récolte qu'il a perçue, lorsque son droit s'éteint avant la fin de l'année de jouissance à laquelle appartient cette récolte (1).

Lorsque la restitution de la dot est encourue par le mari, à partir de quel moment les fruits ou intérêts des biens dotaux doivent-ils être restitués ?

Aux termes de l'article 1570 alinéa 1, les intérêts et les fruits de la dot courent de plein droit au profit des héritiers de la femme, à partir du jour de la dissolution du mariage, *si le mariage se dissout par la mort de la femme*. Les héritiers de la femme ont donc le droit de réclamer

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, n° 2147, p. 450.

les fruits et les intérêts de la dot, à compter du jour de la dissolution du mariage, sans avoir besoin d'intenter, pour les faire courir, aucune action en justice.

Mais l'article 1570 n'édicte cette disposition *que pour le cas où le mariage se dissout par suite de la mort de la femme : cela veut-il dire qu'il n'en sera pas de même quant ce sera la mort du mari ou le divorce qui donneront lieu à la restitution de la dot ?* Nous ne le croyons pas ; nous pensons au contraire qu'il en sera de même dans tous ces cas et que la femme aura toujours droit aux fruits et intérêts de sa dot à compter du jour de la dissolution du mariage, sans avoir besoin d'intenter aucune demande en justice pour les faire courir à son profit. Cette solution résulte implicitement du rapprochement des alinéas 1 et 2 de l'article 1570. Le deuxième alinéa de cet article dit en effet que, si c'est par suite de la mort du mari que doit avoir lieu la restitution de la dot, la femme a le choix d'exiger les intérêts de sa dot pendant l'an du deuil, ou bien de se faire fournir des aliments pendant ce temps aux dépens de la succession du mari. Si donc la femme opte pour les intérêts de sa dot, elle en reprend la jouissance de plein droit, puisqu'elle n'a pas cessé d'en être propriétaire et il n'y aurait aucune raison de la forcer à intenter une action en justice afin de faire courir à son profit les intérêts de sa dot.

Ainsi, les intérêts de la dot courent de plein droit du jour de la dissolution du mariage ; il en est ainsi évidemment quand la dot est immédiatement restituable, mais nous croyons qu'il en serait encore de même dans le cas où une année de grâce est accordée au mari pour la restitution de la dot, comme dans l'hypothèse de l'article 1565 ; en droit romain cependant, les fruits et intérêts de la dot n'étaient dus, dans ce cas, qu'à compter de l'expiration de l'année de grâce ; c'était également la solution adoptée dans les pays de droit écrit, à la condition toutefois que, dans

l'hypothèse du prédécès du mari, ses héritiers fussent obligés de pourvoir à la nourriture de la femme pendant l'année de sursis. Aujourd'hui, il n'en est certainement plus ainsi ; dans tous les cas, les intérêts sont dus *ipso jure* à compter de la dissolution du mariage, même pendant l'année de grâce qui est accordée au mari pour restituer des valeurs qu'il peut n'avoir point immédiatement sous la main et pour lui permettre de les retirer s'il les avait placées ; en effet, ce délai ne lui est pas accordé pour le laisser faire un gain, mais seulement pour lui donner le temps de retrouver et de rendre disponibles les valeurs dotales qu'il est obligé de restituer ; il n'y aurait donc, suivant nous, aucune raison de le dispenser de restituer les intérêts de ces valeurs pendant le cours de cette année de grâce (1).

Lorsque c'est par la mort du mari que le mariage se dissout, l'article 1570 accorde à la femme trois droits distincts : en premier lieu, elle a droit à l'habitation pendant l'année du deuil, et elle peut exiger des habits de deuil pendant cette même année aux frais de la succession de son mari ; dans tous les cas, elle a le droit de réclamer ces deux premiers avantages ; en outre, elle a le droit de choisir entre les intérêts sa dot pendant l'année du deuil, et des aliments aux dépens de la succession de son mari pendant cette même année ; si la femme opte pour ce dernier parti, elle sera obligée d'abandonner les fruits de sa dot pendant cette année et elle ne pourra plus les exiger qu'à partir de l'expiration de l'année du deuil ; on présume en effet que les fruits des biens dotaux sont nécessaires et suffisants pour pourvoir à son entretien et à sa nourriture pendant le cours de cette année ; et remarquons bien que, lorsque la femme a exercé son option, le choix qu'elle a fait est irrévocable ; nous croyons même devoir ajouter

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, p. 456, n° 2154. — TROPLONG. *C. de M.* 4, n° 3668, p. 753.

que, si la femme avait continué à se faire fournir des aliments après l'expiration de l'année du deuil aux frais de la succession de son mari, elle ne pourrait pas, pendant la période correspondante, exiger les intérêts de sa dot, car on doit alors supposer que le forfait établi par l'article 1570 a été prorogé entre les parties, tant que les héritiers du mari ont pourvu à la nourriture de la veuve, et tant que celle-ci a accepté cette situation (1). Remarquons donc qu'en réalité la femme paie les aliments qui lui sont fournis pendant l'année du deuil, puisqu'elle abandonne alors les intérêts et les fruits de sa dot pendant tout le cours de cette année ; c'est encore là une preuve de plus de la vérité de ce que nous avons déjà dit plusieurs fois, savoir qu'il a toujours été dans l'esprit du législateur que les fruits devaient servir à l'entretien et à la nourriture de celui qui possède le bien qui leur donne naissance (2).

DEUXIÈME PARTIE

BIENS PARAPHERNAUX

Nous savons que la femme peut aussi, sous le régime dotal, se réserver des biens paraphernaux : demandons-nous ce que deviennent les revenus de ces biens ? Nous allons voir que la situation des époux mariés sous le régime dotal, au point de vue des paraphernaux de la femme, est à peu près la même que celle des conjoints mariés sous le régime de la séparation de biens contractuelle ; nous nous bornerons donc à renvoyer ici à ce que nous

(1) Cour de Bastia, 26 décembre 1855 (Sirey. 56.2.13).

(2) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, p. 463, nos 2164 à 2166.

avons déjà dit relativement aux effets de la séparation de biens sur les revenus.

La femme a l'administration et la jouissance de ses biens paraphernaux (a. 1576) : c'est donc elle qui a le droit d'en toucher les revenus et elle peut en disposer librement.

Il peut arriver que tous les biens de la femme soient paraphernaux. Dans cette hypothèse, comme il n'existe pas de biens dotaux dont les revenus puissent être employés à subvenir aux besoins du ménage, le droit de libre disposition de la femme sur les revenus de ses biens paraphernaux subit une importante restriction : l'article 1575 oblige en effet la femme à contribuer alors aux charges du mariage jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus paraphernaux, à défaut de convention spéciale réglant la part contributive de chacun des époux à ces dépenses communes. Il est facile de comprendre pourquoi, en l'absence de biens dotaux, la loi veut que la femme contribue, pour une portion de ses revenus paraphernaux, aux dépenses communes ; elle est en effet toujours épouse et mère, suivant l'expression de Troplong, elle est donc toujours assujettie à l'obligation naturelle d'en remplir les devoirs (a. 203). Mais remarquons bien que la loi n'impose pas aux conjoints ce chiffre du tiers des revenus de la femme comme part contributive de celle-ci aux dépenses communes, et qu'ils sont toujours libres de le modifier par une convention spéciale de leur contrat de mariage. Ajoutons que le chiffre qui aura été ainsi fixé, soit par le code, soit par le contrat, ne sera jamais invariable, et qu'on pourra toujours par la suite y apporter des modifications, dans le cas où la proportion déterminée primitivement ne répondrait plus dans l'avenir aux ressources respectives de chacun des conjoints ; ce seront alors les tribunaux qui auront à fixer la part contributive de la femme aux charges communes, et leur décision même, croyons-nous, ne sera jamais invariable. En outre, si, à côté des biens

paraphernaux, il y avait des biens dotaux, auquel cas la femme n'aurait pas à contribuer aux charges du mariage, suivant les termes stricts de l'article 1575, et si par la suite ces biens dotaux devenaient insuffisants pour subvenir à l'entretien du ménage, il faudrait décider, croyons-nous, que la femme pourrait toujours être obligée de contribuer aux charges pour une certaine portion de ses revenus paraphernaux ; elle a en effet dans tous les cas contracté, par le seul fait de son mariage, l'obligation de nourrir et d'entretenir ses enfants (a. 203) (1).

Ainsi, dans un assez grand nombre de cas, la femme est obligée de contribuer, sur ses revenus paraphernaux, aux charges du mariage. Mais, c'est toujours le mari qui est le chef du ménage ; c'est donc entre ses mains que la femme doit toujours verser la portion de ses revenus paraphernaux qui est destinée à subvenir aux besoins de la famille, et c'est le mari qui est chargé de faire face aux dépenses communes (2).

Il peut arriver que la femme, se lassant d'administrer elle-même ses biens paraphernaux, en abandonne l'administration et la jouissance à son mari. Nous n'avons rien à dire ici de cette jouissance qui appartient alors en fait au mari sur les biens paraphernaux, car les effets en sont les mêmes que dans l'hypothèse analogue sous la séparation de biens, conformément aux dispositions des articles 1577 à 1580 ; il nous suffit donc de renvoyer purement et simplement à ce que nous avons dit à ce sujet en étudiant les effets de la séparation de biens sur les revenus.

Qu'arrivera-t-il si le mari a fait des dépenses sur les biens paraphernaux dont sa femme lui a laissé la jouissance ?

(1) Cassation, 2 juillet 1851. (Dalloz, 51.1.272).

(2) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, nos 2176 et 2178, p. 474 et 475. — TROPLONG. *C. de M.* 4, p. 776, nos 3696 à 3700.

pourra-t-il en réclamer le remboursement ? Il faut ici faire des distinctions entre les diverses catégories de dépenses.

Quant aux frais de culture et de semences ou de préparation de la récolte, nous savons qu'en principe, aux termes de l'article 548, ils doivent être restitués par le propriétaire à celui qui en a fait l'avance ; nous avons fait application de cet article pour les biens dotaux ; mais nous croyons que, dans notre hypothèse, c'est-à-dire lorsque le mari a eu la jouissance des biens paraphernaux de la femme, la situation n'est pas la même, et qu'il n'a droit à aucune indemnité pour les avances qu'il a faites en préparant les récoltes ; nous pensons qu'il doit être, à ce point de vue, traité comme un usufruitier ordinaire, parce que l'article 1578 paraît établir une sorte de forfait entre le mari et la femme en donnant au mari tous les fruits consommés, et à la femme, tous les fruits existants ; c'est là un forfait analogue à celui qui est établi par l'article 585 en matière d'usufruit ordinaire ; il n'y a aucun compte à faire entre le mari et la femme à propos des fruits ; le mari ne doit pas la restitution de la valeur des fruits consommés ; la femme ne doit avoir aucune indemnité pour les frais de culture avancés par le mari (1).

Le mari n'a également aucun droit au remboursement des dépenses voluptuaires ou de pur agrément, qui n'ont apporté au bien paraphernal aucune plus-value.

Quant aux dépenses qui ont procuré une plus-value à l'immeuble, il en est dû récompense au mari, sauf cependant s'il était démontré que ces dépenses ont été payées à l'aide des revenus des biens paraphernaux, car le mari, n'ayant fait alors aucune avance sur ses deniers personnels, n'aurait droit à aucune indemnité (2). En dehors de

(1) Grenoble, 12 janvier 1831. (Sirey, 32. 2. 61).

(2) Cassation, 12 février 1849. (Dalloz, 49.1.162).

ce cas, l'indemnité due au mari sera égale à la somme intégrale qui aura été dépensée, s'il s'agit de travaux nécessaires ; et elle sera seulement égale au montant de la plus-value, s'il s'agit de travaux utiles (1).

Lorsque la femme laisse ainsi à son mari la jouissance de ses biens paraphernaux, il en recueille les fruits ; il ressemble donc à un usufruitier, mais remarquons qu'il n'est cependant pas un véritable usufruitier, pas plus qu'il n'est un véritable usufruitier des biens dotaux et qu'on ne peut par conséquent pas lui appliquer toutes les règles de la jouissance d'un usufruitier ordinaire ; cela tient toujours à ce que, tandis que l'usufruitier ordinaire jouit pour lui-même des biens dont il a l'usufruit, le mari ne jouit jamais des biens de la femme que pour employer les revenus à faire face aux dépenses du ménage. La jouissance du mari sur les paraphernaux est cependant soumise en principe aux règles de l'usufruit ordinaire ; c'est ainsi, par exemple, qu'aux termes de l'article 1580, il est tenu de toutes les obligations de l'usufruitier ; mais remarquons que les règles spéciales relatives à l'acquisition des fruits des biens dotaux par le mari, ne doivent pas s'appliquer à l'acquisition des fruits des biens paraphernaux : c'est ainsi que la règle de l'article 1571 n'est pas faite pour les fruits des paraphernaux, car elle constitue une exception au droit commun : c'est donc par la perception que le mari acquiert les fruits naturels et industriels des biens paraphernaux, et il n'y a que les fruits civils qui lui sont acquis jour par jour. De même, les intérêts des valeurs paraphernales que le mari doit restituer à sa femme ne courront que du jour de la demande faite par la femme ou ses héritiers, et non pas de plein droit du jour de la dissolution du mariage, comme dans l'hypothèse des biens dotaux prévue par l'article 1570 : la femme peut en effet à

(1) En sens contraire : cassation, 6 août 1878 (Dalloz, 79.1.414).

tout moment réclamer la restitution de ses biens paraphernaux ; il n'y avait donc aucune raison de la dispenser de faire une demande en justice (1).

APPENDICE AU RÉGIME DOTAL

DE LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS JOINTE AU RÉGIME DOTAL

On sait que, sous le régime dotal, si la femme est assurée, par suite du principe de l'inaliénabilité, de retrouver ses biens dotaux, elle abandonne d'autre part à son mari tous les revenus de ces mêmes biens, si bien que toutes les économies qui seront réalisées sur les fruits des biens dotaux appartiendront au mari ou à ses héritiers et que la femme n'y pourra jamais prétendre aucun droit. Sous le régime dotal, la femme se trouve donc complètement privée du droit de participer aux économies qui ont pu être réalisées pendant le mariage sur les biens dotaux ; les seuls gains qu'elle puisse faire sous ce régime sont ceux qui proviennent des économies faites sur ses biens paraphernaux quand elle en a. Mais, en dehors de là, elle ne peut espérer faire aucun profit ; il est certain cependant que, dans certaines hypothèses, en raison par exemple de l'importance de ses revenus dotaux, il serait juste qu'elle eût une part dans les bénéfices et que le mari n'eût pas toujours le droit exclusif de profiter des économies, à la réalisation desquelles la femme peut très bien avoir contribué par sa sagesse et par la bonne impulsion qu'elle a pu donner au ménage. Il existe un remède à cette situation pénible faite à la femme par l'adoption du régime do-

(1) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, p. 483. n. 2193 et 2194.

tal pur et simple, c'est l'adjonction au régime dotal d'une clause de société d'acquêts ; nous allons voir qu'avec cette société d'acquêts, le grand inconvénient que nous venons de signaler n'existe plus, puisque le mari et la femme vont désormais partager les économies qui seront réalisées sur les fruits des biens dotaux et d'une façon générale sur les fruits de tous les biens propres de chacun d'eux. Cette clause est très fréquemment employée. Voyons donc quelle peut être son influence sur les produits des biens des époux, et en particulier sur les produits des biens dotaux et des biens paraphernaux de la femme.

§ 1^{er} Composition active et passive de cette société d'acquêts.

L'article 1581 dispose que les effets de la société d'acquêts jointe au régime dotal sont réglés comme il est dit aux articles 1498 et 1499. Il faut donc décider que la société d'acquêts se compose ici de tous les biens qui constituaient déjà son patrimoine, lorsqu'elle existait seule et qu'elle n'était pas jointe au régime dotal ; et il faut décider encore que son passif est également le même que celui qui grève la communauté réduite aux acquêts, adoptée comme seul régime matrimonial par les époux.

Ces biens qui composent sa masse active sont donc : 1^o les produits du travail et de l'industrie des deux conjoints. 2^o les économies réalisées sur les revenus des biens des époux, c'est-à-dire aussi bien sur les revenus du mari que sur les revenus des biens de la femme, et, parmi ces derniers, aussi bien sur les revenus des biens dotaux que sur ceux des biens paraphernaux ; 3^o enfin, les biens acquis par les époux ou par l'un d'eux pendant la durée de l'association conjugale à l'aide des économies réalisées pendant le mariage.

Ainsi, la société d'acquêts se compose ici, comme dans le cas où elle existe seule, de tous ceux des biens des conjoints qui ont le caractère de fruits ou revenus, ou plutôt de toutes les économies qui sont réalisées sur ces revenus, car il n'y aura, somme toute, que les économies ainsi réalisées qui pourront être partagées entre les deux époux au moment de la dissolution de la société d'acquêts.

Au point de vue passif, la société d'acquêts jointe au régime dotal supporte : 1° toutes les dettes qui sont contractées pendant la durée de son existence par le mari ou ou par la femme avec l'autorisation du mari ; 2° les arrérages ou intérêts des rentes ou dettes passives personnelles aux conjoints ; 3° les charges usufruituaires des propres, c'est-à-dire les réparations d'entretien, les contributions, et en général toutes les charges qui s'acquittent d'ordinaire sur les revenus ; 4° enfin, toutes les charges du mariage, c'est-à-dire l'entretien et la nourriture des époux et des enfants. Ces diverses dettes doivent s'acquitter sur l'actif même de la société d'acquêts, parce que ce sont des dettes qui sont ordinairement payées à l'aide des revenus. Ce n'est donc qu'après en avoir déduit ces dettes, que l'actif de cette société, s'il en reste, sera partagé entre les deux époux au moment de la dissolution (1).

§ 2^e Règles qui gouvernent les revenus pendant le cours de la société d'acquêts.

L'administration de la société d'acquêts appartient au mari, comme elle lui appartient dans l'hypothèse de la communauté d'acquêts ordinaire ; c'est donc le mari qui, d'une façon générale, touche en principe tous les fruits, au nom de la société d'acquêts qu'il représente.

(1) BAUDRY-LACANTINERIE, 3. p. 278, n. 444, et p. 470 et 471, n. 254 et 255.

Il n'y a aucune difficulté, quant aux fruits des biens dotaux. Le mari les touche d'abord en vertu de son droit de jouissance sur les biens dotaux et en vertu des pouvoirs qui lui sont donnés à cet égard par l'article 1549. Il les touche en second lieu, comme étant le chef de la société d'acquêts. A plus forte raison le mari touche-t-il également les fruits de ses biens propres; mais ces fruits comme tous ceux des biens de la femme, tombent dans la communauté d'acquêts.

Les fruits des biens paraphernaux de la femme doivent également, avons-nous dit, entrer dans la société d'acquêts, puisque celle-ci comprend tous les fruits de tous les biens des deux époux : or, nous savons qu'aux termes de l'article 1576, la femme a l'administration et la jouissance de ses biens paraphernaux; mais, d'autre part, nous venons de dire que le mari, comme chef de la société d'acquêts, devait avoir l'administration de cette société et toucher tous les revenus destinés à tomber dans son actif : il y a donc, à ce point de vue, quand une société d'acquêts est jointe au régime dotal et quand la femme possède des biens paraphernaux, deux catégories de règles différentes qui se contrarient; il s'agit de les concilier; recherchons donc ce qui devra se passer dans cette hypothèse et quelles seront les règles que nous devrons appliquer, au point de vue de l'administration des revenus des biens paraphernaux :

Faut-il décider que les biens paraphernaux de la femme seront administrés par elle comme sous le régime dotal pur et simple, conformément aux dispositions de l'article 1576, et sauf l'obligation pour la femme de remettre au mari, comme chef de la société d'acquêts, toutes les économies réalisées sur les revenus de ses paraphernaux ? Ou bien, est-ce le mari, chef de la communauté d'acquêts, qui devra administrer les biens paraphernaux et en toucher tous les revenus au nom de la société qu'il repré-

sente ? Nous croyons que ce sont les principes posés par la loi dans le chapitre du régime dotal qui doivent ici prédominer. Nous déciderons donc que ce n'est pas le mari qui doit avoir l'administration et la jouissance des biens paraphernaux, comme chef de la société d'acquêts, et que ce sera la femme qui, conformément aux dispositions de l'article 1576, conservera l'administration et la jouissance de ses biens paraphernaux ; la femme pourra donc, croyons-nous, toucher tous les revenus de ses paraphernaux et les dépenser pour ses besoins personnels ; mais elle sera obligée de remettre au mari toutes les économies qu'elle réalisera sur ces revenus, car ces économies ne sont point sa propriété exclusive, puisqu'elles doivent tomber dans la caisse de la société d'acquêts. Nous ne pensons pas, en effet, que les principes essentiels du régime dotal puissent être modifiés par suite de l'adjonction à ce régime d'une clause de société d'acquêts ; or, nous croyons que le principe de l'article 1576, en vertu duquel la femme conserve l'administration et la jouissance de ses biens paraphernaux, n'est pas moins essentiel, dans l'économie générale des règles du régime dotal, que le principe de l'administration des biens dotaux par le mari ; il est clair en effet, que la femme qui s'est mariée sous le régime dotal et qui n'a pas constitué tous ses biens en dot, a voulu que les biens qu'elle ne se constituait pas fussent complètement en dehors de la dot, et qu'elle a entendu par conséquent s'en réserver l'administration et la jouissance, comme la loi le lui permet. Il nous est impossible d'admettre que l'on puisse supposer que, par le seul fait que la femme a consenti à l'adjonction d'une clause de société d'acquêts, elle ait entendu renoncer à la libre administration et à la libre jouissance de ses biens paraphernaux, car elle aurait pu alors tout aussi bien se constituer en dot tous ses biens sans exception, sans se réserver aucune valeur paraphernale, puisqu'elle serait arrivée

ainsi au même résultat de se priver de l'administration et de la jouissance de tous ses biens. Tout ce que l'on peut induire de son consentement à l'adjonction de cette clause de société d'acquêts, c'est qu'elle a voulu faire entrer dans la société d'acquêts toutes les économies qu'elle pourrait réaliser sur ses revenus paraphernaux. On objecte sans doute que l'adjonction même d'une société d'acquêts au régime dotal implique l'idée de réunir sous une administration unique tous les biens des époux, pour confier au mari le droit d'en toucher tous les revenus, afin d'en faire profiter la société d'acquêts. Nous répondons que cette proposition ne nous paraît pas exacte, car il n'est pas douteux que la société d'acquêts est introduite ici beaucoup plutôt contre le mari et dans l'intérêt de la femme, que dans l'intérêt du mari, puisqu'elle a précisément pour but de permettre à la femme de participer aux économies qui pourraient être réalisées sur les revenus des biens dotaux ; nous ne croyons donc pas que cette clause, stipulée dans l'intérêt de la femme, puisse avoir pour résultat tout au contraire de lui nuire, en lui enlevant l'administration et la jouissance de ses biens paraphernaux. Il est vrai que l'actif de la société d'acquêts pourra être alors plus ou moins considérable, suivant qu'il plaira ou non à la femme de faire des économies ; mais il n'y a rien là de contraire aux principes du droit, car le mari, de son côté, ayant la jouissance des biens dotaux, peut aussi faire varier l'actif de la société d'acquêts, en gardant la liberté de faire ou de ne pas faire des économies. L'actif de la société d'acquêts est donc, par sa nature même, soumis à ces éventualités, et il n'y a rien là d'anormal (1).

(1) Cassation, 15 juillet 1846. (Dalloz, 46.1.356), et cassation. 14 novembre 1864. (Dalloz, 63.1.137) — et GUILLOUARD. *C. de M.* 4, n. 2201 et 2202, p. 488 et ss. — AUBRY et RAU, V, § 741 *bis*, p. 644 — en sens contraire : COLMET DE SANTERRE, VI, n. 252 *bis*.

Puisque nous admettons que l'adjonction d'une clause de société d'acquêts au régime dotal ne peut en rien modifier les principes essentiels de ce régime, disons que la règle de l'inaliénabilité des biens dotaux subsiste encore, quand une société d'acquêts a été jointe au régime dotal ; par conséquent, les revenus des biens dotaux restent, dans cette hypothèse, inaliénables et insaisissables dans la mesure où ils sont nécessaires pour subvenir aux charges du mariage : ils ne sont donc saisissables que jusqu'à concurrence de l'excédant qui en subsiste, quand il a été pourvu à l'entretien du ménage. Un jugement du tribunal de Versailles a cependant admis la solution contraire (1) ; on prétend, dans les attendus de ce jugement, que les revenus dotaux, comme ceux de tous les biens des époux, entrent dans la société d'acquêts et que la nature même de tous les biens qui font partie de cette société est d'être de libre disposition ! à cette objection nous répondons que ce sont exclusivement, en somme, les économies faites sur les revenus qui entrent dans la société d'acquêts ; l'article 1498 le dit formellement ; mais les revenus eux-mêmes conservent forcément la destination qui leur a été donnée par la loi, et qui est de subvenir aux charges du mariage : par conséquent les revenus des biens dotaux doivent avant tout être employés dans ce but par le mari, et dans la mesure où ils sont nécessaires pour faire face à ces charges, ils sont certainement insaisissables. Quant à l'excédant de ces revenus, une fois qu'il a été pourvu à l'entretien du ménage, il compose précisément les économies réalisées, qui entrent dans la société d'acquêts ; il est certain que ces économies sont des biens de libre disposition et sont saisissables comme tous les biens qui composent la société d'acquêts (2).

(1) Versailles, 8 décembre 1886. (Pand. fr. 87. 2. 219).

(2) GUILLOUARD. *C. de M.* 4, n. 2204, p. 494.

Il nous reste à rechercher suivant quelles règles la société d'acquêts jointe au régime dotal acquiert les fruits des biens des conjoints.

Nous savons que la communauté d'acquêts ordinaire doit être, au point de vue de l'acquisition des fruits, assimilée à un usufruitier ordinaire, c'est-à-dire qu'elle n'acquiert les fruits naturels et industriels que par la perception, et qu'il n'y a que les fruits civils qui lui sont acquis jour par jour (a. 585 et 586). Faut-il appliquer cette règle dans notre hypothèse d'une société d'acquêts jointe au régime dotal ? La difficulté vient de ce que cette société d'acquêts comprend, parmi les revenus des biens des conjoints, ceux des biens dotaux ; or nous savons qu'il existe pour l'acquisition des fruits des biens dotaux une règle spéciale qui est écrite dans l'article 1571 et qui consiste à supprimer toute distinction entre les fruits civils d'une part, et les fruits naturels et industriels de l'autre, pour permettre au mari de les acquérir tous jour par jour, c'est-à-dire pour lui donner toujours une quantité de ces fruits dotaux exactement proportionnée à la durée de sa jouissance. Faut-il donc décider que la société d'acquêts jointe au régime dotal acquerra les fruits des divers biens des conjoints de cette façon spéciale ? ou bien faut-il lui appliquer la règle ordinaire de l'acquisition des fruits telle qu'elle est déterminée dans les articles 585 et 586 ? nous croyons que la règle ordinaire de l'acquisition des fruits devra s'appliquer sans aucun doute à la société d'acquêts, pour ce qui concerne les fruits des biens du mari et les fruits des paraphernaux de la femme : c'est par la perception qu'elle les acquiert, s'ils sont des fruits naturels, et elle ne les acquiert jour par jour que s'ils sont des fruits civils. Il n'y a en effet aucune raison de déroger, pour cette catégorie de revenus, à la règle ordinaire de l'acquisition des fruits. Au contraire, nous croyons que les revenus des biens dotaux sont acquis à la société d'acquêts jour

par jour, sans qu'on ait de besoin de faire aucune distinction entre les fruits civils et les fruits naturels ou industriels.

Remarquons bien, en effet, que c'est le mari, comme chef de la société, qui recueille les revenus dotaux au nom de cette société ; or il les recueille aussi lui-même comme usufruitier de la dot, c'est-à-dire suivant la règle de 1571, il est donc évident que dès qu'il en est devenu propriétaire, la société d'acquêts en est également devenue propriétaire dans la mesure où ces fruits n'ont pas été nécessaires pour subvenir aux charges du mariage ; elle les a donc également tous acquis sans distinction, jour par jour, c'est-à-dire qu'elle a droit à une quantité des revenus dotaux exactement proportionnée à la durée de la jouissance du mari sur les biens dotaux. Remarquons d'ailleurs que la règle de l'acquisition des fruits dotaux de l'article 1571 est infiniment plus équitable que celle des articles 585 et 586 pour l'acquisition des fruits des autres biens ; il n'y a donc aucune raison de ne pas l'appliquer ici (1).

Telles sont les seules règles spéciales qui gouvernent les revenus des biens des époux quand une société d'acquêts a été jointe au régime dotal ; pour le reste, ce sont les principes ordinaires relatifs à la jouissance de la communauté dont il faut faire application dans cette hypothèse.

Nous avons ainsi complètement terminé l'étude de la destination donnée aux revenus les biens des époux sous les divers régimes matrimoniaux : Nous savons mainte-

(1) En sens contraire : Rouen, 3 mars 1853. (Dalloz, 53. 2. 344). — GUILLOUARD. *C. de M.* 4, n. 2206. p. 497. — AUBRY et RAU, V, § 541 *bis*, p. 646 — et dans notre sens : BAUDRY-LACANTINIERE, 3, n. 444 *bis*, p. 379.

nant qu'ils ont tous pour but de subvenir aux charges du mariage, mais que le législateur a protégé d'une façon spéciale cette destination quand les conjoints ont adopté le régime dotal.

CHAPITRE IV

DES IDÉES NOUVELLES TENDANT A DONNER A LA FEMME LA LIBRE DISPOSITION DES GAINS DE SON TRAVAIL. DES RÉFORMES DE LA LÉGISLATION SUR CE POINT.

Nous nous sommes efforcés jusqu'ici de démontrer que les produits des biens des époux, et en particulier les revenus de ces biens, étaient, avec les produits du travail et de l'industrie de chacun d'eux, destinés à assurer l'existence et le bien-être de la famille. Nous croyons avoir prouvé que le législateur, voulant sans cesse favoriser la famille légitime née du mariage, avait toujours cherché à assurer l'accomplissement de cette destination naturelle donnée aux revenus. Nous avons à nous demander maintenant s'il a bien atteint le but qu'il s'était proposé à cet égard ?

Nous savons que, sous presque tous les régimes matrimoniaux, tous les revenus sont réunis dans la même main, qui est celle du mari, chef de l'association conjugale, chargé de subvenir aux besoins du ménage. Sous la communauté, par exemple, tous les fruits, ainsi que les gains du travail des époux, tombent dans la communauté, mais c'est le mari qui, durant le mariage, représente cette communauté et l'administre ; il a donc en réalité la jouissance, non seulement de ses propres biens, mais aussi des biens de la femme et touche par conséquent tous les revenus de celle-ci qui, de son côté, n'a même pas le droit de recueillir elle-même les produits de son travail

personnel pour en disposer comme bon lui semble. Les époux sont-ils mariés sous le régime sans communauté, sans clause de séparation de biens ? Là encore, le mari a l'usufruit des biens de la femme et profite des gains réalisés par elle dans l'exercice de son commerce ou de son industrie. Enfin, si les conjoints ont adopté le régime dotal, le résultat est le même pour tous les revenus des biens dotaux : le mari en a la jouissance, et peut en disposer librement. La femme ne garde donc la disposition de ses revenus et des gains résultant de son industrie personnelle que lorsqu'elle a stipulé dans son contrat de mariage une clause expresse de séparation de biens, ou quand, sous le régime dotal, elle s'est réservé des biens paraphernaux.

Ainsi, dans la plupart des cas, c'est le mari, comme on peut le voir, qui dispose des revenus aussi bien de son patrimoine propre que du patrimoine de la femme. Il est vrai qu'en compensation de sa jouissance, le mari est chargé de subvenir aux besoins du ménage, et qu'il doit employer tous les revenus dont il dispose à nourrir et entretenir sa femme et ses enfants, mais il n'en est pas moins vrai que son pouvoir sur les revenus est absolu et sans contrôle. Le législateur semble donc avoir manifesté dans le chef de l'association conjugale une aveugle confiance ! il le croit pour ainsi dire incapable de détourner de sa destination légitime ce patrimoine considérable qui se compose de tous les revenus des biens des époux et des produits de leur travail et il l'investit dans tous les cas d'une autorité presque souveraine. Toutefois, il veut bien prévoir l'hypothèse dans laquelle le mari s'écarterait par trop du but qu'il l'a chargé d'atteindre. Si, en effet, il met la dot en péril par ses folles dépenses, la femme peut demander contre lui la séparation de biens, qui lui permettra de reprendre l'administration et la jouissance de ses biens propres. En outre, la loi a encore cherché à protéger d'une façon plus spéciale et plus efficace les revenus des im-

meubles dotaux de la femme sous le régime dotal, puisqu'ils sont inaliénables et insaisissables entre les mains du mari, dans la mesure où ils sont nécessaires pour subvenir aux besoins du ménage.

Voilà donc tout ce que le législateur a fait pour le mari dans le Code civil : et voilà les seules mesures qu'il a prises contre lui dans l'intérêt de la femme et de la famille, pour le cas où il se montrerait indigne de la confiance qu'il a placée en lui et de la mission sacrée qu'il lui a confiée, qui consiste à subvenir toujours, dans la mesure de ses forces et de ses ressources, aux charges du mariage.

Nous croyons que, d'une façon générale, les pouvoirs du mari sur les revenus des biens de la femme et en particulier ses droits sur les produits du travail et de l'industrie personnelle de son épouse sont exagérés, et que la situation ainsi faite à la femme peut entraîner des conséquences déplorables. Sans doute, dira-t-on, les conjoints sont libres d'adopter telles conventions matrimoniales qu'ils leur plairont ; la femme peut stipuler dans son contrat de mariage la clause de séparation de biens, et elle conservera ainsi l'administration et la jouissance de ses biens propres. Mais ce régime lui-même donne-t-il à la femme toute sécurité ? Nous ne le croyons pas, car nous savons que si la femme séparée de biens garde le droit de toucher elle-même ses revenus ainsi que les produits de son travail, c'est aux mains de son mari qu'elle doit en verser une portion pour permettre à celui-ci de subvenir aux besoins du ménage ; nous savons même que régulièrement elle ne peut pas employer ses revenus à payer directement les fournisseurs, alors même que le mari les détournerait par ses dissipations de leur destination légitime, parce que le mari étant le chef du ménage, on ne peut pas porter atteinte à sa puissance et à son autorité maritale et lui enlever le droit de subvenir lui-même aux charges du mariage. Aussi, la jurisprudence a-t-elle cru devoir, dans cette hypothèse,

violer manifestement la loi pour autoriser la femme à faire directement emploi de ses ressources, afin d'assurer l'entretien et la nourriture de la famille ; à plusieurs reprises, comme nous l'avons remarqué, on a vu les tribunaux accorder ce droit à des femmes mariées sous la séparation de biens : loin de blâmer cette jurisprudence, nous l'avons approuvée parce qu'elle est destinée à mettre à la femme et la famille tout entière à l'abri d'un danger considérable ; mais nous n'avons point cherché à la justifier juridiquement, car, suivant nous, elle constitue une violation formelle de la loi, en portant atteinte aux droits qui résultent pour le mari de la puissance maritale et aux pouvoirs qui lui sont donnés en sa qualité de chef de l'association conjugale.

D'ailleurs, en supposant même que théoriquement le régime de la séparation de biens contractuelle soit destiné à mettre la femme à l'abri du péril que nous avons signalé, et que le législateur ait donné à l'épouse, sous ce régime, des droits et des pouvoirs suffisants pour la protéger contre les dissipations du mari, nous croyons qu'en fait ce régime ne peut pas procurer à la femme tous les avantages qu'elle aurait eu le droit d'en attendre : La séparation de biens est en effet une clause très rarement employée : et comment en serait-il autrement ? Par le mariage, les époux unissent leurs existences et leurs destinées réciproques, n'est-il pas alors naturel qu'ils ressentent le besoin d'unir également, au moins en partie, leurs patrimoines, afin de constituer un fonds commun destiné à assurer leur existence et celle des enfants qu'ils mettront au monde ? le législateur a donc sagement agi, en supposant que les conjoints emploieraient peu cette clause, et en faisant au contraire de la communauté le régime de droit commun. Ainsi, la séparation de biens se rencontre très rarement ; elle n'est employée que dans quelques familles riches dans lesquelles le mari, aussi bien que la femme, possèdent, chacun de

leur côté, des ressources plus que suffisantes pour permettre de croire que les charges du mariage seront toujours satisfaites ; ces ménages-là ne nous intéressent pas, car ils constituent une petite minorité qui ne saurait attirer l'attention.

La communauté, au contraire, est le régime de droit commun, c'est-à-dire celui qui est adopté par la plupart des époux, et celui dont les règles doivent gouverner les biens des conjoints qui n'ont pas fait de contrat de mariage ; c'est donc le régime qui régit la très grande majorité des citoyens ; c'est aussi et surtout le régime des pauvres gens, c'est-à-dire de ceux qui n'apportent en mariage aucun patrimoine de part ni d'autre, et qui ne mettent alors en commun que leur activité et les produits de leur travail et de leur industrie. Or, qu'arrive-t-il sous ce régime de la communauté légale ? Le mari, nous le savons, est le maître absolu qui dispose à son gré et sans contrôle des biens qui composent la communauté ; c'est le seigneur et maître qui, non seulement touche les produits de son travail personnel et demeure libre d'en disposer en fait de la manière qui lui convient, mais encore recueille les gains provenant du travail de son épouse pour les dépenser également à son gré. Si donc on suppose le mari débauché et dissipateur, et la femme honnête et laborieuse, on peut voir apparaître, dans toute leur injustice les conséquences des pouvoirs exorbitants que la loi a donnés au mari comme chef de la communauté : la femme peut travailler avec acharnement, passer ses jours et ses nuits pour gagner le pain de ses enfants ; le mari dissipateur est toujours là prêt à saisir tous les produits de ce labeur perpétuel pour aller le dépenser en plaisirs de toutes sortes, sans se préoccuper de la misère qu'il laisse derrière lui. Mais la situation faite à la femme peut être pire encore ; nous l'avons supposée laborieuse et capable de se procurer quelques ressources ; si au contraire elle est chargée de nombreux enfants et incapable de gagner

sa vie et la leur, et si d'autre part on suppose que le mari, tout en étant un ouvrier habile et gagnant chaque jour des sommes relativement considérables, ait cependant perdu tout sens moral, qu'il abandonne le domicile conjugal pour entretenir au dehors un commerce illicite, quelles seront alors les ressources qui serviront à faire vivre la famille légitime et à assurer l'existence de la femme et des enfants? Ces ressources sont nulles, et la misère la plus terrible est la seule conséquence de cette situation.

L'épouse ainsi réduite au dénûment a-t-elle au moins à sa disposition un remède, une mesure quelconque qui puisse lui permettre de chercher à amoindrir sa pauvreté? la loi lui permet de demander le divorce contre son mari, ou la séparation de corps, ou simplement la séparation de biens: l'institution de l'assistance judiciaire lui facilite même sa tâche en l'autorisant à plaider gratuitement; mais il suffit d'avoir vu fonctionner les rouages de cette institution pour connaître toutes les difficultés que rencontre celle qui veut chercher à en bénéficier; elle est alors obligée de s'astreindre à toute une série de démarches et de sollicitations; exploitée par les uns, repoussée par les autres, elle se décourage avant d'avoir pu réussir, et quand elle obtient l'assistance judiciaire, il lui faut encore subir les lenteurs d'un procès en séparation de bien; c'est-à-dire d'une existence difficile et compliquée, pendant le cours de laquelle elle peut subir tous les mauvais traitements de son mari et supporter toutes les privations et toutes les misères! Voilà la seule ressource que la loi offre à la femme pour l'aider à sortir de la triste situation qui lui est faite par l'égoïsme et l'abandon d'un mari débauché qui se soucie peu de l'entretien et de la nourriture de la famille qu'il a créée. Croit-on même que lorsque la femme aura surmonté ces innombrables difficultés, la séparation de biens prononcée à son profit lui procurera quelque soulagement? nous avons vu que légalement, même après la séparation

de biens, le mari était toujours le chef du ménage, et que la femme pouvait toujours être obligée de verser entre ses mains la portion de ses revenus nécessaire pour subvenir aux charges du mariage ; le mari va donc encore pouvoir dissiper les gains de la femme ! Seule, l'épouse divorcée pourra disposer librement des produits de son travail, car elle a repris alors toute sa liberté, le mariage n'existant plus ; mais elle n'a plus, dans cette hypothèse, aucun droit sur les gains du mari, et si celui-ci a été condamné à lui servir une pension alimentaire, la plupart du temps, la femme se trouve, en fait, dans l'impossibilité de faire exécuter la condamnation prononcée contre lui !

Voilà tout ce que le législateur a pu faire en faveur de la femme, afin de la protéger contre les dissipations et les folles dépenses de son mari. Il est inutile d'insister plus longuement sur les déplorables conséquences de cet état de choses : l'existence même de la famille, que la loi a cependant voulu favoriser et dont elle a voulu assurer le développement, se trouve en jeu. Il faut à tout prix changer cette situation et assurer à la femme d'autres ressources, en présence du mauvais vouloir et de l'indignité d'un mari qui ne comprend pas ses devoirs !

Les pays étrangers ont depuis longtemps compris la gravité de ces conséquences et un grand nombre d'entre eux n'ont pas hésité à remanier leur législation pour donner à la femme mariée des garanties plus sérieuses.

La Suède a donné l'exemple en 1874. Dès 1870, l'Angleterre changeait complètement les principes de sa législation matrimoniale ; la femme, qui jusque là était dans la dépendance absolue de son mari, reçoit dans certains cas l'autorisation de disposer librement d'une partie de ses biens. Bientôt on reconnut à toute femme mariée la propriété et la libre disposition des gains de son travail personnel ; enfin, en 1882, l'Angleterre complétait sa réforme en donnant à la femme des droits égaux à ceux de son

mari et en faisant de la séparation de biens le régime de droit commun. En Danemark, une loi du 9 mai 1880 a donné également à la femme le droit de disposer librement des produits de son industrie. La Norvège a suivi le même exemple en 1888. Enfin, depuis peu de temps, la Suisse a adopté les mêmes principes ; la femme, qui n'avait jamais eu aucun droit sur les fruits de son labeur, a maintenant, sur les produits de son travail personnel, les mêmes droits que la femme séparée de biens ; ces droits, toutefois, ne s'étendent pas aux bénéfices résultant d'une industrie exercée en commun par les deux époux.

En France, on commence depuis quelques années à se préoccuper de la triste situation faite à la femme, dans les familles pauvres, lorsque le mari abuse des pouvoirs considérables que la loi lui a accordés comme chef du ménage et de l'association conjugale. Des esprits généreux ont étudié et recherché les mesures que l'on pourrait prendre pour apporter un remède à cet état de choses. Il paraissait en effet urgent de ne pas rester plus longtemps étranger au mouvement libéral qui s'est produit dans un grand nombre de pays voisins et de donner satisfaction à l'opinion publique qui s'est justement émue de ces vices de notre législation matrimoniale.

Nos législateurs avaient à leur disposition plusieurs moyens pour assurer à la femme des garanties plus sérieuses et pour la protéger contre les désordres et les dissipations d'un mari indigne.

Tout d'abord, ils pouvaient substituer la séparation de biens à la communauté comme régime de droit commun ; les époux se trouveraient ainsi mariés sous le régime de la séparation de biens à défaut de contrat, au lieu d'être mariés sous la communauté légale ; la femme conserverait donc toujours l'administration et la jouissance de ses biens, elle en recueillerait elle-même les revenus et toucherait les gains résultant de son travail. Mais si le législateur

adoptait ce projet de réforme, nous croyons qu'il ne devrait pas se borner à donner à la femme séparée de biens le droit de toucher les produits de son industrie ; nous avons vu que le mari restant toujours, même sous la séparation de biens, le chef du ménage, la femme devait verser entre ses mains la portion de ses revenus destinée à subvenir aux besoins de la famille : or c'est là précisément qu'est le mal : il ne faut pas que le mari puisse dissiper les gains réalisés par la femme : il faudrait donc également remanier la législation relative au régime de la séparation de biens, il faudrait donner à la femme des droits plus étendus et lui permettre non pas seulement de toucher elle-même les bénéfices de son industrie, mais encore de faire elle-même directement emploi des ressources ainsi mises à sa disposition, pour assurer l'entretien et le bien-être de la famille. Il faut que les droits du mari comme chef du ménage soient restreints et qu'il ne puisse plus abuser de son autorité maritale pour dissiper tous les fruits du labeur et de l'activité de son épouse !

Hâtons-nous d'ajouter toutefois que nous ne croyons pas devoir faire des vœux pour la réussite de cette première réforme qui, suivant nous, ne serait pas heureuse. En adoptant la communauté comme régime de droit commun, les rédacteurs du code n'ont pas fait autre chose que de respecter et de consacrer la volonté de la très grande majorité des citoyens : ce n'est pas seulement en effet parce que la loi a fait du régime de la communauté le régime ordinaire devant gouverner les biens des époux à défaut de contrat, que ceux-ci se marient sous la communauté ; s'ils adoptent ce régime, c'est principalement parce que la nature même des relations qui va s'établir entre eux les pousse à n'en point prendre un autre : quoi de plus naturel pour des conjoints que de vouloir unir leurs biens et les mettre en commun, comme ils unissent leurs existences et leurs destinées ! Quoi de plus

naturel pour eux que de vouloir constituer avec le patrimoine de chacun d'eux une sorte de fonds commun destiné à assurer leur existence et leur bien-être pendant le cours du mariage et à faire vivre leurs enfants ! Cette mise en commun de tous leurs intérêts matériels est si bien entrée dans les mœurs que les conjoints font souvent les frais d'un contrat de mariage, dans lequel ils se contentent de stipuler qu'ils se marieront sous la communauté légale ; ils savent cependant qu'en ne faisant point de contrat, ils arriveraient au même résultat sans avoir eu besoin de faire cette dépense souvent considérable ; mais cela ne les empêche pas, dans bien des cas, d'agir ainsi, parce qu'ils veulent être sûrs que la plus grande partie de leur biens seront mis en commun, et que toutes leurs ressources formeront une seule masse destinée à pourvoir à leur entretien et à leur nourriture ! On comprend alors que ces idées que nous professons en France sur la solidarité des intérêts entre les conjoints et entre les membres d'une même famille doivent forcément répugner à la généralisation d'un régime matrimonial comme la séparation de biens, qui a précisément pour base une séparation complète et constante entre les intérêts matériels des deux conjoints ! La communauté n'est pas seulement notre régime de droit commun, c'est notre régime de prédilection, parce que c'est elle qui réalise le mieux le but que nous nous proposons par le mariage, but qui n'est autre que l'union permanente de deux existences pour jouir d'un bonheur commun, et pour partager les mêmes souffrances. Il ne faut donc pas, croyons-nous, chercher à changer le régime institué par le code à défaut de contrat ; il ne faut pas surtout vouloir le remplacer par un régime de séparation de biens, que les conjoints libres d'adopter telles conventions matrimoniales qui leur conviendront, s'empresseront toujours de rejeter, pour en revenir à la communauté, seule capable d'assurer le bien-être de leur existence.

Un second moyen s'offrait au législateur : il pouvait autoriser la femme à disposer des fruits de son travail, il pouvait lui permettre de faire, à l'aide des bénéfices réalisés par elle dans l'exercice de son industrie, des acquisitions qui demeurerait sa propriété personnelle, et en un mot de se constituer ainsi des propres mobiliers ou immobiliers, qui fussent toujours à sa seule disposition pour subvenir aux charges du mariage et qui fussent toujours soustraits à l'autorité du mari et à l'action personnelle de ses créanciers ; les propres de la femme seraient donc pendant le mariage insaisissables pour toute autre cause que pour les besoins du ménage par les créanciers du mari ! Sans doute, il y aurait là un grand avantage pour la femme qui se trouverait ainsi assurée de pouvoir toujours employer les gains de son travail à l'entretien et à la nourriture de la famille, et rien ne serait plus équitable assurément ; mais nous croyons qu'une telle réforme est bien difficile à réaliser, à cause des dangers considérables auxquels elle exposerait les tiers, c'est-à-dire les créanciers personnels du mari. On comprend que la loi cherche à protéger les époux et en particulier la femme, et qu'elle assure le plus efficacement possible l'heureux développement de la famille, mais il ne faut pas non plus que les mesures de protection dont elle entoure le ménage soient prises exclusivement au détriment des tiers, c'est-à-dire au détriment de créanciers qui, en définitive, ont souvent traité de très bonne foi avec le mari et qui sont par conséquent très dignes d'intérêts ! Or, qu'arriverait-il si nos législateurs adoptaient la réforme que nous venons d'énoncer ? Si la femme pouvait ainsi se constituer des propres insaisissables, qu'est-ce qui empêcherait le mari de s'entendre avec elle pour dissimuler sous son nom une grosse partie de sa fortune personnelle, afin de la soustraire à ses créanciers ? Comment, d'autre part, les tiers pourraient-ils se mettre en garde contre cette sorte de séparation qui s'accomplirait

entre les biens de la femme et ceux du mari sans aucune espèce de publicité ?

Nous allons plus loin d'ailleurs, et nous croyons que, non seulement ce projet de réforme doit être abandonné comme devant nuire aux intérêts des tiers, mais qu'il doit être encore rejeté comme nuisible aux intérêts même du ménage. Le premier résultat d'une pareille réforme serait, suivant nous, de ruiner complètement le crédit des époux, et elle serait forcément une source de procès, à cause des difficultés que susciterait la preuve à faire contre les tiers, que les biens ainsi acquis par la femme ont bien été acquis à l'aide des produits de son travail personnel !

Nous ne pensons donc pas que le législateur doive encore s'arrêter à ce second moyen, dont les résultats se retourneraient précisément contre les intérêts qu'il aurait pour but de protéger !

Aussi n'est-ce point là l'idée qui a été en principe adoptée par les différents auteurs des projets de loi qui sont actuellement déposés sur les bureaux des Chambres ; nous allons voir qu'ils se sont bornés à la seule réforme qui pouvait être admise, c'est-à-dire à celle qui consiste à limiter les droits d'administration du mari, même sous le régime de communauté, et à conférer à la femme sur les produits de son travail les mêmes droits d'administration qui appartiennent déjà au mari sur tous les autres biens de la communauté ; nous croyons que c'est bien là la réforme qui doit s'imposer ; il faut que la femme puisse toucher librement les gains de son travail et qu'elle puisse les employer directement à pourvoir à l'entretien du ménage, sans avoir besoin de les faire passer par les mains de son mari qui n'en profite en réalité que pour les dépenser pour son usage personnel. Plusieurs projets de loi dans ce sens ont été, depuis quelques années, proposés aux Chambres.

Ils ont tous pour objet de permettre ainsi à la femme

de disposer librement des profits réalisés par elle dans l'exercice de son industrie ; ils diffèrent seulement entre eux par l'étendue plus ou moins considérable qu'ils donnent à ces pouvoirs de l'épouse sur les fruits de son travail. Nous examinerons chacun de ces projets, nous verrons quel est celui qui nous semble devoir réaliser le plus d'avantages et quel est enfin celui qui paraît devoir triompher d'ici peu de temps.

Mais il est nécessaire de rechercher auparavant ce que le législateur a déjà fait en faveur de la femme mariée pour la protéger contre l'omnipotence de son mari. On sait que si le mari chef du ménage peut invoquer son autorité pour empêcher la femme de garder la disposition des économies réalisées sur ses revenus et sur les gains provenant de son travail, il peut aussi lui laisser la libre disposition d'une partie de ses économies, afin de lui permettre de les appliquer elle-même à satisfaire les charges qu'elles sont destinées à remplir. Très souvent, en fait, il arrive que le mari donne ainsi à sa femme une très grande liberté à cet égard ; c'est une sorte de mandat tacite qu'il lui confère, mandat d'employer les ressources dont il lui laisse la disposition, à pourvoir à l'entretien du ménage, et d'en opérer au besoin le placement si elles deviennent plus considérables ; et bien, nous croyons qu'il faut voir une consécration particulière de cette sorte de mandat tacite dans la disposition de l'article 6 de la loi du 9 avril 1881 sur la Caisse d'épargne postale ; ce texte qui s'applique également aux autres Caisses d'épargne est ainsi conçu : « les femmes mariées, quel que soit le régime de leur contrat de mariage, seront admises à se faire ouvrir des livrets sans l'assistance de leurs maris ; elles pourront retirer sans cette assistance les sommes inscrites aux livrets ainsi ouverts sauf opposition de la part de leurs maris. »

Voilà donc un premier pas fait par le législateur dans

la voie de l'émancipation de la femme ; celle-ci peut porter elle-même à la Caisse d'épargne les petites économies qu'elle aura pu réaliser sur les produits de son travail ; elle peut, sans l'assistance de son mari, se faire ouvrir des livrets à cette caisse ; elle peut enfin, si le besoin s'en fait sentir, retirer sans cette même assistance, les sommes qu'elle a ainsi déposées ! Sans doute, le mari peut toujours faire opposition sur ces sommes et empêcher la femme de les reprendre ; il peut même, croyons-nous, les retirer directement sans faire d'opposition ; dans tous les cas, il ne fait que révoquer le mandat tacite qu'il avait conféré à sa femme ; mais il n'en est pas moins vrai que celle-ci a déjà acquis un premier droit important, puisqu'elle peut désormais opérer un placement de ses économies, sans l'autorisation de son mari et sauf opposition de sa part, et se constituer ainsi un fonds de réserve destiné à faire face à ses besoins pour les jours de dénuement et de détresse.

On peut encore rattacher au même ordre d'idées la disposition de l'article 13 de la loi du 20 juillet 1886 sur la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, qui permet aux femmes mariées, quel que soit le régime matrimonial qu'elles aient adopté, de faire des versements sans l'assistance de leur mari.

Assurément, les avantages accordés à la femme par les deux lois que nous venons d'énoncer sont peu de chose, puisque le mari peut toujours venir interposer son autorité et faire ainsi cesser les résultats bienfaisants des efforts du législateur. Mais nous avons dit qu'on ne s'en était pas tenu à ces modestes réformes, et que depuis quelques années, plusieurs projets de loi avaient été proposés aux Chambres pour donner à la femme mariée des garanties plus sérieuses.

Dès le mois de juillet 1894, deux propositions étaient déposées sur le bureau de la Chambre des députés :

La première de ces propositions a pour but *de protéger la femme contre certains abus de la puissance maritale*. Elle a été déposée par MM. Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montaut, députés, et elle a été inspirée, en dehors du Parlement, par deux éminents professeurs de la Faculté de droit de Paris, MM. Jalabert et Glasson.

La seconde a pour objet *d'assurer à la femme mariée la libre disposition des fruits de « son travail »*; elle a été présentée par l'honorable M. Goirand, député.

Le premier de ces projets, né des études de la Ligue française pour le relèvement de la moralité publique, est le moins osé des deux : Dans son article premier, il dispose « que lorsque le mari met par son inconduite les intérêts du ménage en péril, la femme peut, sans demander la séparation de biens, obtenir de la justice le droit de toucher elle-même les produits de son travail et d'en disposer librement », et l'article 2 est ainsi conçu : « Cette demande est portée par la femme au juge de paix du domicile du mari ».

Ainsi, c'est seulement en cas d'inconduite du mari que la femme pourra obtenir de la justice l'autorisation de toucher elle-même les produits de son travail; nous pensons qu'il y a là précisément une entrave qui vicie complètement l'esprit libéral de cette loi. Sans doute, nous croyons qu'il était dans l'intention de ses auteurs d'établir une procédure simple et peu coûteuse, pour permettre à la femme d'obtenir cette autorisation, puisqu'ils ont supprimé dans ce but la procédure compliquée de la séparation de biens et ont déclaré que la demande serait portée par la femme devant le juge de paix du domicile du mari. Mais quelle que soit la simplicité des démarches qu'ils imposent à la femme, c'est toujours une instance qu'ils veulent l'obliger à introduire; or, c'est cette condition si onéreuse et si cruelle pour la femme déjà malheureuse d'avoir à plaider, même chez le juge de paix, pour obtenir justice, qui, sui-

vant nous, constitue pour la femme un mal réel et un danger véritable ; car elle hésitera toujours à se soumettre à cette condition qui nécessitera des dérangements et des démarches qui lui susciteront malgré tout des dépenses qu'elle ne peut pas faire.

Dans le projet Goirand, au contraire, on ne rencontre pas cette fâcheuse restriction : ce projet se composait à l'origine d'un article unique qui était ainsi conçu :

« Quel que soit le régime adopté par les époux, la femme a le droit de recevoir, sans le concours de son mari, les sommes provenant de son travail personnel et d'en disposer librement. Les pouvoirs ainsi conférés à la femme ne feront point échec aux droits des tiers contre la communauté ».

Comme on peut le voir, ce projet est plus hardi que le premier, puisque la femme, quel que soit son régime matrimonial, peut toujours, sans le concours de son mari, toucher les gains de son travail et en disposer librement, et qu'elle n'a besoin d'aucune autorisation de justice pour arriver à ce résultat.

C'est bien là, croyons-nous, la réforme qui s'impose au législateur : c'est ainsi seulement que l'on mettra la femme à l'abri des abus d'autorité de son mari, et cette mesure ne pourra que favoriser le développement de la famille et protégera le mari lui-même contre ses propres entraînements. Toutefois, nous ne pensons pas que la proposition de M. Goirand soit avantageuse si elle est adoptée telle que nous venons de l'énoncer. Le second alinéa de l'article unique de cette proposition dispose, en effet, ainsi que nous l'avons dit, que les pouvoirs ainsi conférés à la femme ne feront point échec aux *droits des tiers* contre les biens de la communauté. Nous n'avons pas assurément l'intention de dire qu'il faut porter atteinte aux droits des tiers en général sur les biens de la communauté, nous avons dit qu'on ne pouvait favoriser le développe-

ment de la famille qu'en respectant ces droits ; mais il nous semble que si on donne à la femme le droit de toucher elle-même les produits de son travail afin d'en disposer elle-même dans l'intérêt du ménage, il faut lui donner ce droit complètement, et qu'on ne doit pas lui retirer d'une main ce qu'on lui accorde de l'autre. Il ne faut donc pas que les créanciers personnels du mari puissent saisir à sa place les gains de la femme comme étant des biens de la communauté ; il ne faut pas que le mari puisse faire des dettes en se livrant à ses plaisirs, et que ses créanciers puissent, pour se payer, mettre opposition sur les salaires de la femme ; car il faut convenir que si l'on admet qu'il puisse en être ainsi, on aboutira exactement au même résultat que si on laisse au mari le droit de toucher lui-même les gains de son épouse. Or cette disposition de la loi Goirand, que nous venons d'énoncer, savoir, « que les pouvoirs ainsi conférés à la femme ne font point échec aux droits des tiers contre les biens de la communauté, » signifie bien dans sa généralité que tous les créanciers sans exception, aussi bien ceux du mari que ceux de la femme, auront le droit de saisir les salaires de celle-ci qui sont des biens de la communauté. C'est là une conséquence que nous ne saurions admettre, car tout l'avantage qui pouvait résulter pour la femme de cette proposition de loi se trouverait ainsi complètement anéanti. Que les gains de la femme contribuent aux charges du mariage, à l'entretien et à l'éducation des enfants ! Rien n'est plus juste ; mais il ne faut pas permettre au mari de s'enivrer à crédit, pour que son créancier puisse ensuite saisir les gains de la femme afin de se payer de ce qui lui est dû. La loi suisse qui accorde à la femme mariée les mêmes droits que la femme séparée de biens sur les produits de son travail, a, d'autre part, très bien compris toute l'inconséquence d'une disposition du genre de celle que nous venons de trouver à la fin du projet de M. Goirand.

L'article 2 de la loi suisse dit en effet que « la femme qui par son travail aura acquis des biens personnels répondra sur ces biens des dettes contractées par elle sans l'autorisation de son mari, qu'elle devra également contribuer proportionnellement à ses facultés et à celles du mari aux frais du ménage commun, à l'entretien et à l'éducation des enfants ; que toutefois les biens personnels à la femme ne répondront de ces dernières dettes qu'à défaut de biens appartenant au mari ou à la communauté ; et enfin, qu'ils *ne répondront pas des autres dettes contractées par le mari.* » C'est une disposition de ce genre que nous voudrions voir ajouter à l'article unique de la loi Goirand, à la place de la fâcheuse proposition finale qui s'y trouve : rien n'est plus juste que d'obliger la femme à payer ses propres dettes à l'aide des produits de son travail, et de la forcer à contribuer à l'aide de ces mêmes biens aux charges communes, mais il ne faut pas, encore une fois, que le mari puisse employer les salaires de sa femme à satisfaire ses plaisirs ; or, si l'on veut l'empêcher d'arriver à ce résultat, on ne doit pas permettre qu'il puisse l'atteindre indirectement ! Il serait fâcheux, croyons-nous, qu'une loi fût votée en France, qui n'offrît à la femme qu'une protection illusoire, tandis que les législateurs des autres pays ont trouvé moyen de protéger efficacement les ménages menacés par l'inconduite du mari. Heureusement, la proposition finale de la loi Goirand a été supprimée postérieurement, et on peut croire alors que son auteur a compris et fait comprendre aux législateurs les tristes conséquences qu'elle aurait entraînées ; mais nous verrons qu'elle n'a point été remplacée et qu'il y a alors une lacune dans le nouveau projet qui a déjà été adopté par la Chambre des députés et qui ne peut manquer d'être adopté d'ici peu par le Sénat.

Le premier projet de loi que nous avons énoncé n'a pas été adopté en principe ; c'est au contraire celui de M. Goi-

rand qui a été admis par la Chambre des députés. Néanmoins, la proposition de M. Jourdan n'a pas été complètement abandonnée, elle contenait en effet une autre disposition plus heureuse que la première et qui a réuni les suffrages des législateurs ; nous avons vu que la femme ne se trouve pas seulement exposée à voir son mari saisir les gains de son travail personnel et que sa situation peut être pire encore, elle peut être chargée d'enfants et incapable de travailler pour les faire vivre ; le mari, de son côté, a perdu tout sens moral, il abandonne le foyer conjugal et entretient au dehors un commerce illicite, et, cependant, il est un bon ouvrier gagnant chaque jour des sommes relativement élevées, mais il laisse sa famille dans le dénuement le plus complet. La femme, dans cette hypothèse, n'a d'autre ressource que la séparation de corps ou le divorce, mais, nous avons vu, qu'au point de vue des avantages pécuniaires, ces moyens étaient peu de chose et qu'ils sont le plus souvent impraticables pour une femme malheureuse. Les auteurs de la première proposition de loi se sont généreusement émus de cette triste situation, ils se sont demandé s'il ne serait pas bien heureux que, sans un jugement prononçant la séparation de corps, le mari pût être forcé par la justice à contribuer aux dépenses du ménage. Aussi ont-ils adopté un article 3 ainsi conçu : « en cas d'abandon, la femme peut en outre obtenir du juge de paix l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher des salaires ou des émoluments du mari une part en proportion de sa charge et du nombre des enfants », et dans les articles suivants, les auteurs du projet organisent cette procédure peu coûteuse et relativement simple, qui permettrait à la femme de s'adresser au juge de paix, aussi bien pour obtenir l'autorisation de toucher ses propres gains que pour demander celle de saisir-arrêter les salaires de son mari. Dans le projet tel qu'il est adopté aujourd'hui par l'une des Chambres, on a supprimé, comme nous

l'avons dit, la nécessité de l'autorisation du juge de paix pour que la femme puisse toucher les produits de son travail personnel ; elle a désormais ce droit sans avoir besoin d'aucune autorisation, quel que soit son régime matrimonial. Mais on a conservé la procédure de l'autorisation par le juge de paix pour permettre à la femme de forcer son mari, en cas d'abandon, à contribuer aux dépenses communes. Ajoutons encore qu'on ne s'en est pas tenu là ; on n'a pas cru devoir accorder à la femme la faculté de revendiquer pour elle-même le droit excessif dont dispose aujourd'hui le mari celui de dissiper ses gains sans participer en quoi que ce soit aux charges du ménage, et on a voulu donner au mari, en compensation de tout ce qu'on lui enlevait, un moyen de contrainte pour obliger la femme à remplir à son tour les devoirs que la nature même lui impose, c'est-à-dire à pourvoir à l'entretien de ses enfants. Il ne fallait pas, en effet, inscrire dans la loi nouvelle le même abus, au profit de la femme, que la législation actuelle a consacré au profit du mari. On a donc conféré au mari le droit de saisir les salaires de la femme, en vertu d'une autorisation de justice, jusqu'à concurrence d'une portion à déterminer par le juge, pour les affecter aux besoins du ménage. Mais on a cru devoir n'accorder ce droit au mari que dans le cas d'existence d'enfants, car il a semblé contraire à la dignité de l'homme de lui permettre de réclamer à son seul profit une portion des gains de son épouse s'il n'existe pas d'enfants.

Ainsi, dans le nouveau projet de loi qui n'est qu'un composé des éléments divers des deux propositions dont nous avons parlé, la femme a le droit de toucher elle-même les produits de son travail. D'autre part, elle peut, en vertu d'une autorisation de juge de paix du domicile de son mari, toucher une partie des salaires de celui-ci pour le forcer à contribuer aux dépenses du ménage lorsqu'il a abandonné le domicile conjugal ; enfin, réciproquement, le

même droit appartient au mari en cas d'existence d'enfants, si la femme ne subvient pas spontanément dans la mesure de ses facultés aux charges du ménage.

Mais revenons à l'article 1^{er} du nouveau projet, celui aux termes duquel la femme a le droit de toucher elle-même les produits de son travail. Il est ainsi conçu :

Article premier: « Quelle que soit le régime adopté par les époux, la femme a le droit de recevoir, sans le concours de son mari, les sommes provenant de son travail personnel et d'en disposer librement. La présente disposition n'est pas applicable aux gains résultant du travail commun des deux époux. Les biens acquis par la femme avec ses gains personnels appartiennent à la communauté. »

Nous sommes loin de nous permettre de blâmer la mode de rédaction de cet article ; nous en croyons les dispositions très heureuses, mais nous pensons malgré tout qu'il est incomplet, et qu'il eût été utile d'y ajouter une proposition dans le genre de celle de la loi suisse, savoir que « les salaires de la femme ne répondront pas des dettes contractées par le mari pour ses besoins personnels ». Il est vrai, que dans son rapport fait à la Chambre en 1895 au nom de la commission chargée d'examiner les projets de loi dont nous avons parlé, l'honorable M. Goirand s'est bien occupé des droits des tiers ; il déclare dans son exposé des motifs *que tant que le gain de la femme n'a pas encore été perçu par elle*, il ne peut être appréhendé par le mari. Les créanciers du mari, ajoute-t-il, ne peuvent donc avoir plus de droits que lui et ils ne pourront donc saisir les salaires de la femme ; ils ne pourront même pas les saisir dans la mesure où le mari pourra les saisir lui-même, en vertu d'une autorisation du juge de paix, parce que c'est là un droit qui dérive de la puissance maritale et qu'il appartient au mari seul à l'exclusion des tiers. Mais, nous croyons qu'il eût été nécessaire de dire la même chose

dans le texte même de la loi et d'ajouter à l'article premier une proposition ainsi conçue : « les salaires de la femme ne répondront pas des dettes contractées par le mari pour ses besoins personnels » et nous aurions voulu qu'on attachât à cette disposition un sens très général et *qu'on ne permit pas plus aux créanciers personnels du mari de saisir les salaires de la femme, une fois que celle-ci les a touchés, que de les frapper d'opposition auparavant.* Or M. Goiraud ajoute dans son exposé qu'au regard des tiers, comme au regard de son mari, dès que la femme a appréhendé ses salaires et qu'elle en a disposé, elle a épuisé son droit, et qu'il en est de même si, au lieu de les dépenser, elle les a laissés subsister sous forme d'économie ; ils sont alors abandonnés, dit M. Goiraud, à l'administration du mari, et, comme les autres biens de la communauté, ils peuvent être saisis par les créanciers. Nous ne prétendons pas assurément qu'il eût fallu soustraire indéfiniment aux droits des tiers les économies faites par la femme sur ses gains ; mais il eût fallu, croyons-nous, adopter une limite et ne pas autoriser le mari à appréhender les salaires de la femme dès que celle-ci n'en a pas disposé dans l'intérêt du ménage après les avoir touchés. Il eût été utile de donner à la femme un certain délai pour lui permettre d'employer ses gains à subvenir aux charges communes, on peut craindre en effet que si la proposition de M. Goiraud est adoptée définitivement telle qu'elle a été admise par la Chambre des députés, le mari puisse encore abuser des pouvoirs trop considérables qui lui sont laissés, et que la réforme ne produise pas alors tous les avantages qu'on a le droit d'attendre d'elle ; mais nous comprenons très bien qu'on ne permette pas à la femme de se constituer ainsi des propres insaisissables à l'aide des biens acquis sur les économies réalisées sur ses salaires, car nous avons vu que, tout en favorisant le dévelop-

pement et le bien-être de la famille, il fallait également respecter les droits des tiers.

En résumé, voici le texte du projet de loi tel qu'il a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 28 février 1896.

PROPOSITION DE LOI

ayant pour objet : 1^o d'assurer à la femme mariée la libre disposition des fruits de son travail ; 2^o de la protéger contre certains abus de la puissance maritale.

La Chambre des Députés a adopté la proposition de loi dont la teneur suit :

Article premier. — Quel que soit le régime adopté par les époux, la femme a le droit de recevoir, sans le concours de son mari, les sommes provenant de son travail personnel et d'en disposer librement. La présente disposition n'est pas applicable aux gains résultant du travail commun des deux époux.

Les biens acquis par la femme avec ses gains personnels appartiennent à la communauté.

Art. 2. — En cas d'abandon par le mari du domicile conjugal, la femme peut obtenir du juge de paix l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher des salaires ou des émoluments du mari une part en proportion de ses besoins et du nombre de ses enfants.

Le même droit appartient au mari, en cas d'existence d'enfants, si la femme ne subvient pas spontanément, dans la mesure de ses facultés, aux charges du ménage.

Art. 3. — Le mari et la femme sont appelés devant le

juge de paix par un simple billet d'avertissement du greffier de la justice de paix, sur papier libre, en la forme d'une missive recommandée à la poste.

Art. 4. — Le mari et la femme doivent comparaître en personne, sauf le cas d'empêchement justifié.

Art. 5. — La signification aux conjoints et au tiers débiteur du jugement autorisant l'un des époux à toucher une partie des salaires ou émoluments de son conjoint vaut attribution à son profit des sommes dont la saisie a été autorisée, sans qu'il soit besoin d'aucune autre procédure.

Art. 6. — Tous les jugements rendus en ces matières sont essentiellement provisoires. Ils sont exécutoires notwithstanding opposition ou appel.

Art. 7. — Les actes de procédure, les jugements et les significations nécessaires pour l'exécution de la présente loi sont dispensés des droits de greffe, de timbre et d'enregistrement.

Délibéré en séance publique à Paris le 27 février 1896.

Le Président

Signé : HENRI BRISSON.

Cette proposition de loi a été immédiatement transmise au Sénat ; nous la croyons capable de donner d'excellents résultats, et sauf la légère critique que nous nous sommes permis de faire à la rédaction trop courte de l'article premier et à toutes les conséquences qu'elle peut entraîner, nous faisons des vœux pour qu'elle soit promptement admise par la Chambre haute. Nous ne sommes pas partisans des théories modernes qui tendent à l'émancipation de la femme ; nous croyons que celle-ci ne doit pas chercher à acquérir les mêmes droits que l'homme, qu'elle

n'est point faite pour la vie publique, mais seulement pour être une bonne mère de famille capable d'élever et d'entretenir ses enfants.

Mais nous croyons que la réforme proposée, qui bientôt entrera dans le domaine de notre législation, est une condition indispensable pour permettre à femme de remplir dignement et utilement son rôle au foyer domestique.

Vu par le Président de la Thèse :

A. BOISTEL

Vu par le Doyen :

C. GARSONNET

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I. — Des régimes de communauté	5
PREMIÈRE PARTIE. — Actif de la communauté.....	8
<i>Section I.</i> — Application à la communauté des règles de l'usufruit.....	10
§ 1. Produits des biens des époux.....	10
Fruits et revenus des biens des époux	15
Appendice à l'étude des fruits et revenus	34
Produits extraordinaires des biens des époux..	42
§ 2. Produits du travail et de l'industrie des conjoints.	84
Communauté légale	85
Communauté réduite aux acquêts.....	115
§ 3. Biens acquis par les époux au cours du mariage à l'aide des économies réalisées sur les revenus ou sur les produits du travail des conjoints.....	133
CONCLUSION de la première section (application à la communauté des règles de l'usufruit).....	135
<i>Section II.</i> — Différences entre les règles de la jouissance de la communauté sur les biens des conjoints et celles de la jouissance de l'usufruit ordinaire sur les biens soumis à son droit d'usufruit.....	137
§ 1. Première différence.....	139
§ 2. Deuxième différence.....	143
Communauté légale.....	144
Communauté réduite aux acquêts.....	154
§ 3. Troisième différence	156
§ 4. Quatrième différence.....	176
§ 5. Cinquième groupe de différences	192

	Pages.
DEUXIÈME PARTIE. — Passif de la communauté	198
§ 1. Arrérages et intérêts des rentes ou dettes passives personnelles aux deux époux	200
§ 2. Réparations usufruituaires des immeubles qui n'entrent point en communauté ..	203
§ 3. Frais des aliments des époux, de l'entretien et de l'éducation des enfants, et de toutes autres charges du mariage.....	204
§ 4. Dettes contractées par le mari pendant le mariage ou par la femme avec le consentement du mari	208
TROISIÈME PARTIE. — Hypothèse du détournement des revenus de leur destination légale, par le chef de la communauté.	
Sanction de ce détournement. Séparation de biens judiciaires.	209
§ 1. Etude de celles des causes de la séparation de biens concernant les revenus et les produits du travail.....	211
§ 2. Des effets de la rétroactivité du jugement de sé- paration de biens relatifs aux revenus des biens des conjoints	219
§ 3. Effets produits par le jugement de séparation de biens sur les revenus de biens des conjoints et sur les produits de leur travail et de leur in- dustrie.....	225
CHAPITRE II. — Des conventions exclusives de commu- nauté	239
PREMIÈRE PARTIE. — Régime sans communauté	245
§ 1. Droit d'usufruit du mari sur les biens de la femme dans le régime sans communauté.....	248
§ 2. Charges incombant au mari en sa qualité d'usu- fruitier des biens de sa femme.....	259
Appendice à l'étude des charges qui grèvent le droit d'usufruit du mari	263
§ 3. Cessation du droit de jouissance du mari.....	268
§ 4. Clauses spéciales aux revenus qui peuvent être jointes au régime exclusif de communauté.....	270
DEUXIÈME PARTIE. — Régime de séparation de biens.....	272

	Pages.
CHAPITRE III. — Du régime dotal.....	282
PREMIÈRE PARTIE. — Biens dotaux.....	284
<i>Section I.</i> — Constitution de dot.	284
<i>Section II.</i> — Droit de jouissance du mari sur les biens dotaux.....	298
§ 1. Application des règles de l'usufruit ordinaire à l'usufruit du mari sur les biens dotaux.....	300
Droits que possède le mari en sa qualité d'usu- fruitier de la dot.....	300
Obligations et charges qui incombent au mari en sa qualité d'usufruitier de la dot.....	307
§ 2. Différences qui séparent l'usufruit du mari sur les biens dotaux, de l'usufruit ordinaire.....	312
1 ^{re} Différence.....	313
2 ^e Différence.....	323
3 ^e Différence.....	324
4 ^e Différence.....	325
5 ^e Différence.....	328
6 ^e Différence.....	329
7 ^e Différence.....	332
<i>Section III.</i> — Droits de la femme sur les revenus des biens dotaux.....	347
§ 1. Droits de la femme sur les revenus des biens do- taux pendant le mariage et avant la séparation de biens	348
1 ^o Hypothèse normale dans laquelle la femme n'a aucun droit sur les revenus dotaux.....	348
2 ^o Hypothèse spéciale du dernier alinéa de l'article 1549, dans laquelle la femme s'est réservé la jouissance d'une partie de ses re- venus pour son entretien et ses besoins per- sonnels.....	354
§ 2. Droits de la femme sur les revenus des biens do- taux pendant le mariage mais après la sépara- tion de biens.....	357
§ 3. Droits de la femme sur les revenus des biens do- taux après la dissolution du mariage. Et droits de ses créanciers antérieurs à la dissolution du	

	Pages.
mariage sur ces mêmes revenus après la dissolution du mariage.....	363
<i>Section IV. — Des conséquences du principe de l'aliénabilité des revenus des biens dotaux. Des exceptions qu'il comporte. Et comment, même dans ces hypothèses exceptionnelles où les biens dotaux sont aliénables, le droit de jouissance du mari sur la dot doit en principe être toujours respecté.....</i>	366
§ 1. Des conséquences du principe de l'inaliénabilité des revenus des biens dotaux.....	366
§ 2. Des exceptions au principe de l'inaliénabilité des biens dotaux. Et comment, même dans les hypothèses exceptionnelles où les biens dotaux sont aliénables, le droit de jouissance du mari sur la dot doit toujours en principe être respecté....	369
<i>Section V. — Des effets spéciaux de la séparation de biens judiciaire sous le régime dotal.....</i>	381
<i>Section VI. — Restitution de la dot.....</i>	384
DEUXIÈME PARTIE. — Biens paraphernaux.....	388
Appendice au régime dotal. De la société d'acquêts jointe au régime dotal.....	393
§ 1. Composition active et passive de cette société d'acquêts.....	394
§ 2. Règles qui gouvernent les revenus pendant le cours de la société d'acquêts.....	395
CHAPITRE IV. — Des idées nouvelles tendant à donner à la femme la libre disposition des gains de son travail. Des réformes de la législation sur ce point	403

